

MAXI FICHES

de

Histoire de la pensée économique

Ghislain Deleplace
Christophe Lavalie

**Retenir
l'essentiel et
réviser
facilement**

DUNOD

Histoire de la pensée économique

MAXI FICHES

Histoire de la pensée économique

Ghislain Deleplace
Christophe Laviolle

DUNOD

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, Paris, 2008

ISBN 978-2-10-053627-6

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Mode d'emploi	1
Questions de méthode	
1 Comment faire de l'histoire de la pensée économique ?	3
1. L'objet de la science économique	3
2. La place de l'histoire de la pensée économique	5
2 Une histoire rapide des théories économiques	7
1. De l'activité économique à la science économique	7
2. Du mercantilisme au marginalisme	8
3. La division en microéconomie et macroéconomie	9
Les précurseurs	
3 De l'économique à l'économie politique puis à la « science » économique : continuité et ruptures	11
1. De la philosophie morale à l'économie politique : une certaine continuité	11
2. De la philosophie morale à l'économie politique : deux ruptures essentielles	12
4 La pensée antique et médiévale : vingt siècles de condamnation morale des pratiques économiques	15
1. Les réflexions économiques dans l'antiquité grecque	15
2. La pensée médiévale	16
5 Princes et marchands à la Renaissance	19
1. Les théories de l'État moderne	19
2. La naissance d'une « économie politique »	21
6 Le mercantilisme : unité et diversité	23
1. Les hommes	23
2. La doctrine	23
3. Les variantes nationales	25
7 Philosophie des Lumières et libéralismes	27
1. La philosophie des Lumières : raison et autonomie	27
2. Les libéralismes	28
8 François Quesnay et la physiocratie	31
1. Les hommes	31
2. La doctrine	32
3. La naissance d'un paradigme et d'une science	33

L'école classique

9 L'école classique : présentation d'ensemble	35
1. Les hommes et leur contexte	35
2. La science classique en économie	36
10 Monnaie, valeur et prix chez les classiques	39
1. La théorie classique : une recherche sur la nature de la richesse des nations	39
2. La mesure de la richesse : la théorie de la valeur travail	40
11 Le libéralisme économique des classiques	43
1. Une recherche sur les causes de la richesse des nations	43
2. Main invisible et libre-échange	45
12 Croissance et répartition chez les classiques	47
1. Une recherche sur les mécanismes de répartition de la richesse des nations	47
2. Une recherche sur la dynamique de l'accumulation des richesses	48

Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre

13 Adam Smith et <i>Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations</i>	51
1. Adam Smith : de la philosophie morale à l'économie politique	51
2. La <i>Richesse des nations</i>	52
14 David Ricardo et les <i>Principes de l'économie politique et de l'impôt</i>	55
1. Sa vie, son œuvre, son influence	55
2. L'œuvre majeure : <i>Principes de l'économie politique et de l'impôt</i>	56

Pour aller plus loin : les contemporains

15 Piero Sraffa et les « néoricardiens »	59
1. La théorie de Piero Sraffa	59
2. La critique de la théorie marginaliste du capital	61
3. Une théorie « néoricardienne » isolée	62

Le marxisme

16 L'hétérodoxie « socialiste » : présentation d'ensemble	63
1. L'émergence du « socialisme »	63
2. Les socialismes « utopiques » : des reconstructions sociétales	64
17 Marx et le socialisme « scientifique »	67
1. La « microéconomie » de Marx : aliénation marchande et exploitation capitaliste	67
2. La « macroéconomie » de Marx : l'analyse de la crise comme expression des contradictions de l'économie capitaliste	68

18	La diffusion du marxisme : les épigones	71
	1. Les « orthodoxes »	71
	2. Les révisionnistes et la réapparition d'un socialisme réformiste	72

Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre

19	Karl Marx et <i>Le capital</i>	75
	1. Sa vie, son œuvre, son influence	75
	2. L'œuvre majeure : <i>Le capital, critique de l'économie politique</i>	76

Le marginalisme

20	Le marginalisme : microéconomie et libéralisme	79
	1. Les premiers marginalistes et les traditions qu'ils inaugurent	79
	2. Le rejet de la théorie de la valeur travail et la relecture du problème de la valeur	80
	3. L'émergence d'un nouveau paradigme : la science « néoclassique »	81

Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre

21	Léon Walras et les <i>Éléments d'économie politique pure</i>	83
	1. Sa vie, son œuvre, son influence	83
	2. L'œuvre majeure : <i>Éléments d'économie politique pure, ou théorie de la richesse sociale</i>	84

22	Alfred Marshall et les <i>Principes d'économie</i>	87
	1. La figure centrale du marginalisme britannique	87
	2. L'œuvre majeure : les <i>Principes d'économie</i>	87

Pour aller plus loin : les contemporains

23	La microéconomie néowalrasienne	91
	1. L'existence d'un équilibre général	91
	2. Le fonctionnement du marché	92
	3. L'intégration de la monnaie	93

24	La « nouvelle microéconomie »	95
	1. Les précurseurs	95
	2. Théorie des jeux et imperfections de marché	96
	3. Richesse et limites de cette microéconomie	97

La pensée autrichienne

25	Les écoles autrichienne et suédoise	99
	1. L'école autrichienne à la fin du XIX ^e siècle	99
	2. Le fondateur de l'école suédoise : Knut Wicksell	101

26	Joseph Schumpeter, penseur de la dynamique économique	103
1.	Schumpeter, théoricien des sciences sociales	103
2.	<i>La théorie de l'évolution économique</i>	104
3.	<i>Les cycles des affaires</i>	105
27	Économie et société chez Hayek et Schumpeter	107
1.	Hayek et le libéralisme	107
2.	Schumpeter et la fin du capitalisme	108

Le keynésianisme

28	Le keynésianisme : présentation d'ensemble	111
1.	Le contexte historique et intellectuel	111
2.	La « révolution keynésienne » et son interprétation	112
3.	Apogée et déclin du « keynésianisme »	113

Pour aller plus loin : un auteur, une œuvre

29	John Maynard Keynes et la <i>Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie</i>	115
1.	John Maynard Keynes	115
2.	<i>La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie</i>	116

Pour aller plus loin : les contemporains

30	Les « post-keynésiens » et l'approche de la circulation	119
1.	La relation entre la croissance globale et la répartition des revenus	119
2.	Entreprise, monnaie et marchés financiers	120
3.	L'approche de la circulation	121

Aujourd'hui : une science économique éclatée

Du monétarisme à la nouvelle école classique : « le renouveau libéral »

31	L'impulsion du renouveau libéral par le monétarisme	123
1.	Friedman et les monétaristes dans la discussion sur la stabilité des fonctions macroéconomiques de comportement	123
2.	La critique monétariste de la courbe de Phillips et la théorie du taux de chômage naturel	124
32	La nouvelle macroéconomie classique	127
1.	L'hypothèse d'anticipations rationnelles et l'inefficacité de la politique économique	127
2.	Un renouveau de la macroéconomie classique	129

De la théorie du déséquilibre à la nouvelle macroéconomie keynésienne : la « résurgence » keynésienne

33	Théorie du déséquilibre et équilibres non walrasiens : l'école néokeynésienne	131
	1. La théorie du déséquilibre	131
	2. La théorie des « équilibres non walrasiens »	132
34	La nouvelle macroéconomie keynésienne	135
	1. Keynésianisme « rationnel » et rigidités nominales : l'absence de dichotomie et l'efficacité des politiques de demande globale	135
	2. Keynésianisme « informationnel » et rigidités réelles : l'existence d'équilibres partiels sous optimaux	136
La nébuleuse institutionnaliste		
35	Théorie standard et approche institutionnaliste	139
	1. Les institutions dans la science économique	139
	2. La distinction entre la « vieille » et la « nouvelle » économie institutionnelle	141
36	Les courants institutionnalistes « anciens » et « modernes »	143
	1. Les courants institutionnalistes « anciens » : la question de l'intentionnalité des institutions	143
	2. Les courants institutionnalistes « modernes » : la question de l'efficacité des institutions	144
L'économie est-elle une science ?		
37	L'économie comme science : la naissance d'une conviction	147
	1. De « l'économie politique » à la « science économique »	147
	2. Science et idéologie	148
	3. Les limites d'une analogie avec les sciences « dures »	148
38	Quelle « science » économique ?	151
	1. Quelle ambition ?	151
	2. Quelle méthode ?	152
39	Le progrès des connaissances en économie	155
	1. Une vision « longitudinale » : science normale et révolutions scientifiques dans l'histoire de la pensée économique	155
	2. Une vision « latitudinale » : orthodoxie et hétérodoxies	157
40	Dictionnaire de 100 économistes	159
	130 questions pour faire le point	175
	Réponses	192

Mode d'emploi

1. THÉMATIQUE

Cet ouvrage combine une *démarche chronologique*, habituelle en histoire de la pensée économique, et un accent mis sur les ***courants de pensée***, car, s'il y a des débats entre économistes aujourd'hui, c'est parce que l'évolution passée de la science économique leur a légué des approches diverses.

Il est souhaitable de commencer la lecture par la fiche 1, qui présente notre conception de l'histoire de la pensée économique, et par la fiche 2, qui contient un panorama rapide de l'évolution chronologique de la science économique et permet de situer l'ensemble des fiches de ce *Maxi Fiches*. Par la suite, les parties correspondant à des courants de pensée peuvent être lues de façon indépendante, les liens avec le reste de l'ouvrage étant assurés par des renvois aux fiches correspondantes.

Nous avons distingué **cinq courants de pensée, qui sont traités en cinq parties par ordre d'apparition dans l'histoire** : l'école classique ; le marxisme ; le marginalisme ; la pensée autrichienne ; le keynésianisme. Ces approches trouvent leur origine dans un passé plus ou moins lointain et elles ont toutes des traductions modernes, plus ou moins reconnues dans la science économique actuelle, mais néanmoins présentes. C'est pourquoi, même si cela rompt l'exposition chronologique de l'histoire de la pensée économique dans son ensemble, **nous avons associé dans la présentation de chaque courant de pensée les auteurs fondateurs et leurs héritiers modernes**.

Un courant de pensée se rattache à une œuvre fondatrice et/ou caractéristique d'un auteur lui-même emblématique. Nous avons donc pour chaque courant consacré au moins une fiche à un couple unissant un auteur et son œuvre majeure. Ce choix dresse la liste restreinte des « grands » économistes du passé, qui ont selon nous marqué l'évolution de la discipline en donnant une identité (et parfois leur nom) aux diverses approches : l'Anglais David Ricardo (école classique) ; l'Allemand Karl Marx (marxisme) ; le Français Léon Walras et l'Anglais Alfred Marshall (marginalisme) ; l'Autrichien Joseph Schumpeter (école autrichienne) ; l'Anglais John Maynard Keynes (keynésianisme). On doit y ajouter le fondateur reconnu de la discipline elle-même, l'Écossais Adam Smith, rangé dans l'école classique.

Il serait vain de vouloir associer une époque et la domination d'un courant de pensée, car la diversité des approches caractérise la science économique depuis son origine. Il y a deux époques pour lesquelles une telle association peut d'autant moins être tentée. D'une part, avant même la constitution du premier courant de pensée (l'école classique), **des précurseurs** ont traité des questions économiques sans construire un discours autonome par rapport aux autres manières (philosophiques, religieuses, politiques) de voir la société. D'autre part, **depuis à peu près le milieu des années 1970, une science économique éclatée** combine une dominante idéologique (le libéralisme économique), une unification instrumentale (le calcul individuel) et un éclectisme des références analytiques.

Les dernières fiches sont consacrées à trois questions de méthode relatives à la science économique et à un dictionnaire de 100 auteurs, qui permet de retrouver rapidement les éléments essentiels les concernant.

Pour illustrer certains points évoqués dans la fiche, chacune d'elles se termine par quelques citations d'auteurs. On trouvera en annexe la liste des références précises de ces citations, ainsi qu'un questionnaire à choix multiples (pour tester la compréhension des fiches) et un index des auteurs.

2. L'OUVRAGE EN DIX PARTIES

- I. Questions de méthode : *fiches 1-2*
- II. Les précurseurs : *fiches 3-8*
- III. L'École classique : *fiches 9-15*
- IV. Le marxisme : *fiches 16-19*
- V. Le marginalisme : *fiches 20-24*
- VI. La pensée autrichienne : *fiches 25-27*
- VII. Le keynésianisme : *fiches 28-30*
- VIII. Aujourd'hui : une science économique éclatée : *fiches 31-36*
- IX. L'économie est-elle une science ? : *fiches 37-39*
- X. Dictionnaire de 100 auteurs : *fiche 40*

3. POUR ALLER PLUS LOIN

Deux manuels publiés par les auteurs de ce *Maxi Fiches* permettent d'approfondir la plupart des courants et auteurs évoqués :

- Ghislain Deleplace, *Histoire de la pensée économique. Du « royaume agricole » de Quesnay au « monde à la Arrow-Debreu »*, Paris, Dunod, 2^e édition, 2007, 553 pages.
- Christophe Lavielle, *Histoire de la pensée économique. Cours, méthodes, exercices corrigés*, en collaboration avec J.-L. Bailly, J. Buridant, G. Caire et M. Montoussé, in M. Montoussé (éd.), Rosny, Éditions Bréal, 2000, 415 pages.

1 Comment faire de l'histoire de la pensée économique ?

Point clef

Au-delà des définitions particulières que les différentes écoles de pensée ont pu donner de la discipline, la science économique partage avec l'ensemble des sciences sociales une interrogation générale sur la possibilité de constitution d'un ordre social sur un mode décentralisé. Considérant que cet ordre social est d'abord un ordre économique, la science économique décline cette interrogation générale en un questionnement particulier sur le processus de formation des grandeurs économiques. L'histoire des réponses apportées à ce questionnement peut alors se faire, soit à la lumière de l'état présent de la théorie économique (pour souligner le processus qui a conduit à sa constitution), soit du point de vue de son origine (pour souligner la permanence des conceptions classiques et leur enrichissement progressif), soit de manière à éclairer les débats théoriques contemporains : l'histoire de la pensée économique est alors conçue comme un élément central du progrès des connaissances en économie.

1. L'OBJET DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

La question même de la définition de l'objet de la science économique, du questionnement qui l'identifie comme discipline autonome, a reçu, dans l'histoire de la pensée, des réponses diverses. Identifiée à une science des richesses à la période classique, elle se définira ensuite comme la science des choix individuels en univers de rareté. Au-delà de ces définitions particulières, la question commune qui rassemble les économistes est celle du processus de formation des « grandeurs » économiques. À son tour, cette question renvoie à l'interrogation fondamentale, et partagée, sur les conséquences sociales de l'individualisme.

a) À la période « classique » : l'économie politique, science des richesses

La période classique couvre le XIX^e siècle (cf. fiche 9). Elle commence avec Adam Smith (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776 : cf. fiche 13), se poursuit avec notamment David Ricardo (*Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 : cf. fiche 14) et s'achève, à la fin du siècle, avec Karl Marx (cf. fiches 17 et 19) qui est, d'une certaine manière, le « dernier des classiques ».

Les classiques sont donc des contemporains de la première révolution industrielle, du développement du capitalisme industriel, puis de ses crises dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Leur interrogation principale concerne donc ce qu'on appellerait aujourd'hui le processus de croissance économique, c'est-à-dire **le processus d'accumulation des richesses** : il s'agit de s'interroger sur 1) les causes de la richesse (ce qui conduit à s'interroger sur le processus de production, le mécanisme de la division du travail et les mécanismes de l'échange) ; 2) sur sa nature (ce qui conduit à s'interroger sur la nature de la monnaie et les concepts de valeur et de prix) ; 3) sur sa répartition (détermination des revenus et mécanismes de la redistribution).

En corollaire, ils s'interrogent sur les limites éventuelles que pourrait rencontrer ce processus d'accumulation des richesses, et ce notamment à l'occasion de **l'analyse des crises et des cycles**.

b) À la période contemporaine : la « science économique », science des choix en univers de rareté

À la suite de la révolution « marginaliste » (cf. fiche 20), **les auteurs néoclassiques** (Alfred Marshall, *Principes d'économie politique*, 1890 : cf. fiche 22) **vont mettre l'accent sur l'existence de la rareté.**

Selon eux, c'est l'existence des contraintes de rareté qui crée le problème économique, lequel devient pour l'essentiel un problème de choix. 1) Quoi produire et en quelle quantité (à quelle production affecter les ressources productives dès lors que celles-ci ne sont pas illimitées) ? 2) Comment le produire ? (Quelle est la combinaison productive la plus efficace, c'est-à-dire la plus « économe » ?) 3) Pour qui le produire ? (Comment répartir la richesse créée dès lors que celle-ci est rare ?)

c) Un objet commun : la formation des grandeurs économiques

Finalelement le questionnement particulier des économistes peut se décliner en deux temps. Il s'agit de comprendre : 1) comment les agents économiques (individus, pouvoirs publics, entreprises, organisations...) effectuent, dans un monde caractérisé par la rareté *a priori* des ressources disponibles, leurs choix (de production, de consommation, d'investissement...), puis 2) comment ces choix sont coordonnés de manière à déterminer (bien ou mal) le niveau et l'allocation (la répartition) des richesses produites.

Ce faisant les économistes choisissent de s'intéresser en fait au **processus de la formation de toutes les grandeurs économiques** (richesse, prix, revenus, valeurs, niveau d'emploi...). Et les relations économiques sont identifiées du même coup, parmi l'ensemble des relations sociales, comme celles qui ont la particularité de donner naissance à des grandeurs mesurables.

Cette définition des relations économiques comme productrices de grandeurs mesurables et l'identification du problème des économistes comme étant celui de comprendre le processus qui préside à la formation de ces grandeurs, appelle deux remarques :

- Une remarque méthodologique tout d'abord : dès lors que la « science économique » va se définir en se donnant comme objet d'étude des grandeurs, elle va naturellement être portée à recourir au calcul (statistique puis mathématique) et à la formalisation, et à emprunter aux sciences « exactes », pour son usage propre, des concepts (tel celui d'équilibre) et des méthodes (tel le calcul infinitésimal). Il en résultera l'ambition toujours maintenue, quoique mal partagée, d'un **rapprochement avec les sciences « dures »** (cf. fiche 37).
- Une remarque analytique ensuite : à l'évidence, au cœur du problème des économistes (comment les agents économiques effectuent-ils leurs choix et comment ceux-là sont-ils coordonnés pour former des grandeurs repérables et mesurables) se trouve la question de l'aptitude d'une économie à fonctionner sur un mode décentralisé. Cette question, à son tour, relève du questionnement général de la science sociale, relatif aux **conséquences sociales de l'individualisme.**

d) Une manière particulière de se poser une question générale

Elle revient en fait à se poser de manière particulière une question commune à l'ensemble des sciences sociales (la formation de l'ordre social). La particularité de la science économique tient alors à ce qu'elle fait du lien économique (et en l'occurrence

du lien marchand) le lien fondateur du social : l'interrogation sur la richesse est une interrogation sur l'harmonie des sociétés.

2. LA PLACE DE L'HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

La diversité de la science économique se retrouve dans la façon d'en écrire l'histoire.

a) L'histoire de la pensée économique du point de vue de son aboutissement

On peut faire l'histoire de la discipline du point de vue de son aboutissement, retenant l'idée d'un progrès constant des connaissances (Schumpeter, *History of Economic Analysis*, 1956). **Les théories passées sont alors étudiées et jugées à l'aune de ce qui constitue la science économique moderne** : elles apparaissent soit comme des avancées, soit comme des reculs sur le chemin qui conduit à ce que la science économique est aujourd'hui. Évidemment une telle vision conduit à faire de l'histoire de la pensée économique une archéologie et, considérant que la théorie économique moderne est l'état le plus avancé et le plus achevé de la science, l'histoire de la pensée économique est jugée *a priori* inutilisable pour comprendre les débats modernes ; le risque est alors grand de la faire sortir de la discipline : faire de l'histoire de la pensée économique, ce serait alors davantage faire de l'histoire que faire de l'économie (au sens de contribuer à l'avancement de la connaissance économique).

b) L'histoire de la pensée économique du point de vue de son origine

On peut aussi faire de l'histoire de la pensée économique du point de vue de son point de départ (Adam Smith et la théorie classique). Le risque serait alors de biaiser la vision de la discipline par l'acceptation de l'idée que celle-ci serait nécessairement caractérisée par certains traits constitutifs de la pensée classique, qui pourtant n'existaient pas avant elle et ne seront pas admis unanimement après, y compris par des auteurs qu'il serait difficile d'exclure du périmètre de la discipline.

Ces traits constitutifs sont :

- **la croyance en des lois économiques naturelles**, qui s'appliqueraient en tout lieu et en tout temps, alors que le caractère historiquement déterminé des lois du capitalisme est au contraire souligné par le marxisme (*cf. fiche 17*), l'école historique, le keynésianisme (*cf. fiche 28*) ou l'école institutionnelle (*cf. fiche 36*) ;
- **la caractérisation de l'ordre économique comme un ordre marchand** et la réduction des relations économiques à un libre-échange généralisé source de la richesse, là où certains auteurs, de la physiocratie (*cf. fiche 8*) à l'école classique – que pourtant Smith contribue à fonder – insistent davantage sur la spécificité des relations de production, tandis que d'autres, des mercantilistes (*cf. fiche 6*) aux keynésiens, confèrent à l'État, même dans une économie de marché, un rôle essentiel dans la constitution de l'harmonie économique et sociale ;
- **l'affirmation de la neutralité de la monnaie** et la description du processus de formation des grandeurs économiques en termes exclusivement réels, alors que l'analyse de la monnaie et de son influence et la compréhension des relations économiques à partir des relations monétaires sont au cœur de théories antérieures (comme le mercantilisme) ou postérieures (comme celles de Marx ou Keynes).

c) L'histoire de la pensée économique du point de vue de la permanence des questions et des débats fondamentaux.

Une dernière possibilité est de **faire de l'histoire de la pensée économique de manière à éclairer les débats contemporains**. Ainsi, faire de l'histoire de la pensée économique, ce peut être resituer les idées économiques, de manière chronologique,

dans leur contexte, mais ce peut-être surtout, au-delà de l'immersion dans le factuel, comprendre la logique du développement de la discipline, de ses prémisses jusqu'à son état actuel, et souligner la permanence des débats fondamentaux, repérer les questions non encore résolues, identifier les oppositions irréductibles qui nourrissent le débat économique.

Selon ce dernier point de vue, **l'histoire de la pensée économique fait alors partie intégrante de la théorie**, au sens où elle contribue au progrès de la discipline en lui permettant de prendre conscience de ses limites. C'est le point de vue que nous adopterons dans le présent ouvrage.

Citations

- **La définition contemporaine de la science économique**

« L'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs. » (Lionel Robbins, *La nature et la signification de la science économique*, 1932,).

- **Les débats fondamentaux qui la traversent**

« D'un côté il y a ceux qui croient qu'à long terme le système économique s'ajuste tout seul, non sans grincements, gémissements et saccades, ni sans être interrompu par des contretemps, des interférences extérieures et des erreurs... De l'autre, il y a ceux qui rejettent l'idée que le système économique puisse sérieusement s'ajuster tout seul. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

- **Et l'importance de l'enseigner historiquement**

« Il est de fait que les erreurs fondamentales qu'on commet aujourd'hui en analyse économique sont plus souvent dues à un manque d'expérience historique qu'à toute autre lacune de la formation des économistes. » (Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique*, 1954).

2

Une histoire rapide des théories économiques

Point clef

Les débats qui traversent l'histoire de la pensée économique se nouent autour de deux questions : les relations marché/production et marché/État. Schématiquement, l'histoire de ces débats est ponctuée par trois « révolutions » (dont la datation découle de la parution des grandes œuvres qui les marquent) :

La « révolution classique » (1776-1817) représente pour la première fois l'économie comme un système dans lequel s'articulent les échanges marchands et l'organisation de la production, et elle élabore les principes de la doctrine libérale.

La « révolution marginaliste » (1874-1890), en généralisant la loi de l'offre et de la demande à l'ensemble des activités économiques, absorbe l'analyse de la production dans celle du marché et donne un fondement scientifique à la doctrine libérale.

La « révolution keynésienne » (1936) établit l'incapacité d'une économie de marché à atteindre le niveau de production globale permis par la main-d'œuvre disponible et justifie ainsi l'abandon d'un laisser-faire général au profit d'une intervention de l'État.

Ces trois « révolutions » dans la pensée économique ont façonné les termes dans lesquels se présentent aujourd'hui les controverses entre économistes, en particulier sur la place qu'il convient d'attribuer au marché dans l'ensemble des relations sociales, thème central du renouveau néolibéral.

1. DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE À LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

On a vu dans la [fiche 1](#) que la science économique se pose de manière particulière une question commune à l'ensemble des sciences sociales : comment un ordre social se forme-t-il ? Elle analyse ainsi la façon dont les relations entre les hommes se traduisent dans des grandeurs mesurables, au premier rang desquelles la **richesse** (tant individuelle que collective). Il convient à présent de se demander quand est apparue cette science économique et selon quels grands axes elle a évolué jusqu'à nos jours. Ces interrogations sont au cœur de l'histoire de la pensée économique et il s'agit ici d'en donner un panorama général, qui sera détaillé dans les fiches composant cet ouvrage.

L'activité économique est aussi ancienne que les sociétés organisées. C'est en Grèce antique que se forge le mot *économie*, de *oikos* (maison) et *nomos* (loi) : l'économie domestique porte sur les règles d'administration de la maison ou du domaine. Si dès cette époque on s'interroge sur la similitude ou non des règles s'appliquant à la famille (l'économique) et à la Cité (le politique), l'activité économique sera pendant longtemps perçue seulement comme une des activités humaines, subordonnée à d'autres types de relations entre les hommes (religieuses, politiques) sur lesquelles repose l'existence de la société.

C'est dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que la primauté de l'économie commence à être reconnue. Cette prééminence des relations économiques dans l'organisation de la société et l'élaboration d'une science destinée à en rendre compte s'expliquent par deux phénomènes.

Le premier est la **Révolution industrielle** ; son apparition initiale en Grande Bretagne n'est pas étrangère au fait que la science économique restera pendant plus d'un siècle

et demi sous domination britannique. Dans des sociétés où l'activité de production était auparavant principalement agricole, le commerce étant limité aux villes et aux échanges internationaux, la Révolution industrielle bouleverse la perception des relations sociales : désormais, l'activité économique est orientée vers le marché et l'organisation même de la production repose sur un échange marchand particulier, le salariat.

Le second phénomène est le développement de la **doctrine libérale**, en vertu de laquelle la concurrence sur les marchés est un mécanisme assurant à la fois l'efficacité économique et l'harmonie sociale, l'État devant se limiter (en dehors de ses fonctions régaliennes) à garantir la liberté économique de tous et d'abord des entreprises. De même que l'expansion de l'économie de marché, qui accompagnait la Révolution industrielle, constituait une rupture avec le commerce spécialisé et cloisonné des sociétés traditionnelles antérieures, la doctrine libérale s'inscrit d'abord en opposition à une vision interventionniste de l'État en matière économique qui justifiait l'attribution de monopoles et les réglementations corporatistes.

2. DU MERCANTILISME AU MARGINALISME

On trouve les premières réflexions sur la richesse dans l'Antiquité grecque, en particulier chez Aristote, qui distingue l'échange tourné vers la satisfaction des besoins, qu'il faut encourager, et la chrématistique, échange en vue de l'enrichissement, qu'il condamne. Ces arguments furent repris au Moyen Âge par Saint Thomas d'Aquin et les scolastiques, qui en tirèrent une condamnation du prêt à intérêt (*cf. fiche 4*).

C'est en réaction contre la doctrine thomiste qu'apparaît vers 1360 une première réflexion sur la nature de la monnaie. Contre une vision de celle-ci comme chose du prince, Nicolas Oresme soutint que la valeur de la monnaie a pour origine le consentement des marchands à l'utiliser et qu'en conséquence le prince, seule source légitime de création monétaire, doit s'abstenir de la manipuler. Deux siècles plus tard, cette relation entre le prince et les marchands fut en France au cœur des débats monétaires où se distinguèrent de Malestroit et Jean Bodin. L'analyse de cette question centrale fut étendue par le mercantilisme à l'enrichissement de la nation par un commerce extérieur contrôlé, à l'encouragement de l'emploi par la protection des industries nationales et à la stimulation de l'activité interne par la circulation de liquidités abondantes (*cf. fiche 6*).

C'est cette vision monétaire et anti-libérale que rejeta Adam Smith (*cf. fiche 13*), influencé par le courant français de la physiocratie (*cf. fiche 8*) dont il retint la croyance en un ordre naturel, le rôle du capital dans la génération d'un surplus et le plaidoyer pour la liberté du commerce. Adam Smith fonda l'école classique (*cf. fiche 9*), dont l'apogée fut atteint en 1817 avec David Ricardo qui élaborait un système d'économie politique reposant sur une théorie des prix relatifs et de la répartition des revenus (*cf. fiche 14*). Cette théorie s'imposa pendant un demi-siècle et influença même Karl Marx, qui tira de sa critique des conclusions anti-libérales et anti-capitalistes (*cf. fiche 19*).

La « révolution marginaliste » des années 1870 conforta la doctrine libérale, mais la fonda sur une autre théorie de la valeur que celle de Ricardo : l'utilité marginale et la loi de l'offre et de la demande devinrent les outils privilégiés de l'analyse économique (*cf. fiche 20*). Le marginalisme s'imposa sous sa version « anglo-saxonne », élaborée par Stanley Jevons et Alfred Marshall (*cf. sur ce dernier la fiche 22*) ; une version « autrichienne » (*cf. fiche 25*), due à Carl Menger et à Eugen von Böhm-Bawerk,

combattit en Europe centrale l'influence de l'école historique allemande, rétive aux généralisations théoriques. Une troisième version du marginalisme, fondée dès 1874 par le Français Léon Walras sur le concept d'équilibre général (cf. fiche 21), fut ignorée en dehors de l'école de Lausanne, où elle fut complétée par l'Italien Vilfredo Pareto. Enfermé dans des débats internes d'où émergèrent Rosa Luxembourg et Nicolas Boukharine, le marxisme fut progressivement relégué hors de l'enseignement de la science économique (cf. fiches 17 et 18).

3. LA DIVISION EN MICROÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE

En 1936 fut publiée par John Maynard Keynes la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, qui constituait à la fois une critique de la théorie de l'équilibre global contenue dans le marginalisme et une démonstration de l'incapacité de l'économie de marché à assurer le plein emploi (cf. fiche 29). Cette nouvelle théorie donna naissance à un courant, le keynésianisme (cf. fiche 28), dont le modèle IS-LM présenté par John Hicks dès 1937 constitua le cadre d'exposition.

Après la redécouverte par Hicks en 1939 de la théorie de Walras, le champ de la science économique fut divisé en deux : la microéconomie, concernant l'allocation des ressources, les prix relatifs et la répartition des revenus, fondée sur l'équilibre général walrasien, et la macroéconomie, concernant l'activité économique d'ensemble, l'emploi et la monnaie, fondée sur l'équilibre global keynésien. À cette division théorique correspondait une division pratique du travail, l'économie de marché étant chargée de l'égalisation des offres et des demandes par branches d'activité et l'État s'occupant de la régulation conjoncturelle du niveau global d'activité. Dans les années 1950, cette vision de l'économie fut complétée par l'introduction de la dynamique, qui se fit, du côté de la microéconomie walrasienne, par Kenneth Arrow et Gérard Debreu (cf. fiche 23), et, du côté de la macroéconomie keynésienne, par Robert Solow.

Ce partage des tâches, qualifié de synthèse néoclassique et dont Paul Samuelson fut l'incarnation par son œuvre abondante dès les années 1940, juxtaposait plus qu'il intégrait les composantes micro et macro de la science économique, ainsi que la défense du marché et l'intervention de l'État. Malgré cette faiblesse, il demeura jusqu'au milieu des années 1960, où il fut remis en cause de deux côtés.

Une première ligne de critique résulta d'une tentative de convergence entre une conception plus radicale (dite **post-keynésienne**) de la croissance, illustrée entre autres par Joan Robinson et Nicholas Kaldor (cf. fiche 30), et un rejet du marginalisme au profit d'un retour aux principes de la théorie ricardienne, initié en 1960 par Piero Sraffa (cf. fiche 15). Une deuxième remise en cause vint de la **théorie du déséquilibre** qui, à la suite de Robert Clower (1965), s'efforça d'intégrer les idées de Walras et de Keynes en une théorie plus générale (cf. fiche 33).

Mais le coup fatal fut porté par le **monétarisme**, défendu depuis les années 1950 par Milton Friedman (cf. fiche 31), dont la critique des politiques monétaires orientées vers la recherche du plein emploi déboucha dans les années 1970 sur le rejet pur et simple de la macroéconomie keynésienne par les **nouveaux classiques** regroupés autour de Robert Lucas (cf. fiche 32). Ce rejet suscita, à partir des années 1980, une réaction des **nouveaux keynésiens** visant à retrouver des résultats qualifiés de keynésiens à partir de fondements microéconomiques adaptés (cf. fiche 34).

Bien que la microéconomie ait ainsi absorbé, d'une manière ou d'une autre, le pilier macroéconomique de la synthèse néoclassique, cela n'a pas cependant conduit à

une unification de la discipline autour du paradigme walrasien. Au sein de la micro-économie elle-même, ce paradigme fondé sur la concurrence parfaite et l'équilibre général est, depuis les années 1980, délaissé au profit d'une « nouvelle microéconomie » de la concurrence imparfaite en équilibre partiel (cf. fiche 24).

Cette absence d'unification théorique explique qu'à côté des **nouveaux classiques** et des **nouveaux keynésiens**, des nébuleuses non encore stabilisées connaissent aujourd'hui un intérêt croissant autour des théories néo-autrichiennes issues de Joseph Schumpeter et de Friedrich Hayek (cf. fiches 26 et 27) ou encore autour de l'approche institutionnaliste (cf. fiches 35 et 36).

Citations

- La « révolution classique » : production et échange

« Cette *division du travail*, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat ; elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- La « révolution marginaliste » : la prééminence du marché

« Le monde peut être considéré comme un vaste marché général composé de divers marchés spéciaux où la richesse sociale se vend et s'achète, et il s'agit pour nous de reconnaître les lois suivant lesquelles ces ventes et ces achats tendent d'eux-mêmes à se faire. » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 1874).

- La « révolution keynésienne » : économie de marché et sous-emploi

« Lorsque sur dix millions d'hommes désireux et capables de travailler il y en a neuf millions employés, il n'est pas évident que le travail de ces neuf millions soit mal orienté. Il ne faut pas reprocher au système actuel d'employer ces neuf millions d'hommes aux tâches qui leur sont imparties, mais de n'avoir pas d'ouvrage disponible pour le dernier million. C'est le volume et non la direction de l'emploi que le système actuel détermine d'une façon défectueuse. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

3

De l'économie à l'économie politique puis à la « science » économique : continuité et ruptures

Point clef

L'objectif général de cette partie (fiches 3 à 8) est de souligner les particularités de la pensée économique avant l'émergence d'une « science » économique. En l'occurrence il s'agira de souligner que si une pensée économique a incontestablement existé depuis l'Antiquité, cette pensée se caractérise, jusqu'à la constitution de la science économique classique à la fin du XVIII^e siècle par le fait qu'elle n'est pas autonome, mais articulée (et inféodée) à d'autres types de savoirs dans le cadre de l'héritage de l'architectonique aristotélicienne.

Il s'agira de repérer schématiquement le processus de constitution de l'économie politique puis de la science économique comme discipline autonome, et la constitution finale de l'économie comme « idéologie dominante », au travers du renversement des liens de subordination entre éthique, politique et économique. Il s'agira alors de repérer, dater et éclairer les grandes ruptures dans l'histoire de la pensée occidentale qui ont conduit à cette émergence.

1. DE LA PHILOSOPHIE MORALE À L'ÉCONOMIE POLITIQUE : UNE CERTAINE CONTINUITÉ

Schématiquement, si l'on se limite à l'Occident, **on trouve les premières réflexions sur la richesse dans l'antiquité grecque**, en particulier chez Aristote (*cf. fiche 4*) au IV^e siècle avant notre ère. Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, la science économique telle que nous la concevons aujourd'hui n'existe pourtant pas. Les réflexions économiques sur la valeur, le travail, la monnaie existent, mais il faut les chercher dans des ouvrages qui ne sont pas d'économie, mais de philosophie politique, de théologie ou d'administration patrimoniale. Cette première pensée « économique » n'a pas d'unité théorique, et ce qui la caractérise est son assujettissement à d'autres savoirs. Il est alors possible de suivre le fil de la pensée occidentale, en y repérant des aspects de continuité et des ruptures décisives, qui conduiront finalement, sur la question qui nous occupe, à la **constitution de la science économique en discours autonome**.

a) Continuité dans les thèmes

Tout au long de ces longs siècles, la question centrale de la « philosophie politique » demeure celle de savoir comment constituer un ordre social harmonieux et, en particulier, **comment concilier harmonie sociale et liberté individuelle**.

C'est la question que se posent les philosophes grecs après Socrate, c'est celle que reprennent les penseurs de l'Islam, puis de l'église chrétienne ; c'est la même question que l'on retrouve à l'époque moderne au centre des préoccupations des juristes (théoriciens du droit naturel, tels Hugues De Groot (Grotius) ou Pufendorf) et des philosophes politiques (de Machiavel à Hobbes et Rousseau). Enfin, c'est également celle des économistes, qui vont la décliner d'une manière particulière (en l'identifiant à la question de la formation des grandeurs économiques, amalgamant société et économie, plus précisément société et économie marchande) et y répondre de manière spécifique : pour les premiers « économistes », c'est par le lien économique que se fonde prioritairement le lien social et, en l'occurrence, ce lien économique ne se fonde correctement qu'à la condition de laisser les individus poursuivre le plus librement possible leurs intérêts particuliers.

b) Continuité dans la quête

Malgré les différences de réponses apportées à la question de l'ordre social, une quête commune structure la pensée occidentale en la matière : c'est la **quête de « l'ordre naturel des sociétés »**. Recherchant la meilleure manière d'organiser la vie des hommes en société, le présupposé méthodologique assez largement partagé par les pensées dominantes qui se succèdent est que cet ordre social, pour être harmonieux, doit obéir aux règles de la nature (que celles-ci découlent d'une quelconque volonté divine ou résultent de la nature des « choses » ou bien encore de la nature humaine).

Cet ordre naturel, *a priori* non transparent, doit donc être « découvert » et révélé : c'est la tâche que se fixeront successivement les philosophes antiques, les docteurs scolastiques, les « politistes » et les juristes de la Renaissance à l'époque classique, les économistes enfin.

Cette « foi » en l'existence d'un ordre naturel des sociétés, valable en tous lieux et en tout temps, relève de la tradition socratique : c'est en effet Socrate qui le premier, en opposition aux *sophistes*, revendique le caractère immuable des principes moraux qui doivent organiser la vie de la cité : l'ordre politique est donc un ordre naturel en ce qu'il doit répondre à des impératifs moraux immuables et éternels.

c) Continuité dans l'interrogation conceptuelle

On observe même une forme de continuité dans l'interrogation conceptuelle sur les questions économiques. Il existe en effet une réflexion économique bien avant l'émergence d'une « science économique » : **le terme « économique » vient de Xénophon**, élève de Socrate, et les auteurs grecs (Platon, Aristote) déjà s'interrogent sur les mêmes concepts (valeur, monnaie, « juste prix ») qui interpellent plus tard les premiers économistes (classiques) et leurs successeurs. On trouve même chez un auteur comme Aristote, **un début de réflexion conceptuelle** sur la valeur (où s'interrogeant sur la valeur d'un bien, il distingue valeur d'usage et valeur d'échange) et sur la monnaie (dont il repère les fonctions, qu'il tente de hiérarchiser).

Au Moyen Âge, **Saint Thomas d'Aquin** fournit de longs développements pour justifier, en des termes que ne renieraient pas les économistes contemporains, la propriété privée. De la même manière, son interrogation sur le « juste prix » le conduit à s'interroger sur les questions de justice sociale (opposant justice distributive – justice dans la répartition des richesses – et justice commutative – justice dans l'échange).

La différence est que tout au long des siècles qui précèdent l'émergence d'une « science » économique, la réflexion conceptuelle est **menée par des penseurs qui ne se revendiquent pas économistes**, qui à ce titre ne considèrent pas la question économique comme fondatrice de la question sociale et « jugent » les pratiques et les catégories économiques « de l'extérieur », à partir d'un langage doctrinal qui procède d'une autre logique : philosophie morale ou politique, science juridique...

2. DE LA PHILOSOPHIE MORALE À L'ÉCONOMIE POLITIQUE : DEUX RUPTURES ESSENTIELLES

a) Le « double enchâssement » de l'économie dans l'architecture aristotélicienne...

Pendant près de vingt siècles, d'environ 500 av. J.-C. (période socratique) à l'an 1 500 ap. J.-C. (fin du Moyen Âge et début de l'époque moderne), le débat qui nous occupe est dominé par la réflexion morale.

Dès Socrate, on affirme que l'ordre politique (l'ordre des cités) ne sera assuré que si la Cité est à même d'atteindre et de maintenir un certain nombre d'exigences morales : courage, tempérance, vérité, justice. Ces principes « moraux », réputés immuables et éternels, fondent la naturalité de l'ordre politique. Dans ce cadre, les pratiques économiques sont jugées pernicieuses et délétères pour l'ordre politique, précisément car elles sont jugées immorales : l'économique est analysé comme domaine des « passions acquisitives », domaine par excellence d'exercice des égoïsmes individuels et des comportements amoraux.

Au nom de ce « **double enchâssement** » de l'économique (l'économique doit se soumettre aux exigences objectives de l'ordonnement politique des cités, lequel ne peut être atteint que s'il respecte les principes moraux naturels), les pratiques économiques sont réputées devoir être limitées et contingentes :

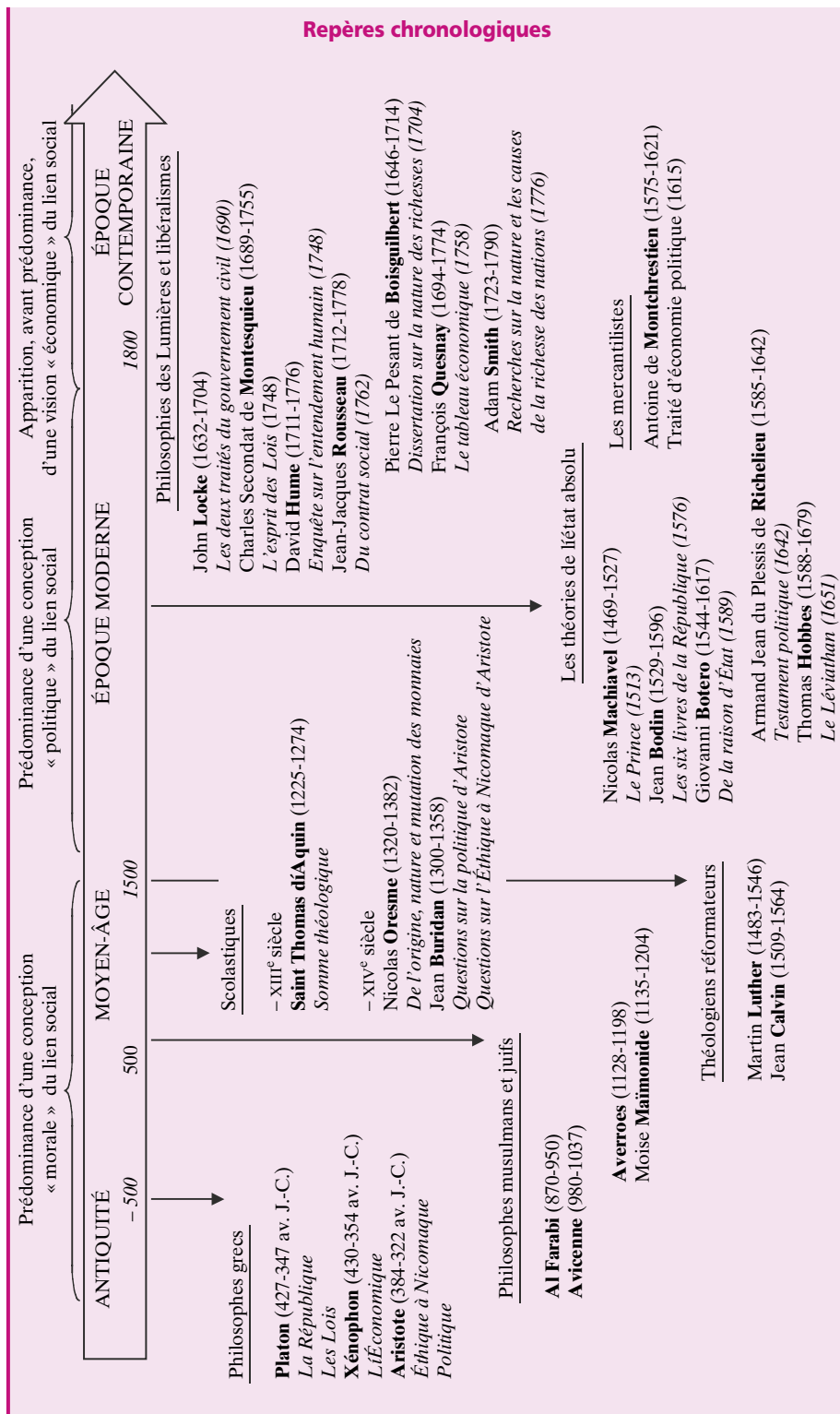
- à l'exemple de Platon (cf. fiche 4) qui décrit, dans *La République*, la Cité « idéale » comme reposant sur une stricte « division des tâches » qui isolera les citoyens devant la guider de tout contact avec les pratiques marchandes et monétaires, ou encore qui décrit, dans *Les Lois*, les cités « possibles » comme devant reposer sur une stricte interdiction de l'expansion des richesses (état stationnaire) et un strict souci d'égalité dans sa répartition (« communisme » platonicien) ;
- à l'exemple d'Aristote puis de Saint Thomas d'Aquin, qui, au nom de réflexions philosophiques sur la nature de la monnaie et de principes moraux, condamnent la pratique du taux de l'intérêt et ce qu'Aristote nomme la « mauvaise chrématistique », c'est-à-dire l'accumulation de richesses pour elles-mêmes (ne se donnant pas pour objet la seule obtention de « choses nécessaires à la vie »).

b) ... Implique une double rupture pour que l'économique s'émancipe

Cette architecture de la pensée occidentale (domination de la réflexion politique par la morale et condamnation des pratiques économiques) se retrouve donc au Moyen Âge après que, *via* les savants musulmans (Avicenne et Averroès notamment, cf. fiche 4), les intellectuels de l'Église aient récupéré l'héritage aristotélicien et tenté de le concilier avec les Écritures et les écrits patristiques d'une part, le droit romain de l'autre (qui constituent les deux autres sources d'inspiration de la scolastique, qui atteint son apogée avec Saint Thomas d'Aquin au XIII^e siècle).

Il faudra logiquement, puisque l'économique est alors « doublement enchâssé » par les exigences politiques et morales, une **double rupture** pour qu'elle puisse émerger comme savoir autonome :

- **la première rupture** conduira à rompre le lien de dépendance entre la réflexion politique et la philosophie morale. Il en résultera déjà un changement d'attitude vis-à-vis des pratiques économiques, qui ne seront plus entravées (cf. fiches 5 et 6) ;
- **la seconde** sanctionnera l'émergence d'une pensée économique autonome en rompant le lien de subordination entre économique et politique, plus précisément en l'inversant : l'ordre naturel des sociétés sera alors réputé être un ordre économique, celui de l'économie de marché. **Le libéralisme économique enfantera la science économique** (cf. fiches 7 et 8).



4

La pensée antique et médiévale : vingt siècles de condamnation morale des pratiques économiques

Point clef

Si une pensée économique a incontestablement existé depuis l'Antiquité, cette pensée se caractérise, jusqu'à la constitution de la science économique classique à la fin du XVIII^e siècle par le fait qu'elle n'est pas autonome, mais articulée (et inféodée) à d'autres types de savoirs dans le cadre de l'héritage de l'architecture aristotélicienne.

La présente fiche s'intéresse aux « vingt siècles » au cours desquels, de l'antiquité grecque à la scolastique médiévale, la pensée économique demeure inféodée aux considérations éthiques et morales et les pratiques économiques, à ce titre, condamnées et contingentes.

1. LES RÉFLEXIONS ÉCONOMIQUES DANS L'ANTIQUITÉ GRECQUE

a) Xénophon : l'économique comme art de la gestion domestique

C'est à Xénophon (vers 426-354 av. J.-C.), élève de Socrate, que l'on doit donc le terme « d'économie ». Après avoir servi comme soldat au service de Sparte, Xénophon se retire pour exploiter un domaine agricole. Au sein d'une œuvre très diverse, quatre ouvrages sont tirés de ses expériences, dont *L'économique* et *Les revenus*. Dans le cadre de ces traités d'administration patrimoniale, « l'économique », terme dérivé de *oikos* (la maison) et *nomos* (l'administration), se réduit aux règles de bonne gestion domestique. L'interrogation sur ces questions ne peut donc par définition pas être une interrogation politique sur l'ordonnancement des cités. Xénophon ne s'intéresse qu'à l'administration des domaines ruraux, se contentant précisément de mettre en évidence l'importance de l'agriculture dans la production des richesses.

b) Platon : de la cité « réelle » à la Cité « idéale »

Les réflexions économiques de Platon (*Aristoclès*, dit Platon, 428-348 av. J.-C.) s'écartent de cette vision étroite et ont une portée plus philosophique.

Il s'agit de s'interroger, comme dans *La République*, sur l'ordonnancement de ce que pourrait être une **Cité idéale** (ordonnée, harmonieuse). Dans l'esprit de Platon, et concernant les questions économiques, cela passe par un strict contrôle « collectif » des pratiques et des relations économiques, à tel point que certains ont voulu y voir un plaidoyer en faveur d'une forme de « communisme ». Ce système s'applique à une communauté de 5 040 citoyens, dans laquelle les catégories sociales ne sont pas abolies, mais fondées sur la sélection et non sur l'hérédité. La division du travail entre ces catégories doit être très stricte : au sommet, les « races » d'or et d'argent fournissent respectivement les **gardiens** dirigeant la Cité (dont la principale qualité doit être la sagesse) et les **guerriers** la défendant (dont la principale qualité doit être le courage). En contrepartie de ces responsabilités éminentes, gardiens et guerriers doivent être astreints à un régime d'une extrême rigueur ; tout particulièrement, puisque ces deux catégories ont la charge d'assurer la sauvegarde des mœurs, et afin que leurs propres qualités morales ne soient pas mises en danger, elles sont écartées de toute activité économique. Dans ce système, la famille et la propriété privée, sources de passions acquisitives, sont abolies. Seuls ceux, **artisans**

et commerçants, qui se situent au bas de la hiérarchie et doivent assurer le fonctionnement matériel de la Cité, conservent la jouissance de la propriété privée.

Lorsqu'il s'interroge dans *Les Lois* sur les **cités possibles** qui seraient à même de se rapprocher de cet idéal, Platon y confirme que prospérité et richesse ne doivent pas être une fin en soi et que les seules quêtes de ces cités doivent être la justice et l'harmonie sociale, fondées sur le respect des vertus morales cardinales (sagesse, courage, justice, tempérance).

c) Aristote et la condamnation morale de l'enrichissement

Aristote (384-322 avant notre ère), élève de Platon et fondateur à Athènes du *Lycée*, sera considéré au Moyen Âge comme « le » philosophe. Il aborde les questions économiques principalement dans *La politique* et dans *L'éthique à Nicomaque*. Aristote y fait la distinction entre deux types de richesses, la « véritable richesse » qui concerne « les biens indispensables à la vie » et la « fausse richesse » qui concerne les biens superflus. L'art de l'économie, qu'il associe comme Xénophon à l'administration familiale, consiste, pour le maître, en sa capacité d'acquérir et de se servir de la « véritable » richesse : la finalité de l'existence n'est pas l'enrichissement, mais « la vie heureuse ». Aristote rejoint ainsi Platon dans sa condamnation de l'enrichissement. Il oppose la **chrématistique** (art d'acquérir des richesses) « **naturelle** », qui consiste à acquérir des richesses nécessaires à la vie, à la **chrématistique** « **mercantile** », qui consiste à acquérir un bien, non pour la fonction qu'il remplit, mais pour l'acquisition proprement dite. Cette condamnation trouve son écho dans une analyse de la monnaie. Aristote est le premier à définir les trois fonctions monétaires : étalon des valeurs, moyen d'échange et réserve de valeur (instrument d'épargne). De son point de vue, la monnaie est avant tout un « moyen » d'échange. Puisque telle est sa nature, faire de la monnaie une finalité de l'activité économique, une richesse en elle-même, est donc lui faire jouer un rôle contre-nature, et va donc à l'encontre de l'ordre naturel. C'est donc par perversion que la monnaie est devenue « principe et fin de l'échange commercial ». L'activité économique est donc condamnée dès lors qu'elle s'écarte de la seule juste satisfaction des besoins familiaux ; l'enrichissement (monétaire) est banni et la pratique de l'usure (bien souvent confondue avec celle de l'intérêt) est également condamnée : faire payer un intérêt, c'est faire du profit avec la monnaie elle-même, c'est encore une fois faire de la monnaie la finalité et non le moyen de la transaction, alors qu'elle n'a pas été instaurée pour cet usage.

C'est cette vision de l'économie, enchâssée dans une « architectonique » où les principes d'organisation politique de la cité sont soumis à des considérations éthiques « supérieures » et où l'économie est borné à la satisfaction des besoins matériels de la « famille », son expansion étant condamnée au nom de la morale comme mettant en péril « l'ordre naturel » des sociétés, qui se retrouvera dans toutes les réflexions ultérieures.

2. LA PENSÉE MÉDIÉVALE

a) La scolastique thomiste

La scolastique (philosophie et théologie enseignée au Moyen Âge dans les Universités où enseignent les docteurs de l'Église) est constituée de deux grands courants successifs. Le premier courant, dit « réaliste » s'étend du ^xe au ^{xiii}e siècle et **Saint Thomas d'Aquin** (1225-1274) en réalise la somme (*Somme théologique*). Théologien

et philosophe italien, canonisé en 1323, Saint Thomas d'Aquin, reprenant la démarche philosophique des savants musulmans **Avicenne** (Ibn Sina, 980-1037, médecin et philosophe persan, auteur d'un *Livre de la politique* inspiré des travaux d'Aristote) et **Averroès** (Ibn Rushd, 1126-1198, philosophe arabe, cadi de Séville puis de Cordoue), mais dans le cadre de la théologie chrétienne, cherche à concilier les « vérités » contenues à la fois dans les textes saints (la Bible et les écrits des Pères de l'église chrétienne), les textes antiques (et spécifiquement ceux d'Aristote) et les textes des juristes romains. Il cherche donc, lui aussi, à concilier la foi et la raison. Sur le plan de la réflexion économique, il reprend l'héritage d'Aristote, en l'accordant avec la morale chrétienne. Ainsi, la condamnation de l'enrichissement, et par exemple de la pratique du prêt à intérêt, est reprise au nom des mêmes arguments d'Aristote, mais renforcée de l'apport de la foi (qui vante la pauvreté et la charité et condamne l'empire du fort, le prêteur, sur le faible, l'emprunteur) et de celui du droit romain (dans le cadre duquel le prêt de monnaie est analysé comme un contrat de cession, un *mutuum*, n'autorisant pas que puisse être exigé, au terme de la cession, un loyer sur la chose cédée, un intérêt sur les sommes accordées au titre du contrat de prêt).

Il mène aussi des interrogations sur la notion de « juste » prix. Là où Platon insistait sur la **justice distributive** (où l'on se soucie de la justice dans la répartition des richesses au sein du corps social), Aristote sur la **justice commutative** (la justice étant de s'assurer de la satisfaction commune des deux seules parties de la transaction), Saint Thomas insiste pour que le « juste » prix résulte d'une estimation « commune », d'un consensus général, qui ne saurait résulter de la seule satisfaction des participants à une transaction ponctuelle. Pour qu'un prix soit juste, il faut s'assurer que la transaction ne lèse personne, à l'échelle individuelle et collective. Seul un jugement moral, en amont de la transaction proprement dite, est alors à même de déterminer la justice d'un échange.

De la sorte, héritière de la pensée antique, la pensée occidentale ne s'affranchit pas encore de spéculations morales.

b) Les premiers éléments de « modernité » : le « nominalisme » d'Oresme et Buridan

En réaction à la pensée thomiste apparut au XIV^e siècle un autre courant de la scolastique, le courant dit « nominaliste ». On y retrouve des considérations sur la monnaie et la valeur.

On trouve en particulier chez **Nicolas Oresme** (1320-1382, évêque de Lisieux) dans *De l'origine, nature et mutation des monnaies* une première réflexion entièrement consacrée à la nature de la monnaie et du processus de création monétaire. Oresme, comme avant lui Saint Thomas d'Aquin, réaffirme l'idée que la monnaie est d'abord et avant tout un instrument d'échange suppléant aux insuffisances du troc. Mais, contre une vision de la monnaie comme chose du Prince, présente chez les thomistes, Nicolas Oresme soutient que sa valeur a pour origine le seul consentement des marchands à l'utiliser et qu'en conséquence le Prince, seule source légitime de création monétaire, doit s'abstenir de la manipuler. En l'espèce, le « politique » doit donc se soumettre aux exigences de « l'économique » (le bon fonctionnement des échanges marchands par le maintien et la garantie du poids et de la valeur des monnaies). Cette réflexion préfigure ce que seront, contre les mercantilistes, les arguments monétaires des premiers classiques.

Jean Buridan (1300-1358, recteur de l'université de Paris), quant à lui, approfondit surtout la question de la valeur (*Questions sur la Politique d'Aristote* ; *Questions sur l'Éthique à Nicomaque d'Aristote*). Sa réflexion est notamment connue par la fable de « l'âne de Buridan » et conduit à émettre l'idée que la valeur des biens puise à deux sources : leur rareté, mais aussi leur utilité. Cette réflexion, aussi, réapparaîtra, sous une certaine forme, à l'époque moderne.

Citations

- **Les « anciens » sur la monnaie et l'intérêt...**

« Il est tout à fait normal de haïr le métier d'usurier du fait que son patrimoine lui vient de l'argent lui-même, et que celui-ci n'a pas été inventé pour cela. Car il a été fait pour l'échange, alors que l'intérêt ne fait que le multiplier. Et c'est de là qu'il a pris son nom : les petits, en effet, sont semblables à leurs parents, et l'intérêt est de l'argent né d'argent. Si bien que cette façon d'acquérir est la plus contraire à la nature. » (Aristote, *La Politique*).

« On ne peut vendre l'argent et son usage. » (Saint Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, 1266-1273).

- **... La valeur et les prix**

« La valeur de la chose ne résulte pas du besoin de l'acheteur ou du vendeur, mais de l'utilité et du besoin de toute la communauté. [...] Le prix des choses est estimé non pas d'après le sentiment ou l'utilité des individus, mais de manière commune. » (Saint Thomas d'Aquin, *Somme théologique*, 1266-1273)

5 Princes et marchands à la Renaissance

Point clef

À la fin du Moyen Âge, les conditions qui prévalaient au cours des siècles passés sont brutalement modifiées, sur les plans politique (désagrégation de l'ordre féodal et constitution progressive des États-nations), culturel (Renaissance), théologique (réforme protestante), technique (l'invention de l'imprimerie favorise la diffusion des idées) et économique (les grandes découvertes élargissent l'horizon des échanges, l'arrivée des trésors du Nouveau Monde modifie en profondeur l'équilibre monétaire du passé et le regard porté sur la richesse, la prospérité des nations et leur origine, les pratiques économiques, marchandes et financières en particulier). La conjugaison de ces phénomènes est alors propice au développement d'une réflexion économique nouvelle, sur laquelle ne pèsent plus les interdits moraux prévalant jusqu'alors et qui porte les marques de la modernité.

1. LES THÉORIES DE L'ÉTAT MODERNE

La période qui s'étale sur les XVI^e et XVII^e siècles est une période de grands bouleversements dans les domaines politique (effondrement de l'ordre féodal et constitution des États-nations, identifiés à leur *Prince*, terme générique qui au XVI^e siècle, désigne n'importe quel souverain), culturel (Renaissance), religieux (Réforme) et économique (révolution monétaire et marchande induite par les grandes découvertes).

a) La constitution des États autour du pouvoir du Prince

Le terme d'« État » remonte à la cité grecque et à l'Empire romain, mais c'est au XVI^e siècle, quand la société médiévale a disparu, que le terme prend sa résonance actuelle, avec l'**apparition de pouvoirs centralisateurs**, attachés à une population, limités par des frontières, opposés aux ambitions féodales et partisans et dégagés du vieux rêve chrétien de la souveraineté pontificale universelle. Cependant, l'État n'est encore que la propriété du souverain de droit divin et sa puissance s'identifie à celle du monarque. Ce n'est qu'avec le XVIII^e siècle, siècle des Lumières, de la Révolution française, de la consolidation des frontières extérieures et de la dislocation des barrières intérieures, que le terme d'État entrera définitivement dans le vocabulaire politique et s'identifiera à l'idée de nation.

b) Réforme et émancipation de la réflexion politique

Au XVI^e siècle, **la Réforme protestante est directement liée à l'affirmation des États-nations**. En permettant à chacun de lire les Écritures et de prier Dieu dans sa langue, elle contribue par exemple au développement de l'allemand, de l'anglais, du français et du suédois. Les traductions de la Bible par **Luther**, par Tyndale, par Lefèvre d'Étaples et Olivétan ou encore par Olaf Petersen contribuent à l'émergence de littératures théologiques ou philosophiques nationales. *L'Institution de la religion chrétienne* de **Calvin** connaît, outre son original latin, d'innombrables versions en français, en anglais, en espagnol ou en italien...

Les relations entre la foi évangélique restituée et les différents États sont cependant loin d'être simples et le mouvement de la réforme s'inscrit plus généralement dans un vaste mouvement de **sécularisation progressive des sociétés occidentales** : les moralistes (et notamment les docteurs de l'église) vont progressivement délaisser

les questions sociales et politiques (temporelles) pour se concentrer sur les questions morales, éthiques et spirituelles. C'est une attitude expressément et explicitement revendiquée par les théoriciens protestants (et notamment Luther qui, soucieux que sa démarche ne soit pas assimilée aux luttes qu'en son nom certains mènent en Allemagne contre l'ordre politique existant – guerre des paysans –, affirme ne s'occuper que de questions théologiques et ne vouloir réformer que les seules conceptions et pratiques spirituelles de l'Église). Plus généralement, l'Europe de la Renaissance et de la Réforme est aussi le lieu des guerres de religions et des déchirures confessionnelles du christianisme, conflits qui ne seront finalement dépassés, précisément, qu'au moyen de l'autonomisation du politique par rapport au religieux et de la prééminence nouvelle du Droit.

Ce repli de la philosophie morale et de la théologie va donc rompre le lien entre morale et politique : ce sont les juristes (théoriciens du droit naturel) et les politistes, laïcs, qui vont s'emparer de la question sociale et politique ; ils vont développer une conception politique sans présupposés moraux, voire une conception amoralisée de la politique

c) Vers une conception amoralisée de la politique

De ce point de vue, **la publication du Prince de Nicolas Machiavel (1513) marque une profonde rupture** dans l'histoire de la philosophie politique : cet ouvrage, qui est resté dans les mémoires comme **un exemple d'amoralité** (la fin justifie les moyens ; toutes les méthodes sont bonnes pour parvenir à gouverner), porte surtout la marque d'un pragmatisme qui tranche avec la vision morale scolastique et est totalement neutre et indifférent aux questions éthiques. Cette œuvre a pourtant été **considérée très longtemps comme immorale** et violant des principes moraux intangibles. Explicitement ou implicitement, tous les philosophes politiques vont dès lors devoir se positionner par rapport aux thèses qui y sont exposées. Quand un **Erasmus** (1467-1536) s'oppose à la conception « machiavélique », en affirmant dans *L'Institution du Prince chrétien* (1516), la nécessité de replacer les fonctions souveraines dans le cadre moral de l'humanisme et du respect des *Évangiles*, l'Italien **Giovanni Botero** (1540-1617), lui, justifie moralement la toute puissance du souverain en mettant en évidence le principe de la « raison d'État » dans *Della Ragione di Stato (De la raison d'État)* publié en 1589 : c'est parce que l'État est dépositaire du bien commun, supérieur au bien particulier, qu'il est possible d'invoquer des considérations d'intérêt public pour justifier, au nom de la « raison d'État », des actions injustes, violentes, voire illégales. Ce **principe de la raison d'État** servira de base à toutes les théories de l'absolutisme du XVII^e siècle.

d) Les théories de l'État absolu

Ces premiers essais inspireront, tout au long du XVII^e siècle (le « Grand Siècle ») toute une littérature politique destinée à justifier l'absolutisme. C'est notamment le cas en France avec les écrits de **Jean Bodin** (*Les Six Livres de la République*, 1576) et surtout de **Richelieu** (*Testament politique*, 1642) et **Bossuet** (*La Politique*, 1679-1704). L'inspiration de ces thèses se retrouve brillamment chez l'Anglais **Thomas Hobbes** (*Le Léviathan*, 1651) : l'ordre naturel des sociétés est un ordre politique (et non moral). La nature de l'homme étant d'être « un loup pour l'homme », la reconnaissance de la liberté de chacun ne peut que conduire « à la guerre de tous contre tous ». Il convient donc que les individus acceptent de se dessaisir de cette liberté et de leur souveraineté au profit du pouvoir absolu du Prince qui, dès lors, doit être

considéré comme illimité, indivisible et inviolable (à l'image de la force du monstre biblique, le **Léviathan**). Le lien politique naturel est donc un lien de sujétion entre un souverain au pouvoir absolu et des sujets qui acceptent de renoncer à toute liberté et toute souveraineté. C'est la condition, telle qu'elle est incarnée par les monarchies absolues de droit divin, pour que règne l'harmonie sociale.

2. LA NAISSANCE D'UNE « ÉCONOMIE POLITIQUE »

a) Levée des interdits moraux et développement d'un capitalisme commercial

L'abandon, par la philosophie morale, de la réflexion politique conduit logiquement à ce que **les interdits moraux qui pesaient sur les pratiques économiques soient levés**. Bien davantage, dans les pays protestants (notamment calvinistes), on encourage la poursuite d'activités économiques, la réussite dans les « affaires » pouvant être un signe, une révélation de son élection divine : c'est ce que souligne **Max Weber** dans son *Éthique protestante et esprit du capitalisme* (1904-1905) et ce que semble confirmer le fait que les puissances catholiques, encore dominantes aux XVI^e (Italie, Espagne, Portugal) et XVII^e siècles (France), vont progressivement, au cours des XVII^e et XVIII^e siècles être rattrapées puis dépassées par les puissances protestantes (Provinces Unies, puis Royaume-Uni).

Par ailleurs, **la révolution marchande et monétaire produite en Europe par les grandes découvertes modifie la conception de la richesse** (de sa nature, de plus en plus identifiée à sa forme monétaire ; de ses causes, identifiées le plus souvent à la capacité de générer des excédents commerciaux ; de ses bienfaits, désormais loués).

Cette nouvelle conception de la richesse est celle portée par une nouvelle catégorie sociale enrichie par le commerce et la finance, **la marchanderie** (les marchands). Soucieux de pouvoir continuer à s'enrichir, ils réclament du Prince (dont le pouvoir, absolu et inaliénable, s'exerce logiquement sur toutes les pratiques sociales, y compris économiques) l'octroi de privilèges (qu'ils appellent « libertés économiques » !) et la mise en place de politiques économiques « interventionnistes », à l'exemple du colbertisme en France (*cf. fiche 6*).

b) Le mercantilisme ou le plaidoyer interventionniste

Le mercantilisme est donc symbolique de la nouvelle attitude vis-à-vis des pratiques économiques et de leur place dans l'ordre social : l'ordre social est un ordre politique. Le lien politique est un lien de sujétion absolu des individus à leur Prince. Le Prince a donc toute autorité pour régner sur la société et réguler à sa guise (dans son intérêt, et donc dans celui de la Nation, identifiée alors à l'État et au Prince qui la gouverne) les pratiques sociales. Dans cet objectif, **le Prince a intérêt à développer les pratiques économiques**, à encourager et à faciliter l'enrichissement des marchands, et donc de la nation.

Remarquons que **la Nation est désormais considérée comme l'unité de référence de l'activité économique et marchande** (c'est nouveau et cela ne sera pas remis en cause jusqu'à nos jours où la question fait encore débat). Elle est identifiée à son Prince, et plus précisément à **l'axe Prince/marchands**. Dans ce cadre, **la monnaie joue un rôle symbolique essentiel** : elle est une des manifestations du pouvoir politique du Prince (qui a le privilège « régalien » de battre monnaie). Elle est, à ce titre, l'expression de la domination du politique sur l'économique ; elle devient ensuite l'objet de la richesse des marchands. L'économique (identifié au monétaire) n'est donc pas autonome du politique : il en dépend et accepte de lui être soumis.

Citations

- **La nature humaine**

« Aussi longtemps que les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les tienne tous en respect, ils sont dans cette condition qui se nomme guerre, et cette guerre est guerre de chacun contre chacun. » (Thomas Hobbes, *Le Léviathan*, 1651).

- **La raison d'État**

« On doit bien comprendre qu'il n'est pas possible à un prince, et surtout à un prince nouveau, d'observer dans sa conduite tout ce qui fait que les hommes sont réputés gens de bien, et qu'il est souvent obligé, pour maintenir l'État, d'agir contre l'humanité, contre la charité, contre la religion même. Il faut donc qu'il ait l'esprit assez flexible pour se tourner à toutes choses, selon que le vent et les accidents de fortune le commandent ; il faut, comme je l'ai dit, que tant qu'il le peut, il ne s'écarte pas de la voie du bien, mais qu'au besoin il sache entrer dans celle du mal. » (Nicolas Machiavel, *Le Prince*, 1513).

- **Et l'économie devient politique**

« On peut fort à propos maintenir, contre l'opinion d'Aristote et Xénophon, que l'on ne peut diviser l'économie de la politique sans démembrer la partie principale de son tout et que la science d'acquérir des biens qu'ils nomment ainsi est commune aux républiques aussi bien qu'aux familles. » (Antoine de Montchrestien, *Traité d'économie politique*, 1615)

6 Le mercantilisme : unité et diversité

Point clef

« Mercantilisme » est un terme anachronique, forgé par les économistes libéraux de la fin du XVIII^e siècle pour mieux identifier le système de pensée et les doctrines économiques auxquels ils entendent s'opposer (à l'exemple d'Adam Smith, qui présente sa « Richesse des nations » comme s'opposant au « système mercantile »). Car s'il n'est pas un courant constitué, le mercantilisme est bien un système de pensée qui émerge aux XVI^e et XVII^e siècles, comme un symbole de la nouvelle attitude qui se répand vis-à-vis des pratiques économiques et de leur place dans l'ordre social : l'ordre social est un ordre politique. Le lien politique est un lien de sujétion absolu des individus à leur Prince. Le Prince a donc toute autorité pour régner sur la société et réguler à sa guise (dans son intérêt et donc dans celui de la Nation, identifiée alors à l'État et au Prince qui la gouverne) les pratiques sociales (cf. fiche 5). Dans cet objectif, le Prince a intérêt à développer les pratiques économiques, à encourager et à faciliter l'enrichissement des marchands et, donc, de la Nation.

1. LES HOMMES

Les mercantilistes ne sont pas des « penseurs » et ils ne forment pas une école constituée portant un regard commun sur les réalités économiques. **Ce sont bien plutôt des « hommes de l'art »**, marchands et financiers le plus souvent, « fonctionnaires » parfois, qui, dans le cadre de leurs activités, sont aux prises avec les questions économiques, en tirent des conceptions pratiques dont ils essaient de déduire des convictions plus générales, convictions qu'ils s'efforcent d'exposer auprès des puissants. Ils plaident le plus souvent, lorsqu'ils sont marchands ou banquiers, en faveur de ce qu'ils nomment « **la liberté économique** », c'est-à-dire en fait l'octroi d'avantages, de monopoles, d'interventions publiques pour développer ou protéger leur activité. Ces plaidoyers peuvent différer d'un auteur à l'autre, mais un certain nombre de convictions doctrinales leur sont néanmoins communes.

2. LA DOCTRINE

a) De la richesse

Pour les mercantilistes, la richesse est monétaire : la plupart des mercantilistes associent la richesse à la possession de métaux précieux comme l'or ou l'argent. Cette fascination pour le métal s'explique :

- au niveau individuel. La plus grande partie des échanges s'effectuait à l'époque, et depuis longtemps, sous la forme soit d'échange de troc (dans le cadre de la communauté villageoise), soit au moyen de monnaies « noires », faites de cuivre ou d'alliage. Les monnaies d'or et d'argent, rares (les mines sont épuisées en Europe), sont réservées aux transactions de grands prix et transitent dans les mains des seuls plus fortunés : depuis de longs siècles, la possession et la manipulation d'or et d'argent sont la manifestation la plus évidente de la richesse ;
- au niveau social. L'afflux massif d'or et d'argent ne fait que renforcer cette impression, et ce d'autant que, dans la première moitié du XVI^e siècle, c'est l'Espagne de Charles Quint, celle-là même qui a su conquérir le Nouveau Monde et en extraire les richesses, qui domine le monde et l'Europe de sa puissance et de sa magnificence :

il est clair alors que cette puissance politique tire sa source de la richesse d'or et d'argent captée par les Espagnols.

Les auteurs mercantilistes des XVI^e et XVII^e siècles considèrent donc l'accumulation de richesse monétaire (or et argent monnayés) comme une finalité en soit, aboutissant au **bullionisme** (issu du mot anglais *bullion* qui désigne l'or en barre, ce terme traduit l'intérêt presque exclusif des mercantilistes pour les métaux précieux) ou au **chryshédonisme** (attitude visant à atteindre le bonheur par la possession d'or).

Pour un individu (en fait pour un marchand), comme pour un État, le but doit donc être d'accumuler les monnaies d'or et d'argent.

b) Du commerce

Pour les auteurs mercantilistes, le **commerce est source d'enrichissement**. Puisque l'idée de Nation (et de son intérêt opposé à celui des autres nations) apparaît à la même époque, très rapidement l'idée se fait qu'une voie privilégiée pour enrichir le pays (et ses marchands) et donc pour renforcer la puissance de son monarque (à l'image de ce que connaît Charles Quint), est un commerce extérieur florissant.

Ainsi, la **notion de commerce extérieur** est logiquement associée à celle de Nation (qui délimite une frontière, un intérieur et un extérieur). La notion de « balance du commerce » apparaît en 1549 sous la plume du grand financier anglais **Thomas Gresham** (1519-1579) dans le *Bref Examen* (finalement publié à titre posthume en 1581) : pour qu'une nation s'enrichisse, il faut que sa balance du commerce soit excédentaire, c'est-à-dire que la *valeur* (libellée en poids de métaux précieux) de ses exportations dépasse celle de ses importations. S'impose aussi l'idée que le commerce est un jeu à somme nulle, où ce que l'un gagne, l'autre le perd.

c) De l'État

L'État doit intervenir dans l'économie : la meilleure manière de garantir un commerce extérieur excédentaire est que l'État mette en place une **politique tarifaire protectionniste** ; il faut favoriser les importations de produits de base et de matières premières et l'exportation de produits finis et manufacturés (à plus forte « valeur ajoutée » dirions-nous aujourd'hui) et il faut décourager, voire interdire, les importations des produits finis et manufacturés et les exportations de produits de base et de matières premières.

Plus généralement, on réclame une intervention systématique de l'État dans tous les domaines de la vie économique visant à pérenniser, protéger et développer l'activité des marchands : il s'agit pour eux de montrer au monarque que son intérêt est de favoriser leur enrichissement par l'octroi de privilèges et de monopoles, car leur enrichissement c'est celui de la Nation qui renforce et garantit la pérennité de la puissance publique. Le souverain doit donc **établir des règlements** qui protègent les métiers nationaux de la concurrence extérieure, **dicter des normes** de fabrication très stricte afin d'évincer la concurrence extérieure (protectionnisme de norme) et intérieure (par l'interdiction de l'innovation, le gel des techniques). Il doit donc aussi **adopter une politique fiscale** qui n'écrase pas trop les artisans, les marchands et les financiers au bénéfice de la noblesse et du clergé. Il doit **favoriser le développement des manufactures**, notamment de produits de luxe.

Notons que la question de la légitimité de cette intervention ne fait pas problème : l'activité économique, comme toute pratique sociale, n'existe que par le bon vouloir du souverain, et parce que le pouvoir de celui-ci a pu constituer, en amont, une société (le symbole dans le domaine économique étant le privilège régalien de battre monnaie :

il n'y a, pour les mercantilistes, monnaie que comme signe de souveraineté, expression du pouvoir politique du Prince ; une fois ce symbole établi, il devient la finalité de l'activité économique qui ne peut donc exister que si le lien monétaire est fondé). Le pouvoir du souverain sur ses sujets et leurs pratiques sociales, quelles qu'elles soient, étant absolu, il dispose d'un droit d'ingérence absolu et *a priori* illimité dans chacune d'entre elles, dont la pratique économique.

3. LES VARIANTES NATIONALES

Suivant les pays, cette doctrine commune va pouvoir se décliner différemment, suivant essentiellement la place de chacun dans les circuits monétaires européens.

a) Le bullionisme ibère

Les Espagnols et les Portugais sont ceux qui introduisent les monnaies d'or et d'argent en Europe. Leur souci principal est donc de les conserver (contrôler la « fuite des capitaux »). Cet impératif apparaît plus nettement lorsque dans la seconde moitié du XVI^e siècle, Espagne et Portugal amorcent un déclin qui ne se démentira plus. Les auteurs espagnols du courant des **arbitristes** considèrent que deux causes principales à ce déclin sont à isoler :

- la **dépopulation** (la plupart des mercantilistes européens considèrent en effet qu'il n'y a « de richesse que d'hommes », pour reprendre l'expression du français Jean Bodin) : l'Espagne se vide de sa population après l'expulsion des juifs et des morisques (musulmans convertis) et l'émigration vers le nouveau monde ;
- la **fuite de l'or et de l'argent** hors du pays.

Les mercantilistes espagnols sont donc ceux qui portent au plus haut degré le bullionisme et le chryshédonisme et ils exposent des « *Requêtes pour que l'or et l'argent ne sortent pas du royaume* » (Ortiz, 1558).

b) Le commercialisme britannique

La particularité du Royaume-Uni est évidemment d'être une île. Il en résulte qu'en sus des thèmes généraux qu'ils développent au même titre que les autres mercantilistes européens, les mercantilistes britanniques (les plus célèbres sont Thomas Mun, *Discours sur le commerce anglais aux Indes orientales*, 1621 ; Josiah Child, *Brèves Observations concernant le commerce et l'intérêt de l'argent*, 1688 ; John Locke, *Considérations sur l'intérêt et la valeur de la monnaie*, 1691) vont insister sur l'**importance du commerce maritime**. Tous ces auteurs plaident en faveur de l'établissement d'un monopole du transport maritime britannique, moyen à la fois de s'assurer un contrôle effectif du commerce extérieur et de jouer systématiquement le rôle d'intermédiaire dans les transactions marchandes européennes. Pour le reste, les auteurs britanniques de cette époque, apparaissent comme les plus « libéraux » (au sens actuel du terme) des mercantilistes : puisque leur objet est de s'enrichir en accroissant le volume du commerce transitant par leurs ports, ils militent en faveur de la liberté la plus grande du commerce. En développant de tels thèmes « libéraux », ces auteurs posent ainsi les bases du mouvement libre-échangiste de la fin du XVIII^e siècle qu'animeront en premier lieu les classiques britanniques.

c) Le colbertisme français

Les auteurs français, eux, développent logiquement l'idée que le meilleur atout du royaume de France pour attirer les métaux précieux est sa nombreuse population (Jean Bodin, *Les Six Livres de la République*, 1576) et son grand territoire, devant lui donner des atouts agricoles (Maximilien de Béthune, duc de Sully et ministre

d'Henri IV, n'affirmait-il pas : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France ». Mais le mercantilisme français est surtout caractérisé, à partir de la fin du XVI^e siècle, et au travers des écrits de Barthélémy de Laffemas (1545-1611, contrôleur général du commerce sous Henri IV, il publie en 1597 un *Règlement pour dresser les manufactures du royaume*) et d'Antoine de Montchrestien (1575-1621, il publie en 1615 le premier *Traité d'économie politique*), par l'accent mis sur la nécessité du **développement de l'artisanat et de l'industrie** à l'intérieur du royaume. Il faudra attendre le ministère de Jean-Baptiste Colbert (1619-1683, il fut de 1661 à sa mort un des principaux ministres de Louis XIV) pour que ces mesures soient systématiquement mises en application. Il met en place une politique douanière, réglementaire et manufacturière et pose ainsi les bases de la tradition interventionniste de l'État français.

Citations

« La double fonction que remplit l'Argent, comme instrument de commerce et comme mesure des valeurs, a naturellement livré cette idée populaire que l'Argent fait la richesse, ou que la richesse consiste dans l'abondance de l'or et de l'argent [...]. On raisonne de la même manière à l'égard d'un pays. Un pays riche est celui qui abonde en argent, et le moyen le plus simple d'enrichir le sien, c'est d'y entasser l'or et l'argent [...]. Du fait du succès croissant de ces idées, les différentes nations d'Europe se sont appliquées, quoique sans beaucoup de succès, à chercher tous les moyens possibles d'accumuler l'or et l'argent. L'Espagne et le Portugal, possesseurs des principales mines qui fournissent ces métaux à l'Europe, en ont prohibé l'exportation sous les peines les plus graves, ou l'ont assujettie à des droits énormes. Cette même prohibition a fait longtemps partie de la politique de la plupart des nations de l'Europe. On la trouve même là où l'on devrait le moins s'y attendre, dans quelques anciens actes du parlement d'Écosse, qui défendent, sous de fortes peines, de transporter l'or et l'argent hors du royaume. La même politique a aussi été mise en place en France et en Angleterre. » (Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

« Le plus royal exercice que peuvent prendre vos Majestés, c'est de ramener à l'ordre ce qui en est détraqué, de régler et de distinguer les arts, tombés dans une monstrueuse confusion, de rétablir les négoce et commerces discontinués et troublés depuis un bon temps. » (Antoine de Montchrestien, *Traité d'économie politique*, 1615).

7 Philosophie des Lumières et libéralismes

Point clef

Le mot **Lumières** est utilisé pour caractériser le mouvement intellectuel, culturel et philosophique qui a dominé, en Europe et particulièrement en France, le XVIII^e siècle auquel il a donné, par extension, son nom de siècle des Lumières. Les Lumières ont marqué le domaine des idées et de la littérature par leurs remises en question fondées sur la « raison éclairée » de l'être humain et sur l'idée de liberté. Par leurs engagements contre les oppressions religieuses, morales et politiques, les membres de ce mouvement ont été les initiateurs de la pensée libérale, au sein de laquelle il est possible de distinguer un libéralisme politique et un libéralisme économique, qui ne se recouvrent pas nécessairement. Le libéralisme économique, en revendiquant la primauté de l'ordre économique « naturel » sur la volonté politique, constituera « l'économique » en « science » autonome.

1. LA PHILOSOPHIE DES LUMIÈRES : RAISON ET AUTONOMIE

a) Qu'est ce que les Lumières ?

La métaphore de la *lumière* désigne le mouvement intellectuel critique, la floraison d'idées nouvelles, qui caractérise le XVIII^e siècle européen : *illuminismo* en italien, *ilustración* en espagnol, *Aufklärung* en allemand désignent le passage de l'obscurité au jour, de l'obscurantisme à la connaissance rationnelle. Les Lumières sont en effet, plutôt qu'une doctrine achevée, un processus, une méthode, une **attitude intellectuelle caractérisés par la confiance en la Raison** (au moyen de laquelle les hommes peuvent, seuls, accéder à la connaissance), la critique des autorités traditionnelles (religieuses et politiques), l'invitation à juger et à penser par soi-même. Cet horizon de pensée est partagé, malgré leurs différences, par les principales philosophies d'une époque marquée par des changements radicaux. Plus généralement, cette période est en fait marquée par l'avènement de nouvelles représentations sociales, à l'instar de ce qui s'était déjà produit à la Renaissance (*cf. fiche 5*). Elle provoque la seconde rupture qui va conduire à établir la pensée économique en savoir autonome, affranchi de toute subordination à des considérations morales ou politiques.

b) Les hommes

Le **baron de Montesquieu** (1689-1755), président au parlement de Bordeaux et auteur des *Lettres persanes* (1721), satire audacieuse des croyances et des mœurs des Français à la fin du règne de Louis XIV, a formulé après un voyage en Europe, et plus particulièrement en Angleterre, une nouvelle philosophie de l'histoire : « Il y a des causes générales, soit morales, soit physiques, qui agissent dans chaque monarchie, l'élèvent, la maintiennent ou la précipitent ; tous les accidents sont soumis à ces causes » (*Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, 1734). Autrement dit, on peut expliquer le monde et l'ordre social de manière rationnelle. L'année 1748 confirme ce tournant, avec la parution et le grand succès de *l'Esprit des lois*, dans lequel Montesquieu analyse tous les régimes politiques et établit les rapports nécessaires qui unissent les lois d'un pays à ses mœurs, à son climat et à son économie. Par là apparaît bien **la contingence du régime monarchique**.

L'année suivante, **Diderot** publie sa *Lettre sur les aveugles* et **Buffon** le premier volume de son *Histoire naturelle* ; en 1751 paraissent le premier volume de *L'Encyclopédie* de **Diderot** et de **D'Alembert** et *Le Siècle de Louis XIV* de **Voltaire**.

Entre 1750 et 1775, les idées essentielles des Lumières se cristallisent et se diffusent. La figure centrale est celle de **Voltaire** (1694-1778), admirateur des institutions et des libertés anglaises ; dans ses *Lettres philosophiques* ou *Lettres anglaises* (1734), il attaque durement, par contrecoup, le régime de Louis XV. En 1760, après une vie agitée et notamment trois années passées auprès du roi de Prusse Frédéric II, **Voltaire** s'établit à Ferney, près de la frontière suisse (donc à l'abri des poursuites), d'où il exerce une véritable souveraineté intellectuelle, par ses livres et surtout par son abondante correspondance. Quoique modéré sur le plan social et politique, il s'enflamme pour dénoncer les dénis de justice, le fanatisme et l'intolérance.

À cette époque, les Lumières françaises ont conquis l'Europe cultivée : « Il s'est fait une révolution dans les esprits [...]. La lumière s'étend certainement de tous côtés », écrit **Voltaire** en 1765. Désormais, l'athéisme n'hésite plus à se dévoiler, trouvant en **Helvétius** (*De l'esprit*, 1758) et en **d'Holbach** (*Système de la nature*, 1770) ses principaux défenseurs. Un nouveau venu, **Jean-Jacques Rousseau**, fils d'un modeste horloger genevois, incarne le versant démocrate des Lumières. Persuadé que tous les hommes naissent bons et égaux, il exalte l'état de nature et la libre expression des sentiments, réclame la protection des droits naturels de l'homme.

Si après 1775 les grands écrivains disparaissent (**Voltaire** et **Rousseau** en 1778, **Diderot** en 1784), c'est le moment de la diffusion maximale, tant géographique que sociale, des Lumières ; l'opinion se politise, prend au mot leurs idées : la philosophie est sur la place publique. L'œuvre de l'abbé **Raynal** (*Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, 1770), qui condamne le despotisme, le fanatisme et le système colonial, connaît un grand succès. Le mathématicien **Condorcet** publie des brochures contre l'esclavage et pour les droits des femmes et prépare sa synthèse de l'histoire de l'humanité (*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, 1793).

c) Un mouvement européen

Le mouvement touche toutes les élites cultivées d'Europe (citons entre autres **Emmanuel Kant** en Allemagne, **Francis Hutcheson**, **David Hume** et **Adam Smith** en Écosse, **John Locke** en Angleterre, mais aussi **Benjamin Franklin** en Amérique), mais sa langue est le français, qui remplace le latin comme langue internationale des intellectuels, et c'est en France que le mouvement des Lumières conquiert la plus large audience intellectuelle dans l'opinion. Dans les autres États d'Europe continentale, il n'a entraîné qu'une partie des élites. Le cas de l'Angleterre est singulier : elle a précédé et influencé les Lumières françaises naissantes, mais ses intellectuels n'ont pas prétendu se substituer au gouvernement ou à l'Église ; sa classe dirigeante est restée imprégnée de puritanisme et s'est plus préoccupée de commerce que de philosophie : elle s'est satisfaite des acquis de sa « glorieuse » révolution de 1689. **Alors que le libéralisme politique fera florès en France, c'est un libéralisme économique qu'enfanteront les Lumières britanniques.**

2. LES LIBÉRALISMES

a) Le libéralisme politique : raison et contrat social, la critique de l'absolutisme

À l'horizon de la revendication d'autonomie des Lumières, se profile la question

républicaine : c'est sous ce concept de **république**, et non sous celui de **démocratie**, qu'est pensé un régime qui ne doit ses institutions et ses lois qu'à la volonté autonome de ses citoyens.

Le libéralisme politique revendique l'égalité civile qui transforme les individus en citoyens. Il revendique les libertés politiques (de réunion, d'association, de religion) et un système démocratique qui **fonde les lois sur la volonté des individus**.

Le lien social y est donc toujours conçu comme un lien politique. Mais l'ordre naturel n'est plus le Léviathan imaginé par Hobbes, car la nature humaine n'est pas celle décrite par Hobbes : l'homme n'est pas un loup pour l'homme. Il est bon à l'état de nature (mythe du « bon sauvage ») et, surtout, doué de Raison. C'est par l'usage de cette Raison que l'individu, devenu citoyen, saura user de sa liberté sans nuire à autrui, en adhérant librement à un contrat social (**Rousseau**) qui l'unira à tous les autres dans une société humaine harmonieuse, fondée donc sur la Raison et l'autonomie.

b) **Le libéralisme économique : rationalité et contrat marchand, la critique du mercantilisme**

Le libéralisme économique considère que, dès lors que certaines **libertés économiques** sont garanties (propriété privée, libre circulation, liberté du travail et d'entreprendre...), il suffit à chacun de poursuivre son propre intérêt pour concourir à l'intérêt général.

Le lien social est donc un lien économique. L'ordre naturel est un ordre économique et le politique doit lui être soumis : c'est le message que **Pierre le Pesant, seigneur de Boisguilbert**, s'efforce d'adresser au monarque (Louis XIV), puis que relayeront **François Quesnay** (dans son *Tableau économique*, 1758) et ses **physiocrates** (cf. fiche 8). C'est un **message spécifiquement anti-mercantiliste** : le Prince doit se soumettre à l'ordre économique naturel qui lui est révélé. C'est enfin ce qu'affirme **Adam Smith** (1776) : l'ordre naturel est un ordre économique, plus précisément marchand, en raison du penchant naturel de l'homme à échanger. C'est ce penchant à échanger qui, *via* la spécialisation qu'il autorise, est source de richesse ; et la richesse de la Nation, à son tour est le fondement d'un ordre social cohérent (cf. fiche 11).

Ce faisant l'ordre social n'est pas bâti sur la volonté d'individus dotés de Raison, mais sur la seule **poursuite égoïste de leur intérêt individuel** par des agents économiques rationnels. Il faut donc, pour préserver l'ordre social, garantir les libertés économiques et autoriser la poursuite sans limite des intérêts égoïstes. Ces intérêts sauront se composer pour fonder l'intérêt collectif, sans que ce soit l'intention volontaire des individus. **L'alchimie marchande sera comme une « main invisible »** qui guidera les intérêts individuels dans le sens de l'intérêt commun, sans qu'il y ait besoin d'une « main visible » pour les y forcer.

La science économique est donc logiquement apparue comme libérale : ce n'est que dans son opposition au politique et, tout particulièrement, à l'intervention politique dans les affaires économiques, qu'elle pouvait se fonder comme discours autonome. À partir de ce point de départ libéral, au sein du discours économique pourront apparaître des oppositions à ce positionnement originel. Le débat sur l'ampleur de la contrainte à exercer sur les intérêts individuels pour constituer un ordre social harmonieux se déclinera alors en un débat sur les limites respectives du marché et de l'État dans la régulation de nos économies.

Citations

- **Lumières**

« Qu'est ce que les Lumières ? La sortie de l'homme de sa minorité dont il est lui-même responsable. Minorité, c'est-à-dire incapacité à se servir de son entendement sans la direction d'autrui ; minorité dont il est lui-même responsable, puisque la cause en réside non dans un défaut de l'entendement, mais dans un manque de décision et de courage de s'en servir sans la direction d'autrui. *Sapere Aude !* Aie le courage de te servir de ton propre entendement. Voilà la devise des Lumières. Pour ces Lumières, il n'est rien requis d'autre que la liberté, et à vrai dire la liberté la plus inoffensive de tout ce qui peut porter ce nom, à savoir celle de faire un usage public de la Raison dans tous les domaines. » (Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?*, 1784).

- **Libéralisme politique**

« Ce qui a donné naissance à une société politique et qui l'a établie, n'est autre chose que le consentement d'un certain nombre d'hommes libres capables d'être représentés par le plus grand nombre d'entre eux ; et c'est cela et cela seul qui peut avoir donné commencement dans le monde à un gouvernement légitime [...]. Sans le consentement du peuple, on ne peut jamais ériger aucune nouvelle forme de gouvernement. » (John Locke, *Second Traité du gouvernement civil*, 1690).

- **Et libéralisme économique**

« Chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention en général n'est pas en cela de servir l'intérêt public ; il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. [...] Il ne pense ici qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'est nullement dans son intention. » (Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

8

François Quesnay et la physiocratie

Point clef

François Quesnay fonde, au milieu du XVIII^e siècle, le premier courant de pensée organisé en économie politique, visant à influencer le débat public à partir d'une conception rationnelle de la société. L'influence de cette « école physiocratique » sur l'opinion éclairée fut important en France dans les années 1760, avant de décliner rapidement. Mais sa contribution à la formation de la pensée économique fut beaucoup plus durable.

Si la physiocratie fournit en effet une représentation de l'économie marquée par les caractéristiques de la société française de l'époque, à dominante agricole, elle innove sur de nombreux aspects théoriques : la représentation de l'économie comme un système structuré à la fois en classes sociales et en secteurs d'activité ; la distinction entre le capital (les avances) et le surplus (le produit net) ; la distinction entre travail productif et travail improductif ; la conception de la circulation de flux de dépenses assurant la reproduction de la société tout entière et dont le blocage dégénère en crises économiques. Et enfin, l'identification de l'ordre naturel à un système de lois économiques gouvernant les relations entre les individus, identification qui conduit à la revendication explicite d'une autonomie et d'une prédominance de la pensée économique sur le politique. La physiocratie est donc un moment essentiel dans la pensée économique : précurseur de la pensée classique et libérale, en même temps qu'elle influence des discours plus hétérodoxes, elle peut être présentée comme une véritable matrice de la science économique.

1. LES HOMMES

Parmi les précurseurs de ce « libéralisme à la française », on peut citer :

- **Pierre le Pesant, seigneur de Boisguilbert** (1646-1714), contemporain de Louis XIV et qui, s'interrogeant dans *Le détail de la France* (1695), puis dans *Le factum de la France* (1705) sur les causes de ce qui lui semble être un appauvrissement de la France, réclame des mesures de libéralisation du commerce et de réforme fiscale et condamne la violence faite au peuple et l'interventionnisme réglementaire de l'État. Il analysera l'ensemble de l'activité économique sous l'angle de la circulation des richesses dans sa *Dissertation de la nature des richesses, de l'argent et des tributs* (1707). Avec lui apparaît pour la première fois l'idée d'un ordre économique naturel, qui sera développée par la physiocratie et l'école classique.
- **Richard Cantillon** (1680-1734) effectue dans son *Essai sur la nature du commerce en général* (1714-1725, publié à titre posthume en 1755) une transition entre mercantilisme et physiocratie et sera l'un des principaux inspirateurs des physiocrates.
- **Vincent de Gournay**, qui initie François Quesnay à l'économie et est l'auteur de la fameuse devise « laissez faire, laissez passer ! ».
- **François Quesnay** (1694-1774). Médecin du roi Louis XV et de la marquise de Pompadour, il est le fondateur du mouvement physiocratique et l'auteur du *Tableau économique* (1758). Marx, comme Schumpeter ont pu voir en lui le véritable créateur de l'économie moderne.
- **Anne Robert Jacques Turgot** (1727-1781). Disciple de Quesnay, mais ayant développé une vision propre, il est celui qui portera un temps les thèses physiocratiques au pouvoir, en devenant contrôleur général des finances de Louis XVI.

2. LA DOCTRINE

Elle est, trait pour trait, un véritable **anti-mercantilisme** :

a) La nature de la richesse

La richesse est réelle : elle est constituée de biens matériels et non pas de monnaies d'or et d'argent. La monnaie apparaît essentielle à la circulation des richesses (le *Tableau économique* est un modèle d'appréhension du circuit des richesses monétaires et réelles, que Quesnay, chirurgien, assimile à la circulation sanguine dans le corps), mais ne constitue pas une fin de la circulation.

b) Les causes de la richesse

L'agriculture, seule, est productrice de richesses : les physiocrates, contemporains de la « révolution agricole » qui précède immédiatement la Révolution industrielle, très attachés en outre aux propriétaires fonciers et moins à la « bourgeoisie » émergente, considèrent que seule l'agriculture est à même de fournir un « produit net », c'est-à-dire d'accroître le montant de richesses par rapport aux richesses « avancées ». Au contraire, l'industrie, les « arts et manufactures » sont réputés être « stériles », ne faisant que transformer les richesses (transformer les « valeurs d'usage »), mais ne créant pas de surplus.

c) L'ordre naturel du « tableau économique »

Le « Prince » doit se soumettre à la logique du « tableau économique ». L'ambition de Quesnay, dans son « tableau », est de décrire la circulation des richesses entre les différentes classes de la société et donc de révéler « l'ordre économique naturel ». On y a souvent vu l'origine des comptabilités nationales. C'est davantage un petit modèle macroéconomique avant l'heure. Le modèle de Quesnay est construit à partir de trois classes définies par leur rapport au produit net : la **classe productive**, la **classe des propriétaires** et la **classe stérile**. La richesse, c'est-à-dire le **produit net**, est donc dégagée par le seul travail agricole à la condition que les « avances foncières » (investissements) soient réalisées : il faut donc qu'**en amont, la classe des propriétaires et le souverain acceptent de réaliser ces avances** (mise en état des terres, assèchement des marais, construction et entretien des moyens de communication, achat du matériel et des matières premières...). Le produit net agricole constituera alors la récompense des « avances foncières » (des investissements) et reviendra logiquement, sous forme de **rente**, à ceux qui ont assuré les avances, les propriétaires fonciers et le souverain. La richesse se diffuse ensuite entre les différentes classes de la société grâce aux dépenses de chacune d'entre elles.

Ce n'est alors qu'à la condition que le circuit de ces dépenses soit scrupuleusement respecté que les avances foncières peuvent être reconstituées et le produit agricole à nouveau dégagé à la période suivante. Il faut donc que **chacun (et notamment les classes dominantes, propriétaires fonciers et souverains) respecte ce schéma**, c'est-à-dire se soumette à l'ordre économique ainsi révélé, occupe la place et le rôle qui lui y sont dévolus.

De la même manière, c'est au titre de cet ordonnancement du tableau que les physiocrates réclament, en aval, une réforme fiscale devant conduire à l'établissement d'un impôt unique sur la rente foncière : là aussi, cela revient à convaincre l'aristocratie foncière de se plier à un ordre économique qui lui est réputé supérieur.

Bref, le Prince, et les classes qui fondent son aristocratie doivent, non plus soumettre l'activité économique à leur bon vouloir, mais se soumettre et accepter un ordre

économique qui domine en importance leur pouvoir politique. Il leur revient, pour le reste, de « laisser faire, laisser passer » (liberté du commerce du grain notamment).

3. LA NAISSANCE D'UN PARADIGME ET D'UNE SCIENCE

a) L'apparition d'une science économique...

Un grand nombre d'historiens de la pensée voient dans Quesnay et la physiocratie la première école d'économistes modernes. Quesnay lui-même avait choisi de se qualifier et de qualifier ses disciples « d'économistes ».

Pour la première fois, en effet, un auteur revendique l'idée que l'harmonie sociale repose, non pas sur un ordre moral (qu'il soit religieux ou pas), non pas sur un ordre politique (qu'il soit libéral ou absolu), mais sur **un ordre économique qui est considéré comme l'ordre naturel des sociétés**. L'étude de l'économie est donc considérée comme une discipline à part entière, pouvant apporter une réponse à la question de l'ordre social.

b) ... Nécessairement libérale à son origine

Évidemment, cette volonté d'autonomie du discours économique ne peut se faire que moyennant l'affranchissement d'avec la réflexion politique, ce qui se traduit par la volonté de renverser le lien d'assujettissement entre le politique et l'économique : le politique ne domine plus l'économique en importance, c'est l'inverse. En conséquence de quoi, le pouvoir politique doit non pas s'imposer à l'économique, mais accepter cet ordre économique et s'y soumettre : il doit donc se désengager de l'économie et se mettre à son service. **Le libéralisme est né et la science économique ne pouvait apparaître comme discours autonome qu'à cette condition.** Ce n'est qu'ultérieurement que des économistes « non libéraux » vont pouvoir apparaître.

c) La physiocratie pratique et son dépassement

Pourtant, ce n'est généralement pas à la physiocratie que revient l'honneur d'être citée comme fondatrice de la science économique. À cela, trois raisons principales :

- **La « physiocratie » pratique**, portée par **Turgot**, va vite être écartée du mouvement de l'histoire. Turgot est souvent présenté comme le dernier qui aurait pu sauver la monarchie française. Il souhaitait des réformes en profondeur, mais ses théories sur la liberté individuelle nécessaire au développement du royaume et au progrès de l'humanité s'accordaient mal avec le pouvoir absolu hérité de Louis XIV et Louis XV. Aussi **son échec, au tout début du règne de Louis XVI**, s'explique par les violentes hostilités auxquelles se sont heurtées ses réformes. Après lui, le pays sera gouverné au jour le jour. Toujours est-il que la physiocratie sera « oubliée » même si elle demeurerait influente. Sa proximité avec la monarchie, même s'il la souhaitait davantage « éclairée », l'avait en outre déconsidérée auprès des révolutionnaires français.
- **Sur le plan analytique**, son insistance sur la productivité exclusive de l'agriculture mettait **la physiocratie en décalage avec son temps**, qui connaissait déjà, notamment outre-Manche, les prémisses de ce qui allait devenir la première révolution industrielle.
- **Sur le plan conceptuel**, le tableau laissait largement ouverte les questions de la valeur, des revenus, de la détermination économique des classes sociales et de leurs rapports... autant de **questions qui seront abordées et résolues par l'école classique** anglaise.

Pour toutes ces raisons, ce sont donc les classiques anglais, contemporains de la Révolution industrielle et ancrés dans la tradition libérale britannique, et tout particulièrement le premier d'entre eux, Adam Smith, qui seront considérés comme les véritables fondateurs de la science économique.

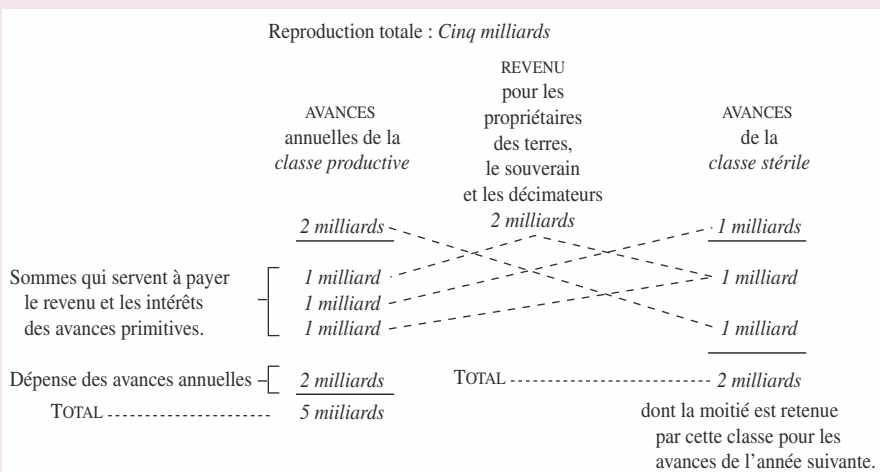
Inspirée de la physiocratie, la théorie classique s'établira rapidement comme le paradigme autour duquel se structurera la première période de « science normale » de l'histoire de la pensée économique.

Illustrations

- **Du plaidoyer libéral de Boisguilbert...**

« Il n'est pas question d'agir, il est nécessaire seulement de cesser d'agir avec une très grande violence que l'on fait à la nature, qui tend toujours à la liberté et à la perfection. [...] Et aussitôt cette même nature mise en liberté, rentrant dans tous ses droits, rétablira le commerce et la proportion de prix entre toutes les denrées, ce qui leur faisant s'entre-donner naissance et s'entre-soutenir continuellement par une vicissitude perpétuelle, il s'en formera une masse générale d'opulence, où chacun puisera à proportion de son travail ou de son domaine, et ce qui allant toujours en augmentant, jusqu'à ce que la terre d'où partent toutes ces sources ne puisse plus fournir. » (Pierre le Pesant, seigneur de Boisguilbert, *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs : où l'on découvre la fausse idée qui règne dans le monde à l'égard de ces trois articles*, 1707).

- **... Au Tableau économique des physiocrates**



- **... Et à ses limites**

« En représentant les richesses des nations comme ne consistant pas dans ces richesses non consommables d'or et d'argent, mais dans les biens consommables reproduits annuellement par le travail de la société, et en montrant la plus parfaite liberté comme l'unique moyen de rendre cette production annuelle la plus grande possible, sa doctrine paraît être, à tous égards, aussi juste qu'elle est grande et généreuse. Néanmoins, l'erreur capitale de ce système paraît consister en ce qu'il représente la classe des artisans, manufacturiers et marchands comme totalement stérile et non productive. » (Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776)

9

L'école classique : présentation d'ensemble

Point clef

La pensée classique en économie peut se caractériser, de manière « anachronique », comme articulant une « microéconomie » classique (théorie des prix : valeur travail, prix de production, gravitation ; théorie de la répartition : relation inverse entre salaires et profits) et une « macroéconomie » classique (loi de Say et neutralité de la monnaie), fondant une vision du capitalisme (un ordre économique naturel, qui articule une activité de production et une activité d'échange, où l'individu appartient par conséquent de deux manières à la société : comme marchand et comme titulaire de revenu) et une doctrine (libéralisme et libre-échange).

1. LES HOMMES ET LEUR CONTEXTE

a) Le contexte économique : la Révolution industrielle

Le contexte économique de la science classique est celui de la **première révolution industrielle**, que connut l'Angleterre au cours du XVIII^e siècle et qui culmina au milieu du siècle suivant. Il s'agit d'une **mutation essentielle de l'histoire** : une élévation considérable du volume de la production industrielle (dans la métallurgie et le textile notamment) et du rythme de sa croissance, fondée sur un mouvement de concentration et de mécanisation du processus de travail et sur la généralisation de l'usage d'une source d'énergie, la vapeur (et l'utilisation du charbon).

La Révolution industrielle conduit à passer définitivement d'un capitalisme commercial et marchand d'essence et de logique mercantiliste à un **capitalisme industriel libéré des entraves réglementaires** et plaçant en son cœur le rapport salarial entre une bourgeoisie devenue industrielle et une main-d'œuvre salariée rendue disponible par la révolution agricole (enclosures) et que les progrès agricoles autorisent à nourrir.

b) Les principaux auteurs classiques

On peut citer, parmi les principaux auteurs classiques :

- **Adam Smith** (1723-1790), dont la *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776) est considéré comme l'ouvrage fondateur tout à la fois de la théorie classique, de la science économique et du libéralisme économique moderne (*cf. fiche 13*).
- **Jean-Baptiste Say** (1767-1832) est le représentant français de l'école classique. Reprenant pour l'essentiel les thèses de Smith, il demeure célèbre pour avoir, le premier, dans son *Traité d'économie politique* (1803), mis en avant la fameuse « loi des débouchés » qui deviendra la « loi de Say ». Il est également caractéristique par son refus de la théorie de la valeur travail et son adhésion à une forme de la théorie de la valeur utilité.
- **David Ricardo** (1772-1823) est le « grand classique », celui qui, dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), complète l'œuvre de Smith d'une analyse approfondie des conditions de la répartition et de la croissance économique, approfondit la réflexion monétaire et établit définitivement la théorie classique comme le paradigme dominant de la science économique. Keynes dira à son propos, marquant ainsi l'influence considérable, à la fois intellectuelle et politique, que Ricardo a eue sur l'économie politique au XIX^e siècle, que « Ricardo conquiert

l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne » (cf. fiche 14).

- **Thomas Robert Malthus** (1766-1834), connu pour son *Essai sur les principes de population* (1795), avant qu'il devienne le principal contradicteur de son ami David Ricardo qui l'incite à publier ses conceptions générales des mécanismes économiques dans des *Principes d'économie politique* (1820).
- **John Stuart Mill** (1806-1873) est souvent considéré comme le dernier des grands auteurs classiques. Dans son *Traité d'économie politique* (1848), il amorce déjà un début de critique vis-à-vis de la théorie classique, développant ses idées sur les droits sociaux et les libertés des travailleurs.

2. LA SCIENCE CLASSIQUE EN ÉCONOMIE

a) Une définition controversée

Les économistes divergent sur les frontières de l'école classique. **Pour de nombreux économistes, le vocable « classique » désigne une époque de l'histoire de leur discipline**, plus ou moins étroitement associée à la Révolution industrielle et à l'affirmation des bases doctrinales du libéralisme. Selon une tradition bien établie, l'âge de l'économie classique est borné symboliquement par la publication de la *Richesse des nations* de Smith en 1776 et par celle des *Principes d'économie politique* de Stuart Mill en 1848. Schumpeter dans son *Histoire de l'analyse économique* adopte une chronologie un peu différente, en qualifiant d'âge classique la période qui s'étend des années 1790 aux années 1870 (ce qui exclut Smith, mais inclut Marx).

Deux auteurs au moins se sont attachés à donner un contenu analytique plus précis à la notion d'économie classique : pour Marx comme pour Keynes, celle-ci se définit à partir de l'adhésion à certaines conceptions théoriques et non à partir d'un découpage chronologique. Mais ils ne s'accordent pas sur le critère constituant la pierre de touche de l'économie classique. **Pour Karl Marx (1818-1883), l'unité de l'école classique réside dans le concept de surplus**, c'est-à-dire ce qu'une économie produit au-delà de ce qui est strictement nécessaire à sa reproduction à l'identique, **et dans l'adhésion à la théorie de la valeur travail**. Selon cette définition, l'école classique commence avec **William Petty** (1623-1687) et culmine avec Ricardo, pour être ensuite reniée par la majorité des économistes, à l'exception de Marx lui-même qui place son ouvrage *Le Capital* dans cette perspective. **Pour John Maynard Keynes (1883-1946), l'unité de l'école classique réside dans la loi de Say** (cf. fiche 12), selon laquelle une crise par insuffisance de la demande globale est impossible. D'après cette définition, l'école classique commence avec Ricardo et va jusqu'à **Arthur Cecil Pigou** (1877-1959), en englobant le marginalisme (cf. fiche 20). Keynes situe sa révolution théorique dans le rejet du postulat central de l'école classique (cf. fiche 29).

Une telle diversité de définitions ne contribue pas à clarifier la question des contours de l'économie classique. Par exemple, figure emblématique de l'école classique au sens de Keynes pour son rôle de découvreur de la loi des débouchés, Say est rejeté par Marx dans les ténèbres de « l'économie vulgaire » pour son adhésion à la théorie de la valeur utilité ; pourfendeur de la loi des débouchés aussi bien que de la théorie de la valeur travail, Malthus n'est quant à lui considéré comme classique ni par Marx ni par Keynes mais, selon Schumpeter, son *Essai sur le principe de population* (1798) inaugure l'âge classique ; en plein xx^e siècle, Pigou est promu par Keynes au rang de principal représentant de l'école classique pour sa *Théorie du chômage*

(1933), alors qu'aux yeux de Schumpeter cet auteur appartient à un autre âge, marqué notamment par la « révolution marginaliste » des années 1870.

Au-delà des incertitudes inévitables sur le tracé exact des frontières, **les avis divergent sur la place occupée par l'économie classique dans l'histoire de la discipline**. Pour certains, tels Marshall ou Keynes, elle constitue le socle sur lequel pourra s'édifier à partir de la fin du XIX^e siècle la théorie néoclassique, une fois incorporé le raisonnement marginaliste. Pour d'autres, au contraire, il existe une rupture radicale entre les deux écoles de pensée, et ce point de vue est partagé aussi bien par les maîtres de l'école de Lausanne – Walras (cf. fiche 21), Pareto – que par des hétérodoxes comme Robinson ou Sraffa (cf. fiche 15).

Une issue peut-être de réserver l'appellation de « classique » au courant de pensée (dominant en Angleterre entre 1750 et 1870) dont l'objet principal est l'explication des phénomènes économiques à partir des mouvements du taux de profit. Il est alors possible de distinguer une **microéconomie classique** – qui sera rejetée par le marginalisme à partir des années 1870, alors qu'elle sera reprise et radicalisée par Marx – et une **macroéconomie classique**, fondée sur la loi de Say et que reprendront à leur compte les auteurs marginalistes pour fonder un courant de pensée « néoclassique ».

b) Micro et macroéconomie classiques

Au total, les positions classiques peuvent être organisées en deux grands domaines thématiques :

- **une microéconomie fondée sur la théorie de la valeur travail** (cf. fiche 10) et la conviction de l'existence d'un **conflit autour de la répartition** des richesses entre les classes sociales contribuant à la production et identifiées par les revenus qu'elles en tirent (cf. fiche 12) ;
- **une macroéconomie fondée sur deux principes corrélés, la neutralité d'une monnaie** définie comme un simple moyen d'échange (neutralité qui exprime une vision dichotomique de laquelle dérive notamment la théorie quantitative de l'inflation) **et la loi des débouchés** qui affirme que seules des contraintes pesant sur la rentabilité de l'offre productive sont de nature à obérer le processus de croissance économique et à conduire à l'état stationnaire (cf. fiche 12).

Cette macroéconomie, enfin, fonde **une vision libérale et libre-échangiste** des politiques à mener pour encourager la croissance (cf. fiche 11).

Illustrations

- **Économie classique vs. économie vulgaire selon Marx**

« Je fais remarquer une fois pour toutes que j'entends par économie politique classique toute économie qui, à partir de William Petty, cherche à pénétrer l'ensemble réel et intime des rapports de production dans la société bourgeoise, par opposition à l'économie vulgaire qui se contente des apparences, rumine sans cesse pour son propre besoin et pour la vulgarisation des plus grossiers phénomènes les matériaux déjà élaborés par ses prédécesseurs, et se borne à ériger pédantesquement en système et à proclamer comme vérités éternelles les illusions dont le bourgeois aime à peupler son monde à lui, le meilleur des mondes possibles. » (Karl Marx, *Le capital*, extraits de la postface à la seconde édition allemande, 1867).

- **Théorie générale vs. théorie classique selon Keynes**

« En intitulant ce livre la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie*, nous tenons à souligner le mot "générale". Nous avons choisi ce titre pour faire ressortir l'opposition existant entre la nature de nos arguments et de nos conclusions et celle de la théorie classique, qui a été la base de notre formation et qui, tant sur le plan pratique que sur le terrain doctrinal, gouverne dans la présente génération la pensée économique des milieux dirigeants et universitaires, comme elle l'a gouvernée au cours des cent dernières années. La dénomination "d'économistes classiques" a été inventée par Marx pour désigner Ricardo, James Mill et leurs *prédécesseurs*. C'est-à-dire les auteurs de la théorie dont l'économie ricardienne a été le point culminant. Au risque d'un solécisme, nous nous sommes accoutumés à ranger dans "l'école classique" les successeurs de Ricardo, c'est-à-dire les économistes qui ont adopté et amélioré sa théorie y compris Stuart Mill, Marshall, Edgeworth et le Professeur Pigou. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

10 Monnaie, valeur et prix chez les classiques

Point clef

L'économie politique classique est d'abord, comme l'indique l'ouvrage principal d'Adam Smith, considéré comme son fondateur, une « recherche sur la nature de la richesse ». Réaffirmant, après les physiocrates (cf. fiche 8), la nature réelle de la richesse, les classiques s'interrogent sur sa mesure au travers du concept de valeur, qui devient central dès lors que le choix est opéré de faire, dans l'analyse des mécanismes économiques, abstraction de la monnaie. Repoussant la solution consistant à relier la valeur d'échange d'un bien (son prix réel) à sa valeur d'usage (son utilité), les auteurs classiques, à la suite de Smith et Ricardo, développent alors une théorie des prix selon laquelle les prix de marché s'ajustent, sous l'effet de la concurrence entre les branches de production, à des prix naturels reflétant les quantités de travail nécessaires pour se procurer les biens, et permettant de payer à leur taux « naturel » les revenus des différentes classes ayant contribué à la production.

1. LA THÉORIE CLASSIQUE : UNE RECHERCHE SUR LA NATURE DE LA RICHESSE DES NATIONS

a) Dichotomie et neutralité monétaire

- **Une richesse réelle** : comme les physiocrates, les classiques s'opposent aux mercantilistes quant à la nature de la richesse. Pour eux, contemporains de la Révolution industrielle, la richesse est évidemment réelle, constituée de ce que Smith appelle « les choses nécessaires à la vie ».
- **Une monnaie moyen d'échange** : en corollaire, la monnaie n'est pas une richesse et ne peut donc constituer la « finalité » de l'activité économique. Elle est simplement un *moyen de circulation* de richesses réelles, un *moyen* de faciliter des échanges.
- **Une monnaie « neutre »** : ainsi, la monnaie est de « l'huile dans les rouages » de l'économie d'échange (l'expression est de David Hume) et ne change en rien son fonctionnement réel, qui lui préexiste : ainsi s'exprime la neutralité de la monnaie. La monnaie ne fait que donner une « apparence » monétaire aux transactions et aux valeurs : elle n'est qu'un voile qui recouvre la réalité des phénomènes économiques. Il sera de la responsabilité de l'économiste de lever ce voile (qui, recouvrant le « réel », ne peut-être « qu'artifice ») pour comprendre l'économie « réelle ». Les mercantilistes ont été trompés et ont pris l'apparence (monétaire) pour la réalité des choses.

Il y a au final une **dichotomie** entre économie réelle (la seule qui importe véritablement dans le devenir des sociétés) et secteur monétaire (qui jette un voile sur cette réalité). C'est ce qu'exprime la fameuse **théorie quantitative de la monnaie**, « découverte » par Jean Bodin, formalisée à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles, et qui exprime que la monnaie (sa « quantité » en l'occurrence) n'a d'impact que sur le niveau général des prix (l'apparence nominale) et non sur le niveau de l'activité économique (la réalité).

b) Le problème de la valeur

Une fois la monnaie écartée de l'analyse, puisqu'elle est un « voile » qu'il convient de lever pour comprendre la réalité des phénomènes économiques, une fois donc

aux prises avec l'explication du fonctionnement de ce que serait une économie de troc généralisé (économie d'échange non monétisée), **un premier problème apparaît : la double coïncidence des besoins**. Il convient d'imaginer comment vont se constituer des « coalitions » d'échangistes qui pourront mutuellement parvenir à réaliser leurs plans de transactions. Pour l'essentiel cela revient à prendre en compte l'existence, en l'absence de moyen d'échange, de coûts de transaction (lesquels pourraient se révéler rédhibitoires, soulignant en creux la nécessité de l'introduction d'un moyen d'échange).

Mais **un autre problème, à bien des égards plus difficile à résoudre, est celui de la valeur**. Une fois la monnaie – moyen d'échange écarté de l'analyse –, une fois donc aux prises avec la description d'une économie réelle (non monétisée) d'échanges, il faut aussi rendre compte de la manière dont les co-échangistes vont tomber d'accord sur les rapports d'échange entre les différents biens, de la manière dont ils s'accorderont sur les valeurs relatives des différents biens dans l'échange. En effet, écarter la monnaie pour décrire une économie « réelle », c'est aussi écarter une modalité privilégiée (et évidente) d'expression des valeurs et de mesure des prix. Le problème est alors le suivant : comment deux biens différents (du vin et des draps, par exemple) vont-ils pouvoir s'échanger ? Dès lors que ces deux biens sont différents, comment le producteur de vin et le producteur de draps vont-ils pouvoir se mettre d'accord sur un prix (du vin en drap) ? Sur quoi vont se fonder les valeurs de ces biens dans l'échange ?

L'idée est alors *a priori* la suivante : vin et drap sont deux biens aux **qualités** différentes (c'est d'ailleurs pourquoi l'échange est proposé !), mais ils doivent avoir quelque chose **en commun** qui puisse se mesurer (qui aurait donc une **dimension quantitative**) et qui les rend comparables. C'est ce « quelque chose en commun dont l'intensité relative se mesure » qu'il convient donc de mettre en évidence.

2. LA MESURE DE LA RICHESSE : LA THÉORIE DE LA VALEUR TRAVAIL

a) Valeur d'usage et valeur d'échange : le paradoxe de la valeur

Comme Aristote déjà l'avait noté, **les biens qui s'échangent sont en fait dotés de deux valeurs : une valeur d'échange** (leur *valeur dans l'échange* qui va déterminer leur capacité à s'échanger, c'est-à-dire à permettre d'acquérir d'autres biens) **et une valeur d'usage** (on s'intéresse alors à la valeur des biens lorsqu'on en use, c'est-à-dire pour celui qui les possède et en fait usage : on parlerait aujourd'hui d'*utilité*).

Une première idée pourrait être alors de relier ces deux types de valeur et de fonder la capacité des biens à s'échanger (leurs valeurs d'échange respectives) sur leurs valeurs d'usage, c'est-à-dire leur utilité. Smith et la plupart des classiques à sa suite (notamment Ricardo) rejettent cette idée au nom du « paradoxe de l'eau et du diamant » : l'eau, qui a une très forte valeur d'usage (elle est un bien extrêmement utile), a une très faible valeur d'échange (« à peine est-il possible de n'avoir rien en échange » dira Smith). Le diamant au contraire est doté d'une valeur d'échange élevée, sans rapport avec sa valeur d'usage qui est faible.

Ce contre-exemple suffit aux yeux des auteurs classiques à rejeter l'explication de la valeur d'échange par la valeur d'usage. Tout au plus le fait qu'un bien ait une certaine valeur d'usage est une *condition nécessaire* pour qu'il ait une valeur d'échange (un bien inutile ne s'échange pas et, donc, à une valeur nulle dans l'échange), mais cette valeur d'échange n'est alors pas en proportion de cette valeur d'usage : il faut

chercher ailleurs cette qualité commune qui permet de comparer les biens dans l'échange.

b) Les prix naturels sont des « prix de production »

Hors le fait d'être communément dotés d'une valeur d'usage, quel autre point commun serait susceptible de permettre une comparaison des biens dans l'échange ? La réponse des classiques est : le travail. **Un point commun entre tous les biens qui s'échangent est d'avoir été produits par le travail** avant de pouvoir être portés au marché. C'est donc la quantité de travail qui a été nécessaire pour produire un bien et le porter au marché qui réglera sa valeur dans l'échange. Plus un bien sera difficile à produire, plus il faudra dépenser de travail humain pour y parvenir (exemple du diamant), plus sa valeur dans l'échange sera élevée et ce sans rapport avec sa valeur d'usage (dès lors que celle-ci sera non nulle). Au contraire, un bien, même doté d'une valeur d'usage élevée (tel l'eau), aura une faible valeur d'échange s'il n'y a pas eu besoin d'une forte dépense en travail pour le produire et l'amener au marché.

Quelles que soient par ailleurs leurs différences sur la manière de la décliner (valeur travail *commandé* chez Smith, valeur travail *incorporé* chez Ricardo), **les auteurs classiques se distinguent donc par leur adhésion à ce qu'il est coutume d'appeler une théorie de la valeur travail** : le travail est le « fonds primitif de toute richesse » et c'est la dépense en travail qui fonde la valeur des biens dans l'échange. Les prix des biens devraient donc respecter les valeurs d'échange ainsi déterminées et refléter en conséquence les conditions de production : les prix « naturels » sont des « prix de production ».

c) La gravitation des prix de marché autour des prix naturels

Il n'en demeure pas moins que l'échange est une activité décentralisée et que les prix qui s'y formeront n'ont *a priori* aucune raison de se fixer immédiatement au niveau des prix naturels : sur le marché, les prix « effectifs » (que l'on qualifiera de prix de marché) se fixent en fonction de l'offre et de la demande. Il se pourrait donc que les prix ne reflètent pas les prix naturels : la rencontre spontanée des individus sur le marché ne permettrait pas de faire émerger l'ordre économique naturel, celui-là même qui est réputé devoir fonder harmonieusement le lien social.

Smith va alors nous expliquer que, sous l'effet de la concurrence sur le marché, les prix de marché vont avoir une tendance permanente à rejoindre les prix naturels. Si, à un moment donné, le prix de marché du drap (contre du vin : nous sommes en économie de troc) augmente au-dessus de ce que devrait être son prix naturel, reflétant la valeur d'échange, c'est-à-dire les conditions de production, c'est donc que la vente du drap fait plus que couvrir ses « coûts de production » : il y a donc un surprofit. L'activité de production de drap est donc rentable : les producteurs de drap augmentent leur production à la période suivante, de nouveaux producteurs attirés par les perspectives de gains entrent sur le marché et l'offre de drap augmente donc à la période suivante : le prix de marché fléchit et rejoint le prix naturel. Le même raisonnement s'applique dans la situation inverse : si le prix de marché passe en dessous du prix naturel, les coûts de production ne sont plus couverts (la dépense en travail n'est plus « rentabilisée ») et l'offre baisse à la période suivante, poussant le prix de marché à la hausse. Les prix de marché ne s'éloignent jamais cumulativement, ni à la hausse, ni à la baisse, des prix naturels. Influencé par les développements qui lui sont contemporains, Smith parle à cet égard de « gravitation des prix de marché autour des prix naturels » : les prix naturels, qui reflètent les

valeurs d'échange, c'est-à-dire les conditions relatives de production des différents biens, agissent comme un « attracteur » pour les prix de marché, qui ne peuvent s'éloigner de la zone de gravitation.

Illustrations

- **Une richesse réelle dont la valeur est mesurée par le travail...**

« Dans le langage ordinaire, richesse et argent sont regardés comme absolument synonymes. Pourtant, il serait vraiment trop ridicule de s'attacher sérieusement à prouver que la richesse ne consiste pas dans l'argent ou dans la quantité des métaux précieux, mais bien dans les choses qu'achète l'argent et dont il emprunte toute sa valeur, par la faculté qu'il a de les acheter. [...] L'argent n'est que le prix nominal des marchandises. [...] Ce que chaque chose coûte réellement, à celui qui veut se la procurer, c'est le travail et la peine qu'il doit s'imposer pour l'obtenir. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **Et non par le degré d'utilité**

« Il n'y a rien de plus utile que l'eau, mais elle ne peut presque rien acheter : à peine y a-t-il moyen de rien avoir en échange. Un diamant au contraire n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

« Adam Smith a remarqué que le mot valeur a deux significations différentes, et exprime, tantôt l'utilité d'un objet quelconque, tantôt la faculté que cet objet transmet à celui qui le possède, d'acheter d'autres marchandises. Dans un cas la valeur prend le nom de valeur en usage ou d'utilité ; dans l'autre celui de valeur en échange... Ce n'est donc pas l'utilité qui est la mesure de la valeur échangeable quoiqu'elle lui soit absolument essentielle. » (David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817).

11 Le libéralisme économique des classiques

Point clef

Pour Smith, l'ordre naturel des sociétés est un ordre marchand, car l'échange est un « penchant naturel » des hommes. Logiquement, c'est donc l'étendue du marché et la liberté accordée aux individus de « trafiquer, faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre » qui s'impose comme la cause ultime de la richesse des nations et, donc, du bonheur collectif et de l'harmonie sociale. C'est la « main invisible » du marché, et non la main visible de l'État, qui garantit l'ordre social : la poursuite par chacun, dans l'échange, de son intérêt individuel n'est pas contradictoire avec l'intérêt collectif ; elle en est au contraire la condition de réalisation : il faut « laisser faire, laisser passer ».

1. UNE RECHERCHE SUR LES CAUSES DE LA RICHESSE DES NATIONS

a) Les vertus de la division du travail

Une fois réglée la question de la nature de la richesse (cf. fiche 10), il faut aussi se poser la question des « causes » de la richesse.

Pour l'essentiel, les thèses classiques sont sur ce point fixées chez Smith et reprises par ceux qui le suivront, à commencer par Ricardo. Nous pouvons suivre la démarche qu'il emprunte dans le Livre I de la *Richesse des nations* sous la forme d'une déduction logique tirée d'un « jeu » de questions-réponses.

- Qu'est ce qui fait donc qu'une nation (et un individu) est plus ou moins « riche », c'est-à-dire possède plus ou moins de « choses nécessaires à la vie » ?

Réponse : Sa capacité à produire ces choses ou à les acquérir dans l'échange (en échange d'autres productions).

La conception que véhicule Smith de la richesse, d'apparence triviale, est donc finalement doublement en rupture par rapport aux conceptions antérieures. Une première rupture (cf. fiche 10) concerne la *nature* de la richesse : contre les mercantilistes pour qui la richesse est *monétaire*, Smith affirme qu'elle est *réelle*. La seconde rupture, signalée à présent, concerne les sources de cette richesse : contre les physiocrates, cette fois, pour qui la richesse est foncière (cf. fiche 8), Smith insiste sur le fait que cette richesse est *produite*.

- D'où vient alors cette capacité à produire ?

Réponse : De l'acte de production, c'est-à-dire, pour l'essentiel, de la « dépense en travail », puisque selon Smith « le travail est le fonds primitif de toute richesse ».

- Faut-il alors en conclure que plus un homme travaille, plus il est riche, et que plus une nation est peuplée et à même de faire travailler intensément sa population, plus elle est riche (ce qui reviendrait à rapprocher les auteurs classiques d'un « populationnisme » d'essence mercantiliste) ?

Réponse : Non, l'essentiel n'est pas là et les auteurs classiques se défont au contraire de l'accroissement démographique. On pense évidemment à Malthus et à son *Essai sur le principe de population* de 1792, mais aussi à Ricardo et à sa théorie de la baisse du profit (cf. fiche 12). **L'essentiel est en fait dans la productivité du travail mis en œuvre.**

D'une part, Smith reprend donc la distinction déjà opérée par les physiocrates entre travail *productif* et travail *improductif*; d'autre part, et concernant le premier, il s'intéresse à ce qui accroît le degré de productivité. S'interroger sur les moyens d'augmenter la richesse, c'est finalement rechercher les « causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail » (début du titre du Livre I).

- D'où vient alors cette plus ou moins grande productivité ?

Réponse : De la **division du travail qui autorise la spécialisation de chacun** dans une activité productive, lui permettant de ne se consacrer qu'à ce qu'il sait très bien faire et à améliorer encore son habileté et sa productivité par le fait même d'y consacrer tout son temps et toute son énergie. L'exemple que donne Smith est celui, bien connu, de la fabrique d'épingles. Un ouvrier, accomplissant seul toutes les opérations nécessaires à la fabrication des épingles, en produirait peut-être au mieux une dans la journée. Mais si ces opérations sont réparties entre dix ouvriers, si le travail est donc divisé, leur production s'élève alors à quarante-huit mille épingles, soit quatre mille huit cents par ouvrier. La productivité du travail a donc été démultipliée par la division du travail. Cette vertu de la division du travail peut être constatée comme ici « dans l'atelier » (division *technique* du travail) mais aussi dans la société (division *sociale* du travail entre différents producteurs). Cette division *sociale* du travail, en particulier, a en outre l'intérêt d'accélérer le développement du progrès technique, lui aussi source majeure de l'accroissement de productivité du travail. En effet, cette division sociale du travail permet à certains de se consacrer à l'invention et à la production de matériels et de machines qui seront utilisés par d'autres dans leur activité productive.

b) Le « penchant naturel » des hommes à l'échange comme cause fondamentale de la richesse

- D'où vient alors cette division du travail, vecteur de productivité et donc de richesse ?

Réponse : De la possibilité de reconstituer « l'unité » du travail par l'échange (c'est-à-dire de pouvoir acquérir dans l'échange les biens qu'on a renoncé à produire soi-même). C'est donc l'échange qui autorise la division du travail et non pas l'inverse. Plus les échanges seront donc nombreux, plus les marchés seront développés et plus la division du travail aura donc l'opportunité de s'approfondir et avec elle la productivité du travail, la richesse et l'opulence, donc le bien-être et l'harmonie : **c'est donc l'échange (le marché) qui est la cause originelle de la prospérité et donc, dans une vision économiste du lien social, de l'harmonie sociale.**

- D'où vient alors la possibilité d'accroître l'étendue et le volume des échanges ?

Réponse : De la levée de toutes les réglementations et les entraves au « libre commerce », lequel répond par ailleurs au **penchant naturel des hommes à l'échange.**

En effet, le penchant pour l'échange est particulier aux hommes, et il définit leur nature d'homme au sein du règne animal (« on a jamais vu de chien faire de propos délibéré l'échange d'un os avec un autre chien », affirme Smith). Et ce penchant s'explique, non par leur moralité, mais par la poursuite de leur intérêt : il est dans l'intérêt de chacun, si la possibilité se présente, de se spécialiser dans les activités où il demeure le plus productif et où il accroîtra encore cette productivité par le fait même de s'être spécialisé. Son travail individuel étant davantage productif de richesse, il pourra ensuite, dans l'échange, troquer le surplus (la part de sa production qui excède sa consommation personnelle) pour acquérir le reste des choses « nécessaires et commodes à la vie ». L'opportunité pour lui de se procurer davan-

tage de ces choses passe donc par l'échange, qui lui permet de se spécialiser. Le penchant naturel des hommes à l'échange, qui trouve son fondement dans le seul penchant à poursuivre son intérêt personnel, est donc la cause ultime de la richesse de chacun et de la richesse des nations.

2. MAIN INVISIBLE ET LIBRE-ÉCHANGE

a) Une société marchande : il faut « laisser faire »

Dans son ouvrage, Smith s'efforce de démontrer, non seulement que l'échange est la source du bien-être des individus et de la richesse des nations, mais aussi qu'il atteint cette fin de lui-même. Autrement dit, **en laissant les individus libres d'orienter leurs activités selon leur intérêt propre, on assure nécessairement l'intérêt de la société tout entière. C'est la célèbre parabole de la « main invisible ».**

L'échange oriente donc spontanément (sur la base de la poursuite par chacun de son intérêt égoïste) les activités individuelles d'une manière efficace : le « marché » est donc un instrument de conciliation des intérêts égoïstes et son alchimie transforme la poursuite par chacun de son intérêt personnel en un bonheur collectif (qui passe par l'enrichissement de la nation). Il suffit donc de « laisser faire » les individus, en ne limitant pas les opportunités d'échange qui pourraient leur être profitables, pour assurer, *via* l'approfondissement de la division du travail et l'orientation efficace des activités productives, la prospérité et l'harmonie sociale. **La société capitaliste est une société marchande ; à ce titre, elle correspond à la nature humaine (qui est marchande) et peut s'établir comme la société de liberté par excellence et, pour cette raison, comme la société d'efficacité par excellence.**

Bien que cette image de la « main invisible » n'apparaisse que dans le Livre IV de la *Richesse des nations*, elle est implicite dès le Livre I, notamment dans l'analyse de la « gravitation » des prix de marché autour des prix naturels (chap. 7, cf. fiche 10). Les prix naturels expriment en effet économiquement la cohérence sociale (ce sont des « prix justes », qui assurent la rémunération de chacun à son niveau « naturel », et donc la reproduction sociale). Les prix de marché, eux, sont le résultat immédiat, spontané, des actes libres des individus. La « gravitation » des prix de marché autour des prix naturels signifie alors que la liberté individuelle conduit à la cohérence sociale.

b) Les vertus du libre-échange : il faut « laisser passer »

Enfin, ce qui est vrai à l'intérieur d'une nation l'est aussi au niveau international.

La division *internationale* du travail autorisée par l'expansion des échanges commerciaux entre nations est profitable à tous selon le même schéma. Chaque nation se spécialise en fonction de ses capacités et aptitudes propres (ce que Smith appelle ses « avantages » absolus) et dans le seul souci de tirer un parti maximal des opportunités du commerce extérieur. Ce faisant elle contribue au bien-être général des nations en autorisant une plus grande productivité globale du travail et donc une plus grande richesse. **Le libéralisme est donc aussi un libre-échangeisme.**

À la suite de Smith, les économistes classiques développeront les mêmes idées et tâcheront de renforcer la présomption que le libre-échange permet à un pays d'obtenir une quantité de biens supérieure à ce qu'il pourrait produire par ses propres moyens. En particulier Robert Torrens et David Ricardo poursuivront le développement de cette théorie en substituant à la notion d'avantage absolu celle d'avantage relatif (ou comparatif), qui permet de démontrer qu'aucun pays n'a besoin d'être le meilleur de tous pour participer avantageusement à l'échange inter-

national : puisqu'il est dans l'intérêt de tous de ne pas tout produire (quand bien même une nation serait plus efficace dans toutes les productions) et de se concentrer sur les productions où leur avantage productif est le plus grand, même les nations souffrant de désavantages absolus dans toute production trouvent à s'insérer avantageusement dans la division internationale du travail.

Illustrations

- **Le travail, fonds primitif de la richesse des nations**

« Le *Travail annuel* d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie ; et ces choses sont toujours, ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **La division du travail, source d'amélioration de la puissance productive...**

« Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail, et la plus grande partie de l'habileté, de l'adresse et de l'intelligence avec laquelle il est dirigé ou appliqué, sont dues, à ce qu'il semble, à la *Division du travail*. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **... Dont la cause se trouve dans le penchant naturel des hommes à l'échange**

« Cette division du travail, de laquelle découlent tant d'avantages, ne doit pas être regardée dans son origine comme l'effet d'une sagesse humaine qui ait prévu et qui ait eu pour but cette opulence générale qui en est le résultat, elle est la conséquence nécessaire, quoique lente et graduelle, d'un certain penchant naturel à tous les hommes, qui ne se proposent pas des vues d'utilité aussi étendues : c'est le penchant qui les porte à trafiquer, à faire des trocs et des échanges d'une chose pour une autre. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **La révélation de la « main invisible » du marché...**

« Chaque individu met sans cesse tous ses efforts à chercher, pour tout le capital dont il peut disposer, l'emploi le plus avantageux : il est bien vrai que c'est son propre bénéfice qu'il a en vue, et non celui de la société ; mais les soins qu'il se donne pour trouver son avantage personnel le conduisent naturellement, ou plutôt nécessairement, à préférer précisément ce genre d'emploi même qui se trouve être le plus avantageux à la société. [...] En cela comme dans beaucoup d'autre cas il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre nullement dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **... Conduit à rejeter l'opportunité de l'intervention de la « main visible » de l'État**

« Quant à la question de savoir quelle est l'espèce d'industrie nationale que son capital peut mettre en œuvre, et de laquelle le produit promet de valoir davantage, il est évident que chaque individu, dans sa position particulière, est beaucoup mieux à même d'en juger qu'aucun homme d'État ou législateur ne pourra le faire pour lui. L'homme d'État qui chercherait à diriger les particuliers dans la route qu'ils ont à tenir pour l'emploi de leurs capitaux, non seulement s'embarrasserait du soin le plus inutile, mais encore il s'arrogerait une autorité qu'il ne serait pas sage de confier, je ne dis pas à un individu, mais à un conseil ou à un sénat, quel qu'il put être. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

« C'est ainsi que tout système qui cherche ou, par des encouragements extraordinaires, à attirer vers une espèce particulière d'industrie une plus forte portion du capital de la société que celle qui s'y porterait naturellement, ou, par des entraves extraordinaires, à détourner forcément une partie de ce capital d'une espèce particulière d'industrie vers laquelle elle irait sans cela chercher un emploi, est un système réellement subversif de l'objet même qu'il se propose comme son principal et dernier terme. Bien loin de les accélérer, il retarde les progrès de la société vers l'opulence et l'agrandissement réels ; bien loin de l'accroître, il diminue la valeur réelle du produit annuel des terres et du travail de la société. » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

12 Croissance et répartition chez les classiques

Point clef

Alors que Smith s'est essentiellement intéressé à la *nature* de la richesse des nations (cf. fiche 10) et à ses *causes* (cf. fiche 11), Ricardo considère dans ses *Principes d'économie politique et de l'impôt* (1817) que « déterminer les lois qui gouvernent [la] répartition [de cette richesse] constitue le principal problème en économie politique ». En particulier, s'intéresser aux modalités de la répartition de la richesse entre salaires, profits et rente foncière permet d'étudier la dynamique de l'accumulation des richesses et de se prononcer sur ses perspectives. En l'occurrence, si en vertu de l'application de la loi de Say, expression de la foi classique dans la neutralité de la monnaie, aucune contrainte de demande globale ne peut venir contrarier l'accroissement des richesses, les contraintes d'offre, qui se traduisent par une baisse « tendancielle » des taux de profit (liée à l'expansion démographique corollaire de l'enrichissement des nations), finiront par conduire nos sociétés dans un « état stationnaire ».

1. UNE RECHERCHE SUR LES MÉCANISMES DE RÉPARTITION DE LA RICHESSE DES NATIONS

a) Une société de classes...

Les classiques envisagent la société comme un ensemble de trois classes (propriétaires fonciers, capitalistes et travailleurs) définies par leur place dans la production et donc par la nature de leurs revenus. Ricardo en a donné la version la plus élaborée :

- Le travailleur gagne un salaire ramené sous l'effet de la concurrence à un minimum de subsistance (c'est ce qu'on nomme la loi d'airain des salaires). Il dépend donc du prix des denrées vitales, surtout du pain (lié à celui du blé).
- Le profit est le revenu du capitaliste et il est proportionnel au capital avancé dans la production.
- La rente foncière, revenu versé par le fermier au propriétaire foncier, est la différence entre le prix de vente des denrées agricoles (le blé) et son coût. On parle de rente *différentielle* : plus une terre est fertile, plus le coût de production du blé y est faible, et plus la rente y est forte, car le prix du blé s'établit au niveau permettant la production sur la terre la moins fertile (celle où les coûts de production sont les plus élevés, qui ne paie dès lors pas de rente).

b) ... Aux intérêts contradictoires

Ce qui intéresse tout particulièrement les classiques, c'est la relation « industrielle » entre capitalistes et travailleurs, et donc entre profits et salaires.

Ricardo va s'efforcer à cet égard de démontrer l'existence d'une **relation inverse entre salaires et profits**. Sa démonstration est la suivante : puisque la valeur de la richesse (et donc son montant, évalué en quantité de travail) est donnée au sortir de l'acte de production, la répartition de cette richesse sous forme de revenus ne pourra pas, au moment où elle se réalise (une fois la richesse produite vendue et donc sa valeur réalisée), la modifier. Ce que gagnera l'une des deux classes (par exemple les travailleurs sous forme de salaires) sera donc en relation inverse avec ce que gagnera l'autre (les capitalistes, sous forme de profits).

Il y aura donc un conflit entre ces deux classes fondamentales autour de la répartition de la richesse globale.

2. UNE RECHERCHE SUR LA DYNAMIQUE DE L'ACCUMULATION DES RICHESSES

a) La dynamique de l'accumulation...

On se place à présent dans une perspective dynamique : comment faire pour que l'accumulation de la richesse puisse se poursuivre ? Comment donc perpétuer la croissance économique ? Quelles sont les contraintes qui vont éventuellement l'entraver ?

Nous avons vu avec Smith (*cf. fiche 11*) que la richesse, à un moment donné, trouvait son origine : a) dans l'étendue des marchés et des échanges (qui conditionne le degré atteint par la division sociale du travail et, donc, le niveau de productivité du travail) ; b) dans le progrès technique, lui-même autorisé par la division sociale du travail.

Mais **un élément est essentiel pour que le progrès technique soit entretenu de manière endogène : c'est l'épargne des profits tirés de l'activité productive** (leur non-consommation) et leur réinvestissement. Sans investissement, une invention ou un progrès technique ne devient jamais une innovation et le progrès reste potentiel. Or, dans l'esprit des classiques, l'investissement ne peut à son tour naître que de l'épargne de revenus tirés de la richesse produite. Cette épargne ne pouvant pas être dérogée sur les salaires, puisqu'ils sont fixés au niveau de subsistance, elle ne peut être dérogée que sur les profits.

C'est en ce sens qu'il y a « accumulation » : on accumule le capital en réinvestissant systématiquement les profits tirés de l'activité productive et c'est cette accumulation qui pousse la croissance économique.

Cette valorisation de l'épargne est une caractéristique fondamentale de la théorie classique : il faut privilégier l'épargne des revenus tirés de l'activité productive (et son réinvestissement) sur leur consommation. Ce sera le rôle du taux d'intérêt que d'inciter à l'épargne des revenus : le taux d'intérêt est, pour les classiques, la rémunération de la renonciation à la consommation. C'est là la légitimité de la pratique du prêt à intérêt : il incite les intérêts individuels à satisfaire l'intérêt « public ».

b) ... Peut être contrariée par la baisse des profits

On comprend qu'une des conditions pour que se poursuive la dynamique endogène de l'accumulation est que le volume des profits ne se tarisse pas. Or, Ricardo va précisément démontrer que, **sous l'effet même de la croissance, les profits vont voir tendance à diminuer, ce qui conduira inéluctablement à un blocage de l'accumulation.**

La dynamique à l'œuvre est en l'occurrence la suivante :

Au fur et à mesure que la croissance se poursuit, la population elle aussi augmente (car le processus d'accumulation nécessite une main-d'œuvre plus nombreuse, et non pas parce que l'accroissement des richesses autoriserait des conditions de vie plus favorables pour la population salariée et, donc, son expansion). Au fur et à mesure de cette croissance démographique, il va falloir en conséquence augmenter la production des denrées de base, le blé notamment. Il va donc falloir progressivement étendre la superficie des terres mises en culture, ce qui conduira à mettre en culture des terres de moins en moins fertiles, c'est-à-dire des terres où, pour compenser une fertilité décroissante, le coût (en travail) de production du blé va s'accroître. Si le coût de production du blé s'élève, il va falloir se résoudre alors à augmenter le prix du blé (qui, comme nous l'avons dit, se détermine sur la terre

« marginale », c'est-à-dire de telle manière à couvrir les coûts de production sur la terre où ils sont les plus élevés, c'est-à-dire sur la terre la moins fertile).

Il en résultera un premier effet sur les revenus : la rente, de nature différentielle, augmentera. Mais là n'est pas l'essentiel. Si le prix du blé s'élève, il faudra finalement consentir une hausse des salaires, puisque ceux-ci se fixent au minimum de subsistance : il faut donc maintenir leur « pouvoir d'achat » sur le blé et donc indexer la hausse des salaires sur celle du prix du blé. Finalement, si les salaires s'élèvent (en volume), les profits doivent baisser (en volume) et donc en taux (puisque le volume des profits diminue pour une avance en capital donnée).

Si les taux de profit diminuent, il arrivera un moment où l'accumulation stoppera : on rejoindra alors un *état stationnaire*, où richesse et population seront constantes.

c) Mais pas par les débouchés : loi de Say et neutralité de la monnaie

Si l'accumulation des richesses s'interrompt, ce sera alors en raison d'une contrainte de « coût », menaçant les profits, c'est-à-dire la rentabilité de l'offre productive et l'investissement : **la contrainte à la croissance est donc une contrainte « d'offre »**.

Or, on pourrait imaginer un autre type de contrainte, du côté de la demande cette fois : la richesse produite peut être susceptible de ne pas augmenter, par exemple parce que les capitalistes entrepreneurs ne trouvent pas de débouchés. Or une telle possibilité est explicitement exclue par les auteurs classiques (à l'exception de Malthus) : c'est ce qu'exprime leur adhésion à la « loi des débouchés » mise en évidence par Jean-Baptiste Say et à laquelle Ricardo donne la plus grande audience.

Selon cette loi, « **toute offre crée sa propre demande** ». L'argument est le suivant :

Lorsque l'offre *globale* (on est au niveau *macroéconomique*) de biens, c'est-à-dire la richesse produite, augmente, elle a pour contrepartie des revenus (salaires, profits et rentes). À leur tour, ces salaires, profits et rentes sont à l'origine d'une demande de biens : par exemple, les salaires sont dépensés en biens de consommation courante, les profits sont épargnés, et donc investis (donc dépensés en achat de biens capitaux), et les rentes dépensées en produits de luxe. Par conséquent, toute offre crée bien sa propre demande : une hausse de l'offre globale d'une valeur de 100 induit un supplément de revenus de 100, qui à son tour conduit à une demande supplémentaire de 100. La demande est *endogène* à l'offre, qui se détermine logiquement en premier, sans contrainte attendue du côté de la demande. En conséquence de quoi, seules des contraintes sur l'offre (contrainte de rentabilité) peuvent interrompre le processus d'accumulation et de croissance.

En fait, **l'adhésion à cette « loi de Say » équivaut pour les classiques à considérer que les économies de marché (avec monnaie) fonctionnent en fait comme pourraient le faire des économies de troc (sans monnaie)**. Dans une économie de troc, en effet, toute offre de biens (c'est vrai au niveau microéconomique et donc macroéconomique) crée immédiatement un débouché pour un autre bien : un échangiste, dans un échange de troc, ne peut en effet espérer réaliser une « vente » qu'à la condition de trouver quelqu'un d'autre de qui il accepte d'acquérir le produit.

La loi de Say repose donc sur l'idée de la *neutralité* de la monnaie sur le fonctionnement réel de l'économie, affirmée par ailleurs par les classiques (*cf. fiche 10*).

Illustrations

- **La répartition entre salaires...**

« Le travail, ainsi que toutes choses que l'on peut acheter ou vendre, et dont la quantité peut augmenter ou diminuer, a un prix naturel et un prix courant. Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers, en général, les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution. » (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817).

- **... Profits...**

« Les profits sont élevés si les salaires sont bas et inversement. » (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817).

- **... Et rente**

« Si la terre présentait partout les mêmes propriétés, si son étendue était illimitée et sa qualité uniforme, rien ne pourrait être exigé pour son usage [...]. On ne paie donc toujours une rente pour l'usage de la terre que parce que sa quantité est limitée et sa qualité variable, et parce que le progrès de la population oblige à mettre en culture des terres moins fertiles et moins bien situées. » (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817).

- **Les limites de la croissance**

« L'accroissement de la richesse n'est pas illimité, qu'à la fin de ce que l'on appelle l'état progressif, se trouve l'état stationnaire. » (John Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, 1848).

- **... Et la loi de Say, « postulat d'Euclide » de la théorie classique**

« Depuis J.-B. Say et Ricardo les économistes classiques ont cru que l'offre crée sa propre demande, ce qui veut dire en un certain sens évocateur mais non clairement défini que la totalité des coûts de production doit nécessairement, dans la communauté entière, être dépensée directement ou indirectement pour l'achat de la production. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

« Dans l'économie ricardienne, qui est à la base de tout ce qui a été enseigné depuis plus d'un siècle, l'idée qu'on a le droit de négliger la fonction de la demande globale est fondamentale. À vrai dire, la thèse de Ricardo que la demande effective ne peut être insuffisante avait été vivement combattue par Malthus, mais sans succès. Car, faute d'expliquer (si ce n'est par les faits d'observation courante) comment et pourquoi la demande effective pouvait être insuffisante, Malthus n'est pas parvenu à fournir une thèse capable de remplacer celle qu'il attaquait ; et Ricardo conquiert l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

Point clef

Le courant « classique » (cf. fiche 9) est rattaché pour l'essentiel aux œuvres de deux grands auteurs : Adam Smith en est le fondateur, David Ricardo celui qui lui donne une forme définitive. En complément des fiches 10 et 11 où sont évoqués les apports théoriques de Smith à la formation de ce courant, on insistera ici sur leurs liens avec sa philosophie politique, sur la structure de son œuvre principale, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, et sur la relation qu'il y établit entre le marché et l'État.

1. ADAM SMITH : DE LA PHILOSOPHIE MORALE À L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Adam Smith (5 juin 1723 – 17 juillet 1790) est un philosophe et économiste écossais des *Lumières*. Il reste dans l'histoire comme le père de la science économique moderne et son œuvre principale, la *Richesse des nations*, est un des textes fondateurs du libéralisme économique.

a) Du Smith philosophe...

Né à Kirkcaldy (Écosse), Smith obtient à l'âge de vingt-sept ans la chaire de logique à l'université de Glasgow et plus tard celle de philosophie morale. En 1759, il publie **une *Théorie des sentiments moraux*, œuvre de philosophie qui le fait connaître** en Grande-Bretagne et au-delà. Dans ce livre, il essaie de comprendre comment l'individu, considéré comme égoïste, parvient à porter des jugements moraux qui font passer son intérêt personnel au second plan. Smith affirme que l'individu peut en fait se placer dans la position d'un tiers, d'un observateur impartial, qui peut donc **s'affranchir de son égoïsme et fonder son jugement sur la sympathie**. Au total, l'harmonie sociale n'est pas incompatible avec la liberté individuelle, chaque individu sachant s'affranchir de son égoïsme : le lien social est fondé sur les sentiments moraux des individus. Cet ouvrage est remarqué par l'homme politique Charles Townshend, qui embauche Smith comme tuteur de son beau-fils pour le « Grand Tour » que celui-ci part effectuer en Europe.

b) ... au Smith économiste

Smith et son élève quittent la Grande-Bretagne pour la France en 1764. Ils restent dix-huit mois à Toulouse, où Smith entame la rédaction d'un traité d'économie, sujet sur lequel il avait été amené à dispenser des cours à Glasgow. Après être passé par Genève, où il rencontre Voltaire, Smith arrive à Paris. C'est là qu'il rencontre l'économiste le plus important de l'époque, François Quesnay, mais aussi Turgot, Benjamin Franklin, Diderot, d'Alembert, Condillac et Necker.

Quesnay avait fondé une école de pensée économique, la **physiocratie** (cf. fiche 8), en rupture avec les idées mercantilistes du temps. Les physiocrates prônent que l'économie doit être régie par un ordre naturel et qu'il faut donc « laisser faire et laisser passer ». Ils affirment que la richesse ne vient pas des métaux précieux, mais toujours du seul travail de la terre et que cette richesse extraite des sols circule ensuite parmi différentes classes stériles (les commerçants, les nobles, les industriels).

Adam Smith est intéressé par les idées libérales des physiocrates, mais ne comprend pas le culte qu'ils vouent à l'agriculture.

En 1766, le voyage de Smith et de son protégé s'achève à la mort de ce dernier. Smith rentre à Londres, puis à Kirkcaldy où il se consacre à son traité d'économie politique. En 1776, Adam Smith le publie sous le titre *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, titre souvent abrégé en *Richesse des nations*. Appointé comme directeur des douanes en 1778, Smith meurt à Édimbourg en 1790.

2. LA RICHESSE DES NATIONS

a) Présentation

Le mérite principal de la *Richesse des nations* ne vient pas de l'originalité de ses principes (l'économiste Joseph Schumpeter, dans son *Histoire de l'analyse économique*, définit Smith comme un auteur mineur en raison de ce que son œuvre ne comportait que peu d'idées originales), **mais du raisonnement systématique, scientifique, utilisé pour les valider**, et de la clarté avec laquelle ils sont exprimés. En ce sens, l'ouvrage est une synthèse brillante des sujets les plus importants d'économie politique. Parmi les observateurs antérieurs à Smith qui l'ont inspiré se trouvent John Locke, Bernard Mandeville, William Petty, Richard Cantillon, Turgot ainsi que bien sûr François Quesnay et David Hume.

La pensée de Smith est inspirée par plusieurs principes partagés par les Lumières écossaises : l'étude de la nature humaine est un sujet primordial, indispensable ; la méthode expérimentale de Newton est la plus appropriée à l'étude de l'homme ; la nature humaine est invariante en tous lieux et en tous temps. Smith est également convaincu de l'existence d'une progression du développement humain par des étapes bien définies et on retrouve explicitement cette idée dans le modèle de développement économique en quatre étapes présenté dans la *Richesse des nations*.

Par ailleurs, la *Richesse des nations* ne traite pas seulement d'économie (au sens moderne), mais aussi de droit, de morale, de psychologie, de politique, d'histoire, ainsi que de l'interaction et de l'interdépendance entre toutes ces disciplines. **L'ouvrage, centré sur la notion d'intérêt personnel, forme donc un ensemble logique avec la *Théorie des sentiments moraux*.**

b) Problématique et plan d'exposition

La problématique de la *Richesse des nations* est double : d'une part, expliquer pourquoi une société mue par l'intérêt personnel peut subsister ; d'autre part, décrire comment le « système de liberté naturelle » est apparu et comment il fonctionne. À cet effet, Smith utilise systématiquement des données empiriques (exemples et statistiques) pour valider les principes qu'il expose et les raisonnements abstraits sont maintenus au strict minimum. Cette méthode largement « inductive » sera dénoncée par certains de ses successeurs après Ricardo, qui imposera une méthode scientifique plus déductive et fondée sur le raisonnement logique.

La *Richesse des nations* est composée de cinq Livres :

- *Des causes qui ont perfectionné les facultés productives du travail, et de l'ordre suivant lequel ses produits se distribuent naturellement dans les différentes classes du peuple* (sur la nature humaine, le travail, et « l'habileté, la dextérité et l'intelligence qu'on y apporte »).
- *De la nature des fonds ou capitaux, de leur accumulation et de leur emploi* (description des marchands et du capital).

- De la marche différente et des progrès de l'opulence chez différentes nations (histoire du développement économique et politique économique).
- Des systèmes d'économie politique (en particulier, le système du commerce international).
- Du revenu du souverain ou de la république (revenus, dépenses et objectifs du gouvernement).

c) Marché et division du travail

C'est tout particulièrement dans les Livres I et II que Smith développe sa vision de la richesse des nations, sur laquelle se fondera l'école classique ; elle est décrite en détail dans les fiches 10 à 12 et il suffit d'en souligner ici les traits principaux. Une nation est riche parce que le marché y est étendu, ce qui encourage la division du travail et par là l'accroissement de la productivité. Ce rôle du marché dans la création de la richesse globale est le corollaire du rôle de l'échange dans les relations entre les individus : un homme est riche ou pauvre selon sa plus ou moins grande capacité à acheter (et ainsi à « commander ») le travail d'autrui. C'est aussi pourquoi la valeur d'échange d'une marchandise (qui n'a rien à voir avec sa valeur d'usage, ce que contesteront un siècle plus tard les auteurs marginalistes ; cf. fiche 20) est déterminée par la quantité de « travail commandé », c'est-à-dire la quantité de travail qu'on peut obtenir en échange. Cette théorie de la valeur sera critiquée par Ricardo (cf. fiche 14), qui substituera au concept de « travail commandé » celui de « travail incorporé », déplaçant l'attention des conditions de l'échange vers les conditions de production des marchandises. Ricardo reprendra néanmoins la vision smithienne de la répartition du revenu national entre les trois classes que sont les capitalistes, les travailleurs salariés et les propriétaires fonciers, une vision qui se perpétuera jusqu'à Marx, un siècle plus tard (cf. fiche 19). D'autres aspects de la théorie de Smith, tels que la conception de la monnaie comme un simple instrument destiné à surmonter les inconvénients du troc ou le libre-échange généralisé comme condition de la croissance économique, marqueront durablement la science économique, même après le déclin de l'école classique.

Dans le Livre IV de la *Richesse des nations*, la thèse de Smith sur le commerce international reprend une critique du mercantilisme entamée par David Hume en 1752. Hume pensait qu'un solde excédentaire de la balance commerciale, en suscitant des entrées de métaux précieux qui accroissaient la quantité de monnaie sur le territoire, provoquait une hausse des prix intérieurs et donc une baisse de la compétitivité des produits nationaux, éliminant du même coup l'excédent. Les balances commerciales des différents pays participant à l'échange international s'ajustaient ainsi naturellement et, contrairement à ce que prétendaient les mercantilistes, il était vain de rechercher un excédent extérieur permanent. Smith reprend ce mécanisme liant le niveau général des prix et les flux internationaux de métaux précieux et de marchandises et il l'étend à une économie dans laquelle la masse monétaire comprend des billets de banque, en plus des espèces métalliques. Surtout, il complète ce plaidoyer en faveur du libre-échange par une théorie de la spécialisation internationale fondée sur la notion d'avantage absolu. Si une première nation est meilleure dans la production d'un premier bien, tandis qu'une seconde est meilleure dans la production d'un second bien, alors chacune d'entre elles a intérêt à se spécialiser dans sa production de prédilection et à échanger les fruits de son travail.

Dans le Livre V, enfin, **Adam Smith définit les fonctions d'un État en charge de l'intérêt général (et non de l'intérêt du Prince)**. Il s'agit d'abord d'assurer les fonctions dites régaliennes (police, armée, justice). Pour autant, **Smith ne refuse pas à l'État toute intervention économique**. Selon Smith, le marché ne peut pas prendre en charge toutes les activités économiques, car certaines ne sont rentables pour aucune entreprise, et pourtant elles profitent largement à la société dans son ensemble (les économistes parlent de « biens publics »). Ces activités doivent alors être prises en charge par l'État. **Avocat du libéralisme économique (au travers de la parabole de la « main invisible »), Adam Smith n'est donc pas l'apôtre d'un capitalisme totalement dérégulé** et bannissant toute forme d'intervention étatique.

Citations

- **Division du travail et richesse**

« Un homme est riche ou pauvre, suivant les moyens qu'il a de se procurer les besoins, les commodités et les agréments de la vie. Mais la division une fois établie dans toutes les branches du travail, il n'y a qu'une partie extrêmement petite de toutes ces choses qu'un homme puisse obtenir directement par son travail ; c'est du travail d'autrui qu'il lui faut attendre la plus grande partie de toutes ces jouissances ; ainsi il sera riche ou pauvre, selon la quantité de travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en état d'acheter » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **La répartition du revenu national entre les classes sociales**

« La masse totale du produit annuel de la terre et du travail d'un pays, ou, ce qui revient au même, la somme totale du prix de ce produit annuel, se divise naturellement, comme on l'a déjà observé, en trois parties : la rente de la terre, les salaires du travail et les profits des capitaux, et elle constitue un revenu à trois différentes classes du peuple : à ceux qui vivent de rentes, à ceux qui vivent de salaires et à ceux qui vivent de profits. Ces trois grandes classes sont les classes primitives et constituantes de toute société civilisée, du revenu desquelles toute autre classe tire en dernier résultat le sien » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

- **La « main invisible » du marché**

« En dirigeant cette industrie de manière que son produit ait le plus de valeur possible, [chaque individu] ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société que s'il avait réellement pour but d'y travailler » (Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776).

14 David Ricardo et les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*

Point clef

Ricardo est à l'origine de deux grandes questions qui traversent la théorie économique jusqu'à nos jours : d'une part, la question du lien entre les conditions de production des marchandises, la répartition des revenus, le système des prix et la croissance économique globale ; d'autre part, la question de la relation entre les conditions d'émission de la monnaie et sa valeur, et donc celle des déterminants monétaires de l'inflation et de l'évolution du taux de change. Sur chacune de ces deux questions, Ricardo apporte des réponses qui témoignent d'une capacité d'analyse que tous ses successeurs lui ont reconnue.

Sur la question de la répartition, seule la victoire de la théorie marginaliste à partir des années 1870, qui a imposé jusqu'à aujourd'hui un cadre de pensée complètement différent, a pu faire oublier les deux grandes contributions de Ricardo dans ce domaine : il existe une relation inverse entre les salaires et le taux de profit ; l'évolution à long terme de ce dernier dépend de l'évolution des conditions de production des biens consommés par les salariés.

Sur la question de la monnaie, Ricardo est le premier auteur à avoir défendu une circulation exclusive de billets émis par une banque centrale respectant des règles définies de création monétaire.

1. SA VIE, SON ŒUVRE, SON INFLUENCE

a) Un succès public et privé

Né à Londres, David Ricardo vécut de 1772 à 1823. Selon John Maynard Keynes, « Ricardo a conquis l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne ». Venant d'un critique de sa théorie, ce jugement marque bien l'influence considérable, intellectuelle et politique, que Ricardo a eue sur l'économie politique au XIX^e siècle. Elle ne peut être comparée qu'à celle de Keynes au XX^e siècle et ces deux économistes anglais eurent d'ailleurs en commun la capacité à élaborer une théorie générale simple et rigoureuse, d'où ils tirèrent des conclusions pratiques propres à marquer les esprits.

Descendant d'une famille juive émigrée des Pays-Bas en Angleterre, Ricardo commença à travailler à 14 ans avec son père à la Bourse de Londres. Déshérité après son mariage, il y devint courtier et se constitua en quelques années une telle fortune qu'il se retira des affaires en 1814. Devenu propriétaire terrien, il participa avec succès au débat public sur les questions économiques et fut élu à la Chambre des communes en 1819. Il mourut brutalement d'une infection de l'oreille en 1823.

b) De la théorie monétaire à la théorie de la répartition

Les premiers articles de Ricardo datent de 1809 et furent consacrés aux questions monétaires. La « **controverse sur le bullion** », du nom donné à l'or en lingot dont la hausse du prix à Londres manifestait une dépréciation de la livre sterling, opposait alors deux interprétations de cette dépréciation : ceux pour qui elle avait pour origine une émission excessive de billets par la Banque d'Angleterre et ceux pour qui elle s'expliquait surtout par un déficit extérieur consécutif à la participation de l'Angleterre aux guerres napoléoniennes. Ricardo justifia la première position dans son essai *Le haut prix du lingot : une preuve de la dépréciation des billets* (1810) et l'adoption de cette thèse par la commission parlementaire chargée de cette question lui valut

la célébrité. Jusqu'à la fin de sa vie, Ricardo plaida pour une réforme du régime monétaire anglais, qui garantît au moindre coût la stabilité de la livre.

L'autre grand débat auquel participa Ricardo concernait les « lois sur le blé ». Afin de défendre les intérêts des propriétaires terriens, le Parlement anglais adopta en 1815 des lois restrictives sur l'importation du blé. Dans son *Essai sur l'influence d'un bas prix du blé sur les profits des capitaux* (1815), Ricardo démontra la nocivité de ces lois, qui poussaient le prix du blé à la hausse, obligeant ainsi à élever les salaires pour garantir la subsistance des travailleurs, ce qui avait pour conséquence de faire baisser le taux de profit. La théorie générale qui fondait rigoureusement cette thèse parut en 1817 dans les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, où Ricardo établissait l'existence d'une relation inverse entre les salaires et les profits et en dérivait les conséquences pour l'analyse des prix et de la croissance. La principale conclusion pratique de cette thèse était la supériorité du libre-échange international, qui permet à chaque pays de se spécialiser dans la production des biens pour lesquels il a un avantage comparatif.

c) Une influence controversée

Les recommandations pratiques de Ricardo finirent par s'imposer, même si ce fut avec retard. L'acte de Peel (1844) réforma la Banque d'Angleterre en partie selon ses vues et il fallut un siècle pour que la convertibilité des billets en lingot fût adoptée (1925). L'abolition des lois sur le blé en 1846 marqua le début d'une application de la doctrine du libre-échange qui, après avoir assuré la puissance de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle, gouverne encore aujourd'hui les relations économiques internationales.

L'influence de Ricardo sur la science économique est plus controversée. Ayant porté l'école classique à son apogée, il la domina sans partage jusqu'à la « révolution marginaliste » des années 1870, qui établit les mêmes conclusions pratiques sur d'autres principes théoriques, et surtout abandonna la primauté donnée par Ricardo à l'analyse de la répartition des revenus. Paradoxalement pour ce défenseur du capitalisme, ce fut Karl Marx et les marxistes qui défendirent alors l'approche de Ricardo, qui a connu un regain d'intérêt depuis 1960 sous l'influence de Piero Sraffa et des « néoricardiens » (cf. fiche 15).

2. L'ŒUVRE MAJEURE : PRINCIPES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE L'IMPÔT

La première édition de cet ouvrage parut en 1817 ; l'édition définitive (la troisième) date de 1821. Il contient deux théories principales : celle du prix naturel des marchandises, déterminé par leur coût de production ; celle du profit et de son influence sur l'accumulation du capital.

a) La théorie du prix naturel

Le concept de prix naturel avait déjà été élaboré par Adam Smith en 1776 dans *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (cf. fiche 13). Selon Smith, le prix d'une marchandise n'est pas déterminé par l'offre et la demande, phénomènes circonstanciels, mais par l'addition des revenus (salaire, profit, rente) qu'il faut payer dans des conditions normales pour faire produire la marchandise ; c'est ce qu'il appelle le prix naturel.

Ricardo reprend cette idée, mais il s'oppose à Smith sur ce qui détermine le prix naturel. Celui-ci ne dépend pas selon lui du prix du travail (le salaire) mais de la quantité de travail nécessaire à produire la marchandise. Cette quantité est l'addition

du travail directement consacré à la fabrication du bien (le travail du boulanger pour le pain, par exemple) et du travail indirect requis antérieurement pour produire la matière première et les outils (la farine et le four, dans cet exemple). Cette **théorie de la valeur travail incorporé** est considérée comme un trait caractéristique des idées défendues par l'école classique et elle a influencé Karl Marx (cf. fiche 19). Elle fut rejetée à partir des années 1870 par le marginalisme (cf. fiche 20), qui adopta la loi de l'offre et la demande pour la détermination du prix.

En fait, Ricardo reconnaît lui-même que la quantité de travail incorporée dans une marchandise n'est qu'un des éléments du prix naturel. L'autre élément, qui « modifie considérablement » cette loi de la valeur travail, est le taux de profit.

b) La théorie du profit et de l'accumulation du capital

« Déterminer les lois de la répartition, voilà le principal problème en économie politique », écrit Ricardo dans son avant-propos. Sa théorie de la répartition des revenus part de l'existence naturelle des classes sociales et, en particulier, de celle des capitalistes et de celle des salariés. Il démontre qu'il existe une relation inverse entre le niveau des salaires et le niveau du taux de profit : **si les salaires augmentent, les profits baissent.**

Une telle situation ne signifie pas que la situation des travailleurs s'améliore : dans l'état naturel d'une économie, les salaires sont au minimum (social et non physiologique) de subsistance et ils varient avec la difficulté de production des biens consommés par les salariés. Si celle-ci s'accroît, les prix de ces biens augmentent et les salaires doivent suivre pour permettre aux travailleurs de continuer à consommer le même panier de biens.

Or, selon Ricardo, les terres ne permettent d'accroître la production des biens agricoles qu'au prix d'un accroissement de leur coût de production. Les salaires augmentent donc à long terme et le taux de profit baisse en conséquence. Comme le profit est le seul motif qui pousse les capitalistes à investir, l'accumulation du capital se ralentit, et avec elle le progrès des richesses. **L'économie marche vers un état stationnaire.**

Pour Ricardo, il existe cependant un moyen de retarder cette évolution dans les pays industrialisés (comme l'Angleterre) qui y sont exposés : importer les biens de subsistance des pays où ils sont moins chers. Ricardo développe à cette occasion une théorie de la spécialisation internationale selon les coûts comparatifs qu'il illustre par le commerce entre le drap anglais et le vin portugais. La conclusion des *Principes* est ainsi un plaidoyer pour le libre-échange qui influencera profondément les idées en Angleterre à partir du milieu du XIX^e siècle.

Citations

- **La question centrale de la répartition des revenus**

« L'économie politique est selon vous une enquête sur la nature et les causes de la richesse. Je pense qu'il vaudrait mieux l'appeler une enquête au sujet de la division du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. Aucune loi ne peut être établie concernant la quantité, mais on peut en assigner une suffisamment correcte aux proportions. De jour en jour je suis plus convaincu que la première étude est vaine et illusoire et que la seconde constitue l'objet propre de la science. » (« Lettre à Malthus, 9 octobre 1820 », in Piero Sraffa, *The Works and Correspondence of David Ricardo*, 1951-1973).

- **La relation inverse entre salaires et taux de profit**

« Tout au long de cet ouvrage, je tente de démontrer que le taux de profit ne peut jamais croître, si ce n'est sous l'effet d'une baisse des salaires, et que l'on ne peut avoir de baisse durable des salaires, si ce n'est à la suite d'une baisse du prix des biens nécessaires dans lesquels les salaires sont dépensés. » (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817).

- **La recherche de la stabilité monétaire**

« Garantir le public contre toutes les variations de la valeur de la monnaie autres que celles auxquelles l'étalon est sujet, et, en même temps, effectuer la circulation avec le moyen le moins coûteux, est atteindre l'état le plus parfait auquel peut être amenée une monnaie. » (David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817).

15 Piero Sraffa et les « néoricardiens »

Point clef

La publication par Piero Sraffa en 1951 d'une nouvelle édition des œuvres complètes de Ricardo attira à nouveau l'attention sur les conceptions de l'école classique, avec des prolongements dans trois directions.

Piero Sraffa lui-même présenta en 1960 une version modernisée de la théorie ricardienne des prix et de la répartition des revenus, permettant de démontrer rigoureusement qu'une hausse des salaires s'accompagne d'une baisse du taux de profit.

Sous son influence, plusieurs auteurs critiquèrent la théorie marginaliste du capital et des revenus en montrant que les notions de capital agrégé et de productivité marginale des facteurs étaient dépourvues de sens.

Des tentatives pour construire une théorie « néoricardienne » ayant le même degré de généralité que la théorie marginaliste ont été faites, mais elles sont demeurées isolées dans la science économique actuelle.

1. LA THÉORIE DE PIERO SRAFFA

a) Sa vie, son œuvre, son influence

Piero Sraffa naquit à Turin en 1898. Il soutint en 1920 une thèse sur l'inflation en Italie pendant la Première Guerre mondiale, suivie de deux articles publiés en Grande-Bretagne, dont l'un en 1922 dévoilait les manipulations comptables de grandes banques italiennes, ce qui suscita une accusation de trahison de la part de Mussolini. Sraffa répondit alors à l'invitation de Keynes et s'établit en 1927 en Grande-Bretagne, à l'université de Cambridge, où il fut nommé *fellow* de Trinity College en 1939 et résida jusqu'à sa mort en 1983. Malgré son expatriation, Sraffa ne cessa jamais d'entretenir des relations intellectuelles et politiques avec son pays d'origine, en particulier avec son ami le communiste italien Antonio Gramsci ; il se lia aussi d'amitié avec le philosophe d'origine autrichienne Ludwig Wittgenstein. Keynes, Gramsci, Wittgenstein, ces amitiés suffirent à montrer qu'au-delà de son œuvre économique particulièrement originale, Sraffa fut au carrefour de la vie intellectuelle du xx^e siècle.

Sraffa se qualifiait lui-même dans une correspondance d'« écrivain très lent ». Ses textes publiés sont peu nombreux et écrits avec une grande concision. Son seul ouvrage, *Production de marchandises par des marchandises. Prélude à une critique de la théorie économique*, comporte moins de cent pages et fut publié en 1960 après une gestation de plus de trente ans parallèle à la préparation de l'édition des œuvres complètes de Ricardo. Cet ouvrage clôt une œuvre très personnelle jalonnée auparavant par trois dates : en 1925-1926, deux articles critiques sur la théorie marshallienne de la valeur (cf. fiche 22) ; en 1932, un article critique des théories monétaires de Wicksell et Hayek (cf. fiches 25 et 27) ; en 1951, l'introduction de sa monumentale édition (1951-1973) des *Œuvres et correspondance de David Ricardo* (cf. fiche 14).

Tant son édition des œuvres de Ricardo que sa production théorique propre s'inscrivaient pour Sraffa dans la réhabilitation d'un « point de vue, qui est celui des

anciens économistes classiques d'Adam Smith à Ricardo, [et qui] a été submergé et oublié depuis l'avènement de l'analyse "marginaliste" ». Elles avaient ainsi explicitement un caractère critique de la théorie marginaliste. C'est ce qui explique la faible influence de Sraffa sur une science économique dominée à partir des années 1950 par la microéconomie néowalrasienne (cf. fiche 23), puis par la « nouvelle micro-économie » (cf. fiche 24). Néanmoins, Sraffa suscita le respect de certains économistes pourtant opposés à ses vues, tels Paul Samuelson qui termine ainsi en 1987 une recension de « l'économie sraffaïenne » : « Piero Sraffa était très respecté et très aimé. Chaque année qui passe, les économistes perçoivent de nouvelles raisons d'admirer son génie ».

b) Reproduction d'un système de production et théorie des prix

Dans la ligne du *Tableau économique* de Quesnay (cf. fiche 8), le point de départ de l'ouvrage de 1960 est l'analyse d'un système de production doté de trois caractéristiques : il assure la reconstitution des quantités de « **marchandises fondamentales** » (celles qui sont nécessaires à la reproduction du système) ayant été consommées dans la période de production ; il répartit le **surplus** de marchandises produites (au-delà de la reproduction à l'identique) entre les salaires des travailleurs et les profits perçus sur les capitaux à un taux uniforme ; il affecte les marchandises fondamentales entre les branches et répartit le surplus entre les agents à travers un **système de prix**. L'objectif de Sraffa est alors de déterminer rigoureusement ce système des prix en accord avec l'intuition de Ricardo selon laquelle les prix relatifs des marchandises dépendent de la difficulté de production de celles-ci et du niveau donné d'une des variables de répartition, salaires ou taux de profit.

Cette théorie s'inscrit alors en faux contre deux autres théories explicatives des prix : principalement la théorie marginaliste dans laquelle ils sont déterminés par l'équilibre entre l'offre et la demande (dès 1925, Sraffa avait d'ailleurs montré les impasses de la version de cette théorie élaborée par Alfred Marshall) ; mais aussi la théorie marxiste de la valeur, dans laquelle les prix relatifs des marchandises découlent de la « transformation » des quantités de travail social qu'elles contiennent (cf. fiche 19).

La généralisation de sa théorie des prix conduit aussi Sraffa à innover sur d'autres questions : un traitement du capital fixe en termes de « production jointe » (l'*output* de chaque branche étant constitué de sa production propre et de la valeur résiduelle du capital fixe) ; une analyse spécifique des ressources non reproductibles (comme la terre) et du changement technique. Ces apports seront repris et développés par les auteurs qualifiés de « néoricardiens ».

c) La relation inverse entre les salaires et le taux de profit

Le principal résultat de l'ouvrage de 1960 est d'établir rigoureusement ce que poursuivait Ricardo : l'existence d'une relation inverse entre les salaires et le taux de profit. Dès 1951, dans l'introduction à son édition des *Principes* de Ricardo, Sraffa démontrait que ce dernier avait initialement cherché à déterminer le taux de profit comme un rapport de deux quantités physiques de blé, celles figurant dans le surplus et dans le capital de cette branche. Il généralise cette idée en montrant qu'on peut calculer le taux de profit maximum d'une économie comme le rapport entre les quantités de marchandises fondamentales figurant dans le surplus global et celles figurant dans le capital. Comme le numérateur et le dénominateur de ce rapport contiennent des quantités différentes de marchandises hétérogènes, son calcul suppose

la construction d'un « **système étalon** » dans lequel leurs proportions sont identiques ; ayant les mêmes méthodes de production que le système concret, la « marchandise-étalon » peut ainsi « donner de la transparence à un système [concret] et rendre visible ce qui était caché » (1960, p. 30).

Ce que Sraffa « rend visible » est soigneusement « caché » par la théorie marginaliste des revenus, que ce soit chez Marshall (où ils sont déterminés par la productivité marginale des facteurs de production) ou chez Walras (où ils le sont par l'offre et la demande des services producteurs) : **le partage du revenu national est conflictuel**. Que l'on mesure le salaire en une marchandise particulière ou comme part du revenu global, sa hausse s'accompagne nécessairement d'une baisse du taux de profit et réciproquement : ce que les salariés gagnent, les capitalistes le perdent ; ce que les capitalistes gagnent, les salariés le perdent. On comprend alors que l'approche de Sraffa s'inscrit dans une démarche plus générale de critique de la théorie marginaliste du capital.

2. LA CRITIQUE DE LA THÉORIE MARGINALISTE DU CAPITAL

a) De Wicksell à Sraffa

Dans un article de 1932, Sraffa avait ironisé sur les conséquences tirées par Hayek de la théorie du capital de Wicksell (*cf. fiche 27*) : « C'est comme si le D^r Hayek construisait un terrible marteau-pilon pour casser une noix – puis il ne la casse pas ». Il achève le travail en 1960 en montrant que la conception autrichienne du capital, fondée sur la notion de « détour de production » (*cf. fiche 25*), **ne permet pas de calculer une quantité agrégée de capital**. Ce résultat s'applique en fait à toute conception physique du capital agrégé et donc aussi à celle, issue de Marshall, où le capital décrit comme un « facteur de production » entre dans une fonction de production globale pour déterminer le produit national et la rémunération des facteurs à leurs productivités marginales. Il ne s'agissait pas là d'un simple point d'histoire de la pensée : cette fonction de production globale était couramment utilisée dans les modèles de croissance néoclassiques, tels ceux de Robert Solow et de Paul Samuelson, sur lesquels se fondait toute l'économie appliquée de la croissance.

Des auteurs « post-keynésiens » (*cf. fiche 30*), qui s'opposaient à cette théorie néoclassique, utilisèrent alors ce résultat de Sraffa pour lancer contre elle une violente attaque. Comme ils étaient regroupés à l'université de Cambridge (GB) et que leurs adversaires appartenaient au MIT basé à Cambridge (USA), cette controverse est restée comme celle « des deux Cambridge ».

b) La controverse entre les deux Cambridge

L'attaque menée par Cambridge (GB) s'appuie sur deux points : a) en raison de l'hétérogénéité des biens capitaux, on ne peut en additionner les quantités physiques et il faut, pour calculer le capital agrégé, passer par leurs prix ; b) il est alors impossible d'établir dans le cas général une relation monotone décroissante entre le capital agrégé et sa productivité marginale, ce qui ruine la détermination par celle-ci du taux de profit.

En conséquence (et cela fut même reconnu par Samuelson), la théorie néoclassique du capital et de la répartition n'est valide que dans un monde à un seul bien homogène, c'est-à-dire une économie où il n'y a pas de marché (on n'échange pas des pommes contre des pommes)... Quarante ans après, cela n'empêche pas les « nouveaux

classiques » (cf. fiche 32) ou les analystes de la « croissance endogène » d'utiliser encore et toujours des fonctions de production agrégées avec capital physique.

3. UNE THÉORIE « NÉORICARDIENNE » ISOLÉE

Les tentatives pour reconstruire une approche classique aussi générale que la théorie marginaliste et qui puisse la supplanter ont en commun de reposer sur la description d'une économie produisant un surplus et d'en étudier les positions de long terme. Deux directions principales ont été explorées, principalement en Italie : une théorie de la production en dynamique (Luigi Pasinetti, 1981 ; Heinz Kurz et Neri Salvadori, 1995) avec production jointe et progrès technique ; une intégration de la théorie classique du long terme et de la théorie keynésienne du court terme (Pierangelo Garegnani, 1985 ; Edward Nell, 1998). Mais l'impact de ces tentatives sur la science économique actuelle est resté limité.

Citations

- **La relation inverse entre le salaire et le taux de profit**

« Il s'ensuit que si le salaire vient à baisser en termes de n'importe quelle marchandise (peu importe qu'il s'agisse d'une marchandise dont le prix de ce fait montera ou baissera relativement à la marchandise-étalon), le taux de profit montera ; et vice versa si le salaire s'élève. » (Piero Sraffa, *Production de marchandises par des marchandises. Prélude à une critique de la théorie économique*, 1960).

- **L'impossibilité de concevoir une quantité physique de capital**

« Les retournements observés dans la direction du mouvement des prix relatifs, nonobstant des méthodes de production inchangées, ne sont compatibles avec aucune conception du capital comme quantité mesurable indépendante de la répartition et des prix » (Piero Sraffa, *Production de marchandises par des marchandises. Prélude à une critique de la théorie économique*, 1960).

- **Un retour à l'économie politique classique**

« Au lieu d'économie néoricardienne, il serait plus approprié de parler de cette partie de l'économie classique qui traite de la valeur et de la répartition. Comme on le sait, cette partie fut conçue pour constituer la fondation de toute autre analyse économique, y compris l'étude de l'accumulation du capital et du progrès technique, celle du développement et de la croissance, celle de la transformation sociale et du changement structurel, et celle de l'impôt et de la dette publique » (Heinz Kurz, Neri Salvadori, « Neo-ricardian Economics » in S. Durlauf, L. Blume (eds.), *The New Palgrave Dictionary of Economics*, Londres, Palgrave MacMillan, 2^e éd., 2008).

16 L'hétérodoxie « socialiste » : présentation d'ensemble

Point clef

Le socialisme se présente à la fois comme une exigence « morale » (assurer le bonheur du plus grand nombre, condamner la misère et l'exploitation), une critique du mode de production capitaliste et un projet de réorganisation de la société.

Cette vision s'est d'abord élaborée comme une utopie, fondée sur une critique humaniste du capitalisme industriel du XIX^e siècle et de ses travers. Elle s'est enracinée dans la vision de Marx (cf. fiche 19), qui revendique un socialisme scientifique fondé sur une critique rationnelle du fonctionnement économique du capitalisme, elle-même intégrée à une vision générale de l'histoire en termes de succession de « modes de production » (cf. fiche 17). Elle s'est largement diffusée selon une ligne de fracture qui opposera tout au long du XX^e siècle « révisionnistes » et « orthodoxes » (cf. fiche 18).

1. L'ÉMERGENCE DU « SOCIALISME »

a) Le contexte économique, social et politique

Le contexte de la seconde moitié du XIX^e siècle est celui de l'arrivée à maturation du capitalisme concurrentiel. Cette arrivée à maturation s'accompagne de **la mise en œuvre d'une « seconde révolution industrielle »** qui accentue la concentration du capital, modifie donc la nature de la concurrence et déstabilise l'ancienne division internationale du travail (émergence de nouveaux pays : Allemagne, Japon, États-Unis). Surtout, c'est **l'apparition des premières grandes crises spécifiquement capitalistes**, qui associent crises financières et industrielles, rupture de la croissance et chômage de masse. C'est enfin, sur le plan politique, **l'émergence d'un « mouvement ouvrier »** qui, à partir de 1848 (et du grand cycle de révolutions en Europe), met en avant la « question sociale », se pose en opposant au système capitaliste et à la bourgeoisie, et qui se veut porteur d'un autre projet de société.

La « préoccupation » sociale dépasse les seuls socialistes et préoccupe dans la seconde moitié du XIX^e siècle des auteurs classiques, au nom d'une certaine forme d'humanisme.

b) Les critiques internes

L'école classique apparaît dans cette seconde moitié du XIX^e siècle plus diversifiée qu'elle ne l'a jamais été depuis Ricardo (qui s'opposait alors à Malthus). **Friedrich List** (1789-1846) dans son « système d'économie nationale » (1841), par exemple, défend, contre le libéralisme anglo-saxon (destiné selon lui à cacher une domination de fait du Royaume Uni sur l'économie européenne), des thèses nationalistes et interventionnistes. **Jean Charles Léonard Simonde de Sismondi** (1773-1842), après Malthus, se distingue par son refus de la loi de Say et intègre les préoccupations sociales à la vision de l'économie politique.

Sismondi, qui sera abondamment cité par Marx, n'en tire pas des conclusions « prémarxistes », pas plus qu'il n'annonce les principes keynésiens. Il revendique le retour aux formes corporatives qui avaient l'avantage selon lui de tisser des liens de solidarité entre les maîtres et les ouvriers, liens qui ont été détruits par le capitalisme et ont ouvert la « question sociale ». Il se prononce par ailleurs en faveur de la mise

en place par l'État d'une forme de « garantisme social » qui protège les plus pauvres et réclame que l'on limite l'empire destructeur de la concurrence.

c) Le socialisme

Ces préoccupations sociales et critiques prennent évidemment une plus grande ampleur encore lorsqu'elles sont menées de « l'extérieur » de la pensée classique, dont le point de vue est identifié à celui de la classe dominante. Il s'agit alors de prendre le point de vue des opprimés et de développer des visions alternatives qui mettent en leur centre la question sociale (la question du partage des richesses).

Dans un premier temps, ces « socialismes » construisent des « utopies », de vastes reconstructions sociétales, opposables à l'utopie libérale, et qui, au lieu de nourrir la nostalgie d'un ordre passé (comme le faisait Sismondi), alimentent le « rêve » de dépasser l'ordre présent. **C'est cet aspect « utopique » qui sera condamné par Marx,** lequel, remarquant que l'utopie libérale du XVIII^e siècle avait su se fonder et s'imposer par le biais de la mise en place d'un « argumentaire scientifique », revendiquera de suivre une démarche parallèle et d'opposer au « libéralisme scientifique » des classiques un « socialisme scientifique » (cf. fiche 17).

2. LES SOCIALISMES « UTOPIQUES » : DES RECONSTRUCTIONS SOCIÉTALES

a) Saint-Simon (1760-1825) et le « nouveau christianisme »

Lointain cousin du mémorialiste, **Saint-Simon** est à la fois un homme du XVIII^e siècle (par l'esprit encyclopédiste) et du XIX^e (en tant que premier socialiste de l'ère industrielle). Son œuvre, dans laquelle il défend une théorie du déterminisme historique, est connue autant par ses propres publications que par ce que ses disciples, les « saint-simoniens », ont pu en tirer. Elle a aussi influencé fortement Marx : pour Saint-Simon, chaque système social constitue une avancée dans le progrès de l'humanité. Les forces motrices de ce développement sont, selon lui, le progrès des sciences, de la morale et de la religion. **L'ordre social à venir sera en l'occurrence fondé sur la science, assis sur le développement de la grande industrie, organisée scientifiquement et planifiée.** On passera ainsi « du gouvernement des hommes à l'administration des choses » (phrase qui sera reprise par Marx). Il faut donc, selon Saint-Simon (*L'industrie*, 1816), renverser la matrice religieuse, toujours dominante malgré la critique des Lumières et la Révolution, et dont la morale théologique renvoie le monde présent à un au-delà céleste, et lui substituer une matrice « positive », qui réfère le présent à un futur terrestre, celui de l'ordre social à construire.

b) Charles Fourier (1772-1837) et le « phalanstère »

Charles Fourier veut, lui, réformer un monde qui lui déplaît. Il ne croit pas aux seules vertus du progrès et pense que « le progrès de l'industrie n'est qu'un leurre ». Le régime social capitaliste est à ses yeux vicieux alors que l'homme est foncièrement bon. **Il faut alors imaginer une nouvelle société (ce sera le « phalanstère ») où l'homme pourra exercer librement ses « douze » passions et retrouver ainsi « l'harmonie naturelle »,** au travers de la constitution de « phalanges » (1 620 hommes et femmes combinant 81 caractères psychologiques permettant une division du travail selon les « passions »), coopératives de production et de consommation où tous auront droit à un travail, vu comme un besoin et une source de satisfaction, et où chacun pourra librement changer d'activité au cours de la journée de manière à satisfaire sa passion pour la diversité.

c) Robert Owen (1771-1858) et « la nouvelle harmonie »

Propriétaire d'une entreprise textile à New Lanark (Écosse), Robert Owen est à l'origine de la première forme de socialisme apparue en Grande Bretagne. En s'efforçant de transformer son entreprise en entreprise modèle alliant efficacité et justice (il y réduit la durée du travail, améliore les conditions de vie et de travail des salariés, fonde une école, organise une crèche...), il va tirer un plan pour résorber la pauvreté et le chômage dont il fera le point de départ d'une nouvelle conception de la société, fondée sur la coopération, et qu'il essaiera de réaliser avec la communauté de « Nouvelle Harmonie » aux États-Unis. **Sa vision sociale se fonde notamment sur une critique du libre arbitre : l'intérêt de chacun se trouvant en opposition à celui des autres, il en résulte un véritable état de « guerre sociale ».** Rejetant la lutte des classes, il croit aux vertus de l'éducation et à l'exemplarité de son projet communautaire pour transformer la société. Il consignera ses thèses dans un ouvrage de 1813, *A New View of Society*, et dans *Le livre du nouveau moral* (1845), avant de se consacrer à l'animation du mouvement ouvrier en Grande Bretagne.

d) Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) : mutualisme et fédéralisme

Pour Proudhon, la richesse est le fruit conjoint de la terre, du travail et du capital, qui sont stériles pris séparément, mais deviennent productifs en étant combinés. Comme Smith, Proudhon considère que la division du travail engendre une productivité accrue, qui est pour l'essentiel l'effet de la *force collective* de travail. Le capitaliste, en payant à chaque travailleur individuel le nombre de journées de travail qu'il a effectuées, s'approprie le surplus qui naît en fait de la mise en commun de ces forces individuelles et qui égale la différence entre le produit de la *force collective* de travail et le produit de la somme des forces *individuelles*. C'est pourquoi il conclut, dans son célèbre ouvrage *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), que « **la propriété, c'est le vol** », c'est « **le droit de jouir et de disposer à son gré du bien d'autrui, du fruit de l'industrie et du travail d'autrui** ».

Sur la base de cette critique, Proudhon, refusant la lutte de classe, prend parti en faveur de réformes pacifiques devant permettre la mise en place d'un nouvel ordre social fondé sur le mutualisme, le crédit gratuit et le fédéralisme. Son œuvre exercera une grande influence sur les milieux ouvrier et intellectuel, et tout particulièrement sur le mouvement anarchiste.

Citation

« Les philosophes français du XVIII^e siècle, les précurseurs de la Révolution avaient fait de la Raison la règle suprême de toute chose. L'État, la Société devaient être basés sur la Raison, tout ce qui était contraire à l'éternelle Raison devait être foulé aux pieds sans pitié. [...] La Révolution française donna une réalité à cette société raisonnable et à cet État raisonnable ; mais si les nouvelles institutions étaient rationnelles comparées à celles du passé, elles étaient bien éloignées d'être absolument raisonnables. [...] L'antagonisme des riches et des pauvres, au lieu de se résoudre dans le bien-être général, était devenu plus aigu, par suite de l'abolition des corporations et autres privilèges qui l'atténuaient et des établissements charitables de l'Église qui l'adouccissaient. Le développement de l'industrie sur une base capitaliste fit de la pauvreté et de la misère des masses ouvrières la condition vitale de la société [...] Si les vices féodaux, qui autrefois se pavanaient en plein jour, furent repoussés dans l'ombre, les vices bourgeois, autrefois entretenus seulement dans le secret, fleurirent avec luxuriance. [...] En un mot, comparées aux pompeuses promesses des philosophes, les institutions politiques et sociales qui suivirent le triomphe de la Raison parurent de décevantes et amères caricatures. Il ne manquait plus que des hommes pour constater ce désenchantement, et ces hommes se trouvèrent au tournant du siècle. En 1802, Saint-Simon publia ses *Lettres de Genève* ; en 1808, Fourier sa première œuvre, bien que la base de sa théorie date de 1799 ; et le 1er janvier 1800, Robert Owen prit la direction de New Lanark.

En ce temps, la production capitaliste et l'antagonisme de la bourgeoisie et du prolétariat étaient encore dans les langes. [...] Cette situation historique domina aussi les fondateurs du socialisme. D'une production peu développée, d'une lutte de classes peu développée, naquirent des théories imparfaites. La solution des problèmes sociaux, encore cachée dans l'inachèvement des conditions économiques, dut être fabriquée de toutes pièces dans le cerveau. La société ne présentait qu'incongruités ; l'établissement de l'harmonie devint le problème de la Raison. Il fallait donc édifier tout un système social nouveau et complet ; il fallait l'imposer à la société par la propagande, et, quand on le pouvait, par l'exemple de colonies-modèles. Ces nouveaux systèmes sociaux étaient donc condamnés à n'être que des utopies ; plus ils furent élaborés dans leurs détails, plus fantasques ils devaient devenir. Ceci dit une fois pour toutes, ne nous arrêtons plus à ce côté fantaisiste qui appartient tout au passé. Que des épiciers littéraires épluchent solennellement ces fantasmagories qui, aujourd'hui, nous font sourire ; qu'ils fassent valoir aux dépens de ces rêves utopiques la supériorité de leur froide raison ; nous, nous mettons notre joie à rechercher les germes de pensées *géniales* que recouvre cette enveloppe fantastique et pour lesquels ces philistins n'ont pas d'yeux. » (Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880).

17 Marx et le socialisme « scientifique »

Point clef

Utilisant les concepts des classiques (notamment de Ricardo) et approfondissant la logique même de leur raisonnement sur la valeur et la répartition, Marx retourne leur vision du capitalisme au regard duquel il développe alors un point de vue de critique radicale. La « microéconomie » de Marx révèle les formes particulières que prennent l'aliénation dans la société marchande (sous l'empire de la loi de la valeur) et l'exploitation dans le mode de production capitaliste (le profit reposant sur le processus d'extraction d'une plus-value). Sa macroéconomie analyse les crises de surproduction comme l'expression des contradictions du capitalisme, qui ne pourront être résolues que par la socialisation des moyens de production : le socialisme assurera alors un développement rationnel des forces productives et autorisera le règne de la liberté sur la nécessité. Marx ne pratique donc pas l'économie mais la « critique de l'économie politique » (classique) : son ouvrage de référence, *Le capital*, publié en 1867, est d'ailleurs sous-titré : *Critique de l'économie politique* (cf. fiche 19).

1. LA « MICROÉCONOMIE » DE MARX : ALIÉNATION MARCHANDE ET EXPLOITATION CAPITALISTE

a) Théorie de la valeur travail « social », loi de la valeur et aliénation marchande

Concernant le problème de la valeur, **Marx accepte la vision ricardienne de la théorie de la valeur travail**. Il souhaite même en approfondir la logique. Il démontre en l'occurrence qu'une telle théorie aboutit logiquement à admettre que si le travail est le seul élément commun aux différentes marchandises qui permet de les comparer dans l'échange, il ne peut s'agir du *travail concret* nécessaire à leur production (les travaux concrets n'étant précisément pas commensurables) mais du *travail socialement nécessaire*, travail défini comme faisant précisément *abstraction* de toutes les particularités concrètes des activités productives.

Dès lors, la conclusion essentielle est qu'aucun producteur ne retrouvera dans le prix qui s'imposera sur le marché, le reflet de son propre travail. Ce prix pourra lui apparaître extérieur (Marx parle de « fétichisme de la marchandise ») et comme n'ayant aucun rapport avec le travail fourni (ce que, d'ailleurs, les marginalistes, à la même époque, revendiquent, cf. fiche 20). Dans ces conditions, chacun des producteurs doit accepter, dès lors qu'il porte son produit au marché (et transforme son bien en une marchandise) de subir la loi de la valeur qui l'égalise à tous les autres. Ne sera plus reconnu dans la valeur du bien échangé que ce que le travail dépensé a d'abstrait (les qualités particulières et concrètes devant être mises de côté pour autoriser la comparaison dans l'échange). **C'est en cela qu'il y a selon Marx, « aliénation » : les individus ne sont pas reconnus dans l'échange pour ce qu'ils sont ou ce qu'ils ont effectué (des travaux concrets), mais comme une fraction indifférenciée d'un tout (la dépense en travail humain, contrepartie de la valeur produite et échangée).** Chacun est identique à tous les autres et non plus reconnu comme « particulier ». Chacun n'est qu'une fraction du social et non plus un individu « autonome ».

b) Théorie de la plus-value et exploitation capitaliste

Sur la question de la répartition, de la détermination des revenus, **Marx reprend là aussi l'idée ricardienne de l'existence d'une relation inverse entre les salaires et les**

profits. Mais la question demeure de savoir comment se fonde le profit. Si l'on accepte la théorie de la valeur travail, toute valeur résulte du travail dépensé. Or cette valeur est ensuite répartie entre salaires et profits. C'est donc *logiquement* admettre, soit que le salaire est inférieur à la valeur du travail, soit que le profit est nul ! On doit en conclure logiquement que le travail n'est pas payé à sa valeur, pour que le profit soit payé (le profit serait donc un vol).

Mais ce n'est pas à cette démonstration que Marx veut parvenir. Il veut donc fournir une théorie du profit. Cette théorie se fonde sur la distinction entre travail et force de travail. Ce que vend le travailleur et achète le capitaliste, c'est la force de travail, c'est-à-dire la puissance de travail, la capacité à travailler pendant, par exemple, une journée. Ce que vend le capitaliste à l'issue de la production, en vendant les marchandises produites, c'est la valeur du travail dépensé et cristallisé dans les marchandises en question.

Le profit (qui motive l'achat de la force de travail et le paiement des salaires) vient de ce que la valeur du travail (valeur des marchandises produites par le travail du travailleur usant de sa force de travail) est supérieure à la valeur de la force de travail (valeur des marchandises nécessaires pour reproduire la force de travail journalière) : il y a, au cours de la journée, production d'une « plus-value », et le profit est l'expression monétaire de cette plus-value une fois réalisée sur le marché. **Le profit n'est donc pas un vol (la force de travail est payée à sa valeur et les marchandises vendues à la leur), mais il repose sur une exploitation : toute la valeur créée par le travailleur ne lui revient pas.**

2. LA « MACROÉCONOMIE » DE MARX : L'ANALYSE DE LA CRISE COMME EXPRESSION DES CONTRADICTIONS DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

a) Le matérialisme historique

Pour Marx, l'histoire de l'humanité est l'histoire de l'émancipation progressive des contraintes économiques au moyen d'un développement *a priori* illimité des « forces productives ». Ce développement est orchestré dans le cadre de *rappports de production* qui, de période en période, finissent par devenir des contraintes objectives à la poursuite du processus. Seuls leur renversement et leur remplacement autoriseront l'histoire à se poursuivre.

Ainsi, le « mode de production capitaliste » est, selon Marx, une étape dans le développement de l'humanité. Il a été une réponse positive à l'obstacle objectif que les rapports de production féodaux opposaient, à partir des XIV^e et XV^e siècles, au développement des forces productives. Son avènement a donc été une nécessité objective et la bourgeoisie a alors constitué, par rapport aux classes dominantes de l'Ancien Régime, une classe progressiste. La philosophie des Lumières et le libéralisme ont été la manifestation intellectuelle de la prise de conscience par la bourgeoisie de son rôle historique et de la nécessité, pour le développement de l'humanité, de s'affranchir de l'ancien ordre féodal. La preuve du caractère alors progressiste du capitalisme est à cet égard donnée par l'avènement de la Révolution industrielle (formidable développement des forces productives).

Mais à son tour le capitalisme est devenu un obstacle au développement des forces productives. Il est alors temps de renverser les rapports de production capitalistes, pour que le développement des forces productives se poursuive.

b) La baisse tendancielle des taux de profit : les contradictions du capitalisme

Selon Marx, **la baisse tendancielle des taux de profit**, déjà évoquée par Ricardo (cf. fiches 12 et 14) et qu'il reprend à son compte, ne peut logiquement trouver sa source, sur la base de sa théorie du profit, que dans une diminution tendancielle de la capacité à extraire de la plus-value. À son tour, cette diminution trouve son origine dans la substitution, aiguillée par la concurrence, du capital au travail : sous l'effet de la concurrence, chaque capitaliste a intérêt à introduire du progrès technique, à substituer du capital au travail pour rendre ce dernier plus productif. Ce faisant il réduit sa capacité à extraire de la plus-value (puisque seul le travail en est producteur) et réduit la valeur du bien qu'il produit. Mais la loi du prix unique fait que les marchandises sont vendues à un prix de production prenant en compte un « taux de profit moyen » de la branche. Au total, les entreprises les plus « capitalistiques » bénéficieront de la péréquation des profits et capteront, au regard de leurs conditions de production, un surprofit. Les entreprises les moins capitalistiques seront dans la situation inverse. La concurrence les conduira à augmenter à leur tour la « composition organique de leur capital » (le rapport entre capital et travail dans la combinaison productive) pour se retrouver dans la situation des premières. Ce comportement global conduira donc à augmenter l'accumulation du capital (ce qui peut apparaître comme un progrès allant dans le sens du développement historique des forces productives), mais que la société capitaliste ne pourra durablement soutenir car cette accumulation conduit à une baisse de l'extraction globale de la plus-value et donc à une baisse tendancielle des taux de profit. Lorsque ceux-ci auront suffisamment baissé, **il en résultera un blocage de l'accumulation qui ne prendra pas la forme de l'arrivée dans un état stationnaire harmonieux, mais celle du déclenchement d'une crise capitaliste** qui ne trouvera son issue que dans la destruction et/ou la dévalorisation du capital accumulé. Les rapports de production propres au capitalisme s'avèrent bien un obstacle au développement continu des forces productives.

c) L'impératif de dépassement du capitalisme et la nécessité objective du socialisme

L'analyse des contradictions du capitalisme révèle que la propriété privée des moyens de production est *devenue* l'obstacle à la poursuite du développement des forces productives, de la même manière que l'organisation en ordres et en corporations, caractéristique des rapports de production féodaux était un obstacle objectif au déclenchement de la Révolution industrielle (en empêchant l'émergence de la figure de l'entrepreneur capitaliste à un pôle et celle du prolétaire libre de tout lien de dépendance *a priori* à l'autre pôle). De la même manière qu'il avait fallu à la bourgeoisie capitaliste abolir les ordres et les corporations, l'ensemble des caractéristiques de l'ancien ordre féodal, pour autoriser, sur la base de la propriété privée des moyens de production, le développement du capitalisme industriel, la récurrence des crises typiques de ce dernier mode de production signale qu'à son tour il est devenu un obstacle au développement des forces productives. Cet obstacle tient au fait qu'alors que les processus de production se sont largement socialisés, la propriété des moyens de production, elle, reste privée.

Il faut donc socialiser la propriété des moyens de production pour restaurer l'harmonie originelle entre nature de la production et nature de la propriété, de manière à organiser rationnellement l'émancipation désormais définitive de l'humanité. En effet, après que les ordres et les corporations, vestiges du monde féodal, aient été

abolis par la bourgeoisie, l'abolition de la propriété privée supprimera l'ultime obstacle à un développement infini des forces productives. L'acteur de ce dépassement est le prolétariat, le prolétaire étant l'homme dans lequel s'incarnent toutes les aliénations et l'exploitation.

Citations

- **Exploitation et plus-value**

« La *valeur* de la force de travail est déterminée par la valeur des subsistances nécessaires à l'entretien de l'ouvrier. [...] [quant à elle,] La *valeur d'usage* de la force de travail, c'est-à-dire le travail, n'appartient pas plus au vendeur que n'appartient à l'épicier la valeur d'usage de l'huile vendue. L'homme aux écus a payé la valeur journalière de la force de travail ; l'usage pendant le jour du travail d'une journée entière lui appartient donc. Que l'entretien journalier de cette force ne coûte qu'une demi-journée de travail, bien qu'elle puisse opérer ou travailler pendant la journée entière, c'est-à-dire que la valeur créée par son usage pendant un jour soit le double de sa propre valeur journalière, c'est là une chance particulièrement heureuse pour l'acheteur, mais qui ne lèse en rien le droit du vendeur. » : (Karl Marx, *Le capital*, 1867).

- **La crise et son dépassement**

« À un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors, et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. » (Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859).

18 La diffusion du marxisme : les épigones

Point clef

La plupart des épigones de Marx s'inscrivent dans la volonté de contribuer et d'approfondir les trois domaines constitutifs du marxisme (philosophie, politique et économie). Si l'on se concentre sur l'apport économique, il est possible de distinguer des auteurs s'inscrivant dans le cadre d'une « orthodoxie » marxiste, qu'ils contribuent à définir et dont ils contribuent à délimiter les contours, et des auteurs davantage « critiques » de cette « orthodoxie », qualifiés souvent de « révisionnistes ».

1. LES « ORTHODOXES »

a) Friedrich Engels, le compagnon de route

Friedrich Engels (1820-1895) est logiquement le premier des disciples et celui dont l'apport à la pensée de Marx est le moins contesté. Fidèle compagnon et soutien de Marx tout au long de sa vie, il sera à la fois un inspirateur de la pensée de Marx, un contributeur, un collaborateur et, enfin, un « exécuteur ».

Inspirateur, il l'est notamment par sa connaissance du monde industriel et des ressorts de la Révolution industrielle et de ses conséquences sur le monde ouvrier. Ainsi *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, ouvrage d'histoire économique publié en 1845, est aussi un ouvrage qui met avant et convainc du rôle politique du prolétariat industriel dans le processus de l'histoire.

Collaborateur, il écrit en commun avec Marx notamment l'*Idéologie allemande* (1845) et le *Manifeste du parti communiste* (1848). Contributeur à la pensée de Marx, il l'est par la publication de l'*Anti-Dühring* (1878), somme qui balaye les trois domaines constitutifs du marxisme, ou encore de l'*Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884) où il théorise, sur la base d'une étude des formes prises par les institutions familiales et étatiques, la thèse du dépérissement de l'État en régime socialiste.

Enfin Engels fut l'exécuteur testamentaire de Marx, assurant en particulier l'édition des Livres II (1885) et III (1894) du *Capital* que Marx n'avait pu achever.

b) Lénine, Rosa Luxemburg et Rudolf Hilferding, les disciples

Parmi les exégètes de Marx, et parmi ses disciples orthodoxes, trois noms peuvent être cités, dont la contribution à la théorie économique marxiste est reconnue. Il s'agit de **Lénine** (Vladimir Illitch Oulianov, 1870-1924), même si son rôle historique a conduit parfois à déconsidérer son apport intellectuel, mais aussi de deux autres auteurs moins connus sur le plan politique et historique, **Rosa Luxemburg** (1871-1919) et **Rudolf Hilferding** (1877-1941).

Ces trois auteurs ont en commun d'avoir analysé, chacun à leur manière, les conséquences et les déterminants de l'expansion du capitalisme à la suite de la seconde révolution industrielle, de l'émergence d'un capitalisme « mondialisé » où la concentration du capital a augmenté. Ainsi *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917) est la principale contribution de **Lénine** à l'économie politique. Il y analyse la concentration de la production sous forme de l'émergence des monopoles, la

fusion du capital bancaire et du capital industriel conduisant à la constitution du capitalisme financier, l'exportation des capitaux et l'achèvement du partage territorial du globe par les grandes métropoles, et il pose la question du développement inégal et des modes de transition des régimes économiques.

Dans *L'accumulation du capital* (1913), Rosa Luxemburg étudie elle aussi la manière dont le capitalisme étend sa domination sur les formes sociales non encore capitalistes pour permettre la réalisation (capitalisation) de la plus-value. Elle en déduit la tendance inhérente du capitalisme à étendre progressivement sa domination sur les marchés extérieurs et les pays coloniaux. Elle en déduit qu'à l'issue d'une mondialisation achevée, le capitalisme étant parvenu à désintégrer toutes les formes sociales antérieures, la crise « ultime » du capitalisme sera alors inévitable et l'avènement du socialisme inéluctable.

Rudolf Hilferding, économiste autrichien, a commencé sa carrière par défendre la théorie de la valeur de Marx contre le marginalisme autrichien de Böhm Bawerk (cf. fiche 25). Puis, dans *Le capitalisme financier (étude sur le développement récent du capitalisme)* (1910), il décrit lui aussi l'émergence d'une nouvelle phase du capitalisme dans lequel, avec le développement des sociétés par actions qui sépare la propriété du capital et la réalisation effective de la production, le *capital industriel* en viendrait à être dominé par le *capital bancaire*. Pour décrire cette nouvelle forme de capitalisme, Hilferding parle de *capitalisme financier*, dont la « politique économique » prend logiquement la forme d'une exportation des capitaux qui constitue le moteur de l'impérialisme des nations capitalistes sur les nations colonisées.

Tous trois analysent le développement de l'impérialisme, et son corollaire la concurrence entre nations capitalistes pour se partager le monde, comme vecteur des nationalismes, du militarisme et finalement des guerres.

2. LES RÉVISIONNISTES ET LA RÉAPPARITION D'UN SOCIALISME RÉFORMISTE

Contre la vision marxiste « orthodoxe » va se développer rapidement une vision alternative qui plaidera en faveur d'une relecture critique du marxisme sur les trois plans de l'économie politique, de la philosophie et de la stratégie politique devant assurer l'avènement du socialisme. Deux noms sont particulièrement attachés à cette filiation « révisionniste », celui d'Eduard Bernstein (1850-1932) d'abord, chef de la social-démocratie allemande, puis celui de Karl Kautsky (1852-1936), exécuteur testamentaire de Marx et Engels après la mort de ce dernier, éditeur des *Théories sur la plus-value* de Karl Marx, ouvrage considéré comme constituant le Livre IV du *Capital*. Après avoir contribué à défendre et maintenir au sein du parti social-démocrate allemand la tendance marxiste contre le révisionnisme de Bernstein, Kautsky se convertit à son tour au réformisme qu'il incarne alors comme leader de la II^e Internationale.

a) Eduard Bernstein, théoricien du révisionnisme

C'est dans son ouvrage *Les présupposés du socialisme et les devoirs de la social-démocratie* (1899) que Bernstein théorise son « révisionnisme ». Impressionné par le boom commercial des années 1890 qui lui semble remettre en cause la thèse de l'effondrement ultime du capitalisme, il revendique de « réviser » le marxisme sur les trois domaines qui le constituent.

En économie, il conteste la théorie de la valeur de Marx et revendique l'idée que le capitalisme, plus souple et adaptable que la théorie de Marx ne l'avance, n'est pas

condamné à s'effondrer et peut être réformé dans le sens du socialisme. Il remet en cause à la fois la concentration inéluctable du capital (en soulignant la coexistence permanente de petites et de grandes entreprises), l'idée d'une paupérisation inéluctable (en soulignant l'absence de tout processus de prolétarianisation des classes moyennes, qui sont partout en expansion) et l'idée que toute crise est la crise ultime du capitalisme (en soulignant notamment la mise en place de mécanismes accrus de contrôles : développement du crédit, cartellisation, organisation de la production).

Sur le plan philosophique, il rompt avec le matérialisme dialectique ; sur le plan politique, réfutant l'inéluctabilité de la lutte des classes, **il revendique la possibilité d'une transformation pacifique du capitalisme par la réforme**, appuyée par l'alliance entre les prolétaires et ces « classes moyennes » que la dynamique du capitalisme ne fait pas disparaître.

b) Karl Kautsky, défenseur du réformisme

Si son apport théorique est peu novateur par rapport aux fondateurs du marxisme, **Karl Kautsky** fut durant près de quarante ans le théoricien officiel du plus important parti ouvrier au monde. Son rayonnement intellectuel s'est étendu à l'ensemble du socialisme durant cette période, soit comme référence, soit comme adversaire. Karl Kautsky fut d'abord, en tant qu'exécuteur testamentaire de Marx et Engels, le « gardien du temple ». Il édita les *Théories sur la plus-value* et se consacra à une œuvre de vulgarisation de la pensée de Marx, à la fois sur les plans politique et théorique. **Il essaie de maintenir une position « centrale », à la fois contre le révisionnisme de Bernstein et contre l'interprétation « gauchiste » que véhicule Lénine** de la dictature du prolétariat. Il affirme que la conquête pacifique du pouvoir est possible et souhaitable et défend l'idée que c'était aussi la conception de Marx. Après 1917, c'est son opposition à Lénine et à l'expérience soviétique qui l'emporte, le conduisant, au niveau doctrinal, à renoncer, lui aussi, à la vision matérialiste de l'histoire et à l'idée d'un effondrement inéluctable du capitalisme (*De la conception matérialiste de l'histoire*, 1927). En marxiste, il reproche à Lénine d'avoir fait une tentative de révolution prolétarienne dans un pays manifestement sous-développé. Il reproche au pouvoir bolchevik d'être une dictature plus blanquiste que marxiste et dont il estime la politique arbitraire et antidémocratique. Il se consacre alors, au sein du SPD allemand et de la II^e Internationale, à poser les jalons d'un socialisme réformiste.

Citation

- Réforme ou révolution ?

« Le titre de cet ouvrage peut surprendre au premier abord. Réforme sociale ou révolution ? La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

Ces deux éléments du mouvement ouvrier, nous les trouvons opposés pour la première fois dans les thèses d'Édouard Bernstein, telles qu'elles sont exposées dans ses articles sur les "Problèmes du socialisme", parus dans la *Neue Zeit* en 1897-1898, ou encore dans son ouvrage intitulé : *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*. Sa théorie tout entière tend pratiquement à une seule chose : à nous faire abandonner le but final de la social-démocratie, la révolution sociale, et à faire inversement de la réforme sociale, simple moyen de la lutte de classe, son but ultime. Bernstein lui-même a formulé ses opinions de la façon la plus nette et la plus caractéristique, écrivant : "Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout".

Or le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être.

Dans la controverse avec Bernstein et ses partisans, ce qui est en jeu – et chacun, dans le parti, doit en être conscient – c'est non pas telle ou telle méthode de lutte, non pas l'emploi de telle ou telle tactique, mais l'existence tout entière du mouvement socialiste [...].

Quiconque se prononce en faveur de la voie des réformes légales, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus tranquille, plus sûre et plus lente, conduisant au même but, mais un but différent, à savoir, au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, des modifications purement superficielles de l'ancienne société [...] non pas la suppression du salariat, mais le dosage en plus ou en moins de l'exploitation. » (Rosa Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, 1899).

19 Karl Marx et *Le capital*

Point clef

Philosophe et agitateur impliqué dans les débats et les luttes de son temps, Karl Marx a profondément marqué l'histoire du siècle suivant, le xx^e : au nom du marxisme et dans un mouvement révolutionnaire à caractère internationaliste, de nombreux pays ont connu une transformation radicale de leurs structures sociales, de la révolution soviétique de 1917 aux soubresauts du communisme depuis les années 1990.

Marxisme et révolution sont cependant fondés sur une critique du système économique existant, le capitalisme, et c'est donc en tant qu'économiste critique de ce système que Marx a une place éminente dans l'histoire de la pensée économique. Son ouvrage majeur, *Le capital*, a d'ailleurs pour sous-titre *Critique de l'économie politique*.

Les contributions de Marx à l'analyse économique concernent principalement la valeur des marchandises, la nature de la monnaie, la relation entre les prix et la répartition des revenus, la relation entre l'accumulation du capital et le progrès technique, les cycles et les crises.

1. SA VIE, SON ŒUVRE, SON INFLUENCE

a) De la philosophie à la critique du capitalisme

Né à Trier (Prusse), Karl Marx vécut de 1818 à 1883. De parents juifs convertis au protestantisme, il étudia aux universités de Bonn et de Berlin et obtint à 23 ans un doctorat de philosophie à l'université d'Iéna. Proche des jeunes hégéliens, qui s'appuyaient sur la philosophie de Hegel pour développer une critique sociale, il fut écarté d'une carrière académique et se tourna vers le journalisme. L'interdiction du journal *Rheinische Zeitung* en 1843 par les autorités prussiennes le contraignit à un exil à Paris où il fréquenta les milieux socialistes. La rédaction des *Manuscrits économique-philosophiques* (1844) marque son adhésion au principe de la propriété collective des moyens de production. Expulsé vers Bruxelles, il y rédigea avec Friedrich Engels le programme de la Ligue communiste : *Le manifeste du parti communiste* (1848) figure parmi les ouvrages les plus publiés au monde.

Avec les révolutions de 1848, il revint en France puis en Allemagne, dont il fut expulsé en 1849 après le succès de la contre-révolution. Il se fixa alors à Londres où il demeura jusqu'à sa mort. Pendant plus de 15 ans, il vécut dans une grande misère matérielle, subsistant de travaux de journalisme et de l'aide fournie par son ami Engels. Politiquement tournée vers le syndicalisme ouvrier anglais et intellectuellement vers l'économie politique ricardienne, son activité déboucha en 1864 sur la fondation de l'Association internationale des travailleurs et en 1867 sur la publication du Livre I de son ouvrage majeur, *Le capital, critique de l'économie politique*.

De plus en plus absorbé par l'organisation du mouvement ouvrier international, Marx ne put préparer pour la publication les Livres I et II du *Capital*, ce que fit après sa mort Engels (en 1885 et 1894). Un ouvrage d'histoire critique de la pensée économique, les *Théories sur la plus-value*, fut publié comme Livre IV du *Capital* par Karl Kautsky en 1905-1910 ; de nombreux autres manuscrits ont été publiés plus tard.

b) Matérialisme historique et économie politique

Deux modes d'évaluation de l'œuvre de Marx sont en général proposés. Pour l'un, son champ est la société humaine dans toutes ses dimensions (économique, sociologique, politique, historique, etc.) et son unité réside dans une philosophie de l'histoire : le matérialisme historique. L'histoire des sociétés y est comprise comme celle de la lutte des classes dont la dynamique résulte d'une contradiction entre le développement des forces productives matérielles et la nature des rapports sociaux de production. Le capitalisme est ainsi un mode de production spécifique, supérieur aux anciens modes pour le niveau des forces productives, mais lui-même condamné par les conditions de son propre développement. La lutte du mouvement ouvrier international (« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ») doit accélérer cette autodestruction et hâter l'avènement du communisme.

Cette lecture de Marx rend la portée de son œuvre très dépendante de l'évolution constatée depuis dans les pays capitalistes et socialistes. La capacité des premiers à surmonter les crises économiques et à intégrer les contestations sociales, et les difficultés puis l'effondrement des seconds ont conduit à une dévalorisation accélérée des idées de Marx, confondues avec le marxisme (cf. fiche 17).

Un autre mode d'évaluation de son œuvre conduit à **considérer Marx comme un économiste** et à lui assigner une place importante dans l'histoire de la pensée économique. L'essentiel de son œuvre (plus de 10 000 pages) relève en effet de la théorie économique et peut être évalué comme tel. Les plus grands économistes (parmi lesquels son critique le plus virulent, Joseph Schumpeter, qui fut aussi le modèle des historiens de la pensée économique) l'ont placé, parmi les économistes du XIX^e siècle, au même rang que David Ricardo ou Léon Walras.

Son caractère d'économiste critique rend difficile l'évaluation de la place de Marx dans l'histoire de la pensée économique. Sur les questions de la production, de l'échange et de la répartition, Marx semble se situer dans l'école classique (cf. fiche 9) : comme chez Smith et Ricardo (et dans la ligne de Quesnay), la production est selon Marx celle d'un **surplus**, au-delà de la simple reproduction de l'économie. Comme chez Smith et Ricardo, l'échange est réglé par les **conditions de la production** et l'influence de la demande sur les prix n'est reconnue que pour les prix de marché. Comme chez Ricardo, la répartition des revenus est centrée sur le **conflit entre les capitalistes et les salariés**. Mais l'originalité de Marx tient au rôle central qu'il donne à la monnaie dans son analyse du capitalisme. Si, comme les classiques, Marx questionne explicitement la relation entre la coordination marchande des actes économiques et le fondement économique des classes sociales, il l'analyse quant à lui à travers **la monnaie** : c'est l'existence de celle-ci qui permet l'évaluation des actes économiques individuels ; ce sont les différences dans les conditions d'accès à la monnaie (monnaie de crédit pour les capitalistes, salaire monétaire pour les travailleurs) qui reproduisent la division de la société en classes.

2. L'ŒUVRE MAJEURE : LE CAPITAL, CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Seul le Livre I du *Capital* fut publié par Marx lui-même en 1867. Les Livres II et III furent publiés après sa mort (en 1883) par son ami **Friedrich Engels** (respectivement en 1885 et 1894). Un ensemble d'études critiques des économistes passés, intitulé *Théories sur la plus-value*, avait été conçu par Marx comme quatrième volume ; il fut publié sous ce titre par **Karl Kautsky** en 1905-1910.

a) La valeur travail et la monnaie

Le Livre I du *Capital* débute par une **théorie de la marchandise**, puisque le capitalisme se définit d'abord comme une économie marchande. Une marchandise est à la fois une valeur d'usage, produite par un travail concret, et, du fait qu'elle s'échange contre les autres marchandises, une valeur, c'est-à-dire une quantité de travail social, abstraction faite des particularités des travaux concrets (c'est pourquoi le travail social est aussi appelé par Marx travail abstrait).

Dans une société marchande, chaque individu ne peut donc voir reconnaître son travail que dans l'échange ; ce n'est pas ainsi sa qualité singulière qui en fait un membre du corps social, mais sa capacité à fournir une quantité de travail mesurée dans la valeur de son produit. Il y a aliénation : en produisant pour le marché, le travailleur devient étranger à lui-même.

Cette mesure sociale du travail a besoin d'un instrument : la **monnaie**. Toute société marchande développée est nécessairement monétaire, car seule la confrontation à un même objet, la monnaie (appelée pour cette raison par Marx équivalent général), permet aux marchandises et, à travers elles, à leurs producteurs d'être ramenés à une commune mesure.

b) Le capital et la plus-value

Il y a deux usages de la monnaie. Comme moyen d'échange, elle permet d'obtenir une marchandise contre une autre ; mais on peut aussi l'utiliser en vue d'accroître son montant : elle devient alors **capital**. L'accroissement de valeur ainsi produit, appelé **plus-value**, n'est possible que si la monnaie achète une marchandise particulière : la **force de travail**.

Celle-ci est vendue par le travailleur contre un salaire car il ne possède pas le capital et il ne peut donc se procurer les conditions nécessaires à l'exercice de son activité. Puisqu'il faut vendre une marchandise pour être reconnu dans la société, il ne reste au travailleur qu'à vendre sa force de travail.

Du même coup, le produit du travail et, en particulier, la plus-value qu'il crée au-delà de son salaire ne lui appartiennent pas : il y a **exploitation**, non pas en vertu d'un vol, mais du fait que le salariat est un échange. Appropriée par le capitaliste, la plus-value devient profit.

c) Les lois du capitalisme

Le Livre II du *Capital* a pour objet les lois de la circulation, c'est-à-dire les conditions sous lesquelles la reproduction d'une économie où règne la division du travail peut être assurée par le marché. La conclusion principale est qu'une société marchande est condamnée à des **crises** puisque la non-coordination des décisions suscite des disproportions entre secteurs.

Le Livre III concerne les lois de l'accumulation, c'est-à-dire les conséquences de l'accroissement du capital dans le long terme. Pour Marx, le capitalisme connaît une **tendance à la baisse du taux de profit** car la concurrence pousse les entrepreneurs à substituer des machines aux travailleurs, alors qu'au niveau global seuls ceux-ci créent la plus-value.

Crises et baisse tendancielle du taux de profit créent donc pour Marx les conditions d'un renversement du capitalisme, qui passe par la lutte de classes.

Citations

- **Travail et plus value**

« Ce qu'il y a de meilleur dans mon livre, c'est : 1) (et c'est sur cela que repose toute l'intelligence des faits) la mise en relief, dès le premier chapitre, du caractère double du travail, selon qu'il s'exprime en valeur d'usage ou en valeur d'échange ; 2) l'analyse de la plus-value, indépendamment de ses formes particulières : profit, intérêt, rente foncière, etc. » (« Lettre à Friedrich Engels, 24 août 1867 », in Karl Marx, Friedrich Engels, *Lettres sur « Le capital »*, 1964).

- **La force de travail, source de la plus-value**

« Pour pouvoir tirer une valeur échangeable de la valeur usuelle d'une marchandise, il faudrait que l'homme aux écus eût l'heureuse chance de découvrir au milieu de la circulation, sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur échangeable, de sorte que la consommer serait réaliser du travail et, par conséquent, créer de la valeur. Et notre homme trouve effectivement sur le marché une marchandise douée de cette vertu spécifique ; elle s'appelle *puissance de travail* ou *force de travail*. » (Karl Marx, *Le capital*, 1867).

- **La « liberté » du travailleur, condition de l'existence du capital**

« La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui ; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre, être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse. » (Karl Marx, *Le capital*, 1867).

20 Le marginalisme : micro-économie et libéralisme

Point clef

Le marginalisme est un courant de la pensée économique né dans les années 1870 et aujourd'hui dominant ; son principe fondamental est la proportionnalité entre le prix d'un bien et son utilité marginale.

L'objectif de cette fiche est de souligner en quoi le marginalisme a pu représenter une révolution visant à renouveler les fondements microéconomiques de l'argumentaire classique en faveur du libéralisme, et conduire dès lors à l'éclosion d'une pensée « néoclassique ». Il s'agit de bien souligner le tournant du point de vue de la théorie de la valeur et des prix, donc, mais aussi de la conception du capitalisme (disparition de la référence aux classes sociales, réduction du capitalisme à une économie marchande constituée d'*Homo œconomicus* indifférenciés) et de la science économique (science des choix en univers de rareté).

1. LES PREMIERS MARGINALISTES ET LES TRADITIONS QU'ILS INAUGURENT

La révolution marginaliste est souvent perçue comme l'un des meilleurs exemples de « découverte multiple » dans l'histoire de la science économique. En effet, simultanément mais indépendamment, trois penseurs européens – William Stanley Jevons (1835-1882), Carl Menger (1840-1921) et Léon Walras (1834-1910) – vont développer le concept d'utilité marginale.

a) Carl Menger et l'école autrichienne

Carl Menger, dont le principal ouvrage *Grundzüge Der Volkswirtschaftslehre* fut publié en 1871, est le fondateur de l'école autrichienne d'économie (cf. fiche 25). Il est à proprement parler l'initiateur de la théorie subjective de la valeur, selon laquelle la valeur des biens dépend, non pas de caractéristiques objectives et intrinsèques des biens, mais de l'évaluation subjective que les individus consommateurs peuvent faire de l'utilité de ces biens au regard de la quantité dont ils disposent.

La tradition autrichienne, dans sa lignée, se caractérise par le refus du constructivisme et de toute intervention de l'État, et la critique radicale de la microéconomie classique et marxiste. Ses principaux représentants seront, d'abord Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914) et Friedrich von Wieser (1851-1926), puis Ludwig von Mises (1881-1973) et Friedrich von Hayek (1889-1992, prix Nobel d'économie en 1974). On peut citer aussi, un auteur un peu plus original dans cette constellation, Joseph Aloïs Schumpeter (1883-1950, cf. fiche 26)

b) William Jevons et l'école anglaise

William Stanley Jevons (1835-1882) élabore quant à lui, dans *The Theory of Political Economy* (1871), une théorie marginaliste des prix, selon laquelle les rapports de prix sont proportionnels au rapport des utilités marginales des biens. Francis Edgeworth (1845-1925), Alfred Marshall (1842-1924, cf. fiche 22), puis Arthur Cecil Pigou (1877-1959) seront ses héritiers dans le cadre de ce que l'on peut appeler l'école néoclassique anglaise, dont l'apport spécifique concerne le développement de la théorie des prix en équilibre dit « partiel », la microéconomie appliquée et l'économie publique.

c) Léon Walras et l'école de Lausanne

Léon Walras (1834-1910, cf. fiche 21), économiste français, considéré par Joseph Schumpeter comme « le plus grand de tous les économistes », a **décrit l'équilibre de concurrence parfaite en équilibre « général »**. N'ayant pas trouvé sa place dans l'Université française, il sera nommé professeur à la chaire d'économie politique de l'université de Lausanne et y enseignera de 1870 à 1892. À sa suite, l'école de Lausanne sera animée notamment par **Vilfredo Pareto** (1848-1923), qui attachera son nom à la réflexion sur les conditions d'optimalité d'un équilibre général en concurrence pure et parfaite.

2. LE REJET DE LA THÉORIE DE LA VALEUR TRAVAIL ET LA RELECTURE DU PROBLÈME DE LA VALEUR

a) Le concept d'utilité marginale

Au XVIII^e siècle, **Ferdinando Galiani**, **Jacques Turgot** et **Étienne de Condillac** avaient avancé que la valeur d'un bien ne réside pas dans une propriété du bien lui-même mais dans la perception qu'a l'individu de sa capacité à satisfaire un besoin ; c'est l'utilité subjective d'un bien qui en ferait ainsi la valeur. Adam Smith (cf. fiches 10 et 13) considéra cependant que la valeur d'usage était une condition nécessaire mais non suffisante de la valeur d'échange, qui s'expliquait en fait par le coût de production. Cette conception fut développée par l'école classique (cf. fiche 9) et, pendant près d'un siècle après Smith, l'explication de la valeur par l'utilité fut ainsi niée.

C'est cette démarche qu'au début des années 1870 les « marginalistes » parvinrent à renverser. Leur innovation consista à relier l'ancienne notion d'utilité d'un bien à la quantité consommée de ce bien. **L'idée centrale est que l'utilité d'un bien n'est pas une grandeur absolue, mais qu'elle doit être évaluée au regard de la quantité consommée ; le calcul économique de l'agent porte donc sur l'utilité marginale du bien**, c'est-à-dire celle de la dernière unité consommée. Ainsi l'utilité marginale d'un bien est le supplément d'utilité attendu (à la marge) de l'acquisition (dans l'échange) d'une unité supplémentaire de ce bien.

Si $U(x)$ est l'utilité totale fournie par l'acquisition de x unités du bien X , l'utilité marginale est calculée comme la dérivée de cette fonction : $U_m(x) = dU/dx = U'_x$.

On suppose alors que l'utilité marginale est toujours positive (« plus est mieux ») et décroissante (loi de satiété) : $dU/dx > 0$, $d^2U/dx^2 < 0$.

Finalement, de cette loi psychologique de décroissance de l'utilité marginale sont déduites quatre conséquences. D'abord, l'agent économique rationnel n'accepte de consommer davantage d'un bien (ce qui en fait diminuer l'utilité marginale) que si son prix baisse : **la demande d'un bien est décroissante en fonction de son prix**. Ensuite, il maximise l'utilité de sa consommation totale lorsque **les prix relatifs des différents biens sont proportionnels à leurs utilités marginales respectives**. Puisque celles-ci dépendent des quantités disponibles, **les prix des biens sont des indicateurs de leur rareté**. Enfin, si ces quantités sont données, les prix des biens sont indépendants de leur coût de production : la théorie classique de la valeur est ainsi démentie.

b) Les (justes) prix naturels sont les prix de marché

Les seuls prix sont donc ceux qui vont révéler, sur le marché, les utilités marginales perçues par les contractants : **la valeur est subjective et le prix de marché en est la seule expression objective** (la valeur ne dépendant pas des conditions objectives de la production d'un bien, seul le marché révèle un prix). Le prix « naturel », celui

devant s'imposer, est donc le prix « d'équilibre » du marché. Il se dégage « spontanément » pour peu qu'on laisse fonctionner le marché librement.

c) Les revenus sont les prix des services producteurs (la fonction de production)

La détermination des revenus suit un principe identique. Ils sont les prix de marchandises qui ont comme seule particularité d'être « facteurs de production » (services producteurs). **Il n'y a pas, comme chez les auteurs classiques, référence à l'existence de « classes sociales » : la seule « réalité » est celle des individus qui vendent des facteurs de production.**

De la même manière, il n'y a pas d'autre réalité économique que l'échange. L'activité de production n'est pas une activité économique ; elle est une pure activité technique qui consiste à combiner des facteurs production échangés sur des marchés pour produire des biens qui à leur tour seront échangés et valorisés sur des marchés ; ce qui se passe dans la « boîte noire » ne relève pas de l'activité économique et aucune grandeur économique n'y est déterminée. En écartant de la sorte toute référence à la production comme activité économique, on écarte toutes les références qui vont avec : les classes sociales, la valeur travail, la détermination conjointe des revenus...

3. L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU PARADIGME : LA SCIENCE « NÉOCLASSIQUE »

a) L'analyse de l'équilibre de marché

Le succès du marginalisme vint de ce qu'il proposait une théorie de la valeur plus générale que celle fondée sur le coût de production, puisqu'elle expliquait aussi la valeur des biens non reproductibles. Ce courant pouvait ainsi s'opposer à la théorie de la valeur travail dont Marx tirait au même moment des conclusions critiques de l'économie politique et du capitalisme (cf. fiches 17 à 19).

Sous la forme que lui donnaient Jevons et Menger, il présentait cependant une grave lacune. L'utilité marginale expliquait les prix des biens pour des quantités données, mais celles-ci étaient déterminées par le principe rejeté comme fondement de la valeur : le coût de production. La solution fut trouvée dans la transposition du raisonnement à la marge de l'utilité à la productivité. **La loi de décroissance de la productivité marginale des facteurs avec les quantités produites des biens explique que l'offre de ceux-ci est croissante en fonction du prix, et la conjonction d'une fonction d'offre croissante et d'une fonction de demande décroissante détermine simultanément le prix et la quantité.** Cette théorie fut élaborée selon deux approches : Eugen von Böhm-Bawerk proposa en 1889 une analyse fondée sur une conception temporelle de la production (voir école autrichienne : fiche 25) ; Alfred Marshall (cf. fiche 22) imposa en 1890 une approche d'équilibre partiel. Dans les deux cas, le traitement de la productivité marginale du capital souleva des difficultés insurmontables mises en lumière dans diverses controverses théoriques au cours des années 1930 et 1960.

Dès 1877, Walras avait en fait unifié la détermination des prix et des quantités dans la loi de l'offre et de la demande, mais son formalisme mathématique retarda la reconnaissance de son approche d'équilibre général jusque dans les années 1930. C'est dans ce cadre d'analyse que se présente aujourd'hui le marginalisme, qui domine la science économique (cf. fiche 21).

b) L'affirmation d'une vision individualiste et rationaliste du problème économique

Le marginalisme fonde une théorie « néo »-classique au travers de l'affirmation d'une vision relevant de ce que l'on qualifie d'*individualisme méthodologique* : rien ne

dépasse les individus et il n'y a pas d'acteurs collectifs. Il n'y a pas de référence, en particulier, aux classes sociales. **Il n'y a que des individus, tous identiques et marchands. Ces individus sont confrontés à une rareté fondamentale à laquelle ils font face de manière rationnelle** : ils se définissent donc par leur capacité à percevoir les opportunités et à choisir, de manière à maximiser l'objectif qu'ils se fixent. Ce sont donc des calculateurs rationnels.

Au total cette « nouvelle microéconomie » fournit un fondement alternatif à la macro-économie classique. Comme les auteurs classiques, les auteurs « néoclassiques » adhéreront à la double idée que 1) la monnaie est neutre, 2) que la croissance ne peut buter que sur des contraintes d'offre (loi de Say), exprimant la difficulté de repousser les limites de la rareté. Dans ce cadre, les crises sont des « moments » nécessaires du cycle économique (cf. notamment les travaux de Clément Juglar).

Illustrations

- **Le rejet de la théorie de la valeur travail...**

« Il y a encore la question du travail comme élément de valeur. Il n'a pas manqué d'économistes qui ont mis en avant le travail comme cause de la valeur, affirmant que tous les objets tirent leur valeur du fait que du travail a été incorporé entre eux ; et l'on implique ainsi, quand on ne le pose pas, que la valeur sera proportionnelle au travail. C'est une doctrine qui, étant directement opposée aux faits, ne peut subsister un seul instant [...]. Il peut encore y avoir un écart entre la quantité de travail dépensée pour un objet et la valeur s'attachant à lui en fin de compte. Une grande entreprise, comme le Great Western Railway ou le tunnel sous la Tamise, peut incorporer un grand montant de travail, mais sa valeur dépend entièrement du nombre de personnes qui la trouvent utile. Si l'on ne pouvait trouver aucun usage au vapeur Great Eastern, sa valeur serait nulle, exception faite de l'utilité de certains matériaux. » (William Stanley Jevons, *La théorie de l'économie politique*, 1871).

- **... Et le développement d'une théorie subjective de la valeur**

« Ainsi, la valeur n'est pas inhérente aux biens ; elle n'en est pas une propriété ; elle n'est pas une chose qui existe en soi ; c'est un jugement que les sujets économiques portent sur l'importance des biens dont ils peuvent disposer pour maintenir leur vie et leur bien-être. Il en résulte que la valeur n'existe pas hors de la conscience des hommes. C'est donc une erreur de dire qu'un bien qui a de la valeur pour des sujets économiques est une "valeur", et les économistes ont tort de parler de "valeurs" comme d'objets réels indépendants et d'objectiver, de cette façon, la valeur. » (Carl Menger, *Grundzüge Der VolksWirtschaftsLehre*, 1871).

21 Léon Walras et les *Éléments d'économie politique pure*

Point clef

Bien que son œuvre ait été contemporaine de celles de la première génération d'auteurs marginalistes (l'Anglais Stanley Jevons, l'Autrichien Carl Menger) et de sa deuxième génération (l'Anglais Alfred Marshall, l'Autrichien Eugen von Böhm-Bawerk), le Français Léon Walras est généralement considéré comme le meilleur représentant du marginalisme (cf. fiche 20).

Le cœur de sa théorie est la loi de l'offre et de la demande, dont l'action conjuguée détermine *simultanément* les quantités et les prix relatifs pour *toutes* les marchandises, quelles qu'elles soient : biens de consommation, services producteurs, capitaux, actifs financiers. Le concept d'équilibre général concurrentiel devient ainsi central dans la théorie marginaliste ; il se définit comme l'état d'une économie auquel conduit la conjugaison des forces de l'offre et de la demande sur les différents marchés, aucun agent individuel n'ayant pour sa part d'influence sur les prix.

Walras rend ainsi compte explicitement de l'interdépendance entre tous les marchés dans une analyse d'équilibre général. Celle-ci établit la possibilité d'un état de l'économie dans lequel les décisions des agents, guidés par la recherche de leur intérêt individuel, sont mutuellement compatibles.

1. SA VIE, SON ŒUVRE, SON INFLUENCE

a) De la pratique à la théorie

Né à Évreux, Léon Walras vécut de 1834 à 1910. Fils d'Auguste Walras, qui consacra trois ouvrages à la propriété et à la morale envisagées du point de vue de l'économie, il eut d'abord une vie professionnelle instable : après des études insatisfaisantes à l'École des mines de Paris, il fut successivement journaliste, employé de la Compagnie des chemins de fer du Nord, directeur d'une banque coopérative, éditeur avec Léon Say du journal *Le Travail* et salarié d'une banque privée. En 1870, il obtint un poste de professeur d'économie à l'université de Lausanne, où il enseigna jusqu'à sa retraite en 1892. Il passa le reste de sa vie à compléter son œuvre et à entretenir une énorme correspondance avec les principaux économistes de son temps.

b) Une théorie en trois parties

Léon Walras reprit de son père la distinction entre trois domaines de l'analyse de la société : la théorie positive de la richesse sociale, objet de l'économie pure ; l'organisation de l'activité économique, objet de l'économie appliquée ; et la réflexion sur les principes de la justice et de la morale, objet de l'économie sociale. Il illustra chacun de ces domaines par un ouvrage : *Éléments d'économie politique pure* (1874-77, achevé dans la 4^e édition en 1900), *Études d'économie sociale* (1896), *Études d'économie politique appliquée* (1898).

Walras distingue nettement les analyses positives d'économie pure et les analyses normatives d'économie sociale, combinant un libéralisme fondé sur l'étude des mécanismes de marché, la justification de l'intervention de l'État quand elle augmente l'efficacité de l'industrie, et la revendication de la nationalisation du sol et des monopoles naturels pour accroître la justice sociale. Mettant à jour les lois scientifiques

de l'économie pure pour ensuite en déduire les directives de l'économie appliquée et juger les conséquences des principes moraux, Walras se considère comme un « socialiste scientifique ».

c) L'inventeur de l'équilibre général

C'est pour son économie pure que Walras est aujourd'hui considéré comme la référence de la théorie microéconomique moderne, emportant adhésion ou critique. Découvrant le marginalisme en même temps que le Britannique Stanley Jevons et l'Autrichien Carl Menger, il les dépassa en soumettant l'analyse de tous les phénomènes économiques à un principe unique, celui de la **rareté relative** qui résulte du rapport entre l'offre et la demande, et en formalisant leur **interdépendance** en un système général de marchés. La théorie de l'équilibre général synthétise cette vision de l'économie.

Inscrit dans une tradition française remontant à Étienne de Condillac (pour l'utilité), François Quesnay (pour l'interdépendance), Jean-Baptiste Say (pour l'entrepreneur) et Augustin Cournot (pour la mathématisation), Walras fut ignoré dans son pays jusque dans les années 1950. Ses disciples italiens Enrico Barone et Vilfredo Pareto contribuèrent à la renommée de l'école de Lausanne en Europe, mais c'est seulement à la fin des années 1930 que, sous l'influence de l'Anglais John Hicks, le marginalisme à la Walras supplanta l'approche anglo-saxonne issue de Stanley Jevons et Alfred Marshall. **Les contributions ultérieures de Paul Samuelson, Gérard Debreu, Kenneth Arrow et Frank Hahn ont fait de l'équilibre général walrasien le noyau dur de la théorie microéconomique moderne.**

L'analyse de Walras bute cependant sur deux difficultés : la représentation du processus menant à l'équilibre et le rôle de la monnaie dans la réalisation des transactions. Ce sont deux questions restées sensibles dans la théorie moderne de l'équilibre général walrasien (cf. fiche 23). C'est ce qui explique une certaine désaffection envers cette théorie depuis les années 1980 au profit de la « nouvelle microéconomie » (cf. fiche 24).

2. L'ŒUVRE MAJEURE : ÉLÉMENTS D'ÉCONOMIE POLITIQUE PURE, OU THÉORIE DE LA RICHESSE SOCIALE

a) Une théorie de l'équilibre général

La démarche de Walras s'inscrit dans la ligne de la « révolution marginaliste » (cf. fiche 20) : son objectif est de faire une théorie de la richesse sociale (sous-titre de l'ouvrage) qu'il définit comme « l'ensemble de toutes les choses, matérielles ou immatérielles, qui sont susceptibles d'avoir un prix parce qu'elles sont rares, c'est-à-dire à la fois utiles et limitées en quantité ». Cette conception n'est pas propre à Walras : elle a été développée en même temps par Stanley Jevons et Carl Menger. La supériorité des *Éléments* sur les travaux de ces auteurs tient à quatre facteurs.

- **Walras traite chaque phénomène économique d'une façon homogène** : dès l'instant où s'y applique la rareté, il doit être analysé en termes de **marché concurrentiel** où règne la loi de l'offre et de la demande.
- **Walras étudie systématiquement l'interdépendance entre tous les marchés** ; l'économie dans son ensemble est représentée en situation d'équilibre général ; chaque agent est supposé en équilibre, ainsi que chaque marché, toutes les interrelations (entre agents, entre marchés) étant explicitement prises en compte.

- Walras démontre non seulement les conditions de l'existence d'un équilibre général, mais aussi celles de sa stabilité, c'est-à-dire les règles de fonctionnement susceptibles de conduire une économie à l'équilibre (à travers un « tâtonnement »).
- À la suite de Cournot (*cf. fiche 24*), Walras donne à sa théorie une forme mathématique, qui en fait le modèle d'une économie de « marché parfaitement organisé sous le rapport de la concurrence, comme en mécanique pure on suppose d'abord des machines sans frottement ».

b) De l'échange pur à la monnaie

L'exposé de la théorie de l'équilibre général va « du simple au compliqué », un même principe (celui de l'offre et la demande) étant progressivement généralisé.

- Le modèle le plus simple est celui d'une « économie d'échange pur » : les quantités disponibles de biens étant données, leurs prix relatifs (les taux d'échange des uns contre les autres) sont déterminés par leur rareté relative ; plus un bien est rare, plus il est cher.
- En économie de production, les quantités disponibles peuvent varier, grâce à la mise en œuvre de services producteurs (par exemple le travail). Les prix relatifs des biens dépendent alors à la fois de leur rareté et de leur coût de production en services producteurs, dont les quantités échangées et les prix (les revenus) sont déterminés en même temps que ceux des biens. Le salaire, par exemple, n'est pas déterminé par le coût d'entretien du travailleur (comme dans la théorie classique) mais par sa productivité.
- Ces services producteurs sont offerts par les propriétaires de capitaux (terres, personnes, biens de production). Les prix de ceux-ci peuvent être déterminés par l'offre et la demande sur des marchés effectifs ou hypothétiques (comme pour les personnes) ; en même temps est déterminé le taux d'intérêt, qui égalise l'épargne et l'investissement sur le marché du capital de prêt.
- Enfin, la monnaie est introduite dans le modèle, sous la forme d'une marchandise particulière qui, en plus de son utilité directe, sert d'intermédiaire des échanges.

c) Le « camp de base » de la théorie microéconomique moderne

La 4^e édition des *Éléments* (1900) contient la théorie complète de l'équilibre général. Celle-ci n'a cependant influencé les économistes qu'à partir des années 1930 et sa redécouverte par l'Anglais John Hicks. Sous l'influence de Kenneth Arrow, Gérard Debreu et Frank Hahn, qui l'ont complétée (en y introduisant la dynamique) ou précisée (en particulier sur les processus de stabilité), elle est devenue le « camp de base » (Hahn) de la théorie microéconomique moderne, dans ce qu'elle a de plus général (*cf. fiche 23*).

Citations

- **L'objet de l'économie pure : la détermination des prix concurrentiels**

« *L'économie politique pure* est essentiellement la théorie de la détermination des prix sous un régime hypothétique de libre concurrence absolue. L'ensemble de toutes les choses, matérielles ou immatérielles, qui sont susceptibles d'avoir un prix parce qu'elles sont *rares*, c'est-à-dire à la fois *utiles* et *limitées en quantité*, forme la *richesse sociale*. C'est pourquoi l'économie politique pure est aussi la *théorie de la richesse sociale* » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 4^e éd., 1900).

- **Le prix comme fait naturel**

« Le fait de la valeur d'échange prend donc, une fois établi, le caractère d'un fait naturel, naturel dans son origine, naturel dans sa manifestation et sa manière d'être. Si le blé et si l'argent ont de la valeur, c'est parce qu'ils sont rares, c'est-à-dire utiles et limités en quantité, deux circonstances naturelles. [...] Cela ne veut pas dire du tout que nous n'ayons aucune action sur les prix. De ce que la pesanteur est un fait naturel, obéissant à des lois naturelles, il ne s'ensuit pas que nous n'ayons jamais qu'à la regarder faire. Nous pouvons ou lui résister ou lui donner libre carrière selon qu'il nous convient ; mais nous ne pouvons changer son caractère et ses lois. Nous ne lui commandons, comme on l'a dit, qu'en lui obéissant. De même pour la valeur. » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 4^e éd., 1900).

- **Le prix comme fait général**

« Ne craignons pas de rappeler que l'économie politique pure est, après tout, fondée à faire entièrement abstraction du point de vue de la justice aussi bien que de celui de l'intérêt, et à considérer, si elle le veut, les capitaux personnels, comme les capitaux fonciers et les capitaux mobiliers, au point de vue exclusif de la valeur d'échange. Nous continuerons donc à parler du prix des travaux et même du prix des personnes, sans rien préjuger pour cela ni pour ni contre l'esclavage. » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 4^e éd., 1900).

22 Alfred Marshall et les *Principes d'économie*

Point clef

Alfred Marshall eut une influence considérable sur la science économique des années 1880 à 1930, particulièrement en Grande-Bretagne. Sa version de l'analyse marginaliste est encore aujourd'hui utilisée dans la présentation vulgarisée de la microéconomie.

Malgré l'antécédence de Walras, il fut considéré comme le père de la loi de l'offre et de la demande, dans laquelle le prix et la quantité échangée d'un bien sont déterminés simultanément par deux forces qui jouent symétriquement, comme « les deux lames d'une paire de ciseaux coupent ensemble une feuille de papier ». La version qu'il donne de cette loi est une illustration de sa méthode d'« équilibre partiel ».

Il a aussi développé des outils d'analyse appropriés à l'économie appliquée, au point qu'on peut le considérer comme un des pionniers de ce qu'on appelle aujourd'hui « l'économie industrielle ».

Une autre contribution importante de Marshall est sa théorie monétaire : il fut l'un des premiers à donner une version élaborée de la théorie quantitative de la monnaie, dans laquelle la quantité de monnaie en circulation est le principal déterminant du niveau général des prix.

1. LA FIGURE CENTRALE DU MARGINALISME BRITANNIQUE

Né à Londres, Alfred Marshall vécut de 1842 à 1924. Diplômé de mathématiques en 1865 à Cambridge, il y fut recruté comme *fellow* mais fut contraint à la démission en 1877 lors de son mariage avec Mary Paley (les *fellows* devaient alors rester célibataires). Il fut réintégré à Cambridge en 1885 comme professeur d'économie politique. Il y marqua profondément l'enseignement de cette discipline et contribua à de nombreuses commissions royales. Ses principaux ouvrages sont *Principes d'économie*, qui connut huit éditions de 1890 à 1920, *L'industrie et le commerce* (1919) et *Monnaie, crédit et commerce* (1923).

Le cœur de la théorie de Marshall est son analyse de **la loi de l'offre et de la demande en équilibre partiel**. Illustration d'une « symétrie fondamentale » entre deux forces opposées dont la compensation engendre un équilibre, elle s'accompagne d'un ensemble d'outils d'analyse novateurs encore utilisés aujourd'hui. Mais elle rencontre aussi des limites qui expliquent la désaffection envers Marshall comme théoricien général de l'économie de marché.

2. L'ŒUVRE MAJEURE : LES PRINCIPES D'ÉCONOMIE

a) La « symétrie fondamentale »

L'analyse marginaliste héritée de Stanley Jevons (*cf. fiche 20*) avait pour défaut d'expliquer la détermination des prix et des quantités des biens par deux principes différents : l'utilité marginale pour les premiers, le coût de production pour les seconds. Marshall réconcilia ces deux principes en étendant à la productivité des facteurs de production le raisonnement à la marge que Jevons avait conçu pour l'utilité des biens : de même que la consommation d'une unité supplémentaire d'un bien s'accompagne de la décroissance de son utilité marginale, l'utilisation d'une unité supplémentaire d'un facteur de production (travail, capital ou terre) s'accompagne de la décroissance de la productivité marginale (encore appelée rendement)

de ce facteur, c'est-à-dire du supplément de production qu'elle permet. Cette **loi des rendements décroissants** est à la production ce que la **loi de l'utilité marginale décroissante** est à la consommation.

Marshall donna ainsi un même fondement analytique aux deux forces qui déterminent symétriquement et simultanément le prix et la quantité échangée d'un bien. Du côté de la demande, on peut associer à chaque niveau de prix du bien (appelé alors prix de demande) la quantité que les consommateurs sont prêts à acquérir. Plus cette quantité est élevée, plus l'utilité marginale du bien est faible, et moins les consommateurs sont prêts à payer pour l'obtenir : la relation entre le prix de demande et la quantité est décroissante. Du côté de l'offre, on peut associer à chaque niveau de prix du bien (appelé alors prix d'offre) la quantité que les producteurs sont prêts à fournir. Plus cette quantité est élevée, plus la productivité marginale de chaque facteur est faible et par conséquent plus le coût marginal du bien est élevé : la courbe de coût marginal est une relation croissante entre le prix d'offre et la quantité. Le **prix d'équilibre** s'établit par l'égalité entre les prix d'offre et de demande du bien ; à ce prix, sa quantité offerte est par construction égale à sa quantité demandée.

Cette loi de l'offre et de la demande ne fournit pas seulement une détermination de l'équilibre du marché ; elle décrit aussi le processus qui en garantit la stabilité, c'est-à-dire le rétablissement de l'équilibre lorsque celui-ci a été perturbé, que ce soit par un choc d'offre (comme une mauvaise récolte) ou un choc de demande (comme sa brusque augmentation). Par exemple, une augmentation du prix de demande d'un bien (les consommateurs étant prêts à payer plus cher pour l'obtenir) entraîne un écart positif avec son prix d'offre (son coût marginal de production). Un surprofit apparaît alors qui incite les producteurs à en accroître l'offre, ce qui induit un accroissement du coût marginal (en raison de la loi des rendements décroissants) et par voie de conséquence l'égalisation des prix d'offre et de demande.

La détermination des prix et des quantités par la loi de l'offre et de la demande (la « symétrie fondamentale » selon Marshall) est l'expression d'une économie de marché en **concurrence parfaite** : aucun offreur ne peut imposer aux acheteurs un prix supérieur au coût marginal de production, car ils ont toujours la possibilité de s'adresser à un autre producteur ; symétriquement, aucun demandeur ne peut imposer aux producteurs un prix inférieur à l'utilité marginale du bien, car ils ont toujours la possibilité de vendre à un autre acheteur.

b) Des outils d'analyse novateurs

Marshall n'est pas l'inventeur de la loi de l'offre et de la demande, dont un exposé plus général et systématique existe déjà chez Walras treize ans avant les *Principes d'économie* (cf. fiche 21). Mais il en donna une version aisément compréhensible grâce à des outils méthodologiques qui demeurent aujourd'hui d'usage courant pour l'économiste.

Le raisonnement en **équilibre partiel** est un de ces outils. Certes, les décisions des agents économiques sont par nature des choix, qui introduisent une interdépendance entre les marchés. Mais, à la différence de Walras qui place cette interdépendance au cœur de son analyse d'équilibre général, Marshall suppose que les variations de prix ou de quantité subies par un marché particulier, du fait qu'elles sont étudiées à la marge (analyse **marginaliste**), ont un effet négligeable sur les autres marchés ; réciproquement, on peut étudier ce marché en faisant abstraction des variations marginales enregistrées sur les autres marchés. L'attention peut ainsi se concentrer

sur le fonctionnement du marché considéré, toutes choses égales par ailleurs, ce qui simplifie considérablement l'analyse tout en permettant de prendre en compte les particularités de ce marché. Dans la représentation géométrique de l'équilibre de marché, une conséquence en est la distinction entre un déplacement **sur** une courbe (en réponse à une variation du prix de marché) et un déplacement **de** la courbe (en réponse à une variation dans les autres déterminants, extérieurs au marché). Cette méthode d'équilibre partiel, dédaignée depuis par la microéconomie néowalrasienne (cf. fiche 23), a été redécouverte depuis les années 1980 par les partisans de la « nouvelle microéconomie » (cf. fiche 24).

Le raisonnement en **statique comparative** est un autre outil popularisé par Marshall. Il s'agit de comparer les situations d'un même marché pour diverses valeurs des paramètres, telles qu'elles découlent de l'état de l'environnement de ce marché, y compris les situations des autres marchés. De cette façon, il est possible d'introduire dans l'analyse les facteurs de dépendance d'un marché vis-à-vis de ce qui lui est extérieur. Cette méthode ne permet pas cependant de décrire la dynamique faisant passer d'une situation à une autre, mais elle fournit des enseignements intéressants sur les conséquences pour les prix et quantité d'équilibre de différentes variantes dans les goûts des consommateurs, les techniques de production ou les modalités de taxation.

Marshall a aussi approfondi la distinction entre différentes périodes : dans la **période de marché**, la quantité offerte du bien est donnée et seule varie la demande (par exemple, sur le marché aux poissons, la quantité débarquée des bateaux est donnée) ; dans la **courte période**, l'offre d'un bien peut s'accroître sous l'effet d'une augmentation du flux de travail mis en œuvre dans sa production (par exemple, à travers des heures supplémentaires) ; enfin, dans la **longue période**, elle augmente aussi grâce à l'accroissement du stock de capital (l'investissement). D'autres distinctions sont également importantes chez Marshall, entre les tendances aux coûts croissants (sous l'effet de la rareté des facteurs de production) et aux coûts décroissants (sous l'effet du progrès technique) ; entre les économies d'échelle internes et externes à la firme : les premières ne concernent que celle-ci (ainsi une rationalisation de son organisation permise par l'augmentation de sa taille), tandis que les secondes concernent toutes les firmes (ainsi la mise en place d'une nouvelle infrastructure de transport rendue rentable par l'accroissement du trafic de l'ensemble des marchandises).

c) Les limites de l'analyse marshallienne

Elles concernent principalement l'élaboration d'une théorie générale de l'économie de marché, ce qui est l'ambition des grands économistes depuis Adam Smith, et elles ont été mises en évidence lors d'un débat qui a agité les économistes de Cambridge juste après la mort de Marshall.

Ce débat a été initié par un jeune économiste italien protégé de Keynes : Piero Sraffa (cf. fiche 15). Dans deux articles (1925, 1926), Sraffa soumet la théorie marshallienne à une **critique interne** : son principal défaut, selon lui, ne réside pas dans l'inadéquation de l'hypothèse centrale de concurrence parfaite au réel mais dans l'impossibilité de la rendre cohérente avec les deux autres piliers de cette théorie, la méthode d'équilibre partiel et la loi des rendements décroissants. D'une part, en effet la « symétrie fondamentale », expression de la concurrence parfaite, repose bien sur la loi des rendements décroissants : des rendements croissants conduiraient à une monopolisation

du marché par le producteur ayant un avantage initial ; et des rendements constants rendraient le prix indépendant de la demande, puisqu'il serait identique quelle que soit celle-ci. Mais, d'autre part, cette loi ne peut être établie à l'aide d'un raisonnement en équilibre partiel : une augmentation de la quantité utilisée d'un facteur dans la production d'un bien (qui entraîne une baisse de son rendement) a nécessairement des effets dans la production des autres biens, puisque, en vertu du principe de rareté, la quantité totale du facteur est donnée.

Outre qu'elle ébranlait ce qui depuis plus de trente ans était devenu l'orthodoxie marginaliste, cette critique ouvrait la voie à trois issues possibles, chacune impliquant le renoncement à un pilier de la théorie de Marshall : soit l'hypothèse de concurrence parfaite, pour explorer la détermination des prix et des quantités en « concurrence imparfaite » (cf. fiche 24) ; soit la méthode d'équilibre partiel, pour redécouvrir celle d'équilibre général de Walras (cf. fiche 23) ; soit la loi des rendements décroissants pour en revenir à la vision ricardienne de prix déterminés par les seules conditions de production : c'est la voie que choisit Sraffa lui-même en 1960 (cf. fiche 15).

Citations

- **La loi de l'offre et de la demande**

« La valeur normale de toute chose se trouve, comme la clé de voûte d'un arc, en équilibre par rapport aux forces opposées agissant sur ses deux côtés. Les forces de la demande agissent d'un côté, celles de l'offre de l'autre. » (Marshall, *Principes d'économie*, 1890).

- **Les lois de l'utilité décroissante et de la productivité décroissante**

« Les tendances à l'utilité décroissante et à la productivité décroissante trouvent leurs racines, la première dans les qualités de la nature humaine, la seconde dans les conditions techniques de l'industrie. » (Marshall, *Principes d'économie*, 1890).

23 La microéconomie néowalrasienne

Point clef

Cette théorie résulte de la modernisation, à partir des années 1950, de celle de Walras, dont elle reprend le principe fondateur : la loi de l'offre et de la demande appliquée à des marchés interdépendants. Elle analyse ainsi l'équilibre général d'une économie de concurrence parfaite.

Elle concerne trois questions principales : l'existence d'un équilibre général, le fonctionnement du marché et l'intégration de la monnaie. Sur chacune d'elles, des difficultés importantes subsistent aujourd'hui.

1. L'EXISTENCE D'UN ÉQUILIBRE GÉNÉRAL

a) La question

La principale voie suivie pour dépasser les critiques adressées à la microéconomie marshallienne d'équilibre partiel (cf. fiche 22) fut ouverte par la conjonction de deux facteurs : d'une part la redécouverte par l'Anglais John Hicks dans les années 1930 de la théorie de l'équilibre général élaborée par le Français Léon Walras soixante ans plus tôt (cf. fiche 21), d'autre part des travaux réalisés au même moment à Vienne sur la structure mathématique de cette théorie.

La question qui émerge alors est la suivante. Dans une économie de propriété privée, chaque individu n'a en vue que son propre intérêt et il ignore quelles seront les situations de marché résultant des actions décidées indépendamment par l'ensemble des agents. On s'attendrait donc à ce que cet égoïsme et cette absence de coordination préalable débouchent sur le chaos. Or, depuis Adam Smith et sa « main invisible » du marché (cf. fiche 13), les économistes ont cherché à montrer qu'au contraire de cette intuition un **ordre social** pouvait exister sur cette base. La question centrale d'une théorie générale de l'économie de marché est alors : existe-t-il un état de tous les marchés interdépendants (baptisé « **équilibre général** », ci-après EG) dans lequel les décisions individuelles indépendantes sont mutuellement compatibles, c'est-à-dire conduisent à une égalité entre l'offre et la demande pour chaque marchandise ?

b) Les apports d'Arrow et Debreu

En 1954, l'Américain Kenneth Arrow et le français Gérard Debreu (qui enseignait aussi aux États-Unis) démontrent qu'un tel équilibre existe sous la condition que chaque individu possède initialement au moins un type de travail utile à la production d'une des marchandises. De plus, ils étendent l'analyse de l'EG en y introduisant le temps.

La difficulté tient ici à ce que l'EG à un moment donné du temps suppose la compatibilité entre des décisions individuelles impliquant des événements futurs par définition incertains. La solution (formulée par Debreu dans *Théorie de la valeur*, 1959), consiste à définir une marchandise à la fois par son utilité et par le lieu, la date et les circonstances de sa livraison (exemple : un parapluie acheté le 1^{er} octobre et livrable à Londres le 31 décembre s'il pleut). S'il existe un **système complet de marchés à terme contingents**, c'est-à-dire autant de marchés distincts qu'il y a de

caractéristiques ainsi définies de la marchandise, la démonstration d'existence d'un EG peut être étendue à une telle économie. Cette théorie aura des applications concrètes pour le fonctionnement des marchés financiers, en fondant des modèles de fixation des prix des *warrants* (Samuelson, 1965) et des *options* (Black and Scholes, 1973).

c) Les limites de la théorie

Les résultats obtenus par Arrow et Debreu ont donné à penser, dans les années 1960, qu'une théorie scientifique de l'économie de marché était enfin disponible, fondée, dans la ligne de Léon Walras (d'où son nom de microéconomie néowalrasienne), sur l'analyse de nombreux marchés interdépendants fonctionnant en concurrence parfaite.

Depuis les années 1970, cependant, des doutes sont apparus sur la validité générale de cette théorie. Ils avaient pour origine ceux qui avaient contribué à son développement, alors même qu'on assistait à un renouveau d'une doctrine libérale souvent peu soucieuse de cohérence de ses fondements théoriques.

Ces doutes concernent, non pas la démonstration d'existence d'un EG, mais ce qui se passe lorsque changent des paramètres pour lesquels il est défini (les fonctions d'utilité, les dotations en ressources et les techniques de production). Il apparaît qu'on ne peut alors interpréter les différences entre les deux états de l'économie comme résultant des effets des comportements **individuels** sur l'offre et la demande **de marché**. Cette critique a conduit à une certaine désaffection envers la microéconomie néowalrasienne et au développement de la « nouvelle microéconomie » (cf. fiche 24).

Malgré cela, le « monde à la Arrow-Debreu », ainsi appelé en l'honneur de ses concepteurs, a fait l'objet de nombreuses analyses.

2. LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ

a) Deux questions

La première question porte sur le processus d'ajustement susceptible de conduire à un EG, soit à partir de conditions initiales quelconques (« stabilité globale »), soit après un choc qui écarte l'économie de l'équilibre (« stabilité locale »). À la différence de la question de l'existence de l'EG, il ne s'agit plus ici de comparer les propriétés de deux états de l'économie (« statique comparative ») mais d'étudier le déroulement du processus conduisant d'un état à un autre (dynamique).

La seconde question porte sur la réalisation des échanges. À l'équilibre de marché, les échanges qui se déroulent effectivement concernent des agents économiques individuels, qui passent entre eux des contrats bilatéraux. À quelles conditions la sommation de tous ces contrats donne-t-elle la quantité totale d'équilibre de chaque marchandise ?

b) « Crieur walrasien » et « chambre de compensation »

La réponse à la première question trouve son origine chez Walras, qui parle de « tâtonnement » pour décrire le processus par lequel les agents découvrent le prix d'équilibre d'une marchandise au travers de variations en déséquilibre. Mais, à la suite de Samuelson dès 1941, on formalise désormais ce processus en supposant qu'un « crieur » annonce à tous les agents **un ensemble de prix** (un par marchandise) auxquels ils réagissent en émettant simultanément des offres ou des demandes individuelles sur tous les marchés. En fonction du signe de la différence entre la demande et l'offre agrégées d'une marchandise, le crieur modifie son prix (à la hausse si cette

différence est positive, à la baisse dans le cas inverse), et ce jusqu'à l'obtention du prix d'équilibre (quand cette différence s'annule).

La réponse à la seconde question fait appel à la notion de chambre de compensation : au lieu d'échanger directement, les offreurs et les demandeurs de chaque marchandise s'adressent à un intermédiaire unique qui centralise les offres et satisfait les demandes.

c) Les limites de la théorie

Chacune de ces solutions a fait l'objet de critiques. Dans les deux cas, le fonctionnement du marché dépend de la présence d'une **institution centrale** (« crieur » ou « chambre de compensation »), ce qui est contradictoire avec la description d'une économie de marché supposée décentralisée. Par ailleurs, le tâtonnement converge vers l'EG seulement si aucune transaction ne se déroule avant qu'il soit atteint ; pour surmonter cette limite, on a construit des modèles autorisant des échanges en déséquilibre (toujours avec « crieur »), mais des hypothèses très restrictives doivent alors être faites sur les comportements des agents. Il en est de même pour les « modèles de recherche » (*search models*), qui veulent éliminer la chambre de compensation. Au total, l'origine commune de toutes ces difficultés semble se situer dans une tentative de décrire le fonctionnement d'une économie de marché en dehors de toute présence de la monnaie.

3. L'INTÉGRATION DE LA MONNAIE

a) La question

En accord avec une longue tradition, la monnaie est ici considérée comme **neutre** : sa quantité en circulation n'a aucun effet sur les prix relatifs et quantités d'équilibre des marchandises. Néanmoins, pour être intégrée dans une microéconomie qui est fondamentalement une théorie du choix, il faut pouvoir expliquer pourquoi les agents choisissent d'échanger avec de la monnaie et de la détenir sous forme d'encaisses.

Une première réponse fut fournie par **Don Patinkin** (*Monnaie, intérêt et prix*, 1956) : si les revenus ne sont pas perçus en même temps (par exemple en fin de mois) que sont effectuées les dépenses (tous les jours), la monnaie permet de surmonter cette absence de synchronisation. Les agents détiennent alors des encaisses en proportion de leurs dépenses prévues et cet **effet d'encaisse réelle** permet d'expliquer l'obtention d'un équilibre monétaire.

b) Des coûts de transaction à la monnaie intergénérationnelle

Comme le fit cependant remarquer **Frank Hahn** en 1965, le traitement du temps adopté dans le monde parfait décrit par Arrow et Debreu remet en cause cette explication : si on peut acheter un contrat pour obtenir chaque bien à n'importe quelle date et dans n'importe quelle circonstance futures, il n'y a aucune raison de détenir de la monnaie. Pour que celle-ci existe, il faut donc des **imperfections**.

Deux solutions ont alors été imaginées, fondées sur des hypothèses en apparence réalistes. Dans la première, on suppose que l'utilisation de marchés à terme implique des coûts tels que, pour certaines marchandises, ces marchés n'existent pas ou sont délaissés par les agents qui préfèrent alors utiliser la monnaie. Dans la seconde, on suppose que coexistent plusieurs générations : par exemple, les « jeunes » travaillent et consomment, tandis que les « vieux » consomment aussi mais ne travaillent plus. Pour pouvoir acheter quand ils n'ont plus de revenu, les « vieux » utilisent alors la monnaie qu'ils ont mise de côté quand ils étaient « jeunes ».

c) Les limites de la théorie

Chacune de ces solutions appelle des critiques. L'hypothèse de coûts de transaction apparaît *ad hoc* dans une théorie de l'EG concurrentiel où chaque problème suscite la création d'un marché (et non d'une monnaie d'État). Quant aux modèles « à générations imbriquées », ils n'expliquent pas pourquoi les « jeunes » conservent de la monnaie (qui ne rapporte rien) plutôt que des actifs financiers portant intérêt. Au total, comme pour la « loi de l'offre et de la demande », les fondements micro-économiques de la théorie de la monnaie apparaissent fragiles.

Citations

- **L'existence d'un équilibre général**

« Adam Smith s'était demandé dans la *Richesse des nations* (1776) pourquoi un grand nombre d'agents motivés par leur propre intérêt et prenant des décisions indépendantes ne créaient pas un chaos social dans une économie de propriété privée. Smith lui-même avait acquis une compréhension profonde de la coordination impersonnelle de ces décisions par les marchés des marchandises. Cependant, seul un modèle mathématique pouvait prendre totalement en compte l'interdépendance des variables concernées. En construisant un tel modèle, Walras fonda la théorie de l'équilibre économique général. Walras et ses successeurs avaient conscience que sa théorie serait vide en l'absence d'un argument soutenant l'existence de son concept central. Mais, pendant plus d'un demi-siècle, cet argument n'allait pas au-delà du comptage des équations et des inconnues et de l'égalisation de leur nombre. » (Gérard Debreu, « Existence of General Equilibrium », in J. Eatwell, M. Milgate, P. Newman (eds.), *The New Palgrave : a Dictionary of Economics*, Londres, McMillan, 1987, vol. 2, pp. 216-219).

- **La stabilité de l'équilibre général**

« Si on conçoit une économie concurrentielle comme un système dynamique mû par les actions intéressées d'agents individuels, ce système a-t-il comme points de repos stables des équilibres concurrentiels ? Si oui, de tels équilibres sont-ils atteints suffisamment vite pour que le système puisse être étudié sans porter attention à son comportement en déséquilibre ? Les réponses à ces questions cruciales restent peu claires. » (Franklin M. Fisher, « Adjustment Processes and Stability », *ibid*, vol. 1, pp. 26-29).

- **L'intégration de la monnaie dans l'équilibre général**

« Le défi le plus important auquel est confronté le théoricien à propos de l'existence de la monnaie est celui-ci : la monnaie ne joue aucun rôle dans le modèle le plus développé de la théorie économique. Ce modèle est, bien entendu, la version par Arrow-Debreu de l'équilibre général walrasien. Un monde dans lequel on peut établir des contrats contingents à terme pour tous ses états futurs ne requiert ni ne veut une monnaie intrinsèquement sans valeur. Une première tâche, difficile pour le théoricien scrupuleux, est de trouver une construction alternative sans toutefois sacrifier la clarté et la cohérence logique qui sont les caractéristiques les plus saillantes de Arrow-Debreu. » (Frank H. Hahn, *Monnaie et Inflation*, 1981).

24 La « nouvelle microéconomie »

Point clef

Par différence avec la microéconomie néowalrasienne de concurrence parfaite en équilibre général, la « nouvelle microéconomie » concerne la concurrence imparfaite en équilibre partiel.

Si elle s'est beaucoup développée depuis les années 1970, elle a des précurseurs dans la théorie du duopole de Cournot (1838) et la théorie de la concurrence imparfaite de Robinson (1933).

Sous sa forme moderne, elle applique un même instrument – la théorie des jeux – à plusieurs types d'imperfections : le nombre limité d'agents, les barrières à l'entrée, la différenciation des produits, les asymétries de marché.

1. LES PRÉCURSEURS

a) Augustin Cournot (1801-1877)

Le Français Augustin Cournot publia en 1838 *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*, ouvrage qui en fait un précurseur de la théorie microéconomique moderne à un triple titre. D'abord, trente-six ans avant Walras, il fut le premier à formuler une théorie générale de l'économie en termes mathématiques. Ensuite, il développa une conception du marché (fondée sur l'unicité du prix de chaque marchandise) qui, à travers son influence sur Walras, est encore présente aujourd'hui dans la microéconomie néowalrasienne de l'équilibre général. Enfin – et c'est ce qui importe ici – **il est généralement considéré comme l'inventeur des théories du monopole, du duopole et de l'oligopole en équilibre partiel**, c'est-à-dire quand on raisonne marché par marché. À ce titre, il est un précurseur de la « nouvelle microéconomie ».

Cournot considère d'abord une situation de **monopole**, dans laquelle, pour des fonctions données de demande et de coût, le producteur unique établit le prix de son bien à un niveau qui maximise son profit. Puis il étend l'analyse au **duopole**, dans lequel deux producteurs se font concurrence. Dans ce cas, la courbe de demande au marché étant donnée, chaque firme fixe son niveau de production de façon à maximiser son profit, pour un niveau donné de production de l'autre firme. Ce système de deux équations simultanées détermine les productions d'équilibre des deux producteurs. Cournot généralise alors cette démonstration au cas de $n (> 2)$ producteurs, dont les productions d'équilibre sont aussi obtenues comme solutions d'un système d'équations simultanées.

Cette démarche de Cournot sera critiquée, en particulier par l'Anglais **Francis Edgeworth** (1845-1926), qui lui reproche son hypothèse d'uniformité du prix, jugée peu conforme au cas de la concurrence imparfaite. Edgeworth étudie le cas du monopole bilatéral, dans lequel deux agents s'échangent deux biens, la quantité totale de chacun d'eux étant donnée (économie d'échange pur). Il montre alors à l'aide de la « boîte d'Edgeworth » que l'équilibre peut s'établir en un point quelconque de la courbe de contrat, chaque point étant caractérisé par un prix différent. Bien que l'approche d'Edgeworth soit elle aussi susceptible de généralisation à un plus grand nombre d'agents, c'est celle de Cournot qui a été confirmée par les théoriciens modernes de l'oligopole, sur la base de la théorie des jeux (voir *infra*).

b) Joan Robinson (1903-1983)

Les critiques adressées dans les années 1920 à la théorie des marchés élaborée par Alfred Marshall (cf. fiche 22) laissaient ouvertes deux voies pour sauvegarder une analyse fondée sur la loi de l'offre et de la demande : soit abandonner l'hypothèse de concurrence parfaite au profit de celle de « concurrence imparfaite », soit abandonner la méthode de l'équilibre partiel au profit d'une reconnaissance explicite de l'interdépendance entre tous les marchés (cf. fiche 23). C'est la première voie que suivit une jeune élève de Keynes à Cambridge, l'Anglaise Joan Robinson, qui publia en 1933 *L'économie de la concurrence imparfaite*. Dans cet ouvrage (conçu avec Richard Kahn), elle définit rigoureusement les différentes situations de marché et développe pour les traiter une « boîte à outils analytique » organisée autour des courbes de coût marginal et de revenu marginal. Il s'agit moins d'une critique radicale de la théorie marshallienne que de sa généralisation à l'ensemble des situations de marché. Mais cet ouvrage fut sans suite : la théorie de la **concurrence imparfaite** s'épanouit bien plus tard dans un cadre d'analyse très différent, plus issu de Cournot que de Marshall.

2. THÉORIE DES JEUX ET IMPERFECTIONS DE MARCHÉ

a) Le nombre limité d'agents : la théorie de l'oligopole

Dans la lignée de Cournot, la théorie des jeux issue de *Theory of Games and Economic Behavior* (1944) par John von Neumann et Oskar Morgenstern, développa l'analyse de l'équilibre non coopératif applicable à un marché où un nombre limité d'agents se fait concurrence (oligopole). Dans un article d'une page en 1950, John Nash démontra que dans un jeu à n joueurs, il existe une combinaison de stratégies $S^* = (S_1^*, S_2^*, \dots, S_n^*)$, avec S_i^* la stratégie du i^e joueur, telle qu'aucun joueur ne puisse obtenir un gain plus élevé en utilisant une stratégie différente, les stratégies des $n - 1$ autres joueurs étant données. L'analyse dite du « dilemme du prisonnier » a ensuite montré que, sous certaines conditions, un jeu coopératif, dans lequel les joueurs peuvent s'entendre, connaît un équilibre supérieur (le gain étant plus élevé pour chaque joueur) à celui d'un jeu non coopératif ; mais il ne peut être atteint sans une contrainte imposée de l'extérieur du jeu.

b) Les barrières à l'entrée

Dans *Les barrières à la concurrence nouvelle* (1956), Joe Bain identifie et mesure les différents types de barrières empêchant l'entrée de nouveaux concurrents sur un marché, et étudie leurs effets en termes de prix et d'efficacité. La littérature ultérieure s'est concentrée, d'une part sur l'influence de la taille et de la durabilité du capital (plus l'investissement requis pour entrer sur un marché est lourd et immobilisé à long terme, moins il y aura de nouveaux entrants), et d'autre part sur les stratégies de prix utilisées par les firmes déjà en place pour se protéger. Dans certaines conditions, celles-ci peuvent décider de maintenir des prix bas de façon à rendre leur marché peu attractif. Dans ce cas, c'est le prix lui-même qui constitue une barrière à l'entrée et l'existence d'une **concurrence potentielle** (la menace d'entrée d'*outsiders*) peut être aussi efficace qu'une concurrence effective.

c) La différenciation des produits

Dans la voie ouverte par un article de Harold Hotelling en 1929 sur la sélection des produits et par l'ouvrage d'Edward Chamberlin, *Théorie de la concurrence monopolistique*, (1933), les analyses modernes de cette question modélisent les préférences

des consommateurs pour la variété des produits et les conséquences de la différenciation (en termes de biens ou de lieux de vente) sur les coûts de production des firmes. La conclusion principale est que les firmes sont toujours incitées à différencier leurs produits pour atténuer la concurrence sur les prix.

d) Les asymétries d'information

Deux notions sont devenues très populaires avec la « nouvelle microéconomie » : l'**anti-sélection** et l'**aléa moral**. La première est la conséquence d'une asymétrie d'information existant *avant* la conclusion d'un contrat. Elle trouve son origine dans un article de **George Akerlof** en 1970 sur le marché des voitures d'occasion. Il existe une asymétrie d'information sur la qualité d'une telle voiture entre, d'une part, le vendeur qui l'a conduite et entretenue et, d'autre part, l'acheteur qui en a seulement une vision superficielle. Si sur le marché coexistent des bonnes et des mauvaises voitures, l'acheteur potentiel incapable de les distinguer refusera de payer le prix exigé pour les bonnes voitures (de peur de se faire rouler) et leurs propriétaires se retireront du marché. Seules seront proposées à la vente les mauvaises voitures : au lieu d'être une procédure d'allocation optimale des ressources, comme l'enseigne la microéconomie classique, le marché suscite une anti-sélection. Au pire, le marché peut même complètement disparaître.

L'aléa moral est la conséquence d'une asymétrie d'information existant *après* la conclusion d'un contrat. Il a pour origine l'étude du marché de l'assurance : l'assureur ne peut savoir si l'assuré se comportera d'une façon prudente ou si, au contraire, le fait d'être assuré le conduit à prendre des risques que le contrat n'est pas destiné à couvrir. On retrouve ce type de phénomène dans de nombreuses situations : dans la relation de crédit (la banque ne peut connaître exactement le risque attaché à l'emprunteur), celle entre employeur et salarié (le premier ne peut observer exactement la productivité du second), celle entre actionnaires et dirigeants d'une entreprise (ces derniers pouvant cacher aux premiers ce qu'ils font réellement).

Les asymétries d'information peuvent être surmontées en intégrant dans les contrats des incitations à révéler l'information privée (ce qui permet à l'agent non informé de sélectionner le « bon » partenaire ou le « bon » produit) ou à se comporter de façon conforme (à ce qui est attendu par l'agent non informé). Cette **théorie des contrats** occupe ainsi une place prépondérante dans la « nouvelle microéconomie ».

Cette analyse microéconomique a aussi influencé la théorie macroéconomique néokeynésienne (*cf. fiche 33*), car elle a fourni un fondement rationnel aux **rigidités de prix** qui jouent un grand rôle dans cette théorie. Ainsi chez **Stiglitz et Weiss** (1981), l'impossibilité pour les banques de connaître précisément la qualité des emprunteurs les conduit à ne pas répercuter sur les taux d'intérêt débiteurs la hausse du coût d'obtention des liquidités auprès de la banque centrale (car cela susciterait de l'anti-sélection : seuls les mauvais clients continueraient à emprunter). Cette rigidité a une contrepartie : les banques réduisent le volume de leurs prêts. L'impact négatif d'une politique monétaire restrictive sur l'activité économique globale passe donc par un rationnement quantitatif du crédit et non par une hausse des taux d'intérêt bancaires.

3. RICHESSE ET LIMITES DE CETTE MICROÉCONOMIE

La variété des situations envisagées et la possibilité d'y appliquer les mêmes instruments tirés de la théorie des jeux ont fait de la « nouvelle microéconomie » un

champ d'analyse très actif. Outre l'étude des marchés, elle a aussi favorisé le développement de deux domaines connexes : l'étude des organisations et des institutions, chez des auteurs comme Oliver Williamson et Masanao Aoki (cf. fiche 36) et celle des procédures d'intervention publique, renouvelée par la théorie des incitations de Jean-Jacques Laffont et Jean Tirole.

En supposant que la firme est un « faiseur de prix » (*price-maker*), la « nouvelle microéconomie » rompt avec la microéconomie néowalrasienne où on suppose qu'elle subit le prix (*price-taker*). Mais elle ne supprime pas pour autant les difficultés soulevées par celle-ci (cf. fiche 23). En abandonnant comme objet d'analyse l'interdépendance des marchés pour leur fonctionnement en équilibre partiel et en se focalisant sur des imperfections particulières, elle renonce de fait à toute théorie générale et donc à ce qui était l'ambition des économistes depuis Adam Smith et Léon Walras : expliquer qu'un ordre social est compatible avec la poursuite par une multitude d'agents de leurs intérêts individuels. L'économiste y gagne probablement en expertise sur des questions concrètes, mais la science économique y perd en compréhension de la nature des sociétés marchandes.

Citations

- **Monopole et duopole chez Cournot**

« Pour rendre sensible la conception abstraite du monopole, nous imaginons une source et son propriétaire. Maintenant, imaginons deux propriétaires et deux sources, dont les qualités sont identiques, et qui, en raison de la similitude de leur position, alimentent concurremment le même marché. Dès lors le prix est nécessairement le même pour l'un et pour l'autre propriétaire [qui chacun de son côté cherchera à rendre [son] revenu le plus grand possible. Nous disons chacun de son côté, et cette restriction, comme on va le voir, est bien essentielle ; car s'ils s'entendaient pour obtenir chacun le plus grand revenu, les résultats seraient tout autres, et ne différeraient pas, pour les consommateurs, de ceux qu'on a obtenus en traitant du monopole. » (Augustin Cournot, *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*, 1838).

- **L'absence de théorie générale de la concurrence imparfaite**

« Nous n'avons pas besoin de soutenir qu'un modèle particulier d'oligopole décrit le comportement dans toutes les branches oligopolistiques, mais seulement qu'il éclaire le comportement dans certaines d'entre elles. » (Joseph E. Stiglitz, « Price Rigidities ans Market Structure », *American Economic Review*, vol. 74, n° 2, mai 1984, pp. 350-355).

25 Les écoles autrichienne et suédoise

Point clef

En contribuant à la naissance du marginalisme, Carl Menger fonda un courant « autrichien » marqué par une théorie subjective de la valeur, d'où Eugen von Böhm-Bawerk dérivait ensuite une théorie du capital dans laquelle le temps est l'élément central.

Cette théorie fut combinée par le Suédois Knut Wicksell avec une théorie du crédit fondée sur le rôle des banques dans la gestion de la monnaie pour donner une analyse des fluctuations du produit global et des variations du niveau général des prix.

1. L'ÉCOLE AUTRICHIENNE À LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

Le marginalisme (*cf. fiche 20*) est apparu au début des années 1870 de façon simultanée et indépendante chez trois auteurs : l'Autrichien Carl Menger, l'Anglais Stanley Jevons et le Français Léon Walras. Trois courants en sont issus, qui partagent une même théorie de la valeur fondée sur l'utilité marginale, mais qui se distinguent de façon significative sur la représentation du marché, le rôle de la monnaie et la conception du capital.

Carl Menger légua au courant « autrichien » une théorie de la valeur davantage fondée sur le comportement psychologique des agents que sur une mécanique des marchés et une théorie de la monnaie dans laquelle celle-ci émerge de la recherche par les individus d'un moyen de faciliter les échanges. Un autre auteur autrichien de la génération suivante, Eugen von Böhm-Bawerk, conçut une théorie du capital qui, bien que fondée sur la théorie marginaliste de la valeur (et dérivant ainsi la valeur du capital de celle des biens de consommation qu'il contribue à produire), se distingue radicalement de celle développée par son contemporain britannique, Alfred Marshall.

Alors que chez ce dernier le capital est un « facteur de production », dont l'analyse obéit aux mêmes principes que celle des autres facteurs tels que le travail ou la terre, Böhm-Bawerk ne retient comme « facteurs primaires » que la terre et le travail et considère le capital comme un « détour de production », c'est-à-dire une utilisation de ces facteurs primaires pendant un temps plus ou moins long au terme duquel sont obtenus les biens de consommation. Le **temps** devient ainsi l'élément central de cette théorie du capital, tant pour sa mesure (par la longueur du détour de production) que pour sa rémunération (par un intérêt qui est le prix du temps).

a) Carl Menger (1840-1921)

Docteur en droit, Carl Menger découvrit l'économie par le journalisme puis entra en 1871 au service de la couronne autrichienne. La même année, il publia les *Principes d'économie politique*, ce qui lui permit d'entamer une brillante carrière à l'université de Vienne. Son œuvre est dominée par une théorie de la valeur fondée sur l'utilité marginale et par des considérations méthodologiques faisant une part importante aux institutions.

Par sa théorie de la valeur, Menger est un des fondateurs du **marginalisme** (*cf. fiche 20*). Selon lui, un bien économique a de la valeur s'il remplit deux conditions : il satisfait un besoin reconnu par l'homme (en cela cette valeur est **subjective**) et sa quantité

disponible est limitée par rapport au besoin exprimé (en cela le bien est rare). Pourquoi un bien a-t-il plus de valeur qu'un autre ? En vertu d'une « loi psychologique fondamentale », deux éléments se conjuguent pour l'expliquer : d'une part le caractère plus ou moins prioritaire du besoin et d'autre part la quantité disponible du bien, puisque son utilité décroît au fur et à mesure que le besoin est satisfait. Pour chaque quantité consommée d'un bien donné, on peut donc déterminer son **utilité marginale** (l'utilité procurée par la consommation d'une unité supplémentaire du bien). La valeur d'échange de deux biens est le rapport de leurs utilités marginales.

Ainsi s'explique, selon Menger, le « paradoxe de l'eau et du diamant » utilisé par Adam Smith pour rejeter toute détermination de la valeur d'échange par la valeur d'usage : le besoin satisfait par le diamant est certes estimé moins prioritaire que celui satisfait par l'eau, mais, dans les conditions habituelles, l'eau est tellement plus abondante que sa valeur pour l'individu tombe bien au-dessous de celle du diamant. Si l'accent mis sur la subjectivité de l'individu a pour rôle de fonder la valeur des biens, le résultat analytiquement important de Menger n'est pas de relier celle-ci à un comportement psychologique particulier ; il est d'établir l'existence d'une relation entre les valeurs (et par là les valeurs d'échange) et les quantités disponibles des biens.

Dans un ouvrage publié en 1883, Menger lança la *Methodenstreit* (« **guerre des méthodes** ») avec la « jeune » école historique allemande (cf. fiche 36). Dans cet ouvrage, Menger développe sa conception des institutions. En prenant l'exemple de la monnaie, dont l'existence comme institution commune à tous les membres d'une société a pour origine la recherche par certains individus d'un moyen de faciliter les échanges entre eux, Menger distingue deux types de phénomènes sociaux : certains « résultent d'une *volonté commune* orientée vers leur établissement (accord, législation positive, etc.), tandis que d'autres sont le résultat non voulu d'efforts humains en vue d'atteindre des objectifs essentiellement *individuels* » (*Investigations dans la méthode des sciences sociales*, 1883, p. 133). Il y a ainsi deux types d'institutions : certaines ont une origine « pragmatique », en ce qu'elles sont mises en place de façon délibérée par des actions collectives visant à améliorer le bien commun ; d'autres ont une origine « organique », en ce qu'elles résultent de façon non intentionnelle d'actions visant le seul intérêt individuel. Dans le schéma général de l'histoire des sociétés, les institutions émergent de façon organique (non intentionnelle) avant d'être consolidées ou modifiées par la législation pragmatique. On retrouve chez Hayek cette distinction entre des « ordres artificiels », construits délibérément, et des « ordres spontanés », émergeant involontairement des interactions individuelles (cf. fiche 27).

b) Eugen von Böhm-Bawerk (1851-1914)

Haut fonctionnaire, professeur à l'université de Vienne, trois fois ministre des finances d'Autriche, **Eugen von Böhm-Bawerk** eut une influence considérable sur la formation de « l'école autrichienne ». Dans son ouvrage principal, *Capital et intérêt* (1884-1889), il développe la théorie atemporelle de la valeur de Menger en une théorie intertemporelle et il en déduit une théorie du capital qui est son principal apport à l'analyse économique. Le capital fixe y est réduit à du capital circulant *daté*, c'est-à-dire à des quantités de facteurs primaires (terre, travail) immobilisées pendant un temps plus ou moins long. L'accumulation du capital consiste alors pour l'entrepreneur à détourner les facteurs primaires de la production de biens de consommation vers celle de biens capitaux, en vue d'une production accrue de biens de consommation

dans le futur. Cette productivité du **détour de production** conduit l'entrepreneur à accepter de payer un intérêt sur les fonds qu'il emprunte.

L'exemple habituel est celui de l'individu isolé cherchant à étancher sa soif. Il peut puiser l'eau dans la rivière avec ses mains (travail appliqué à une ressource naturelle pour produire un bien de consommation). Il peut aussi consacrer du travail à la fabrication d'un seau (bien capital) ; pendant cette opération, il ne pourra boire à la rivière (abstinence), mais une fois ce détour de production achevé, la quantité d'eau obtenue sera plus grande. Un détour de production plus long (requérant plus de travail détourné de la satisfaction immédiate du besoin) consisterait en la fabrication d'une pompe, accroissant encore la quantité produite.

2. LE FONDATEUR DE L'ÉCOLE SUÉDOISE : KNUT WICKSELL (1851-1926)

Knut Wicksell eut une carrière atypique pour un économiste dont la renommée après la mort s'est principalement établie sur une œuvre théorique. Il ne devint professeur qu'à l'âge de 50 ans, après avoir vécu modestement de conférences publiques et d'articles de journaux. Réformateur social, défenseur d'une forme de socialisme de marché associée à un État providence, il contribua à la propagation des idées sociales et politiques qui donneraient plus tard naissance au « modèle suédois ». Dans *Valeur, capital et rente* (1893), il expose pour la première fois une théorie de la répartition des revenus fondée sur la productivité marginale. Dans *Les causes déterminantes de l'intérêt et des prix des biens* (1898), il introduit une théorie monétaire de l'équilibre global. Les thèses contenues dans ces deux ouvrages sont reprises et développées dans les deux volumes des *Leçons d'économie politique* (1901 et 1906).

Wicksell distingue d'une part le **taux d'intérêt naturel**, qui équilibre l'offre d'épargne et la demande d'investissement et est égal à la productivité marginale du capital nouveau, d'autre part le taux d'intérêt bancaire, auquel les banques font crédit aux entreprises. Du fait que, dans une économie moderne, les banques gèrent l'essentiel des moyens de paiement (les dépôts mobilisables par chèques ou par virements), les crédits accordés par le système bancaire lui reviennent sous forme de dépôts et le taux d'intérêt sur ces crédits est déterminé de façon unilatérale par les banques. En termes modernes, on dirait que l'offre de crédit bancaire est endogène : au taux d'intérêt paramétrique, toute la demande de crédit est satisfaite.

Si le taux d'intérêt bancaire se situe au-dessous du taux d'intérêt naturel, le prix des fonds d'emprunt est inférieur au taux de rendement de l'investissement et les entreprises sont incitées à investir. Conformément à la théorie autrichienne du capital, cela se traduit par un allongement du détour de production : des quantités de facteurs primaires (terre, travail) sont déplacées du secteur des biens de consommation vers celui des biens de production. En raison de la raréfaction de leur offre, les prix des biens de consommation augmentent : l'**inflation** apparaît. C'est pourquoi, selon Wicksell, la banque centrale doit alors élever le taux d'intérêt auquel elle refinance les banques. Un siècle après Wicksell, c'est encore cette règle de politique monétaire qu'appliquent toutes les banques centrales en cas d'inflation.

Cette théorie essentiellement dynamique (puisque reprenant de la théorie autrichienne le rôle du temps dans l'accumulation du capital) et monétaire (puisque soulignant le rôle des banques dans l'activité économique) fut à l'origine d'une « école suédoise » originale qui s'épanouit dans les années 1930 autour du thème de la croissance et des cycles (avec notamment Erik Lindahl, 1891-1960, et Bertil Ohlin,

1899-1979). Elle fut aussi reprise par deux auteurs autrichiens, Joseph Schumpeter et Friedrich Hayek (cf. fiches 26 et 27).

Citations

- **Le caractère subjectif de la valeur**

« Ainsi, la valeur n'est pas inhérente aux biens ; elle n'en est pas une propriété ; elle n'est pas une chose indépendante qui existe en soi. C'est un jugement que les sujets économiques portent sur l'importance des biens dont ils peuvent disposer pour maintenir leur vie et leur bien-être. Il en résulte que la valeur n'existe pas hors de la conscience des hommes. C'est donc une erreur de dire qu'un bien qui a de la valeur pour des sujets économiques est une "valeur" et les économistes ont tort de parler de "valeurs" comme d'objets réels indépendants et d'objectiver, de cette façon, la valeur. » (Carl Menger, *Grundzüge Der Volkswirtschaftslehre*, 1871).

- **L'accumulation du capital comme détour de production**

« L'accumulation du capital résulte de la décision, chez ceux qui épargnent, de s'abstenir de consommer une partie de leur revenu dans le futur immédiat. Leur demande de biens de consommation diminuant ou s'arrêtant, le travail et la terre qui auraient autrement été requis pour leur production sont libérés pour la création de capital fixe destiné à la production et la consommation futures, et ils sont employés à cette fin par les entrepreneurs grâce à l'argent mis à leur disposition par les épargnes. » (Knut Wicksell, *Lectures on Political Economy*, 1906).

- **Une règle monétaire contre l'inflation**

« Si les changements dans le taux des prêts [bancaires] interviennent simultanément et uniformément avec les changements correspondants dans le taux réel de l'intérêt, alors – en dehors de l'influence directe de la production d'or – aucun changement dans le niveau des prix des biens ne peut arriver, et encore moins un changement cumulatif à la hausse. » (Knut Wicksell, *Lectures on Political Economy*, 1906).

26 Joseph Schumpeter, penseur de la dynamique économique

Point clef

Auteur d'une *Histoire de l'analyse économique*, parue en 1954 et qui fait encore référence, Joseph Alois Schumpeter est surtout l'économiste de la dynamique économique, resté célèbre pour ses théories sur les fluctuations économiques, la destruction créatrice et l'innovation. Hétérodoxe au sein de la discipline économique, difficilement classable, son œuvre a recouvré son actualité à l'occasion des grandes transformations que connaissent depuis trente ans les économies développées.

1. SCHUMPETER, THÉORICIEN DES SCIENCES SOCIALES

a) Un penseur difficilement classable

Né en 1883 à Trest (Moravie), Joseph Alois Schumpeter entre en 1901 à la faculté de droit de Vienne, où il découvre l'économie en suivant les cours de Menger et Böhm-Bawerk. Devenu professeur à l'université de Czernowitz, il publie *Théorie de l'évolution économique* en 1912. Puis il enseigne à Graz, est brièvement ministre des finances du gouvernement socialiste d'Otto Bauer (1919-1920), avant de diriger pendant quatre ans une banque à Vienne. Il reprend alors sa carrière universitaire à Bonn qu'il quitte en 1932 en réaction à la montée du nazisme pour s'installer à Harvard aux États-Unis. Il publie en 1939 *Les cycles des affaires*, puis en 1942 *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Il meurt en 1950 ; son épouse éditera en 1954 sa monumentale *Histoire de l'analyse économique*.

Schumpeter se laisse difficilement classer dans une école. L'économiste qu'il admirait le plus était sans conteste Léon Walras (*cf. fiche 21*), dont le modèle d'équilibre général constituait à ses yeux la *magna carta* de la science économique, mais l'analyse que Schumpeter propose dépasse largement le cadre étroit de la théorie marginaliste et néoclassique (*cf. fiche 20*). S'il a partagé certaines conclusions avec Karl Marx (*cf. fiche 19*), sur l'analyse du capitalisme comme processus de transformation historique et sur l'avènement probable du socialisme, son analyse est restée très éloignée du marxisme et il ne s'est jamais revendiqué du socialisme. On en fait aussi l'inspirateur des théories institutionnalistes et évolutionnistes (*cf. fiches 35 et 36*). Finalement, il est logiquement le plus souvent répertorié dans le cercle des économistes demeurés « hétérodoxes ».

b) La modernité réaffirmée de la pensée de Schumpeter

La modernité de Schumpeter réside dans l'analyse du caractère dynamique du capitalisme et dans l'accent porté sur les interactions cruciales entre le fonctionnement des mécanismes purement économiques et les institutions qui l'encadrent, que ce soit l'institution monétaire, l'entreprise, les rapports de pouvoir entre les classes sociales ou le système politique. La réapparition des crises et des cycles économiques à partir des années 1970, l'avènement d'une « économie de la connaissance » fondée sur une nouvelle révolution technologique et la redécouverte théorique du caractère endogène de la croissance économique, l'arrivée aux limites des politiques keynésiennes et la valorisation réaffirmée de l'initiative individuelle et de la capacité d'innovation, le plaidoyer retrouvé en faveur d'une exigence de compétitivité

des entreprises et des économies sont autant d'éléments qui ont pu conduire à la résurgence de la pensée économique de Joseph Alois Schumpeter, un temps éclipsée par la suprématie des idées de Keynes (*cf. fiches 28 et 29*).

2. LA THÉORIE DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE (1911)

a) De l'économie stationnaire à l'évolution économique : le rôle de l'innovation

Schumpeter met en évidence le rôle déterminant de l'innovation dans l'impulsion du système économique. Il prend comme point de départ la modélisation d'une *économie stationnaire* nommée circuit économique dont les différents éléments structurels se reproduisent à l'identique. Il s'agit d'une représentation simplifiée de la vie économique et des relations qui se nouent entre les agents économiques. La logique de ce circuit économique est celle de l'équilibre général : les mouvements adaptatifs des prix assurent l'adéquation entre les différentes variables économiques et chaque facteur de production est rémunéré à son prix. Ce circuit économique est caractérisé par la libre concurrence, la propriété privée et la division du travail entre les agents.

Ces derniers, qui agissent en fonction de leur expérience passée, n'introduisent aucune rupture fondamentale dans leurs comportements et les relations économiques en place. Les méthodes de production et les pratiques de consommation restent stables et l'offre s'égalise à la demande par le jeu des prix, de sorte que l'allocation des ressources est efficiente. **Les comportements routiniers et les mécanismes adaptatifs conduisent à l'état stationnaire.**

Cette routine est brisée, selon Schumpeter, par l'entrepreneur et ses innovations. Conduite par l'entrepreneur, l'innovation, définie comme l'exécution de nouvelles combinaisons productives (innovation de procédé) ou l'apparition de nouveaux produits, transforme en effet les structures productives, crée de la nouveauté en perturbant les équilibres de marché, et modifie en profondeur l'économie et la société tout entière.

b) L'entrepreneur et le banquier

L'entrepreneur innovateur devient ainsi l'acteur central de l'économie capitaliste. Dans la conception de Schumpeter, l'entrepreneur, qu'il ne faut pas confondre avec le chef d'entreprise, simple administrateur gestionnaire, ou le rentier capitaliste, simple propriétaire des moyens de production, est un véritable aventurier qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus pour innover et entraîner les autres hommes à faire autre chose que ce que la raison, la crainte ou l'habitude leur dictent de faire. Il doit vaincre les résistances qui s'opposent à toute nouveauté risquant de remettre en cause le conformisme ambiant

L'entrepreneur est certes motivé par la réalisation de bénéfices générés par les risques pris et la réussite. Par ailleurs, ce profit est d'autant plus important et immédiat que l'entrepreneur est capable d'éliminer toute forme de concurrence directe et immédiate. **Schumpeter considère ainsi les monopoles nés de l'innovation comme nécessaires à la bonne marche du capitalisme.** Pourtant, ces situations de monopole ne durent pas. C'est le jeu de la concurrence qui les banalise en faisant de la bataille pour le surprofit le moteur du progrès économique, mais aussi le facteur explicatif des mouvements cycliques de l'économie.

À côté de l'entrepreneur, le banquier est une autre figure essentielle du schéma schumpétérien de la dynamique capitaliste. (*Théorie de la monnaie et de la banque*,

1970). Celle-ci s'appuie en effet logiquement sur la fonction typiquement capitaliste de la monnaie : le crédit, entendu comme la création d'un pouvoir d'achat nouveau. **C'est en effet en s'affranchissant de la contrainte préalable de l'épargne ou d'une richesse matérielle préexistante que l'innovation peut véritablement bouleverser l'état stationnaire** : les créances rendues ainsi disponibles pour l'entrepreneur innovateur le sont en contrepartie d'une promesse de richesses futures, celles qu'il réalisera lorsque l'innovation sera effective. Dans ce contexte, c'est la banque qui, en contrepartie des intérêts prélevés sur les profits de l'entrepreneur, supporte le risque financier de l'innovation et autorise son déclenchement. Finalement, le dynamisme mais aussi la pérennité du capitalisme, en l'occurrence la solidité du système financier et de l'institution monétaire, reposent sur le comportement adapté de ses acteurs clés que sont les banquiers.

3. LES CYCLES DES AFFAIRES (1939)

a) Rythmes économiques et rythmes technologiques

L'innovation n'est pas un processus continu : elle se produit par à-coups et apparaît toujours par « grappes » (car l'entrepreneur innovateur est rapidement imité) et presque toujours au creux de la vague dépressionniste, parce que la crise bouscule les positions acquises, rend possible l'exploration d'idées nouvelles et ouvre des opportunités. Au contraire, lors d'une période haute de « non-crise », l'ordre économique et social bloque les initiatives, ce qui freine le flux des innovations et prépare le terrain pour une phase de récession, puis de crise.

Par conséquent, **le décollage économique que l'innovation provoque se produit nécessairement sous une forme cyclique** et ces fluctuations, loin d'être pathologiques, constituent plutôt une réponse normale de l'économie à l'absorption de la nouveauté (au travers d'un processus de « destruction créatrice »).

Schumpeter propose ainsi une interprétation des rythmes économiques à la lumière des rythmes ou vagues technologiques : les innovations sont à l'origine de cycles économiques et, notamment, des cycles longs (appelés parfois cycles « de Kondratieff », en référence à l'économiste soviétique Nikolai Kondratieff qui les a mis en évidence).

b) Progrès technique et changement social

L'introduction du progrès technique a un effet sur les comportements et les habitudes des différents agents économiques. **L'entrepreneur innovateur entraîne de nombreux imitateurs, ce qui entraîne un changement radical de leur fonction de production** (réorganisation du travail). Les innovations qui se diffusent dans l'économie vont bouleverser les modes de consommation en répondant à des besoins non satisfaits, voire en en créant de nouveaux. Les marchés se trouvent ainsi modifiés. **Le progrès technique agit sur les structures de l'économie tout entière** : la combinaison des facteurs de production (travail et capital) se modifie car il y a remplacement des structures anciennes par des nouvelles structures et, donc, mobilité des moyens de production. L'impact sur la nature des qualifications et l'emploi, ainsi que sur leur répartition spatiale est considérable. Enfin, le progrès technique assure des positions dominantes et bouleverse l'état des rapports de force entre les pays au niveau international.

Citations

- **La figure de l'entrepreneur innovateur**

« La tâche de chef est très spéciale : celui qui peut la résoudre, n'a pas besoin d'être sous d'autres rapports ni intelligent, ni intéressant, ni cultivé, ni d'occuper en aucun sens une "situation élevée" ; il peut même sembler ridicule dans les positions sociales où son succès l'amène par la suite. Par son essence, mais aussi par son histoire (ce qui ne coïncide pas nécessairement) il est hors de son bureau typiquement un parvenu, il est sans tradition, aussi est-il souvent incertain, il s'adapte, anxieux, bref il est tout sauf un chef. Il est le révolutionnaire de l'économie – et le pionnier involontaire de la révolution sociale et politique. » (Joseph Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*, 1911).

- **La concurrence et la destruction créatrice**

« Ce processus de destruction créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme et toute entreprise doit, bon gré mal gré, s'y adapter. En général, le problème pris en considération est celui d'établir comment le capitalisme gère les structures existantes alors que le problème est celui de découvrir comment il crée, puis détruit ces structures. Du même coup est jetée par-dessus bord la conception traditionnelle de la concurrence. Dès que celle entre qualités et efforts de vente est admise dans l'enceinte sacrée de la théorie, la variable prix cesse d'occuper sa position dominante. Car, dans la réalité, c'est bien la concurrence inhérente à l'apparition d'un produit, d'une technique, etc., qui compte. C'est-à-dire la concurrence qui s'attaque, non seulement aux marges bénéficiaires, mais bien à l'existence même des firmes existantes. » (Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942).

- **Le cycle des affaires**

« Ce processus de mutation industrielle imprime l'élan fondamental qui donne leur ton général aux affaires : pendant que ces nouveautés sont mises en train, la dépense est facile et la prospérité est prédominante – nonobstant, bien entendu, les phases négatives des cycles plus courts superposés à la tendance fondamentale en hausse – mais, en même temps que ces réalisations s'achèvent et que leurs fruits se mettent à affluer, l'on assiste à l'élimination des éléments périmés de la structure économique et la "dépression" est prédominante. Ainsi se succèdent des périodes prolongées de gonflement et de dégonflement des prix, des taux d'intérêt, de l'emploi, et ainsi de suite, ces phénomènes constituant autant de pièces du mécanisme de rajeunissement récurrent de l'appareil de production. Or, ces révolutions se traduisent chaque fois par une avalanche de biens de consommation qui approfondit et élargit définitivement le courant du revenu réel, même si, initialement, elle provoque des troubles, des pertes et du chômage. » (Joseph Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*, 1911).

27 Économie et société chez Hayek et Schumpeter

Point clef

Hayek et Schumpeter ont en commun d'avoir combiné l'analyse économique et les autres sciences sociales pour critiquer l'évolution du capitalisme.

Chez Hayek, la menace principale réside dans le rôle croissant de l'État, à cause de l'interventionnisme keynésien à l'Ouest et du socialisme à l'Est. Il plaide ainsi en faveur d'un renouveau du libéralisme.

Chez Schumpeter, l'avènement de la grande entreprise et la bureaucratisation de la vie sociale cassent les facteurs de dynamisme que sont l'entrepreneur et l'innovation. Même s'il y est hostile, il considère que le socialisme sera l'issue fatale de ce processus.

1. HAYEK ET LE LIBÉRALISME

a) Sa vie, son œuvre, son influence

Né en 1899 à Vienne, Hayek fut influencé dans les années 1920 par les idées de Menger (cf. fiche 25) et de von Mises. Invité par Lionel Robbins à Londres en 1931, il y publie la même année *Prix et production* et s'implique dans une controverse avec Keynes. Il reste jusqu'en 1949 professeur à la London School of Economics et abandonne progressivement la théorie économique pure pour se consacrer à la théorie de la connaissance et à la philosophie politique. Dans l'ouvrage *La route de la servitude* (1944), il marque son engagement en faveur du libéralisme et contre le socialisme, symbolisé par la création de la Société du Mont-Pèlerin (1947) qu'il présidera jusqu'en 1960. À partir de 1950, Hayek est professeur de sciences sociales et morales à l'université de Chicago, qu'il quitte en 1962 pour celle de Fribourg (Allemagne). Il reçoit en 1974 le prix Nobel d'économie, publie de 1973 à 1979 les trois volumes de *Droit, législation et liberté* et devient le maître à penser du néolibéralisme. Il meurt en 1992.

Dominé pendant la plus grande partie de sa vie par la figure de Keynes, aux plans de l'analyse économique comme de l'influence politique, Hayek n'a eu de cesse de lutter contre deux formes de perversion sociale selon lui étroitement liées : l'interventionnisme keynésien et le socialisme. Son œuvre et son action visent ainsi à défendre et à reconstruire le libéralisme.

b) L'analyse économique : prix, capital et monnaie

Le thème central développé par Hayek dans son ouvrage économique principal, *Prix et production* (1931), est la relation entre prix, capital et monnaie. Il rejette le concept de niveau général des prix et donc de valeur de la monnaie, reprend l'analyse du capital comme « détournement de production » élaborée par Böhm-Bawerk et radicalise Wicksell (cf. fiche 25) en soutenant que la raison pour laquelle la différence entre les taux d'intérêt naturel et bancaire est source de déséquilibre tient moins aux fluctuations de l'activité économique réelle qu'au comportement perturbateur des banques. Pour Hayek, la monnaie ne peut rester neutre à l'égard de l'accumulation du capital que si sa quantité en circulation est maintenue constante quoi qu'il arrive, de façon à garantir en permanence l'égalité entre l'épargne et l'investissement,

évitant ainsi les fluctuations cycliques. Ainsi « neutralisé » (puisqu'il est réduit au simple rôle d'intermédiaire financier entre les épargnants et les investisseurs), le système bancaire cesse d'être une cause de déséquilibre.

S'étant livré à une violente attaque du *Treatise on Money* de Keynes (cf. fiche 29), où celui-ci défendait la possibilité de rétablir l'équilibre monétaire global grâce au maniement du taux d'intérêt bancaire, Hayek s'attira une sèche réplique (Keynes qualifia son ouvrage d'« effroyable embrouillamini ») et surtout une critique radicale de la part de Piero Sraffa (cf. fiche 15). Il abandonna alors le terrain de la théorie monétaire pour n'y revenir qu'en 1976 avec sa proposition de « **dénationalisation de la monnaie** », c'est-à-dire le remplacement des banques centrales par des banques d'émission privées se faisant concurrence. Il s'agit ainsi d'appliquer à la monnaie elle-même les principes du libéralisme.

c) De la théorie de la connaissance au libéralisme

Critiquant toute tentative d'améliorer le fonctionnement de l'économie à l'aide d'institutions centralisées (État ou banque centrale), Hayek privilégie le rôle de la connaissance et de l'apprentissage dans la coordination des individus opérée par le marché. À l'« ordre artificiel » de la société, dans lequel des détenteurs de l'autorité planifient les rapports humains dans un but donné, Hayek oppose l'« **ordre spontané** », issu d'interactions libres entre des individus utilisant leurs connaissances nécessairement limitées pour atteindre des objectifs qui leur sont propres. Hayek s'inscrit ainsi dans une tradition illustrée par la métaphore de la « main invisible » chez Adam Smith (cf. fiches 11 et 13), mais il en donne une version beaucoup plus radicale : l'existence de cet « ordre spontané » requiert seulement l'observation de « règles de juste conduite » (d'où l'importance du droit) et surtout la liberté individuelle entendue comme la réduction au minimum de toute forme de coercition.

2. SCHUMPETER ET LA FIN DU CAPITALISME

a) De l'efficacité à la routine

Dans *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942), Schumpeter développe une analyse de la dynamique historique du capitalisme qui articule logique économique et éléments institutionnels (pour l'analyse économique de Schumpeter cf. fiche 26). L'aboutissement de la tension entre ces deux dimensions n'est autre que le déclin du capitalisme et son basculement vers le socialisme : **Schumpeter semble ainsi rejoindre la conclusion de Karl Marx sur l'inévitabilité de l'effondrement du capitalisme. Mais il pense qu'il sera remplacé par le socialisme pour des raisons non-marxistes.** S'il reprend de Marx l'idée d'une logique autodestructrice du capitalisme, il s'en distingue sur deux points. D'une part, il affirme que ce n'est pas en raison de la dynamique de son seul système économique que le capitalisme est amené à s'effondrer, mais en raison de l'incompatibilité grandissante entre le fonctionnement de son économie et la civilisation qu'il engendre. D'autre part, là où Marx voit dans l'avènement du socialisme une issue, non seulement logique, mais souhaitable, Schumpeter ne cache pas son aversion pour le modèle socialiste et regrette une évolution qu'il juge pourtant inéluctable.

Pour Schumpeter, l'économie capitaliste, au fur et à mesure de son développement, gagne en efficacité. Cette efficacité est nourrie par l'émergence de la grande entreprise (gérée par des chefs d'entreprises, simples administrateurs, et appartenant à des rentiers capitalistes, véritables propriétaires des entreprises) et du phénomène

bureaucratique, ainsi que par un processus corollaire de rationalisation des esprits et des comportements. Dans ce cadre, **l'innovation**, qui fait l'objet d'une organisation rationnelle et systématique, devient plus mécanique, routinière. D'un côté cette rationalisation accroît l'efficacité de l'innovation et réduit le risque ; en même temps, elle contribue à dénaturer la fonction de l'entrepreneur et l'esprit même de l'innovation. Par ailleurs, l'extension de la pensée rationnelle donne naissance à une civilisation qui entre en contradiction avec les valeurs et les attitudes typiques de l'économie capitaliste. D'une part, la rationalisation des esprits produit une société contestataire qui questionne la légitimité du modèle capitaliste. D'autre part, l'idéal démocratique impose progressivement dans les esprits les vertus de l'égalitarisme, de service public et le refus de la différenciation économique et sociale, qui constitue pourtant une motivation majeure de l'action économique.

Finalement, parce que le capitalisme consiste en un processus de **destruction créatrice** dont il est difficile d'asseoir la légitimité auprès de ceux qui en sont les victimes, parce que la tolérance de la société aux inégalités se réduit et parce que l'esprit d'entreprise disparaît d'une économie qui se bureaucratise et se rationalise, les institutions du capitalisme sont condamnées à disparaître.

b) Une théorie de la démocratie

Elle consiste chez Schumpeter en une application à la vie politique des idées qu'il développe dans le domaine économique. Ainsi, il présente la démocratie comme un simple système institutionnel dans lequel les décisions politiques sont le résultat d'une lutte concurrentielle portant sur le vote des électeurs : comme l'entrepreneur, le politicien est un innovateur qui cherche à créer un nouveau marché et à instaurer des monopoles temporaires. **Le régime démocratique n'est donc pas au service de la volonté générale et du bien commun : il est un espace de manipulation de l'opinion publique par des professionnels de la politique qui ne portent que leurs seuls intérêts.** Cette vision de Schumpeter est à l'origine d'un nouveau champ d'analyse en économie, aujourd'hui important, que représente l'école du *Public Choice* (le texte fondateur de ce courant est *Le calcul du consentement* publié en 1962 par James M. Buchanan et Gordon Tullock).

C'est précisément parce qu'elle est décrite de la sorte que la démocratie apparaît pour Schumpeter comme pouvant aggraver l'affaiblissement de la légitimité des institutions du capitalisme. Elle va en effet se constituer en caisse de résonance des critiques rationalistes du système, les hommes politiques exploitant cette critique et se faisant, pour des raisons électoralistes, les porte-parole des perdants du capitalisme. Il va en résulter notamment une demande d'intervention croissante de l'État : Schumpeter souligne ainsi la facilité avec laquelle les hommes politiques d'après-guerre ont approuvé les recommandations de la théorie keynésienne. Or, **alors que Keynes voit dans l'intervention croissante de l'État et dans la socialisation de l'investissement une solution au chômage et un remède aux défauts inhérents au capitalisme, Schumpeter y voit au contraire le résultat d'une attitude collective incompatible avec la pérennité du système.**

Citations

- **La neutralité de la monnaie selon Hayek**

« Le problème n'est jamais d'expliquer une "valeur absolue" de la monnaie mais seulement de savoir comment et quand la monnaie influe sur les valeurs relatives des biens et à quelles conditions elle n'affecte pas ces valeurs relatives ou, pour reprendre une expression heureuse de Wicksell, quand la monnaie est neutre par rapport aux biens. Ce n'est pas une monnaie stable en valeur mais une monnaie neutre qui doit être le point de départ de l'analyse théorique des influences de la monnaie sur la production. » (Friedrich Hayek, *Prix et production*, 1931).

- **Le libéralisme de Hayek**

« Nous devrions en savoir assez long pour éviter de détruire notre civilisation en étouffant le processus spontané de l'interaction des individus, en chargeant une quelconque autorité de la diriger. Mais pour ne pas tomber dans cette faute, nous devons rejeter l'illusion d'être capables de délibérément "créer l'avenir de l'humanité" » (Friedrich Hayek, *Droit, législation et liberté*, vol. 3 : « L'ordre politique d'un peuple libre », 1979).

- **L'avenir du capitalisme selon Schumpeter**

« Le capitalisme, s'il reste stable économiquement, et même s'il gagne encore en stabilité, crée, en rationalisant l'esprit humain, une mentalité et un style de vie incompatibles avec ses propres conditions fondamentales, avec ses motivations profondes et les institutions sociales nécessaires à sa survie. Il sera transformé, non par la nécessité économique et au prix même, selon toute probabilité, de quelques sacrifices en terme de prospérité et de bien-être, en une entité différente que l'on pourra ou non baptiser socialisme selon que l'on en éprouve le goût et l'on accepte ce vocabulaire. » (Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942).

28 Le keynésianisme : présentation d'ensemble

Point clef

Le keynésianisme est une doctrine économique dérivée des idées de John Maynard Keynes concernant la formation du revenu national et l'intervention macroéconomique de l'État.

Il s'agira dans cette fiche de présenter le keynésianisme « standard » comme une volonté d'opérer une synthèse entre macroéconomie classique et macroéconomie de Keynes, en leur fournissant comme fondement commun la microéconomie de l'équilibre général walrasien, et d'éclairer la constitution du « keynésianisme » comme nouveau paradigme dominant au cours des « Trente Glorieuses » (1945-1975).

1. LE CONTEXTE HISTORIQUE ET INTELLECTUEL

a) L'impossible stabilité économique et la crise de 1929

La période de l'entre-deux-guerres mondiales est principalement marquée par la grande dépression économique, qui se déclenche dès 1919 au Royaume-Uni, avant de se répandre, au lendemain du krach financier de 1929, aux États-Unis, puis dans le monde entier. **Cette dépression est une énigme, et même une anomalie, pour un paradigme néoclassique en place qui croit dans la régularité du cycle économique et le caractère nécessaire mais passager des crises économiques.** Le chômage de masse durable et en augmentation qui accompagne cette dépression économique, dans un contexte où les marchés du travail restent les marchés très libres et dérégulés propres au capitalisme concurrentiel, est lui aussi une véritable anomalie dont l'irrésolution déclenche une nouvelle phase de « révolution » scientifique, particulièrement prolifique.

b) Les années 1920 et 1930 : des années de « haute théorie »

La période de l'entre-deux-guerres est, sur le plan théorique, extrêmement prolifique, et la plupart des contenus de la théorie économique moderne sont imaginés à cette époque. Le « triangle » Cambridge-Oxford-Londres est en particulier le cœur de ce « bouillonnement » intellectuel.

C'est à Cambridge, en effet, que la « révolution macroéconomique » initiée par Keynes prendra forme, parallèlement aux écrits de l'économiste polonais Michal Kalecki (1899-1970), aux travaux menés à Stockholm sous l'influence de Knut Wicksell (1851-1926) et par l'école suédoise, Erik Lindahl (1891-1960), Bertil Ohlin (1899-1979) et Gunnar Myrdal (1898-1987). Mais on trouve à Cambridge à la même période des tentatives de renouveau de l'orthodoxie marshallienne au travers du développement, par Arthur Cecil Pigou (1877-1959), de ce qu'il est convenu de nommer « l'économie du bien-être », l'économie publique et l'analyse des défaillances de marché.

C'est aussi à Cambridge que se développent, sur la base d'une critique de la théorie marginaliste de la valeur menée par l'économiste italien Piero Sraffa (cf. fiche 15), à la fois une tentative de renouveau de la vision ricardienne (par Sraffa lui-même) et le développement des premières analyses systématiques de la concurrence imparfaite, notamment par l'intermédiaire de Joan Robinson (1903-1983), une proche de Keynes qui deviendra dans les années 1950 l'une des principales figures de la

théorie post-keynésienne (cf. fiche 30). Elle développe dans *The Economics of Imperfect Competition* (1933), et parallèlement à l'économiste américain Edward Chamberlin (1899-1967) dans *The Theory of Monopolistic Competition* (1933), une analyse des différentes formes de marché et de concurrence, renouant ainsi avec la démarche d'économistes précurseurs ou pionniers du marginalisme, tel Antoine-Augustin Cournot (1801-1877).

Dans le même temps, à Oxford, John Hicks (1904-1989, prix Nobel 1972) affiche sa volonté de diffuser et populariser la théorie de l'équilibre général de Léon Walras (*Value and Capital*, 1939), en même temps qu'il joue un rôle essentiel dans la diffusion de la théorie keynésienne en s'efforçant de réaliser une synthèse entre révolution keynésienne et théorie de l'équilibre général.

À Londres, enfin, le plaidoyer en faveur de la redécouverte d'une vision « autrichienne » du marginalisme (cf. fiches 20 et 25) est assuré par la présence à la London School of Economics de Friedrich von Hayek (1899-1992, prix Nobel 1974, cf. fiche 27).

On pourrait aussi citer, dans la même période de l'entre-deux-guerres, l'apparition des « nouvelles théories du commerce international » (modèle Hecksher-Ohlin) ou encore des nouvelles théories de la firme sous l'impulsion de Ronald Coase (né en 1910, prix Nobel 1991), fondateur de « l'économie des coûts de transaction » (*The Nature of the Firm*, 1933) qui donnera naissance à la nouvelle économie institutionnelle (cf. fiche 36).

2. LA « RÉVOLUTION KEYNÉSIEUNE » ET SON INTERPRÉTATION

a) De Keynes...

La publication en 1936 par John Maynard Keynes de la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (cf. fiche 29) déclencha la « révolution keynésienne » dans le domaine de la macroéconomie (que Keynes contribue à identifier comme domaine spécifique de la connaissance économique), de même que les œuvres de Carl Menger, Stanley Jevons et Léon Walras avaient déclenché, en microéconomie, la « révolution marginaliste » au début des années 1870 (cf. fiche 20). Pour aussi importants que soient ces deux tournants dans l'histoire de la pensée économique, ils présentent deux différences substantielles.

D'une part, la « révolution keynésienne » ne propose pas seulement un nouveau cadre analytique, mais dérive de celui-ci la nécessité d'une intervention de l'État pour assurer le plein emploi ; elle implique donc une politique de régulation globale. D'autre part, cette nouvelle approche est fondée sur une critique du marginalisme, non seulement au niveau des conclusions (elle rejette l'idée qu'une économie de marché est capable d'établir spontanément le plein emploi), mais aussi au niveau des prémisses analytiques (le rôle des ajustements par les prix est négligé au profit des variations du revenu global).

Sur ces deux points, la position de Keynes lui-même était ambivalente. Soulignant que le niveau trop élevé du taux d'intérêt, en décourageant l'investissement, est responsable du chômage massif, il était cependant sceptique sur la possibilité de l'abaisser par une politique monétaire expansionniste. Démontrant que l'analyse marginaliste ne s'applique pas à une situation d'équilibre de sous-emploi, il admet cependant qu'elle décrit correctement la façon dont le marché alloue les ressources en situation de plein emploi.

b) ... au keynésianisme

La formalisation du modèle keynésien par **John Hicks** dès 1937 (sous la forme du fameux « modèle IS-LM ») a exploité cette ambivalence en engageant la « révolution keynésienne » dans la voie d'une récupération compatible avec l'approche traditionnelle.

La non remise en cause explicite de la microéconomie marginaliste par Keynes, qui concentre ses attaques sur la macroéconomie « classique », héritée des fondateurs de la discipline et s'organisant autour du postulat de la loi de Say, et de son corollaire la neutralité de la monnaie (cf. fiche 12), autorise Hicks dans son article séminal « M. Keynes and the Classics : a Suggested Interpretation », publié en 1937, à affirmer que Keynes n'a pas, en fait, révolutionné la science économique : il n'aurait fait que souligner, comme Walras soixante ans auparavant, la nécessité de prendre en compte toutes les interdépendances de marché et de raisonner en équilibre général.

Les seules différences introduites par Keynes, et qui n'auraient alors rien d'une révolution analytique, seraient :

- de raisonner à partir d'une vision agrégée (prenant en compte quelques macro-marchés) plutôt que de mener l'étude d'un équilibre général de n micromarchés comme le fait Walras. La macroéconomie n'est donc pas un domaine spécifique de l'analyse économique au sens où elle serait irréductible à un raisonnement microéconomique ; elle est une simple méthode visant à simplifier le raisonnement (la prise en compte des interdépendances de marché) et son exposition ;
- de mettre l'accent sur des problèmes de court terme, là où les classiques avaient tendance à raisonner sur le seul long terme.

Sur ces deux points, Hicks donne raison à Keynes et se définira dès lors lui-même comme « keynésien », mais en réduisant le caractère « hétérodoxe » de l'œuvre de Keynes et en souhaitant en faire un complément de la théorie néoclassique standard. C'est le sens de la « synthèse » classico-keynésienne qu'il impulse. En effet, **selon Hicks, il est envisageable de réaliser une synthèse entre macroéconomie classique et macroéconomie keynésienne** : la première est vraie dans le long terme (comme une perspective) ; la seconde est vraie à court terme. **Franco Modigliani** (1918-2003, prix Nobel 1985) et **Paul Samuelson** (né en 1915, prix Nobel 1970) vont ensuite, selon cette ligne, compléter ce modèle « keynésien ».

3. APOGÉE ET DÉCLIN DU « KEYNÉSIANISME »

a) Du « keynésianisme de la dépression » au « keynésianisme de la prospérité »

Au plan de l'analyse, dans le keynésianisme de la synthèse qui s'impose au lendemain de la Seconde Guerre mondiale comme la nouvelle orthodoxie, l'équilibre de sous-emploi est vu comme une situation de court terme, due à une rigidité à la baisse du taux d'intérêt et surtout du taux de salaire ; dans le long terme, le plein emploi s'établit grâce aux ajustements de prix sur les marchés.

La macroéconomie classique s'intéresse aux structures fondamentales de l'économie, tandis que la macroéconomie keynésienne s'intéresse à la gestion de la conjoncture (et à la nécessité d'intervenir rapidement pour l'empêcher de s'effondrer).

Au plan de la politique économique, les politiques économiques keynésiennes sont donc des *politiques macroéconomiques* visant à soutenir la *conjoncture* économique en levant les contraintes de *demande* pesant à *court terme* sur la croissance économique. **Le message keynésien se réduit alors au choix de la combinaison appropriée**

des politiques monétaire et budgétaire (le *policy-mix*), de manière en particulier à arbitrer entre les deux maux qui, en situation de prospérité retrouvée, sont présentés comme alternatifs : le chômage et l'inflation (arbitrage dont les conditions sont révélées par la fameuse courbe de Phillips, du nom de l'économiste néo-zélandais **Alban Phillips** qui a contribué à mettre en évidence cette régularité statistique).

Les politiques économiques classiques, elles, sont au contraire des *politiques microéconomiques* visant à jouer sur les *structures* fondamentales de l'économie (incitations et comportements microéconomiques et fonctionnement des marchés) de manière à lever les contraintes d'*offre* qui, à *long terme*, peuvent hypothéquer l'élévation de la croissance et du niveau de vie. La loi de Say n'est donc pas invalidée, comme le revendiquait Keynes : sa validité est circonscrite au long terme. Seules des rigidités peuvent expliquer qu'elle ne s'applique pas à court terme.

Cette *synthèse* a dominé la science économique jusqu'à la fin des années 1960.

b) La fin d'une hégémonie

La systématisation d'une telle position ambivalente a cependant suscité des ambiguïtés, qui ont été exploitées par les opposants au keynésianisme. L'école de Chicago, derrière **Milton Friedman** (1912-2006, prix Nobel 1976), a progressivement imposé le monétarisme qui prône la neutralité des autorités monétaires (*cf. fiche 31*). Plus généralement, le retour du libéralisme, qui condamne les interventions économiques de l'État, a éclipsé progressivement le keynésianisme, avec les attaques menées par **Friedrich von Hayek** et **Robert Lucas** (né en 1937 ; prix Nobel 1995, *cf. fiche 32*). En réaction contre ce retour à l'orthodoxie, les néokeynésiens (*cf. fiche 26*), avec **Robert Clower**, ont plaidé pour le retour à un Keynes dégagé de son héritage « keynésien » (*cf. fiche 33*) et les post-keynésiens (*cf. fiche 30*), tels **Hyman Minsky**, ont réhabilité l'intuition initiale oubliée par le keynésianisme : l'instabilité fondamentale d'une économie de marché.

Citation

« Pendant un siècle ou plus l'Économie Politique a été dominée en Angleterre par une conception orthodoxe. Ce n'est pas à dire qu'une doctrine immuable ait prévalu, bien au contraire ; la doctrine a évolué progressivement. Mais ses postulats, son esprit, sa méthode sont restés étonnamment les mêmes et une remarquable continuité se distingue à travers les changements. C'est dans cette orthodoxie en constante évolution que nous avons été élevés. Nous l'avons étudiée, enseignée, commentée dans nos écrits et sans doute les observateurs superficiels nous rangent-ils encore parmi ses adeptes. Les futurs historiens des doctrines considéreront que le présent ouvrage procède essentiellement de la même - tradition. Mais nous-mêmes, en écrivant ce livre et un autre ouvrage récent qui l'a préparé, nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie, que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquerrions une liberté. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, préface à l'édition française, Payot, 1966).

Point clef

La cohérence logique de la *Théorie Générale* peut se résumer en trois propositions qui fondent une macroéconomie originale : a) le niveau de l'emploi n'est pas déterminé par l'équilibre sur le marché du travail, mais par les anticipations des entreprises sur le niveau de la demande globale ; b) la demande globale peut être insuffisante pour susciter un produit global assurant le plein emploi et cette déficience résulte principalement de la faiblesse des investissements des entreprises ; c) la monnaie joue un rôle central dans l'existence de l'équilibre de sous-emploi, à travers la façon dont est satisfaite la préférence pour la liquidité.

Ces trois propositions contredisent les explications « classiques » du chômage par l'insuffisante flexibilité des salaires, du niveau d'activité globale par les caractéristiques de l'offre et de la neutralité de la monnaie. Elles font de la *Théorie générale*, de ce point de vue, un ouvrage fondamentalement hétérodoxe.

1. JOHN MAYNARD KEYNES

John Maynard Keynes (1883-1946), est né à Cambridge. Fils d'un économiste respecté, John Neville Keynes, professeur à l'université de Cambridge, et d'une édile de cette ville, John Maynard Keynes est généralement considéré comme le plus grand économiste du XX^e siècle. Il fut aussi un intellectuel éclectique et un homme d'influence si on en juge par les multiples activités qu'il mena souvent simultanément : universitaire, conseiller ou représentant du gouvernement, président d'une compagnie d'assurance, éditeur de revue, spéculateur, amateur d'art et collectionneur de livres anciens, écrivain (il fut lié au cercle littéraire d'avant-garde du Bloomsbury Group, auquel participait également Virginia Woolf).

John Maynard Keynes commença son cursus à Cambridge par les mathématiques (il rédigea un traité de probabilités), avant d'étudier l'économie avec Alfred Marshall et Arthur Pigou. Il rejoignit le Trésor anglais pendant la guerre et y réussit si bien qu'il le représenta lors des négociations du traité de Versailles. Opposé aux conditions économiques draconiennes faites aux vaincus, il démissionna avec fracas et devint mondialement célèbre en publiant *Les conséquences économiques de la paix* (1919), où il critiquait violemment le Traité.

Pendant les années 1920, il multiplia les prises de position sur les problèmes monétaires internationaux (*La réforme monétaire*, 1923) et synthétisa ses analyses théoriques et appliquées dans *A Treatise on Money* (1930). Entouré d'un groupe de jeunes économistes intitulé le Cambridge Circus (entre autres, Richard Kahn, Piero Sraffa, Joan Robinson), il élaborait le cadre d'analyse permettant de comprendre la situation créée par la crise de 1929 ; la responsabilité intellectuelle de celle-ci incombait selon lui aux idées héritées de l'orthodoxie marginaliste et seule l'attaque de cette « citadelle » permettrait d'en sortir. Il publia ainsi en 1936 la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

Le keynésianisme (cf. fiche 28) se constitua un peu en dehors de lui et il se consacra à nouveau pendant la Seconde Guerre mondiale aux problèmes monétaires internationaux. Il élaborait un plan visant à l'instauration d'un système monétaire

international conjuguant la stabilité des changes et l'approvisionnement en liquidités. Il le défendit au nom du gouvernement britannique à la conférence de Bretton-Woods en 1944, contre le « plan White » présenté par les États-Unis. S'il n'eut pas gain de cause, il fut cependant l'un des architectes de la création du FMI et de la BIRD.

2. LA THÉORIE GÉNÉRALE DE L'EMPLOI, DE L'INTÉRÊT ET DE LA MONNAIE

a) Une théorie générale de l'emploi (la remise en cause de la loi de Say)

La vision néoclassique, héritée de la révolution marginaliste et reprise à l'époque où écrit Keynes par son condisciple Arthur Cecil Pigou, pense que la détermination de l'emploi résulte de la confrontation sur un *marché du travail* d'une offre et d'une demande de travail, équilibrées par les variations du salaire. Dans une telle représentation, il ne peut exister du chômage que si une des conditions de la concurrence pure et parfaite est violée ; et il ne peut y avoir du *chômage involontaire* qu'en raison de l'existence d'un blocage du processus d'ajustement des salaires, en l'occurrence si une rigidité des salaires à la baisse les empêche de s'ajuster alors même que l'offre de travail est supérieure à la demande de travail au taux de salaire en vigueur.

La critique de cette analyse constitue le point de départ de la *Théorie générale*. L'argumentaire classique repris par Pigou est en effet manifestement contraire aux « faits stylisés » des années trente, période au cours de laquelle le chômage augmente en dépit d'une déflation salariale. **Il faut donc, selon Keynes, changer de diagnostic et « penser » le chômage involontaire en l'absence de toute hypothèse sur la rigidité des salaires.**

Il s'agit donc de fonder une théorie de ce qu'il appelle le « chômage involontaire *au sens strict* » : si, en effet, le chômage est dû à une forme ou une autre de rigidité des salaires, c'est qu'il n'est pas strictement involontaire puisqu'il résulte d'une manière ou d'une autre du refus de la main-d'œuvre d'accepter les baisses de salaire que la situation du marché du travail semble exiger. **Élaborer une telle théorie de l'emploi exige alors, démontre Keynes, de remettre en cause le postulat de la loi de Say :** c'est en effet à la condition que les firmes soient contraintes sur leurs débouchés (par la demande qui s'adresse à elles) qu'elles peuvent être conduites à ne pas augmenter l'emploi, alors même que les salaires baissent.

Il faut donc admettre que, dans le cas général, la loi de Say n'est pas vérifiée et que le niveau de l'emploi est déterminé par les seules firmes en fonction des anticipations qu'elles font des débouchés : **c'est le principe de la demande effective.**

b) ... De l'intérêt et de la monnaie (la remise en cause de la neutralité de la monnaie)

Pour pouvoir augmenter l'emploi, il faut donc assurer des débouchés aux firmes. Ceux-ci peuvent venir de la consommation, mais celle-ci se révèle difficile à influencer à très court terme en raison du caractère « psychologique » de ses déterminants. Les débouchés peuvent aussi venir de l'investissement. Celui-ci résulte de la confrontation, par les entrepreneurs, de l'efficacité marginale qu'ils anticipent pour le capital investi et du coût du capital, approximé par le niveau du taux de l'intérêt : **la théorie de l'emploi doit donc déboucher sur une interrogation sur l'intérêt.**

Pour augmenter l'investissement, et donc l'emploi, il faut en effet baisser les taux d'intérêt (en supposant que l'efficacité marginale du capital demeure stable, ce qui n'est pas toujours le cas en situation de crise). Pour ce faire, il faut que la politique

monétaire augmente la liquidité en circulation : **la théorie de l'emploi et de l'intérêt est une théorie de la monnaie.**

Il n'est malheureusement pas toujours possible de baisser le taux d'intérêt de la sorte, notamment lorsque, en période de crise, la « **préférence pour la liquidité** » augmente au fur et à mesure que la politique monétaire fournit de la liquidité : c'est le cas de la « trappe à liquidité ».

Une telle préférence pour la liquidité vient de ce que, en économie monétaire, la possession de monnaie (de liquidité) est une assurance contre l'incertitude : la possession de monnaie autorise chacun à entreprendre une action économique, indépendamment de toute connaissance des conditions de compatibilité entre cette action et celles initiées au même moment par l'ensemble des autres agents, et la monnaie constitue de ce point de vue l'assurance ultime face à l'incertitude radicale générée par la décentralisation du système économique. En situation d'incertitude accrue, les agents préfèrent donc rationnellement détenir de la liquidité (la thésauriser) plutôt que d'engager une action de consommation et/ou d'investissement. **L'insuffisance de la demande globale est donc l'expression de la non-neutralité de la monnaie**, de la même manière que la loi de Say, qui réfutait la possibilité d'une telle déficience de la demande, était le corollaire logique du postulat classique de la neutralité monétaire.

Dans le cas où la politique monétaire s'avérerait incapable de baisser le taux d'intérêt, il vaudrait mieux directement augmenter l'investissement par l'investissement public (et accepter des déficits budgétaires). C'est ce qu'exigent en général les situations de profonde dépression économique.

c) Une conception radicalement nouvelle de l'économie de marché et de sa régulation

Le caractère fondamentalement hétérodoxe de la théorie de Keynes explique en grande partie l'attitude ambivalente de la théorie standard à son égard, partagée entre le refus de son originalité et le souci d'en récupérer certains aspects pour compléter sa propre approche des phénomènes économiques et résoudre les énigmes posées par la situation inédite de l'entre-deux-guerres mondiales.

C'est que l'enjeu de la théorie de Keynes n'est pas seulement analytique. C'est toute la conception de la société qui est en cause, ainsi que la manière d'envisager pratiquement l'amélioration de son fonctionnement. Si l'économie de marché ne peut garantir le plein emploi, une intervention extérieure à la logique du marché est nécessaire : l'État doit mener une politique macroéconomique destinée à pallier la façon défectueuse dont est déterminé le volume (mais non la structure : le problème est spécifiquement macroéconomique) de l'emploi. Cette politique macroéconomique peut prendre diverses formes (monétaire, budgétaire, des revenus), plus ou moins efficaces selon les circonstances, mais toujours nécessaires pour sortir l'économie d'un équilibre de sous-emploi.

Plus profondément encore, **ce qui est mis en doute par Keynes est la croyance « classique » dans les capacités d'ajustement automatique d'une économie de marché et les vertus collectives de la poursuite des seuls intérêts individuels.** Pour autant, Keynes ne revendique pas le dépassement du capitalisme et de la régulation marchande comme avaient pu le faire avant lui, à la fin du XIX^e siècle, les hétérodoxies socialistes (cf. fiche 16). Il se veut un défenseur de l'économie de propriété privée, mais rejette l'idée qu'elle se régule spontanément par les seuls mécanismes marchands. La sauvegarde de cette forme particulière d'organisation économique et

sociale exige alors, dans son esprit, l'intervention économique, éventuellement massive, de l'État. C'est aussi dans ce « paradoxe » apparent que réside le caractère révolutionnaire de la *Théorie générale*.

Citation

- **La loi de Say, « postulat d'Euclide » de la théorie classique**

« C'est donc l'hypothèse de l'égalité entre le prix de la demande globale des produits et le prix de leur offre globale qui doit être regardée comme le "*postulatum* d'Euclide" de la théorie classique. Cette hypothèse étant admise, tout le reste en découle ; les avantages sociaux de l'épargne privée et nationale, l'attitude traditionnelle vis-à-vis du taux de l'intérêt, la théorie classique du chômage, la théorie quantitative de la monnaie, les avantages illimités du laisser-faire dans le commerce extérieur et beaucoup d'autres choses que nous aurons à discuter. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

- **L'intervention macroéconomique de l'État, condition de pérennisation du système capitaliste**

« L'élargissement des fonctions de l'État, nécessaire à l'ajustement réciproque de la propension à consommer et de l'incitation à investir, semblerait à un publiciste du XIX^e siècle ou à un financier américain d'aujourd'hui une horrible infraction aux principes individualistes. Cet élargissement nous apparaît au contraire et comme le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un heureux exercice de l'initiative individuelle. [...]

À part cela, on ne voit aucune raison évidente qui justifie un socialisme d'État embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. L'État n'a pas intérêt à se charger de la propriété des moyens de production. S'il est capable de déterminer le volume global des ressources consacrées à l'augmentation de ces moyens et le taux de base de la rémunération allouée à leurs détenteurs, il aura accompli tout le nécessaire. [...] Hors la nécessité d'une direction centrale pour maintenir la correspondance entre la propension à consommer et l'incitation à investir, il n'y a pas plus de raison qu'auparavant de socialiser la vie économique. » (John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936).

30 Les « post-keynésiens » et l'approche de la circulation

Point clef

Contre une interprétation standard de Keynes, illustrée par le modèle IS-LM et la théorie néo-classique de la croissance (cf. fiche 28), certains auteurs défendent une interprétation radicale dans laquelle la distinction entre profits et salaires, les crises financières et les conditions monétaires jouent un rôle essentiel.

On peut distinguer trois courants. Le premier renouvelle la théorie de la croissance en y introduisant la répartition des revenus. Un deuxième montre l'instabilité endogène des économies modernes en analysant les relations entre les entreprises et les marchés financiers. Enfin, empruntant à l'école classique et aussi bien à Marx qu'à Keynes, d'autres auteurs développent une approche dans laquelle la circulation de la monnaie détermine la reproduction de l'économie.

Entretien des liens avec les « néoricardiens » (cf. fiche 15), ces hétérodoxies ont eu comme eux une influence limitée sur la science économique actuelle.

1. LA RELATION ENTRE LA CROISSANCE GLOBALE ET LA RÉPARTITION DES REVENUS

Une première génération de « post-keynésiens » est apparue en Angleterre dans les années 1950, principalement à l'université de Cambridge. Dans un article de 1956, un Anglais d'origine hongroise, **Nicholas Kaldor** (1908-1986) reformule la théorie keynésienne de la croissance issue du modèle de Roy Harrod (1939) en y introduisant la répartition du revenu national entre les salaires et les profits. Il reprend le principe établi par Keynes (cf. fiche 29) selon lequel c'est l'investissement global qui détermine l'épargne globale (et non l'inverse) et il le transpose en dynamique. Dans une économie en croissance équilibrée, la hausse du produit global s'accompagne d'une hausse de l'investissement et l'épargne supplémentaire requise est engendrée par une augmentation de la part des profits dans le revenu national, lorsque la propension à épargner sur les profits est supérieure à celle sur les salaires. Kaldor soulignait ainsi l'importance des différences entre les bénéficiaires du profit (les entreprises, non les capitalistes individuels) et les salariés, quant à leurs comportements de dépense.

Ce modèle fut radicalisé en 1962 par un Italien, **Luigi Pasinetti**, élève de Piero Sraffa. Il montra que le taux de profit dépend en fait du taux d'accumulation du capital et de la seule propension à épargner des capitalistes ; en outre, le taux de profit est d'autant plus élevé que cette propension est faible. Autrement dit, d'une part les salariés n'ont *aucune* influence sur le taux de profit, qu'ils consomment ou épargnent beaucoup ; et d'autre part les profits sont d'autant plus élevés qu'ils sont davantage dépensés. On retrouve l'asymétrie entre les deux catégories de revenus qu'avait déjà soulignée un auteur polonais, **Michal Kalecki** (1899-1970) : « **les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent ; les salariés dépensent ce qu'ils gagnent** ».

Que ce soit dans les versions de Kaldor ou de Pasinetti, cette théorie post-keynésienne constituait une autre ligne d'attaque de la théorie néoclassique, qui se combinait avec la critique de la fonction de production agrégée (cf. fiche 15). À la différence des modèles de croissance à la Solow-Samuelson-Modigliani (cf. fiche 28), dans lesquels le capital physique limite la croissance et est rémunéré à sa productivité marginale,

cette théorie insiste en effet sur deux points : d'une part, le fonctionnement d'une économie en croissance dépend de façon cruciale des comportements d'investissement, ce que l'Anglaise **Joan Robinson** (1903-1983) appelle dans *L'accumulation du capital* (1956) les « esprits animaux » (*animal spirits*) des entrepreneurs ; d'autre part, contre une théorie néoclassique dans laquelle tous les revenus sont de même nature, les profits et les salaires jouent un rôle différent et asymétrique dans la dynamique économique. Par une autre voie (celle de la dépense et non celle de la place dans le processus de production), on retrouve un accent mis sur la structure sociale du capitalisme, déjà observé dans l'approche classique ancienne (Smith, Ricardo) et moderne (Sraffa), ainsi que chez Marx et les marxistes.

Pas plus cependant que la théorie néoricardienne (*cf. fiche 15*), cette version de la théorie post-keynésienne n'infléchira durablement l'analyse de la croissance, dont les versions actuelles, qu'il s'agisse des « cycles réels » des « nouveaux classiques » ou de la « croissance endogène » d'inspiration néoschumpétérienne, ignorent la relation avec la répartition des revenus.

2. ENTREPRISE, MONNAIE ET MARCHÉS FINANCIERS

Une seconde génération de post-keynésiens s'interroge explicitement sur les déterminants de l'**investissement**. Celui-ci est envisagé dans une optique patrimoniale : les entreprises se constituent un portefeuille d'actifs, qu'il s'agisse d'actifs réels (biens capitaux), financiers (titres) ou de monnaie. Cette conception issue de Keynes fonde une théorie du prix des actifs couplée avec une théorie du prix des biens empruntée à Kalecki (1971) ; dans celle-ci, les entreprises « font les prix » (ce sont des *price-makers*, par opposition aux *price-takers* de la théorie néowalrasienne), en ajoutant au coût de production une marge de profit (*mark-up*) qui dépend de l'état de la concurrence et de leur stratégie de parts de marché.

Cette seconde génération comprend principalement des auteurs américains, dont deux principaux. Le thème central des travaux de **Paul Davidson** (*Money and the Real World*, 1972) est la **relation entre l'incertitude et la liquidité**. Une décision de production ou d'investissement n'engage pas seulement l'entreprise dans l'utilisation de ressources réelles et la vente de biens, mais aussi dans les obligations qu'elle contracte en monnaie : payer les salaires et les fournisseurs, rembourser les banques. Dans un processus qui peut s'étendre sur un temps très long et dont les résultats sont incertains, elle doit considérer non seulement sa *solvabilité* (la capacité de couvrir les dépenses par les recettes sur l'ensemble du processus), mais aussi sa *liquidité* (la capacité de disposer des flux de monnaie requis par ses engagements tout au long du processus). Le rôle des marchés financiers est d'assurer la liquidité des actifs, mais ils le font au détriment de l'activité réelle et de l'emploi.

Hyman Minsky (1919-1996) est sans doute le post-keynésien dont les ouvrages, de *John Maynard Keynes* (1975) à *Stabilizing an Unstable Economy* (1986), ont été les plus reconnus en dehors de ce courant. Minsky rejette l'un des piliers de la finance orthodoxe, le « théorème de Modigliani-Miller », selon lequel la structure financière de la firme est neutre à l'égard de son niveau d'investissement. Pour lui, plus le financement externe (endettement contracté auprès des banques et des marchés financiers) est important par rapport aux fonds internes (profits accumulés ou cessions d'actifs), plus les entreprises réduisent leur investissement pour éviter d'accroître leur risque d'insolvabilité. Mais ce faisant, elles compromettent d'autant leurs profits futurs et augmentent ce risque. Récession et **fragilité financière** vont ainsi de pair

et une crise économique majeure du type de celle de 1929 n'a été évitée à l'époque moderne que par la conjonction d'un État interventionniste et d'une banque centrale agissant comme prêteur en dernier ressort. Mais ces facteurs peuvent se retourner en raison, soit d'un changement de politique macroéconomique, soit d'un comportement d'endettement plus risqué de la part d'agents rassurés par ce filet de sécurité.

3. L'APPROCHE DE LA CIRCULATION

Dans la littérature moderne, l'approche de la circulation a été principalement développée en France et en Italie. En dehors d'une longue tradition monétaire anti-quantitativiste, ceci peut s'expliquer par le contexte institutionnel : la France et l'Italie furent jusque dans les années 1980 des exemples typiques d'« économie d'endettement » par opposition à l'« économie de marchés financiers » (selon la distinction introduite par Hicks en 1974). Dans une économie d'endettement, les entreprises sont principalement financées sur crédit bancaire, les ménages détiennent la majeure partie de leur épargne en dépôts liquides, les taux d'intérêt sont administrés et la banque centrale s'engage à refinancer les banques commerciales qui sont structurellement endettées envers elle. Une telle situation illustre l'endogénéité de la création monétaire et le rôle du système bancaire dans la détermination de l'activité macroéconomique.

L'approche de la circulation ne constitue pas un courant de pensée intégré et les positions se différencient en particulier par le dosage des influences respectives de Keynes, de l'école classique et de Marx. Deux auteurs sont représentatifs de la « théorie du circuit » : un Français, Bernard Schmitt (*Monnaie, salaires et profits*, 1966), et un Italien, Augusto Graziani (*The Theory of the Monetary Circuit*, 1989) ; le lien avec Marx est davantage présent chez Carlo Benetti et Jean Cartelier (*Marchands, salariat et capitalistes*, 1980).

On peut distinguer deux niveaux dans l'analyse de la circulation monétaire. Le premier concerne la théorie de la production, où, à la différence de la théorie néoclassique, **la monnaie n'est pas neutre** : la détermination des grandeurs globales (investissement, production, emploi) n'est pas indépendante de la façon dont les paiements sont organisés, c'est-à-dire dont la monnaie est créée et dépensée. Dans une économie moderne, la création de monnaie s'opère dans une relation de crédit entre le système bancaire et les firmes ; puis un ensemble de dépenses implique des relations entre des firmes et des ménages ; finalement, le crédit doit être remboursé par les firmes aux banques.

Un second niveau de l'analyse de la circulation concerne la théorie de la répartition. L'accès à la monnaie discrimine des groupes d'agents : les banques la produisent, les firmes l'obtiennent pour financer la production, y compris le paiement des salaires aux ménages. Par contraste avec la théorie néoclassique qui voit la répartition des revenus comme résultant de relations de marché entre des agents individuels, on suppose ici une hiérarchie spécifique entre les groupes basée sur la capacité d'accéder à la monnaie.

La **reproduction d'une économie monétaire** implique donc une séquence d'opérations définies réalisées par des groupes d'agents différenciés. L'analyse de cette séquence révèle la possibilité de crises liées à l'impossibilité de rembourser la monnaie empruntée aux banques (**crise de solvabilité**), ce qui conduit celles-ci à rationner le crédit (**crise de liquidité**).

Citations

- **Croissance et répartition**

« Samuelson et Modigliani supposent que toute théorie macroéconomique qui utilise des différences entre les propensions à épargner sur les profits et sur les salaires requiert une classe définie de barons héréditaires – une classe de capitalistes “permanents” – avec une propension à épargner élevée, qui se distingue d’une classe “permanente” de travailleurs à la propension basse. J’ai toujours considéré que la propension élevée à épargner sur les profits se rattachait à la nature du revenu des entreprises, et non à la richesse (ou à d’autres particularités) des individus propriétaires. C’est l’entreprise, et non le groupe particulier d’individus qui la possèdent à un moment donné, qui trouve nécessaire, dans un monde dynamique marqué par des rendements croissants, de réinvestir une partie des profits en la traitant comme un “premier prélèvement” sur les recettes afin d’assurer la survie de l’entreprise à long terme. [...] La propension élevée à l’épargne est donc rattachée aux profits eux-mêmes, et non aux capitalistes eux-mêmes. » (Nicholas Kaldor, « Marginal Productivity and Macroeconomic Theories of Distribution », *Review of Economic Studies*, vol. 33, 1966, pp. 309-319).

- **La fragilité financière du capitalisme moderne**

« L’économie post-keynésienne est une théorie de l’investissement qui insiste sur les flux de profits que les firmes gagnent et s’attendent à gagner, et sur le besoin de financer l’investissement par une combinaison de fonds internes et externes. [...] Quand tout va bien, le poids des firmes ayant un financement spéculatif augmente. Cette progression transforme le système économique et financier, qui cesse d’être robuste (au sens où de petits changements dans l’endettement, les taux d’intérêt ou les flux de profits sont absorbés) pour devenir fragile (au sens où de tels petits changements vont déclencher de grandes conséquences). » (Hyman P. Minsky, « The Essential Characteristics of Post-keynesian Economics », in G. Deleplace, E. J. Nell (eds.), *Money in Motion. The Post-keynesian and Circulation Approaches*, Londres, McMillan, 1996, pp. 70-88).

- **Circulation de la monnaie et formation des profits**

« Dans une économie capitaliste, la monnaie remplit le rôle fondamental de déterminer la répartition des revenus. En fait, la formation des profits elle-même est expliquée par la présence de la monnaie, ainsi que par la manière dont la monnaie est créée et introduite dans les circuits marchands. » (Augusto Graziani, « Money as Purchasing Power and Money as a Stock of Wealth in Keynesian Economic Thought », in G. Deleplace, E. J. Nell (eds.), *op. cit.*, pp. 139-154).

31 L'impulsion du renouveau libéral par le monétarisme

Point clef

Le libéralisme classique, attaqué dans les années 1920 et 1930 (cf. fiches 28 et 29) et apparemment défait dans les années 1940 et 1950, est cependant loin d'avoir disparu. Il ressurgit à l'occasion de la crise des années 1970 sous l'impulsion du courant dit « monétariste » de Milton Friedman (1912-2006, prix Nobel 1976), qui initie ce qu'on qualifie parfois de « contre-révolution » classique en macroéconomie.

Le monétarisme opère sur la base d'une critique des « fondements microéconomiques de la macroéconomie keynésienne », et ce à deux niveaux :

– une **recherche des fondements microéconomiques des grandes fonctions macroéconomiques** (consommation, demande de monnaie). Cette recherche conduira les « monétaristes » à faire entendre la voix « classique » dans les débats, internes à la synthèse, relatifs à la stabilité des fonctions de comportement et à l'efficacité relative des instruments monétaire et budgétaire dans la régulation des économies ;

– une **recherche des fondements microéconomiques des équilibres macroéconomiques**. À l'aube du déclenchement de la crise des années 1970, qui va fragiliser le dogme keynésien, cette seconde étape leur permettra de conclure l'offensive en remettant en cause cette fois toute forme d'intervention de la part de la puissance publique dans la régulation macroéconomique.

1. FRIEDMAN ET LES MONÉTARISTES DANS LA DISCUSSION SUR LA STABILITÉ DES FONCTIONS MACROÉCONOMIQUES DE COMPORTEMENT

a) La théorie de la demande de monnaie

La première étape dans la résurgence d'une primauté de la macroéconomie classique est franchie au cours des années 1950 et 1960. Elle **consiste en une réintégration de la théorie quantitative de la monnaie dans le discours macroéconomique**, théorie qui avait été une des principales cibles de la « révolution » keynésienne.

C'est en 1956 que **Milton Friedman** (1912-2006, prix Nobel 1976) propose cette réhabilitation (*The Quantity Theory of Money, a Restatement*). Elle prend la forme d'une nouvelle théorie de la demande de monnaie. Il s'agit de démontrer que la demande de monnaie apparaît au niveau macroéconomique comme une fonction stable. Cette stabilité, opposée à la volatilité plus grande de l'offre de monnaie, explique alors selon Friedman, que les mouvements du niveau général des prix se fondent essentiellement sur les modifications du rythme de croissance de la masse monétaire : le message quantitatif est restauré.

En fait, cette question du rapport entre l'offre de monnaie et les agrégats macroéconomiques s'intègre dans un débat plus général, opposant « monétaristes » et keynésiens, sur la question des variables explicatives du niveau et des fluctuations du revenu national et de l'emploi et celle de l'efficacité relative des instruments budgétaire et monétaire dans leur régulation.

La position, qualifiée pour cette raison de « monétariste », consiste à affirmer la supériorité de l'approche par la quantité de monnaie sur l'approche « keynésienne », fondée sur la liaison entre dépenses autonomes et revenu. Cette affirmation trouve à cette époque un large écho dans les travaux du *National Bureau of Economic Research*

et, notamment, ceux que Friedman y mène avec **Anna Schwartz** (née en 1915). Pour Friedman et Schwartz, l'étude historique démontre que le niveau de revenu est essentiellement influencé par les variations de la masse monétaire et fort peu par celles des dépenses autonomes (*The Monetary History of United States*, 1963). Réciproquement, ils en déduisent qu'**à court terme, dans un contexte de rigidités nominales, la politique monétaire est mieux à même, via la relation quantitative, de stabiliser le niveau d'activité économique** que ne peut l'être la politique budgétaire chère aux keynésiens.

b) La théorie du revenu permanent

L'inefficacité de la politique budgétaire est par ailleurs affirmée par Friedman sur la base d'une critique de la fonction de consommation keynésienne. Pour les keynésiens, il existe une relation stable entre niveaux courants de revenu et de consommation. La conviction d'une telle stabilité de la *propension marginale à consommer* fonde alors, dans les modèles keynésiens, la conviction de l'existence et de la stabilité d'un « *multiplicateur* » de dépenses, au titre duquel toute hausse donnée du niveau de dépense autonome (et, particulièrement, de dépense budgétaire) conduit à une hausse plus que proportionnelle du niveau de revenu national (et donc d'emploi).

Friedman va s'attaquer dans un article de 1957 (« A Theory of Consumption Function ») à cette conception, sur la base d'une critique des fondements microéconomiques de la fonction de consommation keynésienne. Pour lui, un agent rationnel ne peut pas se contenter de lier sa consommation courante et son revenu courant. S'il veut maximiser son utilité (principe de rationalité), il doit s'efforcer de lier son *revenu permanent* (c'est-à-dire le niveau actualisé de l'ensemble de ses revenus présents et futurs, tels qu'il les anticipe) et son niveau de *consommation permanente*. Cela revient à supposer que l'agent rationnel s'efforce de « lisser » sa consommation sur l'ensemble de son « cycle de vie » (thèse développée par ailleurs par **Franco Modigliani**, économiste italo-américain, 1918-2003, prix Nobel 1985). En conséquence, la consommation courante n'a plus de raison de réagir automatiquement et selon une relation stable aux variations (par exemple à la hausse) du revenu courant. **Le multiplicateur keynésien est donc instable et l'efficacité des politiques budgétaires incertaines.**

2. LA CRITIQUE MONÉTARISTE DE LA COURBE DE PHILLIPS ET LA THÉORIE DU TAUX DE CHÔMAGE NATUREL

a) La courbe de Phillips

La courbe de Phillips est issue d'une relation statistique entre les taux de chômage et la variation des salaires nominaux établie par l'économiste néo-zélandais, professeur à la London School of Economics, **Alban William Phillips** (1914-1975) (*Unemployment and Money Wage Rates*, 1958).

Une fois interprétée, à la suite notamment de **Robert Solow** (né en 1924, prix Nobel 1987) et **Paul Samuelson** (né en 1915, prix Nobel 1970), comme une relation entre chômage et inflation, **elle apparaît comme « l'équation manquante » qui permet de transformer définitivement le « keynésianisme » d'une théorie de la dépression en une théorie « générale ».** En particulier, la courbe dite « de Phillips » apparaît comme fournissant la frontière des possibilités d'arbitrage entre deux maux considérés comme alternatifs en période de prospérité, le chômage et l'inflation. Elle servira alors de guide aux politiques keynésiennes de *stop and go* (alternance de

politiques de relance destinées à réduire le chômage et de politiques restrictives destinées à contrôler l'inflation).

Par conséquent, cette relation allait tout aussi rapidement devenir la cible des critiques « libérales » : non seulement, sur le plan normatif, elle constituait le couronnement des démarches interventionnistes qu'inspirait le keynésianisme, mais, sur le plan positif, elle reposait sur la mise en évidence d'une corrélation étroite et stable entre une variable « réelle » (le taux de chômage) et une variable « nominale » (le taux d'inflation), ce qui allait à l'encontre de l'idée « classique » (et monétariste), véhiculée en fait par la théorie quantitative de la monnaie, de l'existence d'une *dichotomie* entre sphères réelle et monétaire.

Enfin, **la courbe de Phillips, couronnement du keynésianisme de la synthèse, allait très rapidement s'en révéler la pierre d'achoppement.**

b) La critique monétariste : le rôle des anticipations

La critique de Friedman (*The Role of Monetary Policy*, 1968) va consister à expliquer le phénomène décrit par Phillips par des erreurs d'anticipations de la part des agents économiques qui ne parviennent pas à distinguer une hausse des prix relatifs (en l'occurrence des salaires réels) d'une hausse des prix nominaux (des salaires nominaux). Ces erreurs, conséquence de la politique des autorités qui consiste à recréer en permanence, à des fins de soutien de l'activité économique, une inflation non anticipée (bruit inflationniste), génèrent une illusion monétaire qui seule, dans la tradition classique, est effectivement de nature à rompre la dichotomie réel/monétaire.

Le mécanisme est le suivant : les autorités créent un choc inflationniste (au moyen d'une hausse *ex ante* du taux de croissance de la masse monétaire) qui se répercute dans les prix et, dans une moindre mesure, dans les salaires (faisant baisser les salaires réels). Les firmes augmentent donc leur demande de travail. Les salariés eux, ne percevant pas la hausse des prix en gestation et ne prenant en compte que la hausse de salaire monétaire, augmentent leur offre de travail. Le niveau d'emploi augmente et le taux de chômage baisse.

C'est par conséquent en trompant les agents et en perturbant l'information véhiculée par les prix (relatifs) que les autorités parviennent à augmenter artificiellement le niveau d'activité et d'emploi. Mais ce succès ne peut qu'être éphémère et se dissoudre quand se dissipe l'illusion monétaire.

La politique monétaire est donc inefficace à moyen terme contre le chômage et elle n'obtient des réductions *temporaires* de son taux qu'au prix d'une inflation *croissante*. À *long terme*, le chômage revient d'un niveau artificiellement bas à son niveau « naturel », plus élevé. L'inflation a explosé : c'est la *stagflation*, qui exprime l'idée très classique qu'à long terme il n'y a pas d'arbitrage possible entre inflation et chômage, car l'économie réelle est disjointe de l'économie nominale (dichotomie) et car les politiques macroéconomiques de régulation de la conjoncture sont inefficaces (et même finalement coûteuses).

c) Le taux de chômage naturel et la « dichotomie » refondée

Le seul objectif pertinent pour les politiques macroéconomiques est d'agir sur le « nominal » en veillant à ce que l'inflation soit la plus faible possible. Cet objectif doit être celui de la politique monétaire (puisque l'inflation, au regard de la théorie quantitative de la monnaie défendue par Friedman, est causée par une expansion monétaire trop soutenue).

La politique budgétaire est soumise au respect de cet objectif primordial : elle doit viser à éliminer les déséquilibres budgétaires, de toute manière inefficaces, et qui causent endettement et, à terme, risque de « choc » inflationniste (en cas de monétisation finale de la dette : la banque centrale rachète la dette de l'État lorsque celui-ci ne peut plus faire face à ses engagements).

Le chômage, lui, s'établit donc à son niveau naturel, celui impliqué par les structures fondamentales du marché du travail (incitations et comportements d'offre et de demande ; rigidités du fonctionnement marchand et obstacles à l'ajustement concurrentiel des salaires). Seules des politiques structurelles microéconomiques sur le marché du travail (qu'il faut rapprocher de l'idéal de la concurrence pure et parfaite) sont donc à même de le réduire.

Au final, les monétaristes restaurent la macroéconomie classique dans ses droits.

Dans le cadre de la synthèse, on acceptait l'idée d'une macroéconomie classique à long terme. Mais selon l'adage qui veut que « dans le long terme, nous serons tous morts », les préoccupations étaient quasi exclusivement centrées sur le court terme : la synthèse était avant tout keynésienne. La crise des années 1970 et la « contre-révolution » scientifique que représente le monétarisme font de nouveau basculer le balancier dans l'autre sens : la gestion keynésienne s'avérant incapable de faire face à la crise, on l'accuse d'en être responsable. Selon cette conception, la gestion à court terme n'a eu aucun effet à long terme, si ce n'est d'accumuler des déséquilibres (inflation due aux politiques conjoncturelles ; chômage élevé dû aux rigidités impliquées par l'institutionnalisation du marché du travail dans le cadre du « compromis » fordiste). Il convient donc de ne pas continuer à hypothéquer le long terme par des politiques aventureuses sur le court terme : seul le long terme, c'est-à-dire les structures microéconomiques, importe. **La théorie économique moderne redevient, pour l'essentiel, (néo)classique.**

Citations

- **Inflation**

« La cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de la production. » (Milton Friedman, *Inflation et système monétaire*).

- **Et chômage**

« Le seul moyen de conserver un volume de chômage inférieur au taux naturel est une inflation en accélération continue, dans laquelle l'inflation effective est toujours en avance sur l'inflation anticipée. » (Milton Friedman, *Prix et théorie économique*).

« Je ne pense pas qu'il y ait à choisir entre l'inflation et le chômage. Le problème se pose entre l'aggravation de l'inflation et le chômage, ce qui signifie que le véritable enjeu est de savoir si l'on préfère le chômage tout de suite ou plus tard. » (*Ibid*).

32 La nouvelle macroéconomie classique

Point clef

L'argumentation de Friedman et des monétaristes (cf. fiche 31) reposait sur « trois ingrédients nouveaux » par rapport au modèle keynésien « standard » (cf. fiche 28) : le concept de taux naturel de chômage, l'introduction des anticipations, la réintroduction dans le débat macroéconomique de l'influence du salaire réel (l'emploi augmente puis revient à son niveau initial, naturel, en raison des réactions des entreprises aux variations du salaire réel).

La nouvelle école classique se présente comme une radicalisation de la position de Friedman, obtenue en introduisant dans le modèle avec chômage naturel et salaire réel une autre hypothèse relative aux anticipations : les **anticipations rationnelles**. Alors la possibilité d'un arbitrage à court terme entre chômage et inflation disparaît. Possible chez Friedman, en raison de l'existence d'une composante non anticipée de l'inflation par les salariés, ce *trade off* disparaît dès lors que les salariés sont supposés anticiper (quasi) parfaitement (aux aléas près) l'évolution des prix : le taux de chômage naturel s'impose, y compris à court terme, et la politique économique ne peut plus influencer la trajectoire fondamentale de l'économie. Plus rien ne s'oppose alors à un retour complet d'une conception classique qui veut que l'emploi soit en dernière instance influencé par le comportement de l'offreur de travail en fonction du salaire réel : le chômage est repensé comme un phénomène « volontaire ».

1. L'HYPOTHÈSE D'ANTICIPATIONS RATIONNELLES ET L'INEFFICACITÉ DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

a) La rationalité des anticipations

L'analyse menée par Friedman et les monétaristes, dans leur critique de la relation de Phillips et des politiques d'arbitrage inflation chômage qu'elle inspirait, supposait que les agents étaient dotés d'anticipations « adaptatives », c'est-à-dire ne se corrigeant qu'avec un délai fonction de l'écart entre les valeurs anticipées et les valeurs réalisées des variables. C'est cette hypothèse qui justifiait que les agents puissent être trompés par les « chocs inflationnistes » (cf. fiche 31).

Cette idée selon laquelle des agents, que la théorie économique suppose rationnels, puissent être trompés de manière durable, en tous les cas de manière systématique, par les autorités a été critiquée dans les années 1970 par des auteurs – parmi lesquels **Robert Lucas** (né en 1937, prix Nobel 1995), **Thomas Sargent** (né en 1943) et **Neil Wallace** (né en 1939) – rapidement qualifiés de « nouveaux classiques ».

Ces auteurs proposent par conséquent d'étendre le principe de rationalité à la formation des anticipations et intègrent à leurs modèles le concept d'anticipations « rationnelles » mis en avant quelques années plus tôt par **John Muth** (1930-2005) dans son article séminal « Rational Expectations and the Theory of Price Movements » (1961). Cette hypothèse consiste à affirmer que **les agents, s'ils sont rationnels, le sont aussi pour former leurs anticipations**. En l'occurrence, ils ne peuvent se contenter d'un processus d'anticipation qui les conduit à être systématiquement trompés et, donc, dans une position systématiquement sous-optimale. La perte d'utilité qui en résulte devrait les conduire à investir dans l'amélioration de leurs anticipations en cherchant à rassembler toute l'information pertinente sur la variable

anticipée. À la limite, en négligeant les coûts d'acquisition de cette information pertinente, l'hypothèse d'anticipations rationnelles suggère que c'est toute l'information disponible pertinente que les agents finissent effectivement par rassembler. Ils ne peuvent dès lors plus être systématiquement trompés, car l'action même de la politique économique, dès lors qu'elle n'est pas purement aléatoire, peut être anticipée puisqu'elle fait partie de l'information existante dans le système économique.

Le grand mérite de l'hypothèse d'anticipations rationnelles, sur le plan analytique, est de renforcer la dimension prospective des comportements. Sur le plan méthodologique, elle renforce les deux grands axiomes de la théorie néoclassique : celui de rationalité (puisque'elle étend l'hypothèse de comportement rationnel à la formation des anticipations) et celui d'équilibre (elle représente fondamentalement un concept d'équilibre, en supposant que les agents utilisent pour former leurs anticipations le vrai modèle de l'économie, ce modèle dépendant lui-même de la façon dont les agents forment leurs anticipations).

b) La proposition d'invariance et l'inefficacité de la politique monétaire

Dès lors que les anticipations sont rationnelles, **seuls des chocs « aléatoires », et donc strictement imprévisibles (par quelque acteur que ce soit du système), sont susceptibles d'avoir des effets réels en faisant dévier l'économie de sa trajectoire « naturelle »** : la trajectoire de l'économie et la valeur des grandeurs économiques sont celles impliquées par les structures réelles.

Si la banque centrale se donne un objectif de croissance de la masse monétaire, les agents économiques anticipent rationnellement une hausse proportionnelle des prix. Les salariés négocient par conséquent des augmentations de salaires nominaux permettant de maintenir le pouvoir d'achat. Il n'y a donc pas de variation du salaire réel. En l'absence de variation du salaire réel, les firmes n'augmentent pas l'emploi, ni le volume d'activité. Plus généralement, si des agents rationnels connaissent la règle de politique monétaire suivie par les autorités, tout changement de cette règle les amène à modifier leurs anticipations de prix, ce qui enlève toute efficacité à une intervention purement nominale sur l'économie. La politique monétaire est donc totalement impuissante, et le produit réel est insensible (invariant) aux impulsions qu'elle veut donner. **C'est la proposition d'invariance** (Sargent & Wallace, « Rational Expectations and the Theory of Economic Policy », 1976) qui sanctionne l'inefficacité de la politique monétaire, y compris à court terme, et va très au-delà de ce qu'a jamais prétendu Friedman.

c) Équivalence ricardienne et inefficacité de la politique budgétaire

De la même manière, si le gouvernement entreprend une relance budgétaire, les agents économiques anticipent rationnellement une augmentation future de leurs impôts destinée à rembourser les emprunts levés pour financer le déficit budgétaire (cette équivalence entre le montant du déficit d'aujourd'hui et celui de l'augmentation des impôts de demain avait déjà été soulignée par David Ricardo : c'est pourquoi l'on parle à son propos « d'**équivalence ricardienne** »). Dans ces conditions, les ménages anticipent une baisse de leurs revenus disponibles futurs, ce qui les conduit à épargner (et non consommer) le surcroît de revenu disponible d'aujourd'hui pour éviter une baisse future de leur niveau de vie. **Le déficit budgétaire n'a donc pas d'effets keynésiens d'expansion** (Robert Barro, né en 1944, professeur à Harvard, *Are Governments Bonds Net Wealth ?*, 1976).

2. UN RENOUVEAU DE LA MACROÉCONOMIE CLASSIQUE

a) La restauration de la macroéconomie classique et la fermeture de la « parenthèse » keynésienne

Les travaux de la nouvelle école classique constituent, sur la base de l'hypothèse d'anticipations rationnelles, une radicalisation du point de vue monétariste de qui elle reprend l'analyse de la courbe de Phillips et la référence au concept de taux de chômage naturel. Pour Lucas et ses épigones, la recherche des fondements micro-économiques des équilibres macroéconomiques doit conduire à restaurer intégralement la macroéconomie classique et à refermer la « parenthèse keynésienne » en renouant avec le programme de recherche des théoriciens de l'entre-deux-guerres, au premier rang desquels se trouve Friedrich Hayek (cf. fiche 29). L'objet n'est donc plus la recherche de la synthèse avec les intuitions de Keynes ou la volonté de porter au sein d'une telle synthèse les positions les plus « classiques » (cf. fiche 31).

Cette démonstration, sur le plan positif, repose sur une évacuation de la question de la coordination d'une économie décentralisée, à laquelle on substitue celle de l'optimisation intertemporelle d'un agent représentatif. En effet, le trait le plus fondamental du programme proposé par Lucas n'est pas le remplacement de l'hypothèse d'anticipations adaptatives par celle d'anticipations rationnelles. C'est le choix de raisonner exclusivement en équilibre pour rendre compte des phénomènes macro-économiques. Ce choix revendiqué traduit tout à la fois un acte de foi dans les vertus équilibrantes du marché (acte de foi qui dispense d'en assurer la démonstration) et la conviction que la théorie économique s'étant définitivement établie, à l'âge néo-classique, autour du concept d'équilibre, aucun progrès scientifique ne saurait être qui ne passerait pas par un approfondissement de ce concept. C'est d'ailleurs là la principale critique adressée par Lucas à Keynes, qui aurait « abandonné la discipline de l'équilibre », et ainsi fourvoyé la réflexion macroéconomique.

Le message véhiculé est, sur le plan normatif, clairement libéral : une économie où on laisse faire les agents est en équilibre permanent. Le marché du travail, en particulier, y est toujours en équilibre, pour un taux de chômage (naturel) entièrement volontaire. Le modèle macroéconomique ne pouvant pas être un modèle reposant sur la mise en avant d'imperfection du système de marché, le chômage ne saurait en effet être « involontaire » (ce qui serait à la fois une entorse au principe d'équilibre et au principe de rationalité individuelle). Par postulat, le chômage ne peut être que d'équilibre et volontaire. L'objet n'est donc pas de produire une théorie du chômage involontaire, mais de rendre compte des larges fluctuations dans le niveau de l'emploi sur la base d'un modèle qui postule que le marché du travail est toujours en équilibre, et le chômage toujours volontaire. La thèse de Lucas est que ces fluctuations de l'emploi résultent des difficultés des agents à isoler les chocs réels et les chocs monétaires (problème « d'extraction du signal ») en présence de chocs stochastiques.

b) Une théorie des cycles à l'équilibre

L'ambition initiale de Lucas était de renouer, précisément, avec le projet de Hayek et d'autres économistes libéraux de l'entre-deux-guerres consistant à rendre compte des fluctuations du niveau de l'emploi dans une perspective d'équilibre général. Mais le modèle de la nouvelle école classique, tel quel, s'est avéré incapable de reproduire des cycles. En effet, ceux-ci supposent qu'il y a pendant plusieurs périodes d'affilée des écarts dans le même sens par rapport à une tendance. Or, dans le modèle de la nouvelle macroéconomie classique, les agents corrigent rapidement

tout écart (aléatoire) à la tendance. Dans ces conditions, et **de manière à rendre compte de l'existence des cycles, certains auteurs de la nouvelle macroéconomie classique ont développé des modèles dans lesquels c'est la tendance « naturelle » elle-même, celle reflétant la structure réelle de l'économie, qui se déplace, sous l'effet de chocs « réels » persistants.** Cette **théorie des cycles réels** (Kydland & Prescott, *Time to Build and Aggregate Functions*, 1982, prix Nobel 2004 ; de Long & Plosser, *Real Business Cycles*, 1983) reprend donc l'essentiel du modèle de la nouvelle macroéconomie classique (choix intertemporel d'un agent unique, anticipations rationnelles, plein emploi permanent des ressources disponibles) en ne modifiant que le mécanisme d'impulsion de mouvements du produit global. Ce faisant, **elle écarte définitivement la monnaie de son modèle et restaure une neutralité absolue du « secteur monétaire » sur le « secteur réel ».** Elle confirme l'inutilité de toute politique économique et la nécessité de réorienter l'action de l'État vers l'amélioration des seules structures productives de l'économie.

Citations

- **Anticipations rationnelles...**

« Les anticipations, étant des prédictions fondées d'événements futurs sont essentiellement les mêmes que celles de la théorie économique pertinente [...] les anticipations des entreprises (ou plus généralement, la distribution de probabilité subjective des résultats) tendent à être distribuées, pour un même ensemble d'information, au voisinage de la prédiction de la théorie (ou de la distribution de probabilité "objective" des résultats). » (John Muth, « Rational Expectations and the Theory of Price Movements », *Econometrica*, 1961).

- **... Impossibilité de la politique contracyclique...**

« Pour tirer partie de la courbe de Phillips, il faut d'une manière ou d'une autre duper le public. Mais en raison de l'hypothèse d'anticipations rationnelles, l'autorité ne peut utiliser aucune règle avec rétroaction dans l'espoir de tromper systématiquement le public. Cela signifie que l'autorité ne peut espérer exploiter la courbe de Phillips, ne serait-ce que pour une période. » (Thomas Sargent, Neil Wallace, « Rational Expectations and the Theory of Economic Policy », *Journal of Monetary Economics*, 1976).

- **... Et chômage volontaire**

« Il y a un élément involontaire dans tout chômage. En effet qui préfère la mauvaise à la bonne fortune ? Mais il y a aussi un élément volontaire, en ce sens que, quelle que soit la pauvreté des choix du moment en matière de travail, on peut toujours choisir de les accepter. » (Robert Lucas, « Unemployment Policy », *American Economic Review*, 1978).

33

Théorie du déséquilibre et équilibres non walrasiens : l'école néokeynésienne

Point clef

L'émergence de l'école « néokeynésienne » participe tout autant que la « contre-révolution » monétariste (cf. fiche 31) à l'éclatement du consensus qui s'était opéré, jusqu'au milieu des années 1960, autour d'un keynésianisme qui tentait de faire la synthèse entre microéconomie walrasienne et macroéconomie de Keynes (cf. fiche 28). Mais elle le fait dans une direction opposée : là où l'école monétariste puis la nouvelle macroéconomie classique revendiquaient l'idée que la seule macroéconomie compatible avec la microéconomie walrasienne était la macroéconomie classique et plaidaient pour que la « parenthèse » keynésienne soit refermée, les « néokeynésiens » vont revendiquer de fonder la macroéconomie de Keynes sur une microéconomie alternative, étudiant les comportements rationnels en présence de rationnements. Dans un article de 1971, Robert Barro et Herschel Grossman présentent une « théorie générale du déséquilibre » qui veut rendre compte des intuitions séminales en ce domaine de Robert Clower et Don Patinkin. Cependant ils y ajoutent une qualification importante : un postulat de fixité des prix réels. En présentant la théorie keynésienne comme une théorie du comportement d'une économie à prix fixes, la théorie des équilibres non walrasiens qu'ils contribuent ainsi à fonder s'éloigne du message initial de Keynes, en même temps qu'elle se fragilise face à la critique de Lucas et des nouveaux classiques pour lesquels le postulat de fixité des prix est contradictoire avec celui de rationalité. Or comme l'affirme Lucas, « si je dois abandonner l'hypothèse de rationalité, j'abandonne l'économie ». La nouvelle école keynésienne s'efforcera de répondre à cette critique en démontrant la rationalité des rigidités nominales et réelles des variables-prix en présence d'imperfections diverses de marché (cf. fiche 34).

1. LA THÉORIE DU DÉSÉQUILIBRE

a) L'approche de Patinkin : le chômage involontaire comme phénomène de déséquilibre

Don Patinkin (1922-1995), dans les chapitres XIII et XIV de son ouvrage *La monnaie, l'intérêt et les prix*, pose la question de l'adéquation de la microéconomie walrasienne à la macroéconomie keynésienne à partir d'une interrogation sur la manière de fonder les situations de chômage involontaire dans la théorie de l'équilibre général. Il en conclut que **le chômage involontaire ne peut pas exister comme phénomène d'équilibre et qu'il doit être donc pensé comme un phénomène témoignant d'un déséquilibre de marché** dans un contexte où des *prix visqueux* (c'est-à-dire non fixes, mais non parfaitement flexibles) autorisent des transactions en dehors de l'équilibre. Il étudie en particulier les *effets de report* qui font qu'un marché en déséquilibre conduit les agents qui y sont rationnés (qui ne peuvent satisfaire leurs offres ou demandes) à « reporter » ce rationnement sur les autres marchés, en modifiant en conséquence les offres et demandes qu'ils y manifestent.

b) L'approche de Clower : derrière la loi de Say, la loi de Walras

Robert Clower (né en 1926) choisit lui, dans *La contre-révolution keynésienne : une évaluation théorique* (1965), de **maintenir l'ambition initiale de Keynes de fonder le chômage involontaire comme un concept d'équilibre**. Pour lui, il n'y a dès lors pas d'autres possibilités que de constater que **cela implique une remise en cause profonde**

de la microéconomie walrasienne, laquelle ne peut pas être rendue compatible avec la macroéconomie keynésienne.

En l'occurrence, il faut selon lui admettre que dans l'économie de Keynes, il existe des contraintes sur les quantités que chacun peut acheter ou vendre. Dès lors, les offres et demandes effectives des agents prendront en compte, non seulement les prix (comme c'est le cas dans le modèle d'équilibre général walrasien), mais aussi les rationnements subis sur les différents marchés. **Il pourra en résulter des échecs de coordination, qui conduiront l'économie à converger vers des équilibres non walrasiens avec chômage involontaire**, à la suite d'un ajustement en quantités qui « bloque » l'économie avant que les ajustements de prix n'aient eu le temps d'opérer.

Cette idée fondamentale de Clower sera reprise par Axel Leijonhufvud dans *L'économie de Keynes et l'économie keynésienne* (1967).

2. LA THÉORIE DES « ÉQUILIBRES NON WALRASIENS »

Revendiquant une synthèse des points de vue de Clower-Leijonhufvud et de Patinkin, Robert Barro et Herschel Grossman sont les premiers à élaborer un modèle d'équilibre général à prix fixes (*A General Disequilibrium Model of Income and Employment*, 1971) Ce travail est ensuite suivi d'autres qui exploitent la même idée en la précisant et sont principalement le fait des économistes français Jean-Pascal Bénassy (*Neo Keynesian Disequilibrium Theory in a Monetary Economy*, 1975) et Edmond Malinvaud (*Réexamen de la théorie du chômage*, 1977) et du Belge Henri Drèze (*Existence of an Exchange Equilibrium Under Price Rigidities*, 1975).

a) Les comportements microéconomiques en situation de prix fixes

L'appareillage analytique des modèles d'équilibre non walrasiens s'inspire des intuitions de Clower. L'idée de départ est qu'en situation de non-équilibre certains des agents (ceux situés du côté « court » du marché) vont être rationnés, selon un *schéma de rationnement* qui à chaque situation agrégée fait correspondre un niveau de transaction effective pour les agents. Ces schémas de rationnement sont déterminés en dehors de l'agent et s'imposent à lui (à l'instar des prix). Les agents économiques vont donc en tenir compte dans la formulation de leurs offres et demandes : **on suppose donc que les offres et demandes effectives des agents sur un marché donné tiendront compte, outre des prix, des rationnements subis sur les autres marchés : c'est le principe de la décision duale.**

C'est la rencontre sur les marchés des offres et demandes « effectives » qui va conduire, à l'issue d'un ajustement de quantités à prix fixes, vers des équilibres temporaires non walrasiens.

b) Les régimes macroéconomiques : un « réexamen de la théorie du chômage »

Finalement, dans un modèle à deux agents (les ménages et les firmes) et deux marchés (des biens et du travail), où l'échange se fait contre monnaie à salaire et prix du bien fixes, **on peut repérer, suivant le vecteur (prix, salaire), quatre régimes macroéconomiques. On y distingue notamment deux régimes de chômage.** En effet, il y aura chômage lorsque le niveau de prix et de salaire sera tel que l'offre sur le marché du travail sera supérieure à la demande.

Ce chômage sera « classique » s'il s'accompagne d'un excès de demande sur le marché du bien. Dans cette configuration, les ménages sont deux fois rationnés et **le chômage est réputé classique, car il découle d'une contrainte d'offre rentable** : c'est parce que le niveau de salaire réel est trop élevé que les firmes limitent leur demande de travail

et en conséquence leur offre de bien (l'effet de report va du marché du travail vers le marché du bien). Le remède de politique économique réside dans une baisse du salaire réel.

Ce chômage sera « keynésien » s'il s'accompagne d'un excès d'offre sur le marché du bien. Dans cette configuration, les ménages sont rationnés sur le marché du travail, tandis que ce sont les firmes qui sont rationnées sur le marché du bien. **Le chômage est réputé « keynésien » car sa cause réside dans une insuffisance de débouchés** pour les firmes : c'est parce que celles-ci sont contraintes sur leur demande qu'elles reportent ce rationnement sur le marché du travail en y réduisant leur demande effective de travail. Le remède de politique économique est lui aussi keynésien : il convient d'augmenter la demande globale de bien.

c) De la théorie néokeynésienne des équilibres à prix fixes à la nouvelle école keynésienne

L'analyse de la théorie des équilibres à prix fixes réside dans la systématisation de l'analyse des interdépendances entre marchés en dehors de l'équilibre général walrasien. Mais le résultat central selon lequel un défaut d'ajustement des prix empêche d'atteindre son état de référence (ici l'équilibre général walrasien) est d'une grande orthodoxie. En l'occurrence il ne remet pas en cause la théorie néo-classique de l'équilibre général : **les intuitions de Keynes sont une nouvelle fois situées comme correspondant au cas particulier où les prix ne s'ajustent pas.** La proposition selon laquelle une parfaite flexibilité des prix autoriserait l'émergence d'un équilibre général optimal n'est donc pas remise en cause. En particulier, le caractère monétaire des échanges n'est pour rien dans l'inefficacité des équilibres à prix fixes, qui s'explique seulement par cette fixité.

En outre, cette théorie des équilibres à prix fixes s'enferme dans un dilemme.

- Soit elle se présente comme une généralisation de la théorie de l'équilibre général concurrentiel, en décrivant également les équilibres non walrasiens. Mais alors les agents qu'elle décrit sont « preneurs » des prix (et des schémas de rationnement) d'un « commissaire-priseur ». Mais rien n'explique alors pourquoi celui-ci s'interdit d'ajuster les prix en fonction des demandes excédentaires qu'ils continuent d'observer sur les marchés : l'hypothèse est *ad hoc*. La théorie s'exposait alors aux critiques de la nouvelle école classique qui, au même moment, dans la foulée de la « contre-révolution » monétariste, achevait la résurgence d'une macroéconomie réelle à prix flexibles (cf. fiche 32).
- Soit l'absence d'ajustement concurrentiel des prix est interprétée comme l'indice du pouvoir de marché de certains : la théorie devient une théorie de la concurrence imparfaite dans laquelle il devient possible d'endogénéiser les rigidités de prix en démontrant qu'elles découlent d'un comportement rationnel des *price makers*. C'est l'intuition suivie par la « nouvelle école keynésienne » (cf. fiche 36), qui renouvelle le message keynésien sur la base d'une « nouvelle microéconomie » de la concurrence imparfaite (cf. fiche 24), dans laquelle le point fort des néo-keynésiens (la prise en compte de l'interdépendance des marchés) est abandonné.

Citations

- **De la recherche des fondements microéconomiques de la macroéconomie de Keynes...**

« Je soutiendrai que la théorie établie du comportement du ménage est, en fait, incompatible avec l'économie keynésienne, que Keynes lui-même a utilisé tacitement une théorie plus générale, que cette théorie plus générale conduit à des fonctions de demande excédentaire de marché qui incluent comme variables indépendantes les quantités tout autant que les prix et, à l'exception des conditions de plein emploi, que les fonctions de demande excédentaire ainsi définies ne satisfont pas la loi de Walras. En un mot, je soutiendrai qu'il y a une incompréhension fondamentale sur la base formelle de la révolution keynésienne. » (Robert Clower, « La contre-révolution keynésienne : une évaluation théorique », in F. H. Hahn, F. Brechling (eds.), *The Theory of Interest Rates*, Londres, McMillan, 1965).

- **... À la théorie des équilibres non walrasiens**

« Même pour une analyse de court terme, toutefois, il est un peu trompeur de se concentrer sur les deux situations opposées de chômage classique et de chômage keynésien. Cela ne serait approprié que dans un monde ne comportant que deux marchés homogènes : le marché du travail et le marché des biens. En fait, il existe diverses qualités de travail, plusieurs biens différents et, pour chacune d'elles et chacun d'eux, plusieurs lieux géographiques à considérer, dans la mesure où la demande et l'offre sont spécifiques à l'un ou l'autre de ces lieux. Cela veut dire qu'il y a un grand nombre de marchés distincts, autant de déséquilibres potentiels associés, chacun d'eux pouvant se caractériser soit par une offre, soit par une demande excédentaire. On peut considérer que le chômage keynésien et le chômage classique ne résultent que de deux cas extrêmes, tous deux caractérisés par une offre excédentaire sur tous les marchés du travail, mais le premier s'accompagnant d'une offre excédentaire sur tous les marchés des biens et le second d'une demande excédentaire sur ces mêmes marchés. Une théorie réaliste doit reconnaître l'existence d'un spectre bi-dimensionnel de situations comprises entre les trois cas extrêmes suivants : offres excédentaires partout, demandes excédentaires partout, offres excédentaires simultanées des diverses qualités de travail accompagnées de demandes excédentaires pour tous les types de biens. Ces trois situations polaires correspondent respectivement au pur chômage keynésien, à l'inflation contenue pure et au chômage classique pur. » (Edmond Malinvaud, *Voies de la recherche macroéconomique*, Odile Jacob, 1991).

34 La nouvelle macroéconomie keynésienne

Point clef

On peut dater l'émergence du courant des « nouveaux keynésiens » des années 1980. L'ambition des « nouveaux keynésiens » est, face à la résurgence du discours classique et libéral en macroéconomie (cf. fiches 31 et 32), de maintenir le programme de recherches « keynésien », d'en véhiculer les intuitions et d'en reproduire les résultats dans le cadre de la théorie économique « standard », tel que ce cadre est précisément établi à l'issue des travaux de Lucas et de la nouvelle macroéconomie classique. Ainsi, au contraire des auteurs « post-keynésiens » (cf. fiche 30) qui revendiquent la nécessité de cultiver « l'hétérodoxie » de Keynes, ces auteurs s'inscrivent dans la volonté initiée par la « synthèse » keynésienne (cf. fiche 28) d'intégrer la théorie keynésienne au paradigme néoclassique. Acceptant de se situer dans le cadre de la théorie néoclassique moderne, ces auteurs s'efforcent d'y « réincarner » l'économie de Keynes (l'expression est de Gregory Mankiw, l'un des animateurs de ce courant) là où les post-keynésiens essaient de la « ressusciter », et ce en marge de l'orthodoxie économique.

Pour ce faire, ils établissent leurs résultats sur les avancées opérées par ailleurs par la « nouvelle microéconomie de la concurrence imparfaite » (cf. fiche 24), qui prend en compte les nombreuses imperfections de marché et les asymétries d'information pouvant être à l'origine, au niveau macroéconomique, même dans un monde où les individus sont parfaitement rationnels, de situations d'équilibre sous-optimales (avec chômage involontaire) et de la prépondérance de la demande sur l'offre dans la dynamique globale.

Dans cette quête des fondements microéconomiques implicites de la macroéconomie keynésienne, les nouveaux keynésiens avaient été précédés par les auteurs « néokeynésiens » de la théorie des « équilibres à prix fixes » (cf. fiche 33). Mais ceux-ci s'étaient exposés à la critique des nouveaux classiques sur le caractère *ad hoc* de l'hypothèse de rigidité des prix.

C'est pourquoi le programme de recherche des nouveaux keynésiens, dans les années 1980 et 1990, peut aussi se définir comme la volonté d'endogénéiser les rigidités, tant nominales que réelles, qui sont à l'origine des régimes non walrasiens, en montrant la rationalité dans un monde où la concurrence n'est pas parfaite.

1. KEYNÉSIANISME « RATIONNEL » ET RIGIDITÉS NOMINALES : L'ABSENCE DE DICHOTOMIE ET L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES DE DEMANDE GLOBALE

Dans un premier temps, il s'agit de s'intéresser aux *rigidités nominales* pour montrer l'impact qu'elles peuvent avoir sur le plan macroéconomique : l'existence d'une rigidité dans la fixation des salaires nominaux et/ou des prix conduit à ce que des chocs « nominaux » (« chocs » de politique économique, variations de la demande globale) puissent avoir des effets macroéconomiques « réels » (rupture de la dichotomie)

a) La rigidité du salaire nominal

L'existence de contrats salariaux de long terme, introduisant des rigidités dans ce qui serait un ajustement marchand du « marché » du travail et fondant l'efficacité de politiques de demande globale, y compris dans un univers où les agents déploient des anticipations rationnelles, a été actée, notamment par Stanley Fisher (économiste américano-israélien né en Zambie en 1943) dans son article « Long

Term Contract, Rational Expectations and the Optimal Money Supply Rule » publié en 1977 et par John Taylor (né en 1946) dans *Aggregate Dynamics and Staggered Contracts* (1980).

Edmund Phelps (né en 1933, prix Nobel 2006) va, lui, fonder théoriquement l'existence de ces contrats salariaux de long terme, en soulignant qu'il est *rationnel* pour les agents de s'entendre de la sorte 1) en raison des *coûts de la négociation* ; 2) en raison de l'intérêt que peuvent avoir les firmes à ne pas ajuster leur politique salariale si leurs concurrentes ne le font pas, ce qui introduit une inertie des comportements qui est renforcée par la difficulté à collecter l'information nécessaire dans un monde (« réel ») où celle-ci n'est pas parfaite.

Il est au total rationnel pour les agents, dans un contexte de concurrence imparfaite (présence de coûts de transaction, information imparfaite...) de s'entendre sur une certaine rigidité des salaires nominaux. Cela est réducteur de coût au niveau micro-économique et réducteur d'instabilité au niveau macroéconomique. La conséquence est que les ajustements macroéconomiques ne pouvant intégralement s'opérer en prix, ils s'opèrent partiellement en quantités, rendant leur efficacité aux politiques (keynésiennes) de demande, au moins dans le court terme.

b) Les rigidités de prix

Les nouveaux économistes keynésiens se sont intéressés également aux rigidités de prix. **L'intuition est la même : il peut être rationnel pour des firmes, dans un monde de concurrence imparfaite, de ne pas ajuster continûment leurs prix.** Quand une firme, en effet, 1) opère dans une structure non concurrentielle dans laquelle ses profits varient en fonction des modifications de prix, mais ne s'annulent pas si elle choisit de laisser croître marginalement ses prix relatifs ; 2) dans laquelle l'ajustement des prix est coûteux, il peut être rationnel de son point de vue de ne pas ajuster ses prix si la perte de profit qui est attendue de l'inertie est moindre que le coût engendré par l'ajustement.

C'est en substance l'argument de Gregory Mankiw (économiste américain né en 1958) tel qu'il le développe dans un article de 1985, « Small Menu Costs and Large Business Cycles : a Macroeconomic Model of Monopoly » : l'existence de faibles « coûts de menu » (symbolisant les coûts induits par la modification continue des prix : réimpression des catalogues, nouvelles listes de prix...) suffit à rendre rationnel le non ajustement des prix et, au niveau macroéconomique, à assurer l'impact des variations de la demande globale sur les grandeurs réelles.

2. KEYNÉSIANISME « INFORMATIONNEL » ET RIGIDITÉS RÉELLES : L'EXISTENCE D'ÉQUILIBRES PARTIELS SOUS OPTIMAUX

L'objectif du keynésianisme « informationnel » est finalement d'aller plus loin que le keynésianisme « rationnel » et d'endogénéiser, sur la base, notamment, des développements de la microéconomie des asymétries d'information, les déséquilibres réels prévalant sur les marchés, et cela sans référence à une quelconque forme de rigidité nominale. Il semble de ce point de vue plus proche de l'intuition initiale keynésienne, même si leur raisonnement en équilibre « partiel » réduit la portée normative de leurs approches.

a) Risque de défaut et rationnement du crédit

L'étude des asymétries d'information sur le marché du crédit conduit à la mise en évidence de phénomènes de « rationnement du crédit » qui ont renouvelé l'étude

des canaux de transmission de la politique monétaire et le rôle de la finance dans la dynamique de croissance. **Joseph Stiglitz** (économiste américain né en 1943, prix Nobel 2001), dans son article « Credit Rationing in Markets with Imperfect Competition », coécrit en 1981 avec **Andrew Weiss**, explique ainsi pourquoi l'existence sur le marché du crédit d'*asymétrie d'information* entre le prêteur et l'emprunteur, au détriment du premier, conduit, en générant des phénomènes d'*anti-sélection*, à ce que le taux d'intérêt réel ne s'ajuste pas de façon à équilibrer offre et demande de prêts. Au fur et à mesure que les taux d'intérêt augmentent, en effet, la probabilité est grande que, parmi les emprunteurs, les profils les plus risqués (ceux qui hésitent d'autant moins à s'endetter à des taux élevés qu'ils savent leur probabilité de remboursement faible) se substituent progressivement aux profils les moins risqués. Il est donc rationnel pour les banques d'arbitrer entre les profits attendus d'une hausse des taux et le risque de défaut que cette même hausse engendre. En présence d'une demande excédentaire de crédit, les ajustements du taux d'intérêt pourront ne pas solder le marché si l'ajustement nécessaire paraît porteur de risques trop importants.

L'imperfection de l'information génère donc de manière endogène, en conséquence du comportement rationnel des agents, une rigidité réelle, c'est-à-dire un blocage du processus d'ajustement marchand en l'absence de toute rigidité nominale. Ce rationnement du crédit à son tour peut impacter l'équilibre sur le marché des biens et de travail, où un tel rationnement limite l'activité économique et donc l'emploi.

b) Salaire d'efficience et chômage involontaire

De manière semblable, l'existence d'asymétries d'information sur le marché du travail entre les salariés et leurs employeurs, au détriment des seconds (par exemple quant au niveau effectif d'effort fourni par les premiers), va générer de manière endogène des rigidités réelles et une source de chômage (involontaire). L'idée est cette fois, soulignée notamment par **Carl Shapiro** et **Joseph Stiglitz** dans leur article de 1984 « Equilibrium Unemployment as a Discipline Device », qu'en présence d'une telle asymétrie d'information et des risques d'*aléa moral* qu'elle suscite, il peut être *rationnel* pour les firmes de ne pas baisser les salaires en présence de chômage. D'une part, la baisse des salaires désincite à l'effort ; plus les salariés sont payés, plus ils sont productifs. À la fois car les plus productifs sont dès lors incités à demeurer dans l'entreprise ; car dans une logique de « donnant-donnant » des salaires élevés conduisent les salariés à « s'engager » dans l'entreprise ; car, enfin, avec le salaire c'est le coût d'opportunité d'un éventuel licenciement qui augmente. D'autre part, l'existence du chômage qui résulte du maintien des salaires à un niveau supérieur au niveau concurrentiel conduit à « discipliner » les travailleurs et les incite à travailler, de peur d'être licenciés et de ne pouvoir aisément retrouver un emploi. **Le salaire d'efficience pour l'entreprise est donc (en concurrence imparfaite) supérieur au salaire d'équilibre. Il en résulte donc du chômage à l'équilibre (non concurrentiel) du marché du travail**, sans qu'il ait été nécessaire de postuler l'existence d'une rigidité nominale des salaires. Le chômage est *involontaire*. Il résulte d'un échec de coordination lié au caractère même de l'économie de marché. Mais il ne peut pas être qualifié de *keynésien*, à la fois car il n'est pas lié à une déficience de la demande globale (le raisonnement est en équilibre partiel) et qu'il n'appelle pas à une réponse de politique économique.

Citation

- **La nouvelle école keynésienne : une « réincarnation » post-lucasienne du keynésianisme**

« Je tiens à appeler cette résurgence de l'économie keynésienne une "réincarnation" plutôt qu'une "résurrection". Mon dictionnaire définit la "réincarnation" comme une "renaissance dans un autre corps", et ceci décrit bien l'économie keynésienne aujourd'hui. L'économie keynésienne des années 1990 partage l'esprit de l'économie keynésienne des décennies précédentes. Comme leurs prédécesseurs, les nouveaux keynésiens s'interrogent sur la pertinence du paradigme walrasien pour expliquer les grandes périodes d'essor et de crise de l'économie. Anciens et nouveaux keynésiens partagent le même scepticisme sur l'aptitude de la main invisible à maintenir le plein emploi. Tous voient le cycle de l'activité comme la marque d'une faillite généralisée. Au-delà de ces principes généraux, on note cependant des différences importantes entre anciens et nouveaux keynésiens. De bien des manières, l'économie keynésienne des années 1990 ne ressemble pas à l'économie keynésienne des années 1930, ni même à celle des années 1960. Pour certains keynésiens anciens, la nouvelle économie keynésienne doit être difficile à reconnaître comme keynésienne. En effet la nouvelle économie keynésienne peut sembler être plus proche de l'économie classique de David Hume ou même de l'économie monétariste de Milton Friedman. » (Gregory Mankiw, « La réincarnation du keynésianisme », *European Economic Review*, n° 36, 1992)

35 Théorie standard et approche institutionnaliste

Point clef

L'approche institutionnaliste se donne pour objet d'étudier le cadre institutionnel qui influence de façon spécifique le comportement de l'agent économique.

Les institutions sont l'ensemble des règles et des formes d'organisation d'une société donnée.

La frontière entre cette approche et la théorie standard est difficile à préciser, car chacune emprunte à l'autre.

1. LES INSTITUTIONS DANS LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Il est habituel de considérer la science économique comme l'étude du comportement d'un agent rationnel, confronté, du fait de la rareté des ressources, à un problème de choix (de consommation, de production, d'emploi, d'investissement, etc.) Cette approche, qui s'est imposée depuis la « révolution marginaliste » des années 1870, met au premier plan le calcul de l'agent, assimilé le plus souvent à la maximisation d'une fonction objectif sous contrainte, et cela en tous temps et en tous lieux ; l'étude des conditions dans lesquelles s'opère ce calcul est alors reportée sur d'autres disciplines : l'histoire, la sociologie, le droit ou la science politique. En réaction contre une telle conception, certains économistes ont considéré que cette étude du cadre dans lequel s'inscrit le comportement de l'agent relevait de leur propre discipline, car il influence de façon spécifique ce comportement. On convient de désigner ces économistes par le terme « institutionnaliste ».

Les économistes partisans de cette approche appellent généralement « institutions » **l'ensemble des règles, coutumes, habitudes et pratiques caractéristiques d'une société donnée**, ainsi que les formes d'organisation dans lesquelles elles cristallisent (telles que l'État, les entreprises, les organismes de marché, les systèmes monétaires et financiers, les syndicats, les ordres, etc.). Comme les ressources dont la disponibilité à la fois contraint l'activité économique et est influencée par elle, les institutions résultent de l'activité humaine et en retour la façonnent et la contraignent.

À la différence de courants de pensée ayant une certaine unité théorique, cette approche agrège une pluralité d'auteurs n'ayant souvent en commun que l'intérêt pour les institutions. En plus de son hétérogénéité, son identité est aussi rendue floue par deux facteurs : d'une part, la plupart de ces auteurs empruntent à la théorie standard certains de ses instruments d'analyse ; d'autre part, la théorie standard elle-même intègre de plus en plus la prise en compte du cadre institutionnel. Pour toutes ces raisons, les frontières de l'approche institutionnaliste sont difficiles à préciser et, malgré quelques exceptions hétérodoxes, sa posture critique à l'égard de la science économique dominante est discutable.

L'opposition entre une théorie standard centrée sur le comportement d'un agent économique rationnel, susceptible de faire des choix « dans le vide », et une approche institutionnaliste centrée sur le cadre dans lequel se font ces choix est commode mais inexacte, pour au moins trois raisons.

En premier lieu, **l'économie politique s'est formée historiquement à travers une interrogation sur les institutions plus que sur l'individu**. Les auteurs mercantilistes s'intéressaient aux relations entre des corporations de marchands et le « Prince », c'est-à-dire l'État d'alors (cf. fiches 5 et 6). Les physiocrates analysaient les relations entre des groupes sociaux distingués par leur activité, dans un cadre ordonné par la propriété foncière (cf. fiche 8). Comme eux, les auteurs classiques tels qu'Adam Smith et David Ricardo s'interrogeaient sur les conditions de l'intervention de l'État dans des économies où les marchés tiennent une place de plus en plus grande. Cet intérêt pour le cadre institutionnel de l'activité économique ne se limitait pas à des considérations générales : dans la première moitié du XIX^e siècle, des controverses entre économistes concernent des institutions telles que le régime fiscal des importations ou l'organisation du système bancaire (cf. la fiche 14, par exemple, sur la contribution de Ricardo aux débats autour des lois sur le blé ou du statut de la Banque d'Angleterre).

Analytiquement, la spécificité de l'école classique (cf. fiche 9) – qu'on retrouve chez Karl Marx (cf. fiche 19) – réside dans l'articulation entre *deux principes distincts* de fonctionnement de l'économie : le marché, où sont en relation les individus, et le partage du produit global, qui concerne les groupes sociaux. Cette dualité de niveaux contraste avec l'unicité du principe marchand, qui sera la marque de la microéconomie de Léon Walras à nos jours (cf. fiches 20 à 24). Cette articulation entre des principes différents – certes mise en œuvre à travers d'autres critères – se retrouvera dans certains courants institutionnalistes, dont elle n'est donc pas une marque de fabrique.

En deuxième lieu, l'idée selon laquelle, de la fin du XIX^e siècle à la fin du XX^e, la théorie standard aurait ignoré les institutions est superficielle. La figure marquante de la science économique en Angleterre des années 1880 aux années 1920, Alfred Marshall (cf. fiche 22), consacre de nombreux travaux en *industrial economics* (« économie industrielle ») aux formes d'organisation de l'activité économique et les discussions autour de sa théorie, à la fin des années 1920 et au début des années 1930 (sur l'initiative de Piero Sraffa, Richard Kahn et Joan Robinson) concernent des notions qui, en s'écartant de la concurrence pure et parfaite, relèvent d'autres formes d'organisation des marchés (cf. fiche 24). Par ailleurs, on sait que la théorie de John Maynard Keynes (cf. fiche 29) introduit, au niveau macroéconomique cette fois, des notions (préférence pour la liquidité, conventions) qui relèvent d'habitudes de pensée ou de règles d'action jouant aujourd'hui un rôle important dans la plupart des courants institutionnalistes.

En troisième lieu, la supposée exclusion des institutions par la microéconomie développée depuis les années 1950 relève d'une vision tronquée de celle-ci. Un pan entier de cette microéconomie – la théorie du *public choice* (« choix public ») – a pris pour objet le fonctionnement de l'État et d'autres institutions (telles que les syndicats), en y appliquant les instruments de la théorie standard (la maximisation d'une fonction objectif sous contrainte). Plus récemment, la « nouvelle microéconomie » (cf. fiche 24) a intégré dans le comportement de l'agent économique le type d'information dont il dispose, sa capacité à définir des stratégies incluant les comportements des autres, sa réponse aux incitations et aux événements imprévus, son aptitude à la prévision et à l'apprentissage, son pouvoir de décision conféré par des droits de propriété et même son comportement « opportuniste » de non-respect

des engagements pris, toutes choses ayant leur place dans les courants institutionnalistes. Même le « monde à la Arrow-Debreu » (cf. fiche 23), qui fournit à la théorie standard le cadre général (néowalrasien) d'analyse d'une économie de marché, présuppose une organisation de celle-ci ; les paraboles abstraites (le « commissaire-priseur », la « chambre de compensation ») qui l'illustrent ne sont rien d'autre que l'énoncé des conditions institutionnelles nécessaires au fonctionnement d'une telle économie. Les applications de cette théorie aux processus de marché (analyses en termes de *search*, c'est-à-dire la recherche de partenaires), à l'économie du travail (salaire d'efficience) ou à la monnaie (coûts de transaction, restrictions légales) font aussi appel à des formes d'organisation définies.

Même si elle adopte en général une posture critique vis-à-vis de la théorie standard, **l'approche institutionnaliste ne peut donc prétendre à l'exclusivité de l'étude économique des institutions**. Bien au contraire, on va voir que son développement a été influencé par l'évolution de la théorie standard, en particulier de la micro-économie.

2. LA DISTINCTION ENTRE LA « VIEILLE » ET LA « NOUVELLE » ÉCONOMIE INSTITUTIONNELLE

Dans un ouvrage de 1975, *Markets and Hierarchies (Marchés et hiérarchies)*, Oliver Williamson introduit l'expression *new institutional economics* (« nouvelle économie institutionnelle ») pour la distinguer d'une *old institutional economics* (« vieille économie institutionnelle »), associée à des auteurs américains du début du xx^e siècle, dont l'intérêt pour les institutions était selon lui handicapé par des fondements théoriques insuffisants. La « nouvelle économie institutionnelle » ne représente qu'une partie – certes la plus reconnue – de la mouvance institutionnaliste aujourd'hui, comme l'accent mis sur les institutions ne se rencontrait pas à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e uniquement dans la littérature américaine. Néanmoins, il est commode de reprendre ce critère chronologique et de distinguer des courants institutionnalistes « anciens », développés à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e siècle dans certains pays (la « jeune école historique » allemande, l'institutionnalisme américain, l'école autrichienne), et des courants « modernes », plus internationalisés quoique sous domination américaine. Pour une présentation détaillée de ces divers courants, ainsi que d'autres auteurs (l'Austro-hongrois Karl Polanyi, 1886-1964 ; l'Anglais Geoffrey Hodgson, né en 1946 ; les membres des écoles françaises de la régulation et des conventions) plus hétérodoxes, on se reportera à Chavance (2007), dont sont tirées les citations données dans cette fiche et la suivante.

Cette distinction entre la « vieille » et la « nouvelle » économie institutionnelle suscite cependant une difficulté : pour la justifier autrement que d'un strict point de vue chronologique – ce à quoi ne peut se limiter l'histoire de la pensée – il faut adopter des critères permettant à la fois de regrouper les composantes de chacun des deux termes et de séparer ceux-ci l'un de l'autre. Nous suggérerons que la relation avec la théorie microéconomique standard fournit ces critères. En effet, même si l'attitude critique à son égard est sans doute plus marquée chez les « anciens » que chez les « modernes », dans les deux cas **les questionnements des institutionnalistes sont influencés par la théorie standard de leur époque**. Il faut donc d'abord replacer l'approche institutionnelle dans l'histoire de la pensée économique ; on peut alors montrer que le point commun des courants « anciens » tient à la question de

l'**intentionnalité** des institutions, tandis que celui des « modernes » tient à la question de leur **efficacité** (cf. fiche 36).

Citations

- La définition des institutions

« Par institutions politique, juridique, économique, nous comprenons un arrangement pris sur un point particulier de la vie de la communauté, servant à des buts donnés, arrivé à une existence et à un développement propres, qui sert de cadre, de moule à l'action des générations successives pour des centaines ou des milliers d'années. » (Gustav von Schmoller, *Principes d'économie politique*, 1900).

« Les institutions sont des ensembles de règles, de procédures d'observance et de normes comportementales morales et éthiques conçues afin de contraindre le comportement des individus dans le but de maximiser la richesse ou l'utilité des dirigeants. » (Douglass C. North, *Structure and Change in Economic History*, New York, Norton, 1981).

36 Les courants institutionnalistes « anciens » et « modernes »

Point clef

On a suggéré dans la fiche 35 que les questionnements des courants institutionnalistes sont influencés par la théorie standard de leur époque.

Nous montrerons ici que, en raison même de cette relation avec la théorie standard, le point commun des courants institutionnalistes « anciens » (illustrés par Gustav von Schmoller, Thorstein Veblen ou John Roger Commons) tient à la question de l'*intentionnalité* des institutions, tandis que celui des « modernes » (illustrés par Oliver Williamson, Douglass North ou Masanao Aoki) tient à la question de leur *efficacité*.

1. LES COURANTS INSTITUTIONNALISTES « ANCIENS » : LA QUESTION DE L'INTENTIONNALITÉ DES INSTITUTIONS

Trois courants peuvent être distingués, qui sont actifs dans certains pays à la fin du XIX^e siècle et dans le premier tiers du XX^e siècle : la « jeune école historique » allemande, l'institutionnalisme américain, l'école autrichienne.

À la différence de la « vieille école historique » (Bruno Hildebrand, 1812-1878 ; Karl Knies, 1821-1898 ; Wilhelm Roscher, 1817-1894), qui voulait seulement corriger les défauts de la théorie économique à l'aide de recherches historiques visant à dégager des régularités empiriques, les « **jeunes historistes** », groupés autour de **Gustav von Schmoller** (1838-1917), **rejettent toute science économique** et réduisent l'économie à un organisme dominé par le politique, le droit et la coutume, seulement susceptible d'une description historique. Ils s'engagèrent en particulier dans une « querelle des méthodes » (*Methodenstreit*) avec le fondateur de l'école autrichienne Carl Menger. Dans ses *Principes d'économie politique*, Schmoller distingue des « organes spontanés », qui apparaissent dès le début de l'évolution historique (la tribu, le clan, la famille), et des « organes dus à une intervention de la volonté », qui apparaissent avec le développement de la culture.

La figure la plus marquante – et aussi la plus controversée – de l'institutionnalisme américain est **Thorstein Veblen** (1857-1929). Son objectif est d'appliquer à l'économie la méthode d'une « science évolutionniste » dérivée des principes élaborés par Charles Darwin pour l'évolution biologique (le « darwinisme »). Veblen reproche à la théorie économique dominante (illustrée pour lui par l'Anglais Alfred Marshall) d'envisager seulement l'économie dans un état d'équilibre résultant de la combinaison de comportements individuels finalistes (c'est-à-dire motivés par l'atteinte d'un objectif). Selon lui, les objectifs individuels ne sont pas immuables mais modifiés par des processus de « causalité cumulative » : les institutions sont certes le produit des actions individuelles, mais elles rétroagissent sur les finalités de celles-ci. De plus, comme pour les espèces dans la biologie darwinienne, il existe une sélection naturelle des institutions, **processus non intentionnel** (il ne résulte pas de la volonté des individus) et qui, à la différence du « darwinisme social », n'implique pas que les institutions survivantes soient les plus efficaces (à preuve l'existence d'une « institution imbécile » comme la « classe de loisir », qui est étudiée dans l'ouvrage le plus connu de Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, 1899).

John Roger Commons (1862-1945) oriente l'institutionnalisme américain dans une direction moins critique du système économique. Il s'écarte à la fois des théories de l'équilibre, qui attribuent un dessein au mécanisme social (l'harmonie des intérêts), et de l'évolutionnisme de Veblen, centré sur la sélection non intentionnelle des institutions. Son intérêt se porte sur les « organisations actives » (*going concerns*) qui, selon Commons, caractérisent le capitalisme moderne (en particulier américain) ; ce sont des institutions dont les « règles d'activité » font l'objet d'une « sélection artificielle » (à la différence de la « sélection naturelle » chez Veblen), c'est-à-dire de **changements intentionnels**. Commons définit une institution comme « l'action collective qui restreint, libère et étend l'action individuelle » (*Institutional Economics*, 1934, p. 73) et il insiste ainsi sur son côté positif : certes elle contraint l'individu, mais elle étend aussi son champ d'action et le protège de l'arbitraire des autres individus.

On peut rattacher aux courants institutionnalistes « anciens » l'école autrichienne, bien qu'un de ses représentants les plus connus, Friedrich Hayek (1899-1992), ait exercé une influence importante sur la pensée moderne. Cela se justifie par le fait que l'approche des institutions qu'on y trouve a pour origine un auteur du XIX^e siècle, cofondateur du marginalisme, Carl Menger (*cf. fiche 25*).

Un point commun apparaît dans **les courants institutionnalistes « anciens » : ils se focalisent sur la question de l'intentionnalité des institutions** pour souligner que l'histoire des sociétés repose en grande partie sur des institutions qui *ne sont pas* créées de façon délibérée, mais résultent d'un *processus non intentionnel* engendré par les relations entre des individus qui poursuivent d'autres buts. On pourrait voir là un écho de la parabole de la « main invisible » du marché qui, dans la *Richesse des nations* d'Adam Smith (1776 ; *cf. fiche 13*), conduit l'individu à travailler pour l'intérêt de la société à travers la recherche de son seul intérêt personnel. Il y a cependant une différence importante entre les deux approches : chez Smith, les relations marchandes entre les individus sont censées former des *prix de marché* gravitant autour de *prix naturels* exprimant la cohérence nécessaire d'une économie caractérisée par une structure sociale définie (salariés, capitalistes, propriétaires fonciers). Si la « propension à l'échange » est bien pour Smith le déterminant principal de l'action individuelle, le processus de marché reflète plus qu'il n'engendre des relations entre des classes sociales qui l'englobent. L'accent mis par les courants institutionnalistes « anciens » sur le caractère non intentionnel de certaines institutions apparaît ainsi marqué, moins par une filiation avec la démarche des premiers auteurs « classiques » que par une réaction au caractère central conféré à l'individu par l'apparition de la microéconomie, avec la « révolution marginaliste » des années 1870.

2. LES COURANTS INSTITUTIONNALISTES « MODERNES » : LA QUESTION DE L'EFFICACITÉ DES INSTITUTIONS

L'expression *new institutional economics* (« nouvelle économie institutionnelle ») est apparue en 1975 sous la plume de l'Américain Oliver Williamson (né en 1932). Deux autres variantes importantes de cette approche sont dues à l'Américain Douglass North (né en 1920, prix Nobel d'économie en 1993) et au Japonais Masanao Aoki (né en 1931).

Outre le nom de baptême « nouvelle économie institutionnelle », Oliver Williamson a popularisé deux notions dont l'impact a débordé la littérature académique, d'abord

à propos des firmes et ensuite à propos d'autres organisations : celles de « **coûts de transaction** » et de « **gouvernance** ». Ces deux notions sont d'ailleurs liées. Les coûts de transaction, dont l'importance pour l'étude de la firme est reprise d'un article de l'Américain **Ronald Coase** en 1937, désignent tous les coûts de fonctionnement d'un marché liés à la recherche des meilleures conditions de transaction (par exemple le meilleur prix) et à l'établissement de contrats adéquats. Ces coûts, éliminés dans la théorie microéconomique standard par l'hypothèse de concurrence pure et parfaite, sont explicitement réintroduits par Williamson dans une optique reprise de cette microéconomie, la recherche de la plus grande efficacité possible de l'action de l'agent. La firme moderne, avec son organisation hiérarchisée distincte du marché impersonnel, s'explique par la poursuite de cet objectif d'*economizing* (qu'on peut traduire par principe d'économicité). Mais elle n'est pas la seule institution de ce genre : dans un *environnement institutionnel* donné, caractérisé par des règles du jeu (telles que la propriété), de multiples *arrangements institutionnels* (encore appelés *structures de gouvernance*) sont mis en œuvre de façon délibérée pour réduire les coûts de chaque type de transaction. La théorie des coûts de transaction a donc une portée générale : celle d'identifier les meilleures « structures de gouvernance » dans un environnement donné.

Douglass North a fortement marqué l'étude de l'histoire économique aux États-Unis en appliquant à l'analyse des institutions la notion de maximisation sous contrainte empruntée à la microéconomie standard. En évoquant la maximisation de la richesse des « dirigeants » (« *principals* »), North ne raisonne pas en termes de domination d'une classe sociale sur une autre : la distinction entre « principal » et « agent » dans la « théorie de l'agence » est la façon dont la microéconomie moderne a banalisé les problèmes d'asymétrie dans les relations entre contractants et elle s'applique autant à la relation entre un conseil d'administration et un PDG qu'à celle entre un chef d'entreprise et son employé. **Les institutions contraignant les comportements des individus sont soit formelles** (telles que les constitutions, les lois, les réglementations), **soit informelles** (telles que les normes, les conventions, les codes de conduite) ; c'est à travers des incitations plus que des obligations – autre emprunt à la microéconomie moderne (cf. *fiche 24*) – qu'elles influencent les actions des individus réunis en organisations dans un sens favorable ou non aux performances à long terme des économies. La façon dont les organisations « jouent » dans le cadre des « règles du jeu » que sont les institutions (une métaphore empruntée au sport) rétroagit sur ces règles elles-mêmes, pour susciter un « **changement institutionnel** ».

Masanao Aoki reprend l'objet d'étude de North – la comparaison des systèmes institutionnels – et une approche des institutions à travers la notion de jeu. Mais il interprète celui-ci dans les termes de la *théorie des jeux*, une technique mathématique utilisée par la microéconomie standard depuis le milieu du xx^e siècle pour l'étude de l'équilibre (cf. *fiches 23 et 24*). Une institution n'est plus alors comme chez North un ensemble de règles du jeu, mais l'équilibre résultant de « croyances partagées » sur la manière de jouer. Ces croyances évoluent à travers la répétition du jeu, ce qui donne naissance à une **diversité institutionnelle** ; une économie nationale ou un domaine de celle-ci est alors caractérisée par la plus ou moins grande *complémentarité* entre les institutions qui le composent.

On observera que l'interrogation – centrale pour les courants institutionnalistes « anciens » – sur le caractère intentionnel ou non des institutions a complètement

disparu dans la « nouvelle économie institutionnelle ». Celle-ci considère toutes les institutions comme résultant d'actions intentionnelles : **une institution est mise en œuvre en raison de son efficacité attendue**. La question centrale n'est donc plus « une institution est-elle ou non intentionnelle ? », mais « une institution est-elle ou non efficace ? ». Au-delà de la simple application aux institutions du principe d'économicité, les courants institutionnalistes « modernes » ont été en cela influencés par la démarche de la microéconomie standard de la seconde moitié du XX^e siècle, qui s'est davantage intéressée aux propriétés d'optimalité des équilibres économiques qu'aux processus expliquant leur formation (cf. fiches 23 et 24).

Citations

- **La sélection naturelle des institutions**

« L'évolution de la structure sociale a été un processus de sélection naturelle des institutions. [...] Les institutions elles-mêmes ne sont pas seulement les résultats d'un processus sélectif et adaptatif, qui façonne les types prédominants d'attitude et d'aptitude spirituelle ; elles sont en même temps des méthodes particulières de vie et de relation humaines, et à ce titre elles sont à leur tour de puissants facteurs de sélection. » (Thorstein Veblen, *Théories de la classe de loisir*, 1899).

- **Institutions et coûts de transaction**

« À la différence des conceptions antérieures – selon lesquelles les institutions économiques du capitalisme sont expliquées par les intérêts de classe, la technologie et/ou le pouvoir monopoliste –, l'approche des coûts de transaction affirme que ces institutions ont pour principale finalité et conséquence d'économiser sur les coûts de transaction. » (Oliver Williamson, *Les institutions de l'économie*, 1985).

- **Institutions et théorie des jeux**

« Une institution est un système auto-entretenu de croyances partagées concernant la façon dont le jeu est joué. Elle est essentiellement une représentation compressée des caractéristiques saillantes et invariantes d'un sentier d'équilibre, perçue par presque tous les agents dans le domaine considéré comme pertinente pour leurs propres choix stratégiques. » (Masanao Aoki, *Toward a Comparative Institutional Analysis*, 2001).

37 L'économie comme science : la naissance d'une conviction

Point clef

La question de la scientificité de l'économie s'est posée très tôt, à la fois en raison de la nature quantitative des phénomènes que l'économie étudie (de la propension au calcul que cette nature induit et du matériau empirique qu'elle fournit une fois relatée dans des comptabilités) et de sa propension à l'abstraction et à la modélisation, qui font converger ses méthodes vers celles des sciences « exactes ».

C'est cependant à partir de la révolution marginaliste et de la volonté de produire une « économie politique pure » (Léon Walras) que l'économie, devenue science économique, revendiquera le plus explicitement cette proximité. Se définissant alors comme « science des choix », elle revendiquera alors, fort de sa méthode et de cette proximité, de pouvoir traiter de l'ensemble des comportements humains.

Pour autant, la conviction de la scientificité de l'économie demeure mal partagée.

1. DE « L'ÉCONOMIE POLITIQUE » À LA « SCIENCE ÉCONOMIQUE »

a) L'émergence de la discipline comme « économie politique »

L'analyse économique s'est développée en tant que corpus théorique lorsque le capitalisme a émergé progressivement de l'économie féodale à partir des XVI^e et XVII^e siècles et lorsque la recherche de la richesse, après avoir été tenue pour une passion perverse, se trouve réhabilitée avec le début de la sécularisation de la société (cf. fiches 3 à 6). Elle se constitue alors comme une « économie politique » : en effet, alors que dans les « sciences dures », les chercheurs veulent comprendre la nature pour la transformer, l'objet de l'économie est de comprendre les rapports entre les hommes et la manière dont émergent des ordres sociaux. Ceci pose nécessairement la question du pouvoir et des rapports entre l'économique et le politique.

Les grands courants successifs de l'analyse économique, jusqu'à la rupture néo-classique, se sont alors construits comme des représentations situées de la société.

Les « mercantilistes » expriment le point de vue de la bourgeoisie commerciale en constitution (cf. fiche 6), les « physiocrates » défendent explicitement le projet politique d'une monarchie « éclairée », continuant de diffuser ce qui doit être, de leur point de vue, le « projet » de l'aristocratie foncière (cf. fiche 8). Les « classiques » rationalisent le point de vue de la bourgeoisie industrielle (cf. fiche 9), tandis que Marx revendique de fonder scientifiquement le socialisme de manière à armer idéologiquement le prolétariat (cf. fiche 17).

b) La théorie néoclassique ou la croyance en une science économique universelle

La théorie néoclassique, issue de la « révolution marginaliste » (cf. fiche 20), constitue, de ce point de vue aussi, une rupture dans la pensée économique. Construite sur le modèle de la physique mécanique, elle a une prétention à la neutralité et à l'universalisme. **Cette théorie se veut ahistorique et apolitique.** Le paradigme central (rationalité, maximisation, équilibre), qui constitue la base unificatrice et intégratrice de la théorie néoclassique, est considéré comme inaliénable.

C'est à partir de ce moment que la discipline veut définitivement établir son autonomie et son emprise en se définissant comme science et en empruntant méthode,

concepts et langage aux sciences « dures », en particulier à partir de la formalisation mathématique de ses raisonnements. C'est aussi sur cette base, qu'elle a aujourd'hui prétention à régner sur l'ensemble des sciences humaines et sociales, au nom de la prééminence que lui conférerait sa méthode « scientifique ».

2. SCIENCE ET IDÉOLOGIE

a) L'analogie avec les sciences « dures » : une question de « grandeur(s) » ?

La science économique, interrogation sur la formation des *grands* économiques (cf. fiche 1), est logiquement conduite à recourir à la mesure, au calcul et finalement aux concepts et aux méthodes des sciences « dures », et en particulier aux concepts et à l'outil mathématique.

En outre, la science économique se fonde en s'affranchissant de la tutelle de la philosophie politique et sociale, ce qui ne peut se faire qu'en revendiquant sa particularité (sur le questionnement et sur les réponses) et en se rapprochant d'une « autre » zone d'attraction (sur les méthodes), surtout si celle-ci est prestigieuse (et confère une certaine « grandeur » !).

b) L'impérialisme contemporain de la « science économique »

Depuis la fin des années 1960, la « science économique » ne prétend plus seulement expliquer l'action économique ; elle applique sa méthodologie à la totalité de l'action sociale et imprègne l'ensemble des sciences sociales. Ce fut l'issue de l'entreprise initiée par Théodore Schultz et Gary Becker avec la théorie du capital humain : ainsi, l'amour, la religion, le sport, le crime entrent dans la logique du choix rationnel, selon laquelle l'individu rationnel, seul sujet reconnu, ne veut qu'une chose majeure : maximiser son gain et minimiser son effort.

La science économique, « science des choix en univers de rareté », n'est donc plus réputée devoir se confiner à une analyse de la richesse et de ses déterminants. Elle devient « une théorie générale de l'agir humain ». L'individu comme tel, universel, abstrait et asocial, en prise avec des besoins illimités, est l'unique source de construction des sociétés.

3. LES LIMITES D'UNE ANALOGIE AVEC LES SCIENCES « DURES »

a) Une « science » humaine

• Le rôle des croyances

Les théories économiques portent sur des sociétés formées d'êtres humains, qui sont à la fois influencés par elles et les engendrent. Leurs « croyances », concernant ce que vont faire les autres (attitude face à l'incertitude économique *endogène*) ou ce que peut réserver l'avenir (attitude face à l'incertitude économique *exogène*), en particulier, exercent une influence déterminante sur leurs actions et donc sur l'issue du processus économique. Il n'existe donc pas une « réalité » économique qui serait extérieure à ce que produisent les agents économiques eux-mêmes. Un cas extrême est celui « d'auto-réalisation », rencontré par exemple sur les marchés financiers, où, en agissant sur la base de leurs croyances, les agents économiques provoquent la situation à laquelle ils s'attendaient.

L'économie qu'il s'agit d'étudier ne peut alors posséder les caractéristiques de régularité observables, par exemple dans les sciences de la nature.

- **Des tendances plus que des lois**

Est-ce à dire que la réalité est impossible à interpréter et que les économistes sont condamnés à ne jamais pouvoir prévoir les phénomènes ? Non. Simplement, ceux-ci n'ont pas le caractère d'universalité des résultats que l'on peut obtenir dans les sciences naturelles. De ce point de vue, **l'économie met davantage en évidence des « tendances » que des « lois »**. Le mot « tendance » suggère une direction, un sens, mais pas un résultat certain. La tendance est elle-même la manifestation d'une loi, mais celle-ci n'apparaît pas clairement en raison de l'existence d'éléments perturbateurs non négligeables, qu'on peut qualifier de « contre-tendances » et dont il n'est pas possible d'isoler les effets. Ainsi, plutôt que de parler de « loi » d'égalisation des taux de profit (largement évoquée par David Ricardo, cf. fiche 14, ou Karl Marx, cf. fiche 17), on dira qu'il y a une « tendance » parce que cette égalisation peut demander du temps et que la démonstration demande aussi des ressources en collecte d'information et en comparaison des divers types de profits et des risques qui leur sont associés.

Le problème posé alors au théoricien, si la baisse du taux de profit n'est pas très nette, est celui de savoir si c'est en raison de l'existence de contre-tendances ou si cela est dû au caractère erroné de la théorie, la tendance à la baisse n'existant pas. Comme l'expérience contrôlée ne permet pas de trancher, les deux points de vue peuvent continuer de coexister indéfiniment.

b) Une science « sociale »

- **Une connaissance historiquement datée et géographiquement située**

L'approche néoclassique standard a pour trait caractéristique de considérer le marché concurrentiel comme le dispositif institutionnel fondamental, celui qui est censé permettre une résolution efficiente de tous les problèmes de coordination auxquels l'ordre marchand peut être confronté. Cette approche en vient alors à considérer le marché comme une institution *naturelle*, comme le corollaire obligé de la rationalité individuelle.

Or, l'histoire économique, comme l'observation présente de la diversité des configurations de l'économie marchande et du capitalisme, indique que, plus vraisemblablement, le marché est une *construction sociale particulière* qui nécessite pour émerger et être « institué » que soit réuni un ensemble de conditions sociales tout à fait spécifiques.

Plus généralement, peut s'imposer l'idée que le capitalisme ne se réduit pas au seul marché, mais résulte de l'articulation de marchés et d'autres « formes institutionnelles », comme les firmes, le système des paiements, le droit, mais aussi les liens hiérarchiques, les conventions ou les normes (cf. fiches 35 et 36).

Il en résulte que **la « réalité » économique qu'il s'agit d'appréhender est plongée dans un flux historique et anthropologique irréductible**, qui devrait conduire à renoncer à l'ambition de fonder l'universalité des « lois » économiques.

- **Science et doctrine en économie**

Le théoricien est, qu'il le veuille ou non, partie prenante des sociétés qu'il étudie, parce qu'il a forcément une opinion sur elles et donc sur ce qu'il faut faire pour les rendre meilleures. C'est pourquoi **les économistes se contentent rarement de constater ce qui est (ou ce qu'ils croient être), du fait qu'ils peuvent difficilement s'empêcher de dire ce qui doit être (ce qu'ils pensent être bon pour la société)**. L'existence fréquente de cette dimension normative dans le discours des économistes

est source de nombreuses confusions. Elle explique notamment certaines réticences à considérer leur démarche comme scientifique.

La seule exigence que l'on puisse alors avoir à leur endroit est qu'ils acceptent l'idée que leur horizon demeure celui de l'économie *politique* et qu'ils s'efforcent de fonder rationnellement un point de vue qui demeure irréductiblement *subjectif*.

Au total, la question de la scientificité de l'économie ne se pose pas. Ce qui caractérise toutes les sciences, c'est le travail des praticiens, le développement d'outils intellectuels qui permettent d'améliorer la compréhension que l'on a du réel, de dépasser les simples perceptions des sens. En ce sens, l'économie n'a rien à envier (ni de leçons à donner d'ailleurs) aux autres disciplines scientifiques : elle est bien le lieu d'un « progrès organisé des connaissances » (Carl Sagan), même si ces connaissances demeurent approximatives, historiquement datées et géographiquement situées.

Citations

- **La science économique...**

« L'économie est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs. » (Lionel Robbins, *La nature et la signification de la science économique*, 1932).

« Quant aux économistes qui, sans savoir en quoi consistent les mathématiques, ont décidé qu'elles ne sauraient servir à l'éclaircissement des principes économiques, ils peuvent s'en aller répétant que la liberté humaine ne se laisse pas mettre en équations ou que les mathématiques font abstraction des frottements qui sont tout dans les sciences humaines et autres gentilleses de même force. » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 1874).

- **... Son impérialisme revendiqué...**

« Toute question qui pose un problème d'allocation de ressources et de choix dans le cadre d'une situation de rareté caractérisée par l'affrontement de finalités concurrentes relève de l'économie et peut donc être traitée par l'analyse économique. » (Gary Becker, *L'approche économique du comportement humain*, 1976).

- **... Et accepté**

« Aujourd'hui, les prétentions des économistes ont impressionné les autres représentants d'autres branches des études sociales, qui singent les économistes singeant les physiciens. » (Joan Robinson, *Hérésies économiques*, Calmann-Levy, 1972).

38 Quelle « science » économique ?

Point clef

Si l'on admet qu'il n'existe pas un seul type de science, mais différentes formes de recherche scientifique, on peut choisir de les répertorier selon :

- Leur ambition et leur champ : une première distinction « oppose » alors sciences appliquées et sciences fondamentales ; une seconde, sciences « nomothétiques » et sciences « idiographiques ».
- Leur méthode : on distingue les sciences empiriques des sciences logico-formelles et, parmi les premières, sciences expérimentales et sciences d'observation.

La science économique s'est progressivement définie, à l'issue de nombreuses « querelles de méthode », comme une science d'abord fondamentale, nomothétique et logico-formelle. Cette définition reste aujourd'hui contestée et même le courant orthodoxe n'a pas renoncé à présenter la discipline comme une science empirique.

1. QUELLE AMBITION ?

a) Une science fondamentale...

Les *sciences appliquées* (qu'il ne faut pas confondre avec la technique en tant qu'application de connaissances empiriques) visent la réalisation d'un objectif pratique, tandis que les *sciences fondamentales* visent prioritairement l'acquisition de connaissances nouvelles. On ne peut cependant classer *a priori* une discipline particulière dans un domaine ou dans un autre, même si certaines disciplines restent plus ancrées dans un domaine que dans un autre. **La « science » économique, elle, peut aussi bien être fondamentale qu'appliquée, selon le contexte.** En particulier, en mêlant considérations *positives* et prescriptions *normatives* (en particulier de politique économique), la science économique revendique d'être à la fois une science fondamentale et appliquée. Mais les considérations normatives sont explicitement conçues comme ne pouvant prendre racine que sur la base des développements fondamentaux de ce que **Walras** dénommait « économie pure », en la distinguant de l'économie appliquée mais aussi de l'économie sociale (*cf. fiche 21*). **La science économique est donc une discipline qui relève dans une grande mesure de la science fondamentale.**

b) à la recherche des lois économiques du capitalisme

Parmi ces dernières, une seconde distinction peut être faite entre les *sciences nomothétiques* et les *sciences idiographiques*. Les premières cherchent à établir des lois *générales* pour des phénomènes susceptibles de se reproduire. Les secondes s'occupent au contraire du *singulier*, de l'unique, du non récurrent. L'exemple de l'histoire montre qu'il n'est pas absurde de considérer que le singulier peut être justiciable d'une approche scientifique. **La « science économique », plus que les autres sciences sociales, et comme la plupart des sciences dites « dures », a clairement l'ambition de dégager des « lois » économiques (*cf. fiche 37*).** Dans la tradition dominante, en liaison avec ce que fut la quête de la philosophie politique et sociale durant de longs siècles (*cf. fiche 3*), **l'ambition est même, à l'instar des sciences « dures », de dégager des lois « naturelles », universelles.** Cette ambition est particulièrement

revendiquée avec la théorie néoclassique, qui définit la discipline comme la science étudiant les choix rationnels d'un individu a-historique et « aculturel » face au phénomène, présenté comme *naturel*, de la rareté. Mais elle est déjà présente chez les fondateurs classiques de la discipline (cf. fiche 9) **Des auteurs plus « hétérodoxes » comme Marx** (cf. fiches 17 et 19) et **Keynes** (cf. fiche 29) **revendiquent au contraire le caractère historiquement déterminé des lois économiques du système capitaliste** et de l'économie de marché. Ils rejoignent sur ce point les convictions des tenants de **l'école historique allemande**, formée dans les années 1840 avec les écrits de **Bruno Hildenbrand** (1812-1878) et **Karl Knies** (1821-1898), dont les thèses seront développées par **Gustav von Schmoller** (1838-1917) puis **Werner Sombart** (1863-1941), et dont on retrouve l'influence dans certains courants de l'institutionnalisme (cf. fiche 36).

2. QUELLE MÉTHODE ?

a) Une science « logico-formelle »

Sur le plan de la méthode, on peut d'abord distinguer les *sciences empiriques* et les *sciences logico-formelles*. Les premières portent sur le monde empiriquement accessible et partent de notre expérience sensible de ce monde. Elles regroupent *a priori* 1) les *sciences de la nature*, qui ont pour objet d'étude les phénomènes naturels ; 2) les *sciences humaines*, qui ont pour objet d'étude l'homme et ses comportements individuels et collectifs, passés et présents. De leur côté, les sciences logico-formelles (ou sciences formelles) explorent déductivement, selon des règles de formation et de démonstration, des systèmes axiomatiques. Il s'agit par exemple des mathématiques ou de la logique.

La science économique s'est très vite constituée, au moins à partir de David Ricardo (cf. fiche 14), **comme une science déductive** privilégiant le critère de la cohérence logique comme critère de validité, de préférence à la généralisation, par **induction**, de considérations issues des expériences concrètes.

Cette option est définitivement établie et revendiquée par les auteurs marginalistes (cf. fiche 20), notamment autrichiens (cf. fiche 25), dans la querelle qui les oppose aux tenants de l'école historique allemande à la fin du XIX^e siècle, dite « **querelle des méthodes** » (*Methodenstreit*). Cette controverse épistémologique eut lieu à partir de 1883 entre Carl Menger, père de l'école autrichienne, et les tenants de l'*école historique allemande*, menés par **Gustav von Schmoller**. Ces derniers soutenaient qu'il n'existe pas de lois générales des phénomènes économiques qui soient valables en tous temps et en toutes circonstances et que la discipline économique devait donc se résumer à l'histoire des faits économiques et à leur analyse. Les économistes de l'école autrichienne, au contraire, considéraient que les motivations humaines et leur interaction sociale forment un ensemble trop complexe pour se prêter à l'analyse statistique et qu'il fallait donc partir de la connaissance élémentaire de l'individu et de ses comportements pour développer, par l'application de la logique philosophique, les lois de l'économie.

De la même manière, pour Walras (cf. fiche 21), l'économie pure a pour objet la valeur d'échange des marchandises. Celle-ci, appartenant au champ de la science pure, s'impose comme *un fait mathématique* à l'intérieur d'une branche des mathématiques jusque-là « ignorée », d'après Walras, par les mathématiciens eux-mêmes. Sa méthode est donc la méthode mathématique, méthode rationnelle et déductive. Elle procède par la définition des « types idéaux » extraits de l'expérience (par

abstraction), suivie par l'élaboration d'une théorie pure du fonctionnement, déduite logiquement à partir de ces types idéaux et dont les conclusions seront finalement appliquées à la réalité imparfaite. La science pure n'a donc dans son esprit aucune articulation *a priori* avec le réel mais s'exprime par des assertions logiques déduites de prémisses définies à l'avance. Elle ne vise donc pas un objectif de réalisme descriptif. La théorie pure parvient à des conclusions irréfutables puisqu'elles résultent de raisonnements déductifs qui n'ont pas pour objet d'être conformes à la réalité mais doivent uniquement satisfaire une contrainte de cohérence.

S'agit-il pour autant de conclusions purement théoriques sans aucune implication sur le monde réel ? Pour Walras, ces vérités d'économie politique pure vont fournir la solution aux problèmes les plus importants, les plus débattus et les moins éclaircis de l'économie politique appliquée et de l'économie sociale. C'est dire que la science économique revendique de demeurer une science ancrée dans le « réel », en amont (par les « faits stylisés » observés et qui nourrissent l'abstraction) et en aval (par l'application effective des prescriptions normatives déduite de la science pure).

b) ... À vocation empirique

Si l'on regarde tous les travaux de recherche depuis le début des années 1980, **on constate un retour en force des études empiriques servant de base à l'élaboration des théories**. Au point que l'on constate parfois un excès inverse à celui du formalisme, celui de privilégier les études empiriques et les résultats de régressions statistiques sans élaborer de théorie ! Dans la volonté de se constituer en science empirique (et de pouvoir appliquer le critère « popperien » du « réfutationnisme » comme juge de la validité d'une théorie scientifique), une ultime distinction entre les disciplines scientifiques peut porter sur le recours ou non à la démarche expérimentale. Les *sciences expérimentales*, comme la physique ou la biologie, reposent sur une démarche active du scientifique qui construit et contrôle un dispositif expérimental reproduisant certains aspects des phénomènes naturels étudiés. Lorsqu'il n'est pas possible de contrôler un environnement expérimental, les scientifiques peuvent avoir recours à l'observation : on parle alors de *sciences d'observation*. L'astronomie en est un exemple classique.

Pour l'essentiel, l'économie est une science d'observation davantage qu'une science expérimentale. L'essentiel des études empiriques se fonde sur l'observation des séries statistiques et leur exploitation au moyen de **l'économétrie**.

Quelques économistes ont, malgré tout, procédé depuis longtemps à certaines « expériences ». Il a toutefois fallu attendre 2002 pour que la profession accorde un peu d'intérêt à ce qu'on appelle « **l'économie expérimentale** » (prix Nobel attribué conjointement à **Daniel Kahneman**, né en 1952, et à **Vernon Smith**, né en 1927). Mais, pour l'essentiel, **cette économie expérimentale a davantage pour objet de tester les prémisses « psychologiques » des modèles formels de la science économique**, en mesurant notamment la portée effective du postulat de rationalité (c'est en particulier l'objet des travaux de Kahneman). De la même manière, les expériences menées par Vernon Smith sur le fonctionnement des marchés ne cherchent nullement à reproduire ce qui se passe dans la « réalité » ; le propos est de tester les réactions d'individus placés dans des cadres particuliers, en cherchant celui qui est le plus efficace (l'approche est de fait normative).

Citations

- **Une science logique...**

« L'économiste doit être avide de faits mais les faits par eux-mêmes n'apportent rien. La science économique n'est que l'effort du sens commun aidé par les procédés organisés de l'analyse et du raisonnement. » (Alfred Marshall, *Principes d'économie politique*, 1890).

- **... Formalisée...**

« Quant aux économistes qui, sans savoir en quoi consistent les mathématiques, ont décidé qu'elles ne sauraient servir à l'éclaircissement des principes économiques, ils peuvent s'en aller répétant que la liberté humaine ne se laisse pas mettre en équations ou que les mathématiques font abstraction des frottements qui sont tout dans les sciences humaines et autres gentillesse de même force. » (Léon Walras, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, 1874).

- **... Et dont la capacité à mettre en évidence des lois naturelles reste contestée**

« S'il me fallait résumer ce que l'essence de l'histoire économique peut apporter à la science économique, je dirais qu'il n'existe pas de "lois" ou règles en économie qui soient valables pour toutes les périodes de l'histoire ou pour chacun des systèmes économiques. » (Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, 2005).

39 Le progrès des connaissances en économie

Point clef

Le progrès des connaissances en théorie économique a deux traits originaux.

Il s'opère dans le temps, non pas de manière linéaire par un travail d'accumulation progressive et régulière de découvertes, mais au travers de la confrontation et de l'opposition entre théories concurrentes et de la remise en cause périodique des anciennes « croyances » scientifiques. Finalement, ce progrès adopte un rythme binaire, déjà analysé pour les sciences physiques par l'historien des sciences Thomas Kuhn, voyant se succéder des périodes dites de « science normale » et des périodes de « révolution scientifique ».

Les théories écartées par la communauté scientifique à un moment ou à un autre de ce processus ne sont jamais définitivement écartées et perdurent sous la forme d'*hétérodoxies* se développant en marge de l'*orthodoxie* du moment.

1. UNE VISION « LONGITUDINALE » : SCIENCE NORMALE ET RÉVOLUTIONS SCIENTIFIQUES DANS L'HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

a) L'économie politique classique et sa contestation

L'économie politique classique (cf. fiche 9) apparaît comme le premier moment de « science normale » après que, dans la première moitié du XVIII^e siècle, se soient confrontées les visions (qui ne sont pas encore des théories) mercantiliste et physiocrate (cf. fiches 6 et 8). Face à « l'anomalie » que pouvaient constituer la Révolution industrielle et le développement en germe du capitalisme, la théorie classique apparaît, aux yeux des contemporains d'Adam Smith (cf. fiche 13), comme un « programme de recherche progressif ». La discipline se constitue alors comme discipline scientifique autonome en se structurant autour du paradigme classique, qui prend tous les traits d'une science normale, quasi définitivement codifiée par David Ricardo (cf. fiche 14), et dominante jusqu'aux années 1850.

Le développement du capitalisme, l'apparition d'un capitalisme « monopoliste », l'émergence de la question sociale et sa déclinaison politique, la récurrence des crises économiques « d'un nouveau type », mêlant crises financières et dépressions industrielles, fragilisent sur tous ces plans la position de paradigme accepté qu'occupe la théorie classique. D'une certaine manière, elle se transforme en programme de recherche régressif. S'ouvre alors ce qu'il est possible de qualifier de période de révolution scientifique d'où émergent notamment à un pôle, un programme de recherche hétérodoxe au regard de la science classique visant à rationaliser la contestation « socialiste » du capitalisme (cf. fiches 16 et 17) et dont l'œuvre de Marx constituera le point d'orgue (cf. fiche 19) ; à l'autre pôle, la révolution marginaliste (cf. fiche 20) qui vise à refonder la vision normative du libéralisme classique sur des fondements microéconomiques renouvelés.

b) De la « science économique » néoclassique à la « synthèse » classico-keynésienne

C'est alors la science économique néoclassique, et tout particulièrement le programme de recherches marshallien, qui s'impose, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, comme le nouveau paradigme dominant. Cette nouvelle « orthodoxie » s'affiche sous la forme d'une synthèse entre les théories de la valeur ricardienne et marginaliste

et donc comme un progrès objectif dans la connaissance économique. Pour autant, cette ambition ne fait pas disparaître un certain nombre de théories, qui se constituent alors comme autant « d'hétérodoxies » : c'est particulièrement le cas du marxisme ou du marginalisme de l'école autrichienne (cf. fiche 25).

À son tour, le néoclassicisme marshallien, confronté dans l'entre-deux-guerres mondiales à l'énigme du chômage de masse et de la grande dépression que sa théorie du marché du travail et des cycles économiques ne parvient pas à éclairer et que les politiques publiques qu'il inspire sur cette base ne parviennent pas à résoudre, va entrer dans une phase de dégénérescence. Les années 1930 vont alors être les années de « haute théorie » que vantait Shackle (*The Years of High Theory. Invention and Tradition in Economic Thought, 1929-1936*, 1967). Cette nouvelle période de révolution scientifique va notamment accoucher de la révolution keynésienne en macro-économie (cf. fiche 29). Mais tandis que Keynes présente son œuvre comme une critique radicale de la macroéconomie néoclassique, celle-ci va se maintenir et se renouveler en programme de recherches progressif au travers de la « redécouverte », notamment par John Hicks, de la théorie walrasienne de l'équilibre général (cf. fiche 21). Dans cette dernière optique, la science économique néoclassique et les hypothèses fondamentales qui en constituent le cœur (rationalité individuelle, loi de l'offre et de la demande) n'ont pas été remises en cause. Seule sa déclinaison sous la forme de la « théorie auxiliaire » marshallienne aurait été « réfutée ».

C'est pourquoi, **au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est une nouvelle fois sous la forme revendiquée d'une « synthèse », cette fois entre théorie de l'équilibre général walrasien (et ses développements, cf. fiche 23) et révolution keynésienne, que le « keynésianisme » (cf. fiche 28) s'impose comme nouveau paradigme dominant**, définissant un programme de recherches progressif pour les trente années « glorieuses » (selon l'expression de Jean Fourastié) qui vont s'écouler jusqu'au déclenchement de la crise économique des années 1970.

Une nouvelle fois, cette « synthèse », présentée par ses promoteurs comme un progrès objectif des connaissances, va se voir contestée par de nombreuses hétérodoxies et notamment : celle revendiquée par les post-keynésiens qui souhaitent maintenir l'irréductibilité de la révolution keynésienne à la théorie de l'équilibre général (cf. fiche 30) ; celle défendue par Hayek (cf. fiche 27), qui, dès les années 1930, s'opposait autant à la théorie de l'équilibre général qu'à la théorie de Keynes, dénonçant leur « constructivisme », et qui continue tout au long de cette période à maintenir le flambeau d'une forme de libéralisme économique que rationalise la tradition autrichienne ; mais aussi celle de Piero Sraffa (cf. fiche 15), qui de sa critique du néoclassicisme marshallien déduit la nécessité de renouer avec la tradition ricardienne ; ou celles des auteurs qui souhaitent maintenir, en marge de la science économique dominante, une tradition critique inspirée des écrits de Marx.

c) De la contre-révolution monétariste à la recherche d'une nouvelle synthèse

Au tournant des années 1960 et 1970, l'énigme de la « stagflation », combinaison inédite de stagnation économique et d'inflation, apparaît au regard du keynésianisme standard comme une anomalie. Celui-ci avait en effet fondé sa pratique de réglage fin (*fine tuning*) de la conjoncture sur sa « croyance » dans l'existence d'une relation stable et de longue période d'arbitrage entre inflation et chômage (telle qu'avait pu la mettre en évidence la courbe de Phillips, cf. fiche 18). Ce fait nouveau, dont le caractère d'anomalie est encore davantage révélé à l'occasion des chocs pétroliers

des années 1970 qui semblent définitivement sanctionner l'inefficacité des politiques économiques « keynésiennes », précipite la dégénérescence du programme de recherche keynésien, contesté par les théories monétaristes de Milton Friedman (cf. fiche 31). De la période de révolution scientifique qui s'ouvre alors émergent les thèses de la nouvelle école classique (cf. fiche 32) qui souhaite, radicalisant le point de vue monétariste, renouer avec la tradition libérale prékeynésienne sur une base méthodologique et analytique renouvelée et celles de la nouvelle école keynésienne (cf. fiche 34) qui souhaite au contraire « réincarner » la théorie de Keynes et véhiculer ses intuitions fondamentales au sein de la science économique standard, en la fondant sur une « nouvelle microéconomie » (cf. fiche 24) intégrant les conséquences des imperfections rédhibitoires de concurrence qu'exhibe nécessairement une économie décentralisée.

La science économique contemporaine, au final, tente d'ouvrir une nouvelle période de science normale, organisée autour d'une nouvelle synthèse intégrant les apports de la nouvelle contre-révolution classique et ceux de la nouvelle microéconomie et de la nouvelle école keynésienne. Cette « nouvelle synthèse » reste contestée, par l'ensemble des filiations hétérodoxes que nous avons évoquées ou par la constitution de nouveaux pôles alternatifs, tel celui constitué en une « nébuleuse » institutionnaliste et évolutionniste (cf. fiches 35 et 36).

2. UNE VISION « LATITUDINALE » : ORTHODOXIE ET HÉTÉRODOXIES

a) Un progrès « dialectique » ?

Au total, s'il semble bien y avoir, au rythme de cette succession de phases de « science normale » et de « révolutions scientifiques », **un véritable progrès des connaissances, lequel semble prendre la forme d'une progression dialectique.** Ainsi, après que, face à la thèse établie (paradigme autour duquel s'est structurée l'activité « normale » de recherche), la période de révolution scientifique ait fait émerger à titre principal une antithèse, le retour à la « normale » s'effectue par un dépassement apparent de la contradiction par le biais d'une synthèse : la science économique néoclassique se construit autour la synthèse marshallienne des théories classique et marginaliste de la valeur ; le paradigme « keynésien » se fonde sur la synthèse initiée par Hicks entre macroéconomie de Keynes et néoclassicisme walrasien ; la période actuelle voit émerger une « nouvelle synthèse » entre visions « nouvelle classique » et « nouvelle keynésienne ».

Pour autant, **ce « progrès » de la discipline laisse persister, nous l'avons vu, une fracture fondamentale, à chaque période de science normale, entre une orthodoxie et des hétérodoxies qui se veulent irréductibles à une synthèse qu'elles refusent** et entendent maintenir des filiations intellectuelles dont la marginalisation ne vaut pas invalidation.

b) La permanence des débats fondamentaux et le maintien des hétérodoxies

L'économie politique classique s'est identifiée et constituée comme domaine de connaissance autonome, avec Adam Smith, autour de trois principaux traits distinctifs qui, pour l'essentiel, demeurent caractéristiques de la tradition dominante en science économique (de l'*orthodoxie*). Au contraire, le refus de l'un ou l'autre de ces traits distinctifs ou de l'ensemble des trois, constitue une théorie en *hétérodoxie*.

Le premier trait distinctif de la tradition dominante initiée par Smith est la croyance en des lois économiques universelles. Le caractère historique de ces lois fut ou est

au contraire souligné et revendiqué tant par le marxisme, l'école historique que le courant institutionnaliste ou le keynésianisme (cf. fiche 38).

Le deuxième trait distinctif consiste à situer l'origine de la richesse dans l'existence du marché et à réduire les relations économiques à un libre-échange généralisé. Pourtant, d'autres auteurs, de la physiocratie à certains classiques (Ricardo, repris par Sraffa), insistent davantage sur la spécificité des relations de production ; d'autres, avant Smith (mercantilistes) et après (Keynes), confèrent à l'État un rôle nécessaire, même dans une économie de marché.

Enfin, Smith considère que les grandeurs économiques ont, comme la richesse, une mesure réelle, indépendante de la monnaie : la théorie de la valeur devient alors le point de départ de l'analyse économique. Au contraire, l'analyse de la monnaie et des relations monétaires est au cœur (et au départ) de théories antérieures (mercantilismes) ou postérieures (Marx, Keynes).

Citations

« La découverte commence avec la conscience d'une anomalie, c'est-à-dire l'impression que la nature, d'une manière ou d'une autre, contredit les résultats attendus dans le cadre du paradigme qui gouverne la science normale. » (Thomas Samuel Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 2008).

« [...] Une nouvelle théorie, quelque particulier que soit son champ d'application, est rarement ou n'est jamais un simple accroissement de ce que l'on connaissait déjà. Son assimilation exige la reconstruction de la théorie antérieure et la réévaluation de faits antérieurs, processus intrinsèquement révolutionnaire qui est rarement réalisé par un seul homme et jamais du jour au lendemain. » (Thomas Samuel Kuhn, *op. cit.*).

Aftalion Albert, 1874-1956, né en Bulgarie, économiste français. Il fut professeur aux universités de Lille et de Paris. Influencé par la pensée autrichienne, il découvrit en 1913 le principe d'accélération, selon lequel une variation de la demande de biens de consommation suscite une variation plus que proportionnelle de la demande de biens d'investissement. Ce principe fournit selon lui l'explication principale des crises périodiques de surproduction.

Allais Maurice, né en 1911 à Paris, économiste français, prix Nobel en 1988. Professeur à l'École supérieure des mines de Paris, Maurice Allais a consacré ses premières recherches à l'analyse de la croissance d'une économie monétaire et du comportement d'un agent économique confronté au risque. Ses ouvrages principaux sont *Économie et Intérêt* (1947), *Traité d'économie pure* (1952) et *La théorie générale des surplus* (1981). Dans celui-ci, il montre que la dynamique des marchés est engendrée par les efforts des agents pour utiliser des surplus inexploités.

Arrow Kenneth, né en 1921 à New York, économiste américain, prix Nobel en 1972. Professeur à Harvard et à Stanford, Kenneth Arrow a d'abord étudié les problèmes de choix collectifs effectués à partir des préférences individuelles des agents économiques (*Social Choice and Individual Values*, 1951) ; il a publié en 1954, avec Gérard Debreu, l'article de référence sur la théorie néowalrasienne de l'équilibre général. Il est l'auteur, avec Frank Hahn, d'un ouvrage de référence sur cette théorie (*General Competitive Analysis*, 1971) ; il a aussi contribué aux progrès des analyses du risque et de l'organisation (*Les limites de l'organisation*, 1971 ; *Théorie de l'information et des organisations*, 2000).

Bastiat Frédéric, 1801-1850, né à Bayonne, économiste français. Peu porté vers la théorie, Bastiat fut surtout un propagandiste du libéralisme économique ; dans la série des

Sophismes économiques (1845), il brocarda le protectionnisme, le socialisme à la Proudhon et même l'économie politique ricardienne soupçonnée d'un pessimisme excessif envers les vertus du « laisser-faire ». Son ouvrage *Les harmonies économiques*, dont la rédaction fut interrompue par sa mort, reflète bien dans son titre sa vision d'ensemble.

Baumol William, né en 1922 à New York, économiste américain. Professeur à Princeton puis à New York, il a contribué dans *Welfare Economics and the Theory of the State* (1965) aux progrès de l'économie du bien-être. Il a appliqué l'analyse de la croissance en déséquilibre aux problèmes urbains et d'éducation. Il a aussi étudié comment évolue la structure industrielle lorsque les firmes ont d'autres objectifs que la maximisation du profit.

Becker Gary, né en 1930 à Pottsville, économiste américain, prix Nobel en 1992. Son nom est largement associé à l'école de Chicago, où il enseigne. Son apport principal concerne l'investissement en capital humain. Il désigne ainsi toute activité qui influence les revenus futurs d'un individu : éducation, formation professionnelle, soins médicaux, migrations, etc. Cette approche a été étendue à tout comportement impliquant un calcul prenant en compte le temps : consommation, travail, mariage, crime, etc. Ses ouvrages principaux sont *Human Capital* (1964), *The Economic Approach to Human Behavior* (1976).

Bentham Jeremy, 1748-1832, né à Londres, philosophe et économiste anglais. Dans *Introduction aux principes de la morale et de la législation* (1789), il définit le but de toute action humaine par la maximisation des plaisirs et la minimisation des peines, les uns et les autres étant susceptibles d'un calcul précis. Il faut alors penser les principes d'organisation de la société de façon à atteindre « le plus grand bonheur du plus grand nombre ». Cette maxime, combinée

avec l'idée d'une asymétrie entre le plaisir et la peine (« bien de gain n'est pas équivalent à mal de perte »), conduit Bentham à suggérer des mesures incitatives dans les domaines du service de l'État, des finances publiques et de la monnaie. Il est à l'origine de l'utilitarisme, philosophie qui aura une grande influence sur le développement du marginalisme.

Bodin Jean, 1530-1596, né à Angers, légiste et économiste français. Son ouvrage *Les six livres de la République* (1576) est une étape importante entre Machiavel et Montesquieu dans la formation de la science politique. Bodin y défend un « gouvernement tempéré sans être démocratique » dans lequel le pouvoir nécessaire de la monarchie est équilibré par la présence d'assemblées. En économie, Bodin prit part à une célèbre controverse monétaire avec le sieur de Malestroit, où il explique la hausse des prix par l'abondance des métaux précieux.

Böhm-Bawerk Eugen von, 1851-1914, né à Brno, économiste autrichien. Il eut une grande influence sur la pensée économique autrichienne, comme professeur et ministre des finances à Vienne. Dans *Théorie positive du capital* (1889), il analyse l'accumulation du capital comme un « détour de production », dans lequel la terre et le travail sont détournés de la production de biens de consommation vers celle de biens de production. La productivité du capital conduit l'entrepreneur qui emprunte des fonds à accepter de payer un intérêt au prêteur qui l'exige comme compensation au renoncement à une consommation présente.

Boisguilbert Pierre le Pesant (seigneur de), 1646-1714, né à Rouen, économiste français. Avec lui apparaît pour la première fois l'idée d'un ordre économique naturel, qui sera développée par la physiocratie et l'école classique. Dans *Dissertation sur la nature des richesses* (1704), il analyse la circulation marchande, qui assure la reproduction de l'ordre naturel s'il y a liberté du commerce. Dans *Le factum de la France* (1707), il en déduit une réforme fiscale supprimant les impôts indirects et généralisant l'imposition sur le revenu.

Bortkiewicz Ladislaus von, 1868-1931, né à Saint Petersburg, statisticien et économiste allemand. Professeur à l'université de Berlin, il contribua à l'approfondissement de la théorie des probabilités et, en économie, produisit surtout des critiques rigoureuses de questions précises : le traitement de l'optimum par Pareto et surtout le problème de la transformation des valeurs en prix chez Marx. Sur celui-ci, il établit, contre Böhm-Bawerk, que les prix des marchandises peuvent, sous certaines conditions, être déduits mathématiquement de leurs valeurs en travail.

Cantillon Richard, 1680-1734, né en Irlande, économiste irlandais. Sa vie et sa mort (par assassinat) sont assez mystérieuses ; on sait seulement qu'il était marchand banquier et qu'il spécula surtout à Paris, en particulier contre Law. Son *Essai sur la nature du commerce en général* ne fut publié qu'en 1755 et influença Hume, Turgot, Steuart et Smith. On y trouve pour la première fois une analyse détaillée du circuit monétaire, en particulier de la façon dont un accroissement de l'offre de monnaie affecte les dépenses des différentes classes.

Chamberlin Edward H., 1899-1967, né à La Couver, économiste américain. Diplômé de Harvard puis professeur dans cette université, il publia en 1933 *La théorie de la concurrence monopolistique*, où il s'efforçait d'intégrer à la microéconomie certains aspects de la concurrence moderne : différenciation des produits, rôle de la publicité, avantages liés à la localisation. Il démontrait que, sur un tel marché, le prix d'équilibre est plus élevé qu'en concurrence parfaite.

Clark John Bates, 1847-1938, né à Providence, économiste américain. Après des études aux USA et en Allemagne, il devint professeur à Smith College, puis à l'université Columbia de New York. Son ouvrage principal, *Les éléments essentiels de la théorie économique*, fut publié en 1907. À côté d'une analyse détaillée de la théorie de la productivité marginale, il y développe une idée qui sera largement diffusée et critiquée : dans une économie de marché, les propriétaires des facteurs de production reçoivent exactement ce qu'ils méritent, c'est-à-dire

l'équivalent de leur contribution marginale à la production.

Clower Robert, né en 1926 à Pullman, économiste américain. Longtemps professeur à UCLA (Los Angeles), il a contribué à partir de 1965 au renouvellement de l'analyse monétaire et de l'analyse macroéconomique. Critiquant la théorie de l'équilibre général pour son recours au tâtonnement, il a montré que, dans une économie monétaire, des rationnements peuvent apparaître sur certains marchés. C'est le point central de la théorie du déséquilibre. Son ouvrage principal est *Money and Markets* (1984).

Coase Ronald, né en 1910 à Willesden, économiste anglais, prix Nobel 1991. Après avoir enseigné à la London School of Economics, il émigre en 1951 aux États-Unis où il fera toute sa carrière de professeur, notamment à l'université de Chicago à partir de 1964. Initiateur dès 1937 de la notion de coûts de transaction, qui désignent tous les coûts de fonctionnement d'un marché liés à la recherche des meilleures conditions de transaction (par exemple le meilleur prix) et à l'établissement de contrats adéquats, il s'est aussi intéressé à l'économie politique du droit, montrant qu'une définition précise des droits de propriété améliore l'allocation des ressources (« théorèmes de Coase »). Il est un des pères de l'approche institutionnaliste moderne ; son ouvrage principal est *La firme, le marché et le droit* (1997).

Cournot Augustin, 1801-1877, né à Gray, économiste français. Pionnier de l'économie mathématique, Cournot fut un auteur prolifique : en plus de *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses* (1838), largement ignorées de son temps, il publia de nombreux ouvrages d'économie, de mathématiques et de philosophie. Professeur à Lyon, il fut ensuite recteur à Grenoble et Dijon. Ses principaux apports à la science économique concernent la courbe de demande, la maximisation du profit en situation de monopole et le duopole.

Davanzati Bernardo, 1529-1606, né à Florence, économiste et marchand banquier italien. Auteur des *Notizia de cambi* (1560-1581) et des *Lezione delle monete* (1588),

historien de la Réforme anglaise et traducteur de Tacite, il dépassa tous les auteurs de son temps pour la compréhension de la monnaie et du change, au point d'inspirer Locke un siècle après. Davanzati analyse le « change par art », dans lequel les marchands banquiers calculent les taux de change à partir du pair des espèces, et il donne une première version de la théorie quantitative de la monnaie.

Debreu Gérard, 1921-2004, né à Calais, économiste américain d'origine française, prix Nobel en 1983. Ayant découvert l'économie chez Maurice Allais, il a consacré l'essentiel de ses travaux à l'analyse mathématique de l'équilibre général walrasien. Installé dès les années 1950 aux USA, il devint professeur à Berkeley en 1962 et adopta la nationalité américaine en 1974. Son nom est associé à celui de Arrow pour désigner le modèle canonique de la théorie contemporaine des marchés avec ses propriétés d'équilibre, de stabilité et d'optimalité. Son ouvrage principal est *Théorie de la valeur. Analyse axiomatique de l'équilibre économique* (1959).

Dobb Maurice, 1900-1976, né à Londres, économiste anglais. Enseignant à l'université de Cambridge, il fut l'un des économistes marxistes les plus éminents du xx^e siècle : il contribua à l'analyse théorique du capitalisme (*L'économie politique du capitalisme*, 1937) et du socialisme (*Economic Theory and Socialism*, 1955), à l'histoire de la transition du féodalisme au capitalisme (*Études sur le développement du capitalisme*, 1946) et à l'histoire de la pensée économique (*Theories of Value and Distribution since Adam Smith*, 1973).

Edgeworth Francis, 1845-1926, né à Longford, économiste anglais. Professeur à Londres puis à Oxford, éditeur de l'*Economic Journal* pendant 35 ans, il fut peu connu du public (sinon pour *Mathematical Psychics*, 1881), mais considéré par les économistes comme l'un des meilleurs représentants du marginalisme. Ses analyses concernent la décroissance de la productivité marginale des facteurs, la fonction d'utilité et les courbes d'indifférence, les processus conduisant à l'équilibre concurrentiel.

Fisher Irving, 1867-1947, né à Saugerties, économiste américain. L'influence de Fisher fut considérable au début du ^{xx}e siècle et son nom reste attaché à plusieurs concepts importants de la science économique : la distinction entre stocks et flux (*The Nature of Capital and Income*, 1906), le taux d'intérêt réel (*Theory of Interest*, 1930) et surtout la théorie quantitative de la monnaie (*The Purchasing Power of Money*, 1911), dont la présentation emprunte encore aujourd'hui à son « équation des échanges ». Fisher défendit par ailleurs l'eugénisme, la médecine préventive et le pacifisme.

Fourastié Jean, 1907-1990, né à Saint-Benin, économiste français. Au Commissariat général du plan, dans son enseignement au Conservatoire national des arts et métiers et par ses nombreux ouvrages, il a souligné le rôle central de la productivité dans l'évolution économique et sociologique de la France. Dans *Le grand espoir du ^{xx}e siècle* (1949), il montra à la suite de Colin Clark que la croissance s'accompagne d'une redistribution de la main-d'œuvre entre les trois secteurs. Dans *Les Trente Glorieuses* (1979), il analysa les transformations provoquées par la croissance de 1945 à 1975.

Friedman Milton, 1912-2006, né à New York, économiste américain, prix Nobel en 1976. Chef de file de la pensée libérale aux États-Unis, au sein de l'école de Chicago comme dans les ouvrages populaires publiés avec sa femme (*Libre de choisir*, 1980), il s'est constamment opposé aux idées keynésiennes, prônant un retour à l'économie de marché contre le *welfare state*. Dans de nombreux ouvrages théoriques (*Studies in the Quantity Theory of Money*, 1956 ; *A Theory of the Consumption Function*, 1957 ; *Inflation et systèmes monétaires*, 1976 ; *Changes flexibles ou étalon international : les leçons de l'histoire*, 2002), il a attaché son nom au monétarisme, au revenu permanent, au taux naturel de chômage et aux changes flexibles.

Frisch Ragnar, 1895-1973, né à Oslo, économiste norvégien, prix Nobel en 1969. Fondateur de l'Econometric Society en 1931 et de la revue *Econometrica* en 1933, il a constitué le champ de l'économétrie en mariant

la théorie économique, les statistiques et les mathématiques. Un des pionniers (avec R. Stone) des comptes nationaux, il a aussi précisé les théories du consommateur et du producteur (*Lois techniques et économiques de la production*, 1963) et développé la dynamique grâce à l'analyse des cycles économiques.

Galiani Ferdinando, 1728-1787, né à Chieti, économiste italien. Abbé versé dans le service de l'État (il fut dix ans secrétaire d'ambassade à Paris), il fit preuve dans son ouvrage *Della moneta* (1751) d'un esprit d'analyse parmi les plus aiguisés de son temps. Il conceptualisa la théorie subjective de la valeur, faisant dépendre celle-ci de l'utilité et de la rareté d'un bien, et comprit la monnaie comme un moyen de rendre compatibles les intérêts divergents des individus. Dans ses *Dialogues sur le commerce des bleds* (1770), il critiqua le libéralisme des physiocrates.

Gide Charles, 1847-1932, né à Uzès, économiste français. Enseignant dans plusieurs universités puis au Collège de France, il fut l'auteur d'un manuel respecté (*Principes d'économie politique*, 1884) et surtout, avec Charles Rist, d'une *Histoire des doctrines économiques* (1909) qui reste le modèle du genre. Il opposa au libéralisme de Frédéric Bastiat les valeurs éthiques de la solidarité entre les hommes, tirées de Charles Fourier et de Robert Owen. À ce titre, il inspira le mouvement coopératif, qu'il défendit dans *Les sociétés coopératives de consommation* (1904).

Gresham Thomas, 1519-1579, né en Angleterre, financier anglais. Marchand prospère, il conseilla pendant trois règnes (dont celui d'Elizabeth I) la couronne britannique, dont il restaura la monnaie par des emprunts et des changes judicieux. On lui attribua au ^{xix}e siècle la loi de Gresham, résumée par le dicton : « la mauvaise monnaie chasse la bonne » ; selon elle, quand deux monnaies ont le même cours légal de circulation, les agents thésaurisent ou exportent celle dont la valeur est à leurs yeux la plus élevée et seule circule effectivement la monnaie dépréciée, qui remplit alors mal son rôle de moyen d'échange.

Hahn Frank, né en 1925 à Berlin, économiste anglais. Professeur à Cambridge, sa contribution à la théorie économique a été substantielle dans les domaines de la croissance (*Théorie de la croissance économique*, avec Robert Matthews, 1964), de l'équilibre général walrasien (*General Competitive Analysis*, avec Kenneth Arrow, 1971) et de la monnaie (*Monnaie et inflation*, 1981). Soucieux de rigueur analytique, il a critiqué le manque de fondements de l'ultralibéralisme prôné par le gouvernement Thatcher.

Harrod Roy, 1900-1978, né à Londres, économiste anglais. Membre du « Circus » formé au début des années 1930 autour de John Maynard Keynes (dont il publia une biographie en 1951), il étendit l'analyse de la demande effective à la dynamique (*The Trade Cycle*, 1936) et étudia, dans *Towards a Dynamic Economics* (1948), les conditions d'une croissance équilibrée de plein emploi, soulignant son instabilité. Dans *Reforming the World's Money* (1965), il proposa comme remède au manque de liquidités internationales une augmentation du prix de l'or et des dépôts au FMI.

Hawtrey Ralph, 1879-1975, né à Slough, économiste anglais. Toute sa carrière se déroula au Trésor britannique, qu'il représenta à la conférence de Gênes en 1922 où il plaida pour une coopération entre banques centrales pour la régulation du crédit. Avec Dennis Robertson et John Maynard Keynes, il mit l'accent dans ses nombreux ouvrages (dont *Currency and Credit*, 1919) sur le rôle du crédit dans les fluctuations de l'activité économique ; aussi préconisa-t-il une baisse du taux d'intérêt de court terme pour stimuler la demande effective.

Hayek Friedrich von, 1899-1992, né à Vienne, économiste britannique d'origine autrichienne, prix Nobel en 1974. Enseignant successivement à Londres, à Chicago et à Fribourg, il s'est affirmé comme une figure centrale de la pensée libérale au xx^e siècle. Deux thèmes reviennent dans son œuvre économique : le rôle perturbateur du système bancaire dans l'activité économique (*Prix et production*, 1931 ; *Denationalization of Money*, 1976) et la fonction de

l'apprentissage dans la coordination opérée par le marché (*Individualism and the Economic Order*, 1949). En philosophie, il a défendu l'individualisme méthodologique.

Hicks John, 1904-1990, né à Warwick, économiste anglais, prix Nobel 1972. Enseignant successivement à Londres, Manchester et Oxford, il a marqué de nombreux domaines de la théorie économique : l'équilibre général walrasien, qu'il redécouvre dans *Valeur et capital* (1939), l'équilibre global keynésien, dont il fournit dès 1937 la version standard (dite « modèle IS-LM »), l'économie du bien-être, les modèles de croissance équilibrée dans lesquels il introduit les anticipations et les ajustements (*Capital and Growth*, 1965), l'histoire économique et la méthodologie.

Hilferding Rudolf, 1877-1941, né à Vienne, économiste autrichien. Après des études de médecine, il se consacra à la théorie économique marxiste et à la politique au sein du Parti social-démocrate d'Allemagne. Ministre des finances dans ce pays en 1923 et 1929, il fut contraint à l'exil par le nazisme. Livré par le gouvernement de Vichy, il fut tué par la Gestapo en 1941. Son ouvrage principal, *Le capital financier* (1910) eut une grande influence sur le marxisme ; il y analyse la domination des banques sur l'industrie et le rôle de l'État dans la planification capitaliste de la production.

Hobson John, 1858-1940, né à Derby, économiste anglais. Ses vues hétérodoxes lui interdirent l'accès à un emploi universitaire et il les exprima dans des journaux et de nombreux ouvrages, dont *Imperialism* (1902) et *The Industrial System* (1909). Deux thèmes principaux y sont exposés : l'expansion coloniale de la Grande-Bretagne est liée aux intérêts des capitalistes financiers (cette dénonciation de l'impérialisme inspira Lénine) ; les crises du capitalisme sont dues à la sous-consommation, elle-même résultant d'une répartition inégalitaire des revenus.

Jevons Stanley, 1835-1882, né à Liverpool, économiste anglais. Il fut avec Carl Menger et Léon Walras le promoteur du marginalisme dans *The Theory of Political Economy* (1871), où il appliqua le raisonnement à la marge au comportement du consommateur. Professeur à Manchester puis à Londres, il

publia aussi de nombreuses études d'économie appliquée et de logique et condamna le laisser-faire, préférant l'intervention au coup par coup de l'État.

Kaldor Nicholas, 1908-1986, né à Budapest, économiste anglais. Il combina une position universitaire (à Londres puis à Cambridge) et un engagement politique (comme conseiller de plusieurs gouvernements travaillistes), réunis par une même attitude critique de l'orthodoxie (en particulier monétariste). D'inspiration « post-keynésienne », il étudia des « faits stylisés » : le rôle des économies d'échelle dans la croissance, la constance de la répartition du revenu national, l'endogénéité de l'offre de monnaie.

Kalecki Michal, 1899-1970, né en Pologne, économiste polonais. Après avoir émigré en 1936 en Grande-Bretagne puis aux États-Unis, il revint en Pologne en 1955 et y travailla à la planification jusqu'à sa mort. Il montra que, dans les économies capitalistes, les situations de monopole conduisent à une sous-utilisation des capacités de production et que l'investissement détermine le profit, non l'inverse. Il critiqua aussi le dogme socialiste de la croissance par les investissements lourds. Son ouvrage principal est *Studies in Economic Dynamics* (1943).

Kantorovich Leonid, 1912-1986, né à Saint-Pétersbourg, économiste russe, prix Nobel 1975. Docteur en 1935 de l'université de Leningrad, il fit toute sa carrière en URSS, successivement professeur et chercheur à Leningrad, Novosibirsk et Moscou. Spécialiste d'économie mathématique, il jeta les bases de la programmation linéaire en 1939 et développa des modèles dynamiques de planification. Il fut l'un des promoteurs de la rationalisation de l'économie socialiste, grâce à l'application de techniques d'optimisation de l'allocation des ressources et des choix d'investissement. Ses ouvrages principaux sont *The Mathematical Methods of Production Planning Organization* (1939) et *Essays in Optimal Planning* (1976).

Keynes John Maynard, 1883-1946, né à Cambridge, économiste anglais. Il est généralement considéré comme le plus grand économiste du XX^e siècle ; il fut aussi un intellectuel éclectique et un homme

d'influence. Après des études à Cambridge, il servit le Trésor anglais pendant la Première Guerre mondiale et fit partie de la délégation britannique lors des négociations du traité de Versailles qui y mirent fin. Opposé aux conditions économiques draconiennes faites aux vaincus, il démissionna avec fracas et devint mondialement célèbre en publiant *Les conséquences économiques de la paix* (1919), où il critiquait violemment le traité. Il multiplia ensuite les prises de position sur les problèmes monétaires, notamment dans *La réforme monétaire* (1923), et il synthétisa ses analyses théoriques et appliquées dans *A Treatise on Money* (1930). Il élaborait ensuite le cadre d'analyse permettant de comprendre la situation créée par la crise de 1929, dont la responsabilité intellectuelle incombait selon lui aux idées héritées de l'orthodoxie marginaliste, qu'il fallait donc attaquer et remplacer. Il publia ainsi en 1936 son ouvrage majeur, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Se consacrant à nouveau pendant la Seconde Guerre mondiale aux problèmes financiers et monétaires, il fut responsable en Angleterre de la politique de financement de la guerre, puis d'un plan visant à l'instauration d'un nouveau système monétaire international. S'il ne parvint pas à l'imposer aux États-Unis lors de la conférence de Bretton-Woods en 1944, il fut cependant l'un des architectes de la création du FMI et de la Banque mondiale. Il mourut d'une crise cardiaque en 1946.

Kindleberger Charles P., 1910-2003, né à New York, économiste américain. Après une carrière de haut fonctionnaire de 1936 à 1948, pendant laquelle il participa à l'élaboration du programme de reconstruction de l'Europe, il devint professeur au MIT (Boston). Son manuel d'*Économie internationale* a connu depuis 1953 de multiples rééditions. Dans des ouvrages tels que *Histoire mondiale de la spéculation financière* (1978), *Economic Laws and Economic History* (1980) et *Une histoire financière de l'Europe* (1984), il cherche à utiliser la théorie keynésienne pour donner un sens historique aux données observées.

Kuznets Simon, 1901-1985, né en Russie, économiste américain d'origine russe, prix

Nobel 1971. Docteur de Columbia University (New York) en 1926, il fut l'un des artisans du National Bureau of Economic Research, avant de devenir professeur à la Johns Hopkins University (Baltimore) de 1954 à 1960 puis à Harvard University (Boston) jusqu'à sa retraite en 1971. Il a surtout étudié les différents types de changements économiques (variations saisonnières, fluctuations cycliques, mouvements séculaires), attachant son nom aux mouvements de longue période (le « cycle Kuznets ») et il a aussi amélioré la quantification du produit national. Il a aussi analysé l'effet des tendances démographiques et des changements structurels sur la croissance économique et la répartition des revenus. Ses ouvrages principaux sont *National Income since 1869* (1946), *Modern Economic Growth* (1966), *Economic Growth of Nations* (1971).

Lange Oskar, 1904-1965, né près de Lodz, économiste polonais. Ouvert à diverses influences (il enseigna à Chicago avant 1945 et à Varsovie après), mêlant théorie économique formalisée et engagement politique, il prôna l'intervention de l'État dans les économies de marché (par le contrôle du crédit et une politique active d'investissement public) et l'introduction du marché dans les économies socialistes (pour les biens de consommation et le travail). Dans *Political Economy* (1963-1971), il s'efforce de combiner la planification et l'équilibre général.

Leontief Wassily, 1906-1999, né à Saint-Petersbourg, économiste américain d'origine russe, prix Nobel en 1973. Après avoir collaboré à l'élaboration des premiers plans soviétiques, il émigra en Allemagne puis aux États-Unis, où il mit au point le tableau input-output. Soucieux de vérifier les analyses économiques par l'observation, il appliqua ensuite cette méthodologie aux modèles de croissance. Il démontra aussi le paradoxe selon lequel l'économie américaine exporterait surtout des biens à fort contenu en travail.

Lucas Robert E., né en 1937 à Yakima, économiste américain, prix Nobel 1995. Docteur de l'université de Chicago, il y a fait depuis l'essentiel de sa carrière de professeur. Après

avoir débuté ses recherches par l'étude économétrique de la substitution entre le capital et le travail, il fut l'initiateur de l'introduction des « anticipations rationnelles » dans la macroéconomie ; cela lui permit, dans un article de 1972 sur les anticipations et la neutralité de la monnaie, de radicaliser la critique adressée par Milton Friedman à la théorie keynésienne, en montrant qu'une politique monétaire expansionniste n'a jamais d'effet sur le produit réel et l'emploi. Il devint alors le chef de file de la « nouvelle économie classique » et développa l'analyse des « cycles réels » (*Studies in Business-cycle Theory*, 1981).

Luxemburg Rosa, 1870-1919, née à Zamosc, militante socialiste et économiste allemande d'origine polonaise. Au sein du marxisme, Rosa Luxemburg produisit une œuvre théorique importante. Dans *L'accumulation du capital* (1913), elle soutint que, faute de débouchés internes suffisants, la poursuite de l'expansion du capitalisme est conditionnée par la destruction des formes de production précapitalistes, ce qui explique l'impérialisme. Militant au sein des mouvements révolutionnaires qui suivirent en Allemagne la fin de la Première Guerre mondiale, elle fut assassinée à Berlin en 1919.

Malinvaud Edmond, né en 1923 à Limoges, économiste français. Directeur de la prévision (1967-1972) puis de l'Insee (1972-1987), il a été nommé en 1988 professeur au Collège de France. Ses travaux s'inscrivent dans les domaines de la microéconomie (*Leçons de théorie microéconomique*, 1969) et de la macroéconomie (*Théorie macroéconomique*, 1982). Dans *Réexamen de la théorie du chômage* (1980), il développe la théorie du déséquilibre qui montre que l'absence de flexibilité des prix peut conduire à des déséquilibres globaux (chômage « classique » et « keynésien », inflation « contenue »).

Malthus Robert, 1766-1834, né à Wotton, économiste anglais. Diplômé de Cambridge, il entra dans les ordres puis devint professeur. Sa réputation fut établie par son *Essai sur le principe de population* (1798), où il explique que la population croît spontanément selon une progression géométrique, alors que les subsistances n'augmentent que

selon une progression arithmétique. Dans les *Principes d'économie politique* (1820), il rejette la « loi de Say » et explique les crises de surproduction par l'insuffisance de la demande globale.

Marshall Alfred, 1842-1924, né à Londres, économiste anglais. *Fellow* puis professeur d'économie politique (1885) à l'université de Cambridge, il marqua profondément l'enseignement de cette discipline et contribua à de nombreuses commissions royales. Ses principaux ouvrages sont *Principes d'économie* (qui connut huit éditions de 1890 à 1920), *Industry and Trade* (1919) et *Money, Credit and Commerce* (1923). Ses principaux apports sont la loi de l'offre et de la demande en équilibre partiel, la distinction entre la courte et la longue période, l'étude des rendements croissants et décroissants, une version de la théorie quantitative de la monnaie fondée sur la demande d'encaisses.

Marx Karl, 1818-1883, né à Trier, philosophe et économiste allemand. Il étudia aux universités de Bonn et de Berlin et obtint à 23 ans un doctorat de philosophie à l'université d'Iéna. Proche des jeunes hégéliens, qui s'appuyaient sur la philosophie de Hegel pour développer une critique sociale, il fut écarté d'une carrière académique et se tourna vers le journalisme. Il s'exila en 1843 à Paris où il fréquenta les milieux socialistes. La rédaction des *Manuscrits économico-philosophiques* (1844) marque son adhésion au principe de la propriété collective des moyens de production. Expulsé vers Bruxelles, il y rédigea avec Friedrich Engels le programme de la Ligue communiste : *Le manifeste communiste* (1848). Il se fixa en 1849 à Londres où il demeura jusqu'à sa mort. Politiquement tournée vers le syndicalisme ouvrier anglais et intellectuellement vers l'économie politique ricardienne, son activité déboucha en 1864 sur la fondation de l'Association internationale des travailleurs et en 1867 sur la publication du Livre I de son ouvrage majeur, *Le capital*. De plus en plus absorbé par l'organisation du mouvement ouvrier international, Marx ne put préparer pour la publication les Livres II et III du *Capital*, ce que fit après sa mort Engels (1885 et 1894). Un ouvrage d'histoire critique de la pensée économique, les

Théories sur la plus-value, fut publié comme Livre IV du *Capital* par Karl Kautsky en 1905-1910 ; de nombreux autres manuscrits ont été publiés plus tard.

Meade James, 1907-1994, né à Swanage, économiste anglais, prix Nobel 1977. Diplômé d'Oxford et de Cambridge, il fut expert économique à la Société des nations puis auprès du gouvernement britannique pendant la guerre, collaborant avec Keynes. Il fut ensuite professeur à la London School of Economics puis à l'université de Cambridge jusqu'en 1968. Il fut l'un des promoteurs de la théorie keynésienne en Grande-Bretagne, qu'il incorpora à une approche « néoclassique » combinant effets-prix et effets-revenus. Il se concentra en particulier sur la relation entre les équilibres intérieur et extérieur et sur les politiques macroéconomiques permettant de stabiliser la croissance dans une économie ouverte. Ses principaux ouvrages sont *Theory of International Economic Policy* (1951-1955), *A Neo-classical Theory of Economic Growth* (1960) et *Principles of Political Economy* (1965-1976).

Menger, Carl, 1840-1921, né à Galicia, économiste autrichien. Professeur d'économie à Vienne, Menger publia ses *Principes d'économie* en 1871, indépendamment des travaux de Stanley Jevons et de Léon Walras qui marquent, avec les siens, le début de la « révolution marginaliste ». Insistant sur le caractère subjectif de la valeur, sur la mesure de l'utilité dans des tables représentant les besoins par ordre d'importance décroissante, sur le rôle des biens de production dans la satisfaction indirecte des besoins, il fut à l'origine de la pensée autrichienne et critiqua l'école historique allemande.

Mill, John Stuart, 1806-1873, né à Londres, économiste et philosophe anglais. Fils de l'économiste et ami de Ricardo James Mill, il publia en 1848 une synthèse de la théorie ricardienne, les *Principes d'économie politique*, qui fut la base de l'enseignement de l'économie pendant près d'un demi-siècle. Intégrant dans cette théorie le commerce international, l'offre et la demande, les coûts d'opportunité, les économies d'échelle, il en

tira aussi des conséquences sociales avancées, en faveur de l'impôt sur les successions, de la distribution des terres, des coopératives et de l'action de l'État.

Minsky Hyman, 1919-1996, né à Chicago, économiste américain. Docteur de Harvard, il a enseigné à Berkeley puis a été professeur à l'université de Saint-Louis (Missouri) de 1965 à 1990. Sans doute le plus reconnu des économistes post-keynésiens américains, il a formulé « l'hypothèse d'instabilité financière », selon laquelle plus le financement externe (endettement contracté auprès des banques et des marchés financiers) est important par rapport aux fonds internes (profits accumulés ou cessions d'actifs), plus les entreprises réduisent leur investissement pour éviter d'accroître leur risque d'insolvabilité ; mais ce faisant, elles compromettent d'autant leurs profits futurs et augmentent ce risque. Les principaux ouvrages de Minsky sont *John Maynard Keynes* (1975) et *Stabilizing an Unstable Economy* (1986).

Modigliani Franco, 1918-2003, né à Rome, économiste américain d'origine italienne, prix Nobel en 1985. Il a contribué en 1944 à l'élaboration de la synthèse néoclassique, en montrant que le chômage involontaire s'explique par une rigidité à la baisse du salaire nominal. En 1954, il renouvela l'analyse de la fonction de consommation en la faisant dépendre du cycle de vie. En 1958, il établit le « théorème de Modigliani-Miller », selon lequel la valeur d'une entreprise est indépendante de sa structure financière et de sa politique de distribution de dividendes.

Montchrétien Antoine de, 1575-1621, économiste et dramaturge français. Il fut le premier (en 1616) à utiliser le terme économie politique dans le titre du *Traité d'économie politique*, marquant ainsi la place de l'économie dans l'organisation de la société. Annonçant le mercantilisme, il écrit que « le bonheur des hommes consiste principalement en la richesse, et la richesse dans le travail » ; c'est pourquoi l'État doit encourager chez les marchands la recherche du profit, qui favorise le bien public. Montchrétien est aussi l'auteur de tragédies (*Sophonisbe*, *L'Écossaise*).

Mun Thomas, 1571-1641, né à Londres, économiste anglais. Membre de l'East India Company, il fit fortune dans le commerce avec l'Extrême-Orient et ses vues, exprimées dans l'ouvrage *England's Treasure by Foreign Trade* (achevé en 1628 mais publié en 1664), reflètent la doctrine mercantiliste : la recherche d'un excédent commercial est la règle à suivre pour accroître la richesse nationale. Pour son analyse, il calcule une élasticité-prix de la demande d'importation et distingue entre les soldes bilatéral et multilatéral de la balance commerciale, soulignant que c'est ce dernier qui doit être positif.

Mundell Robert, né en 1932 à Kingston, économiste canadien, prix Nobel 1999. Docteur du MIT en 1956, il est professeur à Columbia University (New York) depuis 1974 et il a conseillé de nombreuses organisations internationales, dont le FMI. Spécialiste d'économie internationale, son nom est attaché au « modèle Mundell-Fleming », qui étendit en 1960 le modèle keynésien IS-LM à une économie ouverte et montra que l'efficacité d'une politique macroéconomique dépend du régime de change. Il a aussi contribué à l'élaboration de la théorie des zones monétaires optimales et établit la « règle de Mundell », selon laquelle il faut autant d'instruments de politique économique que d'objectifs. Ses principaux ouvrages sont *International Economics* (1968) et *Building the New Europe* (1993).

Myrdal Gunnar, 1898-1987, né à Dalarna, économiste et homme politique suédois, prix Nobel en 1974. Il fut avec Erik Lindhal, Erik Lundberg et Bertil Ohlin l'un des représentants de l'école de Stockholm, spécialisée dans les travaux de dynamique économique. Il contribua à la clarification de la méthodologie économique (grâce aux concepts *ex ante* et *ex post*) et l'appliqua à des problèmes concrets, tels que les relations raciales (*American Dilemma*, 1944) ou la pauvreté (*Le défi du monde pauvre*, 1970).

Ohlin Bertil, 1899-1979, né à Klippan, économiste et homme politique suédois, prix Nobel 1977. Docteur de l'université de Stockholm en 1924, il y a été professeur

de 1930 à 1965. Spécialiste d'économie internationale, il contribua à l'élaboration du « modèle Heckscher-Ohlin-Samuelson » (HOS) qui explique par les dotations en facteurs des différents pays leur spécialisation dans la production des marchandises. Il appliqua à l'épargne et à l'investissement la distinction entre les grandeurs *ex ante* (anticipées) et *ex post* (réalisées) et eut sur ce point une controverse avec Keynes. Son ouvrage principal est *Interregional and International Trade* (1933).

Oresme Nicolas, 1325-1382, philosophe et homme d'État français. Évêque de Lisieux et conseiller de Charles V, il est surtout connu pour son traité sur la monnaie : *Tractatus de origine natura jure, et mutationibus monetarum* (vers 1360). Il s'y oppose à Saint Thomas d'Aquin pour qui la monnaie est la chose du prince. Selon Oresme, celui-ci doit s'abstenir de modifier la valeur de la monnaie, qui suppose un consentement de la part de ses utilisateurs, c'est-à-dire les marchands.

Pareto, Vilfredo, 1848-1923, né à Paris, économiste et sociologue italien. Ingénieur de formation, il se mit tard à l'économie et succéda à Léon Walras dans sa chaire à l'université de Lausanne. Dans son *Manuel d'économie politique* (1906), il démontra que l'hypothèse d'utilité ordinale suffit à fonder la courbe de demande et définit un optimum comme une situation dans laquelle la satisfaction d'un individu ne peut être augmentée sans diminuer celle d'un autre. Son *Traité de sociologie générale* (1916) insiste sur les sentiments irrationnels de l'homme et la nécessaire « circulation des élites ».

Patinkin Don, 1922-1997, né à Chicago, économiste américain. Après s'être opposé longtemps à Chicago au monétarisme de Milton Friedman, il a émigré en Israël pour enseigner à l'université hébraïque de Jérusalem. Sa recherche a principalement porté sur l'intégration de la théorie de l'équilibre général et de la théorie keynésienne (*Monnaie, intérêt et prix*, 1956). Il soutient qu'une baisse des salaires n'est pas contradictoire avec une relance de la consommation, grâce à l'effet Pigou ; surtout, il est à l'origine de

l'introduction d'une monnaie fiduciaire dans l'équilibre général.

Perroux François, 1903-1987, né à Lyon, économiste français. Professeur aux universités de Lyon et de Paris, puis au Collège de France, il fonda en 1944 l'Institut de science économique appliquée (ISEA). Ses nombreux ouvrages (dont *L'économie du XX^e siècle*, 1961) lui ont valu une réputation controversée. Il rejette en effet le modèle de l'équilibre général, tout en conservant certains outils néoclassiques ; son ambition est d'introduire dans la théorie les structures, les asymétries, les irréversibilités, les effets de dimension et de pouvoir. Il a eu une grande influence sur plusieurs générations d'économistes français.

Petty William, 1623-1687, né à Romsey, économiste anglais. Professeur d'anatomie à Oxford, il servit sous Cromwell en Irlande, dont il fit un relevé des richesses foncières, puis devint parlementaire et conseiller de deux rois. Inventeur de l'*Arithmétique politique* (publiée après sa mort en 1690), il évalua la richesse de l'Angleterre en inaugurant un raisonnement en termes de flux de dépenses. Il est aussi à l'origine de plusieurs concepts modernes, tels que le plein emploi, les dépenses publiques, la vitesse de circulation de la monnaie.

Pigou, Arthur, 1877-1959, né à Ryde, économiste anglais. Professeur à l'université de Cambridge de 1908 à 1943, il développa l'influence d'Alfred Marshall dans *The Economics of Welfare* (1920) et *Theory of Unemployment*, que critiqua Keynes. Il est à l'origine de « l'effet Pigou » ou effet d'encaisse réelle, selon lequel la richesse est le déterminant principal du montant de l'épargne. Les agents cherchant à maintenir constante la valeur de leur patrimoine en termes réels, plus l'inflation est forte et plus leur effort d'épargne est important pour compenser la baisse de la valeur réelle de leur richesse.

Proudhon, Pierre-Joseph, 1809-1865, né à Besançon, penseur socialiste et économiste français. Il critique le capitalisme pour la spoliation qu'il fait subir aux travailleurs ; en effet, le capitaliste s'approprie le surplus résultant de la mise en commun des forces

individuelles des travailleurs. C'est pourquoi Proudhon conclut, dans son pamphlet *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), que « la propriété, c'est le vol », c'est « le droit de jouir et de disposer à son gré du bien d'autrui, du fruit de l'industrie et du travail d'autrui ». Refusant la lutte de classes (ce pourquoi il sera critiqué par Marx), Proudhon plaide en faveur de la mise en place pacifique d'un nouvel ordre social fondé sur le mutualisme, le crédit gratuit et le fédéralisme. Son œuvre exercera une grande influence sur les milieux ouvrier et intellectuel et, tout particulièrement, sur le mouvement anarchiste.

Quesnay, François, 1694-1774, né à Méré, économiste français. Autodidacte, Quesnay apprit la médecine et devint à la cour de Versailles le médecin de madame de Pompadour. Mais ce sont ses travaux tardifs sur l'économie qui le firent connaître. Influencé par Vauban, Boisguilbert, Montesquieu et Cantillon, il rédigea en 1756-1757 les articles « Évidence », « Fermiers » et « Grains » dans l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Il publia en 1758 le *Tableau économique*, dans lequel la production et la circulation des richesses d'un « royaume agricole » sont analysées grâce à un schéma en zigzags. Quesnay fonda une véritable « école », appelée physiocratie dans un recueil de ses écrits publié en 1767 par Du Pont de Nemours ; son influence culmina au milieu des années 1760.

Ricardo, David, 1772-1823, né à Londres, économiste anglais. Descendant d'une famille juive émigrée des Pays-Bas en Angleterre, Ricardo commença à travailler à 14 ans avec son père à la Bourse de Londres. Déshérité après son mariage, il y devint courtier et se constitua en quelques années une telle fortune qu'il se retira des affaires en 1814 ; devenu propriétaire terrien, il participa avec succès au débat public sur les questions économiques : la « controverse sur le bullion » (*Le haut prix du lingot, preuve de la dépréciation des billets de banque*, 1810), les lois sur le blé (*Essai sur l'influence d'un bas prix du blé sur les profits*, 1815), le retour à la convertibilité (*Proposals for an Economical and Secure Currency*, 1816). Son ouvrage principal est *Principes de l'économie politique et de l'impôt*

(1817), qui exerça une influence considérable sur la pensée économique anglaise. Il fut élu à la Chambre des communes en 1819.

Robertson Dennis, 1890-1963, né à Lowestoft, économiste anglais. Il combina une carrière de professeur à Cambridge (où il succéda en 1947 à Arthur Pigou dans la chaire d'économie) et des fonctions de conseil pour plusieurs gouvernements anglais. Ses thèmes d'analyse furent les cycles économiques, la monnaie (*Money*, 1922), la dynamique macroéconomique (*Banking Policy and the Price Level*, 1926). Proche ami de Keynes, il s'en sépara dans les années 1930, en raison de désaccords sur les idées contenues dans la *Théorie générale*. Il collabora néanmoins avec lui lors de la conférence de Bretton-Woods (1944) qui créa un nouvel ordre monétaire international.

Robinson Joan, 1903-1983, née à Camberley, économiste anglaise. Formée dans l'entourage de Keynes, elle fit toute sa carrière universitaire à Cambridge, dont elle fut un des représentants les plus connus et publia vingt-quatre ouvrages. Ses apports principaux sont la première théorie de la concurrence imparfaite (*L'économie de la concurrence imparfaite*, 1933), l'analyse keynésienne de l'emploi et, surtout, une théorie de la croissance fondée sur le rôle des entrepreneurs à travers leur comportement d'investissement (*L'accumulation du capital*, 1956). Elle fut aussi très active dans la « controverse entre les deux Cambridge », par sa critique de la théorie néoclassique du capital et de la répartition.

Rodbertus Karl, 1805-1875, né à Griefswald, économiste allemand. Influencé par Sismondi, il critiqua le capitalisme, responsable de la « loi d'airain des salaires » qui condamne les travailleurs au minimum de subsistance et suscite des crises de sous-consommation. Socialiste en matière économique et conservateur en politique, il fut favorable à un socialisme d'État dans lequel celui-ci garantit que les salaires croissent en même temps que les profits. Son ouvrage principal est les *Lettres sociales* (1850-1851).

Roscher Wilhelm, 1817-1894, né à Hanovre, économiste allemand. Professeur à Göttingen puis à Leipzig, il fut le fondateur de l'école

historique, dont il illustra la méthode dans ses *Principes d'économie politique* (1854) et une *Histoire de l'économie politique en Allemagne* (1874). Méfiant à l'égard des généralisations théoriques, il se concentra sur les caractéristiques nationales et historiques des phénomènes et des idées économiques et tenta d'en repérer les étapes du développement.

Rostow Walt, 1916-2003, né à New York, historien économique américain. Diplômé de Yale, il a enseigné aux universités Columbia, MIT et Harvard. Il collabora aussi, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, aux services économiques américains chargés de l'Europe et fit partie du « *brain trust* » du président Kennedy. Il est surtout connu pour sa théorie du « *take off* », qu'il présenta dans *Les étapes de la croissance économique* (1960) : un pays ne peut se développer que s'il opère une rupture qualitative, dont la survenance requiert de multiples conditions.

Saint-Simon, Claude Henri de Rouvroy (comte de), 1760-1825, né à Paris, philosophe et économiste français. Défenseur de « l'industrialisme », il préconisa dans de nombreux ouvrages (dont *Catéchisme des industriels*, 1824) une société où le pouvoir serait partagé entre les savants et les industriels, son idéal étant de substituer « l'administration des choses au gouvernement des personnes ». Sa doctrine donna naissance à deux courants épousant les intérêts des deux classes principales d'une société industrielle : les entrepreneurs capitalistes et les travailleurs salariés. Certains saint-simoniens (tels Bazard, Enfantin, Michel Chevalier) furent les animateurs du développement industriel de la France sous le Second Empire, avec notamment la création du Crédit mobilier ; d'autres (tel Pierre Leroux) se consacrèrent à « l'amélioration morale et physique de la classe la plus pauvre », avant de rejoindre le socialisme.

Samuelson Paul, né en 1915 à Gary, économiste américain, prix Nobel 1970. Son exceptionnelle production (plus de 400 articles réunis dans ses *Collected Papers*) en fait sans doute l'économiste le plus connu de la seconde moitié du XX^e siècle, à la fois pour ses travaux théoriques (depuis les

Foundations of Economic Analysis, 1947) et pédagogiques (*L'économie* a connu de nombreuses rééditions depuis 1948). Homme de la synthèse néoclassique entre les marginalistes et les keynésiens, il a régné pendant trente ans sur la macroéconomie et conseillé l'administration Kennedy. Son influence a décliné depuis les années 1980, avec le développement du néolibéralisme.

Sauvy Alfred, 1898-1990, né à Villeneuve-de-la-Raho, statisticien, démographe et économiste français. Polytechnicien, il participa aux cabinets de Léon Blum et Paul Reynaud. Il fonda en 1945 l'Institut national d'études démographiques (INED) et devint en 1959 professeur au Collège de France. Dans de nombreux ouvrages (dont *Théorie générale de la population*, 1952-1954 ; *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, 1965-1972 ; *Le socialisme en liberté*, 1970 ; *L'Europe submergée*, 1987), il plaide, grâce au concept d'optimum de population, contre le déclin démographique des pays riches et pour le développement du tiers-monde (terme qu'il invente).

Say, Jean-Baptiste, 1767-1832, né à Lyon, économiste français. Né dans une famille de marchands, il eut une vie éclectique : membre du Tribunal sous le Consulat, industriel, éditeur de journal, professeur au Conservatoire national des arts et métiers puis premier titulaire de la chaire d'économie politique au Collège de France. Dans son *Traité d'économie politique* (1803) et son *Cours complet d'économie politique* (1828-1830), il fit connaître en France les idées de l'école classique anglaise, en les mélangeant à d'autres notions, telles que l'utilité comme finalité de la production ou de l'échange ou le rôle de l'entrepreneur comme coordinateur des facteurs de production. Favorable au libéralisme économique, sa formule « les produits s'échangent toujours contre les produits » a été interprétée comme signifiant l'impossibilité des crises de surproduction (« loi de Say »).

Schmoller Gustav von, 1838-1917, né à Heilbronn, économiste allemand. Professeur à Halle, Strasbourg puis Berlin, il fut la principale figure de la « jeune » école historique et domina la pensée économique

allemande de la fin du XIX^e siècle. S'opposant à l'abstraction marginaliste de Carl Menger, il se consacra à des monographies de situations particulières, qu'il justifia dans *Grundrisse der allgemeine Volkswirtschaftslehre* (1900-1904). Son « socialisme de la chaire » était en fait favorable à des réformes sociales d'inspiration conservatrice et il influença les conceptions politiques de l'empire allemand.

Schumpeter Joseph, 1883-1950, né à Triesch, économiste autrichien. Après avoir enseigné à Graz, il devint ministre des finances de la jeune république d'Autriche (1919-1920), puis président d'une petite banque allemande. Professeur de finances publiques à l'université de Bonn en 1925, il quitta l'Europe en 1932 lors de la montée du nazisme et devint professeur à Harvard, où il demeura jusqu'à sa retraite et sa mort en 1950. Ses ouvrages principaux sont *Théorie du développement économique* (1912), *Business Cycles* (1939), *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942) et une monumentale *Histoire de l'analyse économique*, publiée après sa mort par sa femme (1954).

Sen Amartya, né en 1933 à Santiniketan, économiste indien, prix Nobel 1998. Docteur de l'université de Cambridge en 1959, il a été *master* du Trinity College dans cette université de 1998 à 2004 et professeur à Harvard depuis 1987. Spécialiste de la théorie du bien-être et du choix collectif, il y a introduit des dimensions éthiques relatives à la liberté et à la justice. Il l'a en particulier appliquée à la prise en compte de l'éducation, de la pauvreté et de l'inégalité dans le calcul du produit intérieur brut et à l'analyse du développement, soulignant les causes structurelles et institutionnelles des famines. Parmi ses nombreux ouvrages, on peut citer *Collective Choice and Social Welfare* (1971), *Poverty and Famines* (1981), *On Ethics and Economics* (1987).

Simon Herbert, 1916-2001, né à Milwaukee, économiste américain, prix Nobel 1978. Docteur de l'université de Chicago en 1943, il a été professeur de science informatique et de psychologie à l'université Carnegie-Mellon (Pittsburgh). Son thème de recherche principal est la rationalité humaine.

Contre la théorie standard de l'optimisation, il développe une théorie du choix fondée sur l'hypothèse de « rationalité limitée » : en raison des limites dans la connaissance et le traitement de l'information, les agents économiques ne maximisent pas leur utilité mais cherchent à obtenir un résultat « satisfaisant ». Simon a étendu cette analyse à l'étude des organisations et, profitant du développement de l'informatique, il a aussi contribué à fonder la psychologie cognitive et l'intelligence artificielle. Ses principaux ouvrages sont *Organizations* (avec J. G. March, 1958), *Models of Bounded Rationality* (1982-1997).

Sismondi Léonard Simonde de, 1773-1842, né à Genève, historien et économiste suisse. Il est surtout connu pour son rejet de ce que les économistes appellent la « loi de Say », du nom de l'économiste français qui fut son contemporain. Selon cette loi, la production globale suscite toujours une demande qui lui est égale, de sorte qu'il ne peut y avoir surproduction générale. Sismondi soutint au contraire que la demande globale pouvait être inférieure à l'offre, du fait de la sous-consommation ouvrière. Sismondi sera abondamment cité par Marx, mais, bien qu'il soit l'auteur des expressions « prolétaires » et « lutte des classes », il est en fait favorable à un retour aux formes corporatives qui avaient l'avantage selon lui de tisser des liens de solidarité entre les maîtres et les ouvriers et à une protection des plus pauvres par l'État. Son ouvrage principal, *Nouveaux principes d'économie politique* (1819) eut une faible influence.

Smith, Adam, 1723-1790, né à Kirkcaldy, économiste et philosophe écossais. Smith fut diplômé de l'université de Glasgow et, après un séjour à Oxford, il revint s'établir en Écosse pour y donner des cours publics sur la morale et la philosophie inspirés de David Hume. Sa réputation le fit recruter comme professeur à l'université de Glasgow en 1751 et il publia en 1759 *La théorie des sentiments moraux*. Il démissionna de son poste pour devenir le tuteur du fils d'un noble écossais qu'il accompagna pendant trois ans en France, où il rencontra entre autres Voltaire, Rousseau et Turgot. Il fut surtout influencé par le physiocrate François

Quesnay et il se consacra après son retour en Écosse à l'étude de l'économie politique. Son chef-d'œuvre parut en 1776 : *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Cet ouvrage fut à l'origine de l'école classique et il influença la pensée économique pendant au moins un siècle. Appointé comme directeur des douanes en 1778, il s'attaqua avec succès à la contrebande ; il mourut à Édimbourg en 1790.

Solow Robert, né en 1924 à New York, économiste américain, prix Nobel en 1987. Professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), partisan du keynésianisme et de la synthèse néoclassique, il analyse dans *Théorie de la croissance économique* (1956) les conditions d'une croissance équilibrée de plein emploi et souligne l'influence du progrès technique. Il contribua également à l'élaboration de la théorie de la stagflation et s'opposa aussi bien aux post-keynésiens qu'aux monétaristes et à la nouvelle économie classique.

Sraffa, Piero, 1898-1983, né à Turin, économiste italien. Sa carrière se déroula à partir de 1927 à l'université de Cambridge où il fut l'ami de John Maynard Keynes et de Ludwig Wittgenstein, tout en conservant des liens avec les milieux de gauche en Italie, en particulier avec Antonio Gramsci. Son œuvre économique comprend trois volets : une série d'articles en 1925-1932, où il critique le marginalisme ; l'édition complète, de 1951 à 1973, des œuvres et de la correspondance de David Ricardo, dont il renouvela l'interprétation ; un ouvrage, *Production de marchandises par des marchandises* (1960), où il présente une version moderne et rigoureuse des théories des prix et de la répartition de l'école classique anglaise. Universitaire très discret, son influence sur les économistes critiques du marginalisme fut considérable dans les années 1960 et 1970.

Steuart James, 1713-1780, né à Édimbourg, économiste écossais. Il fut le dernier grand représentant du mercantilisme et, à ce titre, son œuvre principale (*An Inquiry into the Principles of Political Economy*, 1767) a été longtemps ignorée après les attaques portées par Adam Smith contre cette doctrine. Elle contient cependant des vues

pénétrantes sur la responsabilité de l'État comme contrepoids aux marchands dans l'orientation de l'économie vers le bien commun. Ses analyses de la monnaie (en particulier bancaire) et du change annoncent la tradition de la Banking School au XIX^e siècle.

Stiglitz Joseph, né à Gary en 1943, économiste américain, prix Nobel 2001. Docteur du MIT en 1966, il a été professeur à l'université Stanford avant de présider le Conseil des experts économiques sous les présidences Clinton, puis d'être économiste en chef à la Banque mondiale ; après avoir démissionné de celle-ci, il est devenu professeur à l'université Columbia (New York). C'est l'un des membres les plus brillants de la « nouvelle économie keynésienne » qu'il a contribué à fonder par ses recherches sur les asymétries d'information. Il a appliqué dans de nombreux articles les concepts de « sélection adverse » et de « hasard moral » à l'analyse des marchés du travail et du crédit. Après les crises financières internationales de la fin des années 1990, il a développé une critique acerbe de la mondialisation financière (*La grande désillusion*, 2002).

Sweezy Paul, 1910-2004, né à New York, économiste américain. Diplômé puis assistant à l'université de Harvard, il collabora à diverses organisations du New Deal lancé par Roosevelt et fonda en 1949 avec Leo Huberman la *Monthly Review*, « magazine socialiste indépendant ». Dès 1942 (avec *La théorie du développement capitaliste*), Sweezy s'efforça d'actualiser le marxisme pour y intégrer une analyse des transformations du capitalisme moderne. Son ouvrage le plus connu, *Le capitalisme monopoliste* (écrit avec Paul Baran, 1966) eut une grande influence sur la « nouvelle gauche » américaine, car il y reliait la crise du système au rôle des entreprises géantes et du secteur militaire. Sweezy critiqua aussi la nature des économies de type soviétique (*Post-revolutionary Society*, 1981).

Thornton Henry, 1760-1815, né à Londres, économiste anglais. Banquier, membre du Parlement, où il participa à de nombreuses commissions, Thornton fut aussi actif dans un mouvement évangélique, la « secte de

Clapham ». Il est surtout connu pour ses théories monétaires, qu'il développa dans *An Inquiry into the Nature and Effects of the Paper Credit of Great Britain* (1802). Il étudia l'effet de la création de monnaie de papier inconvertible sur l'inflation et le change et critiqua de façon nuancée le comportement de la Banque d'Angleterre. Son analyse du taux de l'intérêt annonce celles de Knut Wicksell et d'Irving Fisher. Il est considéré comme le père de la notion de « prêteur en dernier ressort », selon laquelle, en cas de crise du crédit, la banque centrale doit fournir toute la liquidité demandée par le marché.

Thünen Heinrich von, 1783-1850, né à Canarienhäusen, économiste allemand. Dépourvu de titres universitaires, ayant consacré sa vie à la gestion rationnelle d'une exploitation agricole, il écrivit un seul gros ouvrage, dont la publication s'étendit de 1826 à 1863 : *Der isolierte Staat*. Il y étudie un État isolé, sous l'angle de la localisation des activités (il est le père de l'« économie spatiale ») et d'une organisation coopérative de la répartition des revenus pour laquelle il invente le concept de productivité marginale. Son influence en Allemagne fut faible, mais il a été reconnu en Angleterre comme un précurseur du marginalisme.

Tinbergen Jan, 1903-1994, né à La Hague, économiste néerlandais, prix Nobel en 1969. Formé à la physique mathématique à Leyde, il se tourna vers la statistique et l'économie dès les années 1930 à la Ligue des nations. Directeur du bureau néerlandais de planification après-guerre, il fut ensuite professeur jusqu'en 1973. Ses principaux centres d'intérêt ont été la modélisation de la politique économique (*Politique économique et optimum social*, 1972), les problèmes du développement (*Development Planning*, 1968) et la répartition des revenus (*Income Distribution*, 1975).

Tobin James, 1918-2002, né à Champaign, économiste américain, prix Nobel en 1981. Il est l'un des représentants de la branche du keynésianisme qui a recherché une intégration des idées monétaires de Keynes dans la théorie de l'équilibre général issue de Walras. Son apport principal a été la

théorie des choix de portefeuille, qui explique les décisions des firmes et des ménages relatives à la détention d'actifs réels et financiers par la comparaison de leurs taux de rendement. Il a aussi étudié les effets de ces choix sur le niveau du produit national et les types de politique économique qu'ils impliquent. Son nom est connu du grand public par la « taxe Tobin », qu'il suggère d'appliquer aux mouvements internationaux de capitaux à court terme afin de les limiter et ainsi de lutter contre l'instabilité du système financier mondial.

Tooke Thomas, 1774-1858, né à Saint-Petersbourg, économiste anglais. Associé dans une maison de commerce avec la Russie et gouverneur de la Bourse de Londres, il fut l'un des premiers partisans du mouvement en faveur du libre-échange. Surtout, il fut le principal représentant de la Banking School, qui s'opposait à tout contrôle quantitatif de l'émission de billets, au motif que l'offre de monnaie se proportionne toujours à la demande qui en est faite pour les besoins de l'activité économique. Il est l'auteur de *An Inquiry into the Currency Principle* (1844) et de *A History of Prices and of the State of the Circulation* en six volumes (1838-1857).

Torrens Robert, 1780-1864, né en Angleterre, économiste anglais. Il eut une vie professionnelle multiple : colonel, propriétaire de journal, membre du Parlement, organisateur de la colonisation de l'Australie. Ses nombreux ouvrages d'économie (dont *An Essay on the Production of Wealth*, 1821 ; et *On the Operation of the Bank Charter Act of 1844*, 1847) précisent sur plusieurs points (les prix, le rôle du capital, le commerce extérieur) la théorie de David Ricardo. Il fut le principal représentant de la Currency School, qui préconisait l'établissement d'une proportion rigoureuse entre la création de billets et l'encaisse-or de la Banque d'Angleterre.

Triffin Robert, 1911-1993, né à Flobecq, économiste américain d'origine belge. Docteur de Harvard en 1939, il fut expert pour la FED, le FMI et de nombreux pays et professeur à Yale University de 1958 à 1980. Il est surtout connu pour le « dilemme de Triffin », qu'il énonce dans *Europe and the*

Money Muddle (1957) et qui signifie qu'il y a incompatibilité entre l'abondance et la solidité d'une monnaie internationale de réserve. Cela constitue la principale critique au système monétaire international de Bretton-Woods : une monnaie nationale, le dollar, ayant été instituée comme monnaie de réserve, elle ne peut jouer son rôle de monnaie internationale que si la balance extérieure américaine est déficitaire. Dès lors, la gestion du système oscille entre deux écueils : soit le déficit est important et une crise de confiance dans le dollar apparaît ; pour l'éviter, il faut réduire le déficit, mais alors le commerce international souffre d'une pénurie de liquidités. La solution proposée par Triffin est l'émission de liquidités par un organisme supranational, le FMI.

Turgot Anne Robert Jacques, 1727-1781, né à Paris, économiste et homme d'État français. Il se fit remarquer comme intendant de la généralité du Limousin pendant 13 ans, avant d'être nommé contrôleur général des finances par Louis XVI en 1774. Ami des encyclopédistes et des physiocrates, il était partisan du libéralisme et il entreprit une série de réformes en ce sens : proclamation de la libre circulation des grains, suppression de la corvée, remplacée par du travail financé sur un impôt foncier, abolition des maîtrises et jurandes issues du Moyen Âge, restriction des dépenses publiques. Les réactions des milieux conservateurs à ces réformes entraînèrent sa disgrâce en 1776. Ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1766) ont fortement influencé Adam Smith sur l'importance de la division du travail et le rôle de la concurrence dans le fonctionnement d'une société marchande. Sa description des rendements décroissants dans l'agriculture annonce une des thèses centrales de l'école classique et sa conception du prix d'équilibre et de la relation entre profit et intérêt préfigure des analyses développées au XIX^e siècle.

Walras Léon, 1834-1910, né à Evreux, économiste français. Fils d'Auguste Walras, qui consacra trois ouvrages à la propriété et à la morale envisagées du point de vue de l'économie, il eut d'abord une vie profes-

sionnelle instable : après des études insatisfaisantes à l'École des mines de Paris, il fut successivement journaliste, employé de la Compagnie des chemins de fer du Nord, directeur d'une banque coopérative, éditeur avec Léon Say du journal *Le travail* et salarié d'une banque privée. En 1870, il obtint un poste de professeur d'économie à l'université de Lausanne, où il enseigna jusqu'à sa retraite en 1892. Il passa le reste de sa vie à compléter son œuvre et à entretenir une énorme correspondance avec les principaux économistes de son temps. Son ouvrage principal est *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale* (1874, 4^e édition définitive, 1900) qui inaugure (avec les ouvrages de Carl Menger et de Stanley Jevons) le marginalisme, en lui donnant un cadre d'équilibre général centré sur l'étude de l'interdépendance de tous les marchés.

Wicksell Knut, 1851-1926, né à Stockholm, économiste suédois. Esprit indépendant passionné de réformisme social, il vécut longtemps de journalisme, avant d'obtenir un doctorat d'économie à Uppsala en 1895 et un poste de professeur à Lund, où il enseigna de 1899 à 1916. Dans *Interest and Prices* (1898) et *Lectures on Political Economy* (1901-1906), il s'efforce d'intégrer la théorie de l'équilibre général issue de Léon Walras et la théorie du capital, de l'intérêt et de la productivité marginale issue de la pensée autrichienne. Il montre notamment qu'il existe une tendance à l'inflation lorsque le taux d'intérêt bancaire est inférieur au taux « naturel » d'intérêt qui égalise l'épargne et l'investissement.

Wicksteed Philip, 1844-1927, né à Leeds, économiste anglais. Pasteur de son état, il s'intéressa d'abord à la littérature et à la philosophie, avant de découvrir l'économie chez Stanley Jevons. À partir de 1897, il vécut de cours publics et de ses ouvrages. Dans *An Essay on the Coordination of the Laws of Distribution* (1894), il établit rigoureusement les conditions dans lesquelles chaque facteur de production perçoit un revenu égal à sa productivité marginale. Dans *Common Sense of Political Economy* (1910), il s'efforce d'étendre le champ de la rationalité économique à l'ensemble des comportements humains.

130 questions pour faire le point

Mode d'emploi

Les questions à choix multiples qui suivent se rapportent à chacune des fiches de cet ouvrage. Pour une même question sont recevables de une à trois réponses. Celles-ci figurent à la fin, regroupées par fiche.

F1. COMMENT FAIRE DE L'HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE ?

1. Pour les auteurs classiques, l'économie politique :

- a. Est la « science des richesses ».
- b. Consiste dans l'étude des finances publiques.
- c. Étudie les rapports entre la politique et l'économie.

2. À l'époque contemporaine, la science économique est définie comme :

- a. L'étude des comportements économiques individuels et leur coordination.
- b. La science des choix en univers de rareté.
- c. L'art d'administrer le budget de la famille.

3. La science économique :

- a. Se pose une question tout à fait *spécifique* : comprendre le fonctionnement de l'économie.
- b. Se pose de manière *particulière* une question *générale* : comprendre comment s'ordonne la société, à partir de l'étude du processus de formation du lien économique, considéré comme premier.
- c. Ne se pose pas de question particulière.

4. L'histoire de la pensée économique :

- a. Est l'histoire des erreurs du passé.
- b. Permet de comprendre l'état actuel de la discipline comme aboutissement d'un processus historique.
- c. Est inutile pour l'avancement et les progrès de la science économique.
- d. Permet d'éclairer les débats contemporains et la diversité de la science économique.

F2. UNE HISTOIRE RAPIDE DES THÉORIES ÉCONOMIQUES

1. Dans son attitude par rapport au mercantilisme, Adam Smith :

- a. Reprend la défense du protectionnisme et de l'intervention de l'État dans l'économie.
- b. Critique le protectionnisme et l'intervention de l'État dans l'économie.
- c. Soutient le rôle central de l'agriculture dans l'économie.

2. Le marginalisme est un courant de pensée qui :

- a. Reprend la théorie de la valeur travail de Ricardo et de Marx.
- b. Est hostile au libre-échange et à l'économie de marché.
- c. Fonde son analyse sur la loi de l'offre et de la demande.

3. Dans son attitude par rapport au marginalisme, Keynes :

- a. Rejette la croyance en une tendance au plein emploi.
- b. Montre que la solution au chômage de masse est le libéralisme économique.
- c. Développe la théorie de l'équilibre général de Walras.

4. Les « nouveaux classiques » sont des économistes qui :

- a. Veulent moderniser la théorie de Ricardo.
- b. Rejetent les politiques macroéconomiques keynésiennes.
- c. Veulent absorber la macroéconomie dans la microéconomie.

F3. DE L'ÉCONOMIQUE À LA « SCIENCE » ÉCONOMIQUE

1. La science économique apparaît :

- a. Dès l'antiquité chez les auteurs grecs.
- b. À l'époque de la Renaissance, au moment où se développe un capitalisme commercial.
- c. Au cours du XVIII^e siècle, après que la réflexion économique se soit affranchie de la double tutelle morale et politique.

2. Les économistes :

- a. Partagent au fond une même interrogation de philosophie politique que les philosophes de l'Antiquité, les scolastiques du Moyen Âge ou les politistes et juristes de la Renaissance.
- b. Reprennent des interrogations conceptuelles sur la monnaie, les prix, la propriété privée qui étaient déjà celles des Anciens.
- c. Se posent des questions radicalement différentes de leurs prédécesseurs, les caractéristiques de leur époque étant radicalement distinctes de celles des époques précédentes.

3. Pour les premiers économistes, fondateurs de la « science économique » :

- a. L'ordre des sociétés est contingent aux conditions culturelles et historiques.
- b. L'ordre des sociétés est d'abord économique.
- c. L'ordre des sociétés doit correspondre à un ordre naturel.

F4. LA PENSÉE ANTIQUE ET MÉDIÉVALE

1. Pour Platon, dans la cité idéale :

- a. Chacun doit occuper la place auxquelles ses qualités morales le désignent.
- b. Les responsables de la cité doivent être autorisés à s'enrichir.
- c. Chacun doit pouvoir poursuivre librement son intérêt personnel.

2. Aristote condamne l'enrichissement monétaire :

- a. Parce que la monnaie appartient au Prince.
- b. Parce que la monnaie est un moyen et non un but.
- c. Parce que la véritable richesse concerne les biens nécessaires à la vie.

3. Selon Saint Thomas d'Aquin, le juste prix :

- a. Est le prix d'équilibre du marché.
- b. Est le prix que négocient les deux participants à l'échange.
- c. Un prix équitable fixé par estimation commune.

4. Selon Oresme :

- a. Le Prince doit modifier la valeur des monnaies pour faciliter le commerce.

- b. Le Prince a la responsabilité de ne pas manipuler les monnaies et de garantir leur valeur pour garantir les échanges.
- c. La monnaie est créée par les marchands et le Prince n'est pas concerné par sa valeur.

5. Selon Buridan, la valeur des biens :

- a. Est déterminée par leur rareté.
- b. Est déterminée par l'Église.
- c. Est déterminée par la quantité de monnaie en circulation.
- d. Est déterminée conjointement par leur rareté et leur utilité.

F5. PRINCES ET MARCHANDS À LA RENAISSANCE

1. La naissance d'une économie politique :

- a. Est favorisée par l'émergence progressive des « États-nations ».
- b. Est portée par la constitution progressive d'une « classe » sociale qui s'enrichit du développement du commerce.
- c. Témoigne de l'émancipation définitive de la réflexion économique.

2. Les théories de l'État absolu :

- a. Relèvent d'une conception immorale de la politique.
- b. Relèvent d'une conception amoral de la politique.
- c. Considèrent que l'ordre naturel des sociétés est un ordre politique, fondé sur l'assujettissement au « Prince ».

3. La réforme protestante :

- a. Véhicule une nouvelle éthique favorable au développement des pratiques économiques.
- b. Reprend à son compte, en le radicalisant, l'interdit moral qui pèse, dans la chrétienté, sur l'enrichissement.
- c. Inaugure un lent mouvement de sécularisation progressive des sociétés et de la réflexion sociale.

F6. LE MERCANTILISME : UNITÉ ET DIVERSITÉ

1. Le mercantilisme :

- a. Marque l'apparition d'une science économique définitivement constituée.
- b. Illustre l'abandon des références et des interdits moraux dans la réflexion politique et « sociale ».
- c. Illustre l'émergence d'une nouvelle « classe sociale », enrichie par la « révolution commerciale », qui plaide pour le développement et la protection des pratiques d'enrichissement.

2. Le chryshédonisme est :

- a. L'art d'acquérir des richesses.
- b. Le souci de son prochain.
- c. L'atteinte du bonheur par la possession d'or.

3. Au XVI^e siècle, le terme « mercantilistes » :

- a. Désigne des philosophes de la Renaissance.
- b. Qualifie une école de pensée économique, constituée autour du Roi.
- c. N'existe pas.

4. Pour les mercantilistes, la monnaie est :

- a. Une richesse.
- b. Un simple moyen d'échange, la véritable richesse étant réelle.
- c. L'objet et le symbole du pouvoir du Prince.

F7. PHILOSOPHIE DES LUMIÈRES ET LIBÉRALISMES

1. Le libéralisme :

- a. Est une conception philosophique, politique et économique qui considère que les libertés individuelles ne sont pas contradictoires avec l'harmonie sociale.
- b. Est une doctrine de politique économique qui revendique le « laisser-faire », « laissez-passer ».
- c. Consiste dans la revendication de privilèges et de monopoles pour les marchands et les grandes compagnies commerciales.

2. Les « Lumières » :

- a. Revendiquent l'usage de la raison et en font une arme de critique des absolutismes.
- b. Soutiennent que l'individu est avant tout un être rationnel et calculateur et plaident pour les libertés économiques afin qu'il puisse exercer cette rationalité.
- c. Est un courant de la philosophie française qui va inspirer directement la Révolution française.

3. Libéralisme économique et libéralisme politique :

- a. Sont nécessairement associés.
- b. Sont deux conceptions opposées et contradictoires de ce qui fonde l'ordre social.
- c. Sont deux conceptions non nécessairement associées, mais qui ne se contredisent pas et qui dérivent de la même inspiration philosophique.

F8. FRANÇOIS QUESNAY ET LA PHYSIOCRATIE

1. La physiocratie est :

- a. Un anti-mercantilisme.
- b. La préfiguration de l'économie classique.
- c. Une mise à jour de la pensée mercantiliste dans le contexte de la Révolution industrielle.

2. Pour les physiocrates :

- a. La richesse est réelle.
- b. Seul le commerce est créateur de richesse.
- c. L'État peut tout.

3. Les physiocrates :

- a. Appellent au renversement de l'aristocratie foncière.
- b. Plaident pour que le Prince et l'aristocratie foncière se plient aux impératifs de l'ordre économique.
- c. Plaident pour que le Prince favorise le développement de l'industrie au moyen de la création de vastes manufactures.

F9. L'ÉCOLE CLASSIQUE : PRÉSENTATION D'ENSEMBLE

1. La théorie classique :

- a. Articule une *macroéconomie* fondée sur la loi des débouchés et le postulat de neutralité de la monnaie et une *microéconomie* fondée sur le concept de surplus et la théorie de la valeur travail.
- b. Fournit le fondement rationnel du libéralisme économique.
- c. Véhicule une vision critique du capitalisme et de ses excès.

2. La théorie classique :

- a. Est radicalement opposée à ce que sera la théorie néoclassique.
- b. Est la prémisse, encore inaboutie, de ce que sera la théorie néoclassique.
- c. Partage avec la théorie néoclassique une même conception des lois macro-économiques, mais s'oppose à elle sur la question de la valeur et des prix.

3. Marx et Keynes :

- a. Identifient leurs systèmes théoriques respectifs en opposition à la théorie classique.
- b. Se revendiquent comme classiques.
- c. Partagent une même définition de la théorie classique.

F10. MONNAIE, VALEUR ET PRIX CHEZ LES CLASSIQUES

1. Pour les classiques, la monnaie :

- a. Est neutre.
- b. Est essentiellement un moyen de faciliter les échanges et de pallier les insuffisances du troc.
- c. Une richesse qu'il est dans l'intérêt de la nation d'accumuler.

2. Pour les classiques, la valeur d'un bien dans l'échange :

- a. Reflète les conditions de production de ce bien.
- b. Est liée à sa valeur d'usage.
- c. Dépend de l'offre et de la demande de ce bien.

3. Pour les classiques, le « juste » prix :

- a. Est le prix d'équilibre du marché.
- b. Est le prix « naturel », qui est un prix de production reflétant les quantités de travail nécessaires pour produire un bien et le porter au marché.
- c. Est un prix qui garantit la juste rémunération des classes sociales qui ont contribué à la production.

F11. LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE DES CLASSIQUES

1. Pour les classiques, le développement des échanges (laissez-passer) est bénéfique :

- a. Car il permet l'enrichissement des marchands.
- b. Car il permet l'enrichissement du Prince.
- c. Car il permet, en augmentant le degré de division du travail, l'enrichissement de la nation tout entière.

2. La métaphore de la main invisible :

- a. Véhicule l'idée de la nécessaire intervention économique de l'État.
- b. Exprime l'idée de l'efficacité spontanée de l'économie marchande.
- c. Veut affirmer que la poursuite par chacun de son intérêt personnel conduit au bien-être collectif.

3. Le libre fonctionnement des marchés (laisser-faire) :

- a. Permet de faire émerger les « prix naturels ».
- b. Permet que chacun se spécialise dans l'activité dans laquelle il fait montre d'un avantage productif.
- c. Est une menace pour l'harmonie sociale.

F12. CROISSANCE ET RÉPARTITION CHEZ LES CLASSIQUES

1. Pour les classiques, le capitalisme :

- a. Est une société de classes aux intérêts contradictoires.
- b. Est une société de classes qui travaillent de concert à l'enrichissement de la nation.
- c. Est une société où les individus sont libres de toute appartenance de classes et se définissent exclusivement comme marchands.

2. Pour Ricardo :

- a. Le profit est la rémunération du travail du capitaliste.
- b. Il y a une relation inverse entre salaires et profits.
- c. La rente provient de la fixation du salaire au minimum de subsistance.

3. Pour Ricardo, la baisse des profits :

- a. Est un facteur de crise et menace la pérennité du système économique.
- b. Conduit à un état stationnaire.
- c. Est la manifestation d'une contraction des débouchés des entreprises.

F13. ADAM SMITH

1. Pour Adam Smith, dans *La théorie des sentiments moraux*, la « sympathie » :

- a. Décrit le fait pour chacun d'aimer son prochain.
- b. Permet à chacun de s'affranchir de son égoïsme en ayant la capacité de se placer dans la position de l'autre.
- c. Est une qualité morale essentielle à l'harmonie sociale.

2. Pour rédiger *La richesse des nations*, Smith a été influencé :

- a. Par les scolastiques.
- b. Par les mercantilistes.
- c. Par les physiocrates.

3. Smith est considéré comme le père fondateur :

- a. De la science économique.
- b. Du libéralisme économique.
- c. De la philosophie des Lumières.

4. *La théorie des sentiments moraux* et *La richesse des nations* :

- a. Développent des thèses contradictoires.
- b. Forment un ensemble cohérent autour d'une réflexion sur l'intérêt personnel et les conséquences sociales de l'individualisme.
- c. Se distinguent essentiellement par l'importance accordée au lien économique et au lien moral dans l'établissement de l'harmonie sociale.

F14. DAVID RICARDO

1. Selon Ricardo, la dépréciation de la monnaie anglaise en 1810 est due :

- a. Au déficit de la balance des paiements.

- b. À une trop forte augmentation des salaires.
 - c. À une émission excessive de billets par la Banque d'Angleterre.
- 2. Selon Ricardo, le prix naturel d'une marchandise est déterminé principalement par :**
- a. La quantité de travail nécessaire à sa production.
 - b. Le niveau du taux de salaire payé aux travailleurs.
 - c. L'offre et la demande de cette marchandise.
- 3. Selon Ricardo, lorsque les salaires augmentent, les profits :**
- a. Ne changent pas, car ils sont indépendants des salaires.
 - b. Augmentent, car la demande de biens s'accroît et donc leurs prix.
 - c. Baissent, car la valeur de la production globale se partage en salaires et profits.
- 4. Selon Ricardo, le progrès à long terme des richesses :**
- a. S'accélère, en raison du progrès technique.
 - b. Se ralentit, car le taux de profit diminue.
 - c. Se ralentit, car la demande globale n'augmente pas aussi vite que l'offre.

F15. PIERO SRAFFA ET LES « NÉORICARDIENS »

- 1. Chez Sraffa, le prix des marchandises est déterminé :**
- a. Par l'équilibre entre l'offre et la demande.
 - b. Par les quantités de travail nécessaires à leur production.
 - c. Par les conditions de production et de répartition du surplus.
- 2. Chez Sraffa, la répartition du revenu national est telle que :**
- a. La hausse des salaires s'accompagne d'une baisse du taux de profit.
 - b. Chaque facteur de production est payé à sa productivité marginale.
 - c. Le taux de profit est un indicateur de la rareté du capital.
- 3. La controverse entre les deux Cambridge porte sur la possibilité de :**
- a. Concevoir et mesurer la quantité de capital agrégé.
 - b. Déterminer le taux de profit par la productivité marginale du capital.
 - c. Concevoir le capital comme un actif financier.

F16. L'HÉTÉRODOXIE « SOCIALISTE »

- 1. Le « socialisme » de Sismondi :**
- a. Est un socialisme réactionnaire, car il cultive la nostalgie du « garantisme social » des anciennes corporations.
 - b. Est un socialisme réactionnaire car il ne s'affranchit pas de la pensée classique.
 - c. Est un socialisme réactionnaire car Sismondi n'est pas un militant ouvrier.
- 2. Le socialisme utopique est :**
- a. Une forme d'organisation sociale irréalisable.
 - b. Une somme de rêveries sans fondement rationnel.
 - c. Une qualification donnée par Marx à ceux qui l'ont précédé et de manière à distinguer son propre socialisme.
- 3. Pour Marx et Engels, le socialisme utopique :**
- a. Détourne le prolétariat en le nourrissant de « rêveries ».
 - b. Est une étape essentielle de développement de la pensée socialiste, à laquelle il convient de fournir des fondements rationnels.
 - c. Est une source d'inspiration.

F17. MARX ET LE SOCIALISME « SCIENTIFIQUE »

1. Le socialisme « scientifique » de Marx :

- a. Est une conception politique.
- b. Est une théorie économique.
- c. Se nourrit à trois sources : la critique de la philosophie allemande, la critique de l'économie politique anglaise, la critique du socialisme utopique.

2. La « microéconomie » de Marx :

- a. Reprend à son compte la « microéconomie » ricardienne : théorie de la valeur travail et relation inverse entre salaires et profits.
- b. Se constitue sur la base d'un approfondissement critique de la microéconomie ricardienne.
- c. Pose les germes de la révolution « marginaliste » en réfutant la théorie de la valeur travail.

3. Chez Marx :

- a. L'aliénation fait référence à l'absence de liberté politique des prolétaires.
- b. L'exploitation est une particularité du mode de production capitaliste.
- c. L'exploitation n'est pas un vol.

F18. LA DIFFUSION DU MARXISME : LES ÉPIGONES

1. Le développement du capitalisme à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle :

- a. Confirme chez les continuateurs de Marx les thèses sur l'écroulement programmé de ce mode d'organisation économique et sociale.
- b. Conduit les continuateurs de Marx à réviser sa doctrine et à revendiquer la possibilité de transformer le capitalisme par la réforme.
- c. Nourrit deux visions alternatives de l'avenir du capitalisme et des moyens de promouvoir le socialisme.

2. Pour les marxistes, l'impérialisme est :

- a. Un stade particulier d'évolution du capitalisme.
- b. Une forme de politique étrangère des nations capitalistes.
- c. Une manifestation du passage d'un capitalisme industriel à un capitalisme financier.

3. Le réformisme de Bernstein et Kautsky :

- a. Est aussi un révisionnisme.
- b. Continue de se revendiquer de la pensée de Marx.
- c. Abandonne la perspective socialiste.

F19. KARL MARX

1. Comme économiste, Marx :

- a. Développe les concepts de l'école classique.
- b. Critique les théories de l'école classique.
- c. Participe à la « révolution marginaliste ».

2. Selon Marx, la valeur d'une marchandise est déterminée par :

- a. Le travail qu'il faut concrètement pour la produire.
- b. Le travail social qu'elle contient, évalué grâce à la monnaie.
- c. L'offre et la demande de cette marchandise.

3. Selon Marx, le profit a pour origine :

- a. L'exploitation des travailleurs, qui créent plus de valeur que ne coûte leur force de travail.
- b. L'exploitation des consommateurs, qui achètent les marchandises plus cher qu'elles ne valent.
- c. L'exploitation des ressources naturelles, dont les capitalistes ont le monopole.

4. Selon Marx, le capitalisme est voué à disparaître car :

- a. Il surexploite les ressources naturelles.
- b. Il se caractérise par des crises et une baisse du taux de profit.
- c. Les travailleurs mènent contre lui une lutte de classes.

F20. LE MARGINALISME : MICROÉCONOMIE ET LIBÉRALISME**1. Les marginalistes :**

- a. Considèrent que le problème économique est en fait marginal.
- b. Sont des hétérodoxes qui se situent en marge de la science économique classique.
- c. Fondent une nouvelle théorie de la valeur fondée sur le concept d'utilité marginale.

2. Pour les marginalistes, la valeur d'un bien :

- a. Est tout entière subjective et reflète la seule utilité procurée par les biens.
- b. Est tout entière objective : elle correspond à la quantité de travail nécessaire pour produire un bien.
- c. Est subjective : elle résulte de l'appréciation portée par chacun sur l'utilité du bien au regard des quantités dont il dispose.

3. Pour Alfred Marshall, le prix d'un bien dépend :

- a. De la demande seulement.
- b. De l'offre seulement.
- c. De l'offre et de la demande.

4. Pour Walras, l'équilibre général d'une économie comprenant N marchés est caractérisé par :

- a. N prix et N quantités d'équilibre.
- b. $(N - 1)$ prix relatifs et N quantités d'équilibre.
- c. N prix et $(N - 1)$ quantités échangées.

F21. LÉON WALRAS**1. La place de Walras au sein de l'histoire de la pensée économique peut être résumée comme suit :**

- a. Il est l'héritier de Ricardo au sein de l'école classique.
- b. Il est un des fondateurs du courant marginaliste.
- c. Il est à l'origine de la théorie moderne de l'équilibre général.

2. Selon Walras :

- a. Les phénomènes économiques doivent être uniquement régis par les mécanismes de marché, sans intervention de l'État.
- b. L'État doit seulement intervenir pour faire respecter les règles de l'économie de marché.
- c. L'État peut intervenir dans l'économie pour accroître l'efficacité de l'industrie ou permettre la justice sociale.

3. Selon Walras, l'équilibre général est un état de l'économie dans lequel :

- a. Il y a simultanément sur tous les marchés égalité de l'offre et de la demande de chaque marchandise.
- b. Le prix de chaque bien est déterminé uniquement par l'offre et la demande de ce bien.
- c. Le comportement de chaque agent individuel n'est pas contraint par celui des autres agents.

4. Selon Walras, le salaire des travailleurs est déterminé par :

- a. Le prix des biens qu'ils doivent consommer pour reproduire leur force de travail.
- b. L'offre et la demande de travail, ce qui assure l'égalité entre le salaire et la productivité du travail.
- c. La lutte des classes.

F22. ALFRED MARSHALL

1. Marshall a une place importante dans la théorie marginaliste car :

- a. Il a inventé le concept d'utilité marginale.
- b. Il a inventé le concept de coût de production.
- c. Il a réuni l'utilité marginale et le coût de production dans la détermination du prix.

2. La loi des rendements décroissants signifie que :

- a. L'augmentation de la quantité utilisée d'un facteur de production s'accompagne de la baisse de sa productivité marginale.
- b. L'augmentation des quantités utilisées de tous les facteurs de production s'accompagne d'une augmentation moins que proportionnelle de la quantité produite.
- c. Le coût marginal d'un bien augmente avec la quantité qui en est produite.

3. La méthode d'équilibre partiel consiste à :

- a. Analyser un marché en supposant que tous les autres marchés sont en équilibre.
- b. Étudier l'interdépendance entre tous les marchés.
- c. Supposer que le comportement de chaque agent individuel n'est pas contraint par celui des autres agents.

4. La critique principale à la théorie des prix de Marshall est que :

- a. L'hypothèse de concurrence parfaite n'est pas vérifiée dans la réalité.
- b. La loi des rendements décroissants n'est pas vérifiée dans la réalité.
- c. Il y a incompatibilité entre la loi des rendements décroissants et l'analyse d'équilibre partiel.

F23. LA MICROÉCONOMIE NÉOWALRASIIENNE

1. Dans la théorie d'Arrow-Debreu, un système complet de marchés à terme contingents est :

- a. Un système monétaire international stable.
- b. Un système de financement efficace des entreprises.
- c. Une économie dans laquelle il existe un marché pour chaque bien, chaque date et chaque état de l'environnement.

2. Le « crieur » walrasien est :

- a. Un défenseur de la théorie de Léon Walras.
- b. Un critique de la théorie de Léon Walras.
- c. Une procédure d'ajustement des prix dans le modèle néowalrasien.

3. Dans la théorie néowalrasienne, la monnaie est un moyen :

- a. D'éviter les coûts de transaction sur les marchés à terme.
- b. De permettre des transactions entre des générations différentes.
- c. D'éviter les inconvénients du troc.

F24. LA « NOUVELLE MICROÉCONOMIE »

1. Chez Cournot, un producteur en situation de duopole :

- a. Vend au même prix que l'autre producteur.
- b. Vend à un prix différent de l'autre producteur.
- c. Vend la même quantité que l'autre producteur.

2. En théorie des jeux, un équilibre de Nash est une situation où :

- a. Les joueurs s'entendent pour gagner davantage.
- b. Chaque joueur obtient le gain le plus élevé possible en l'absence de coopération.
- c. Les joueurs refusent de jouer.

3. L'anti-sélection est :

- a. Une erreur d'un consommateur dans le choix d'un bien.
- b. Une erreur d'une entreprise dans son choix d'investissement.
- c. La conséquence d'une asymétrie d'information sur les caractéristiques d'un bien ou d'un agent.

F25. LES ÉCOLES AUTRICHIENNE ET SUÉDOISE

1. Selon Menger, l'eau est moins chère que le diamant car :

- a. Elle est plus abondante.
- b. Elle coûte moins cher à produire.
- c. Elle est un bien de consommation courante.

2. Pour les auteurs autrichiens, le capital est :

- a. Un facteur de production.
- b. Un détour de production.
- c. Un service producteur.

3. Pour Wicksell, il y a inflation car :

- a. Le taux d'intérêt bancaire est supérieur au taux d'intérêt naturel.
- b. Le taux d'intérêt bancaire est inférieur au taux d'intérêt naturel.
- c. Il y a trop de monnaie en circulation.

F26. JOSEPH SCHUMPETER

1. Pour Schumpeter, la théorie de l'équilibre général :

- a. Est à rejeter en raison de son caractère « constructiviste » qui fait une place insuffisante à la subjectivité des agents.
- b. Constitue un apport majeur dans la prise en compte des interdépendances marchandes, mais ne fournit qu'une description de l'économie stationnaire.
- c. A définitivement établi le modèle d'une économie capitaliste.

2. Pour Schumpeter, les cycles économiques :

- a. Témoignent des contradictions inhérentes à la dynamique économique du capitalisme.

- b.** Sont une réponse normale d'une économie soumise à un processus permanent de « destruction créatrice ».
 - c.** Résultent de l'émergence à intervalles réguliers de « grappes d'innovation ».
- 3. Pour Schumpeter, les deux figures centrales du capitalisme sont :**
- a.** L'entrepreneur et le banquier.
 - b.** Le capitaliste et le salarié.
 - c.** Le consommateur et le producteur.

F27. ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ CHEZ HAYEK ET SCHUMPETER

1. Selon Hayek, pour éviter les déséquilibres monétaires, il faut :

- a.** Supprimer les banques privées.
- b.** Maintenir la quantité de monnaie constante.
- c.** Supprimer les banques centrales.

2. Selon Hayek, le libéralisme :

- a.** Est une doctrine dépassée.
- b.** Doit être combiné avec l'intervention économique de l'État.
- c.** Implique la réduction au minimum de toute coercition.

3. Sur l'évolution du capitalisme, Schumpeter :

- a.** Partage avec Marx l'idée que le passage au socialisme est souhaitable.
- b.** Partage avec Keynes l'idée que seule une large extension des fonctions de l'État est à même de pérenniser les institutions du capitalisme.
- c.** Partage avec Marx et Keynes l'idée que le capitalisme n'est pas une forme « naturelle » d'organisation des sociétés.

F28. LE KEYNÉSIANISME : PRÉSENTATION D'ENSEMBLE

1. Le « keynésianisme » :

- a.** Est l'œuvre de John Maynard Keynes.
- b.** Est un courant politique.
- c.** Est un courant de théorie économique initié par Keynes et diffusé à la suite des travaux de Hicks.

2. L'interprétation donnée par Hicks de la *Théorie générale* de Keynes :

- a.** Se fonde sur une synthèse entre la théorie de Keynes et le marginalisme de Léon Walras.
- b.** Relativise la portée révolutionnaire de l'œuvre de Keynes en en faisant un cas particulier d'un modèle d'équilibre général.
- c.** Est une trahison du message de Keynes.

3. Le keynésianisme a été le discours dominant en théorie économique :

- a.** Durant les années 1930.
- b.** Durant les Trente Glorieuses.
- c.** Durant les trente dernières années.

4. Dans l'optique de la « synthèse », les intuitions de Keynes :

- a.** Sont vraies à court terme seulement.
- b.** Sont vraies dans le court et le long terme.
- c.** Ne peuvent espérer se réaliser que dans le long terme.

F29. JOHN MAYNARD KEYNES**1. Pour Keynes, le chômage :**

- a. Est involontaire et lié aux rigidités salariales sur le marché du travail.
- b. Est volontaire et lié au niveau trop généreux des indemnités de chômage.
- c. Est strictement involontaire et lié aux anticipations pessimistes des entreprises sur leurs débouchés.

2. Aux yeux de Keynes, la loi de Say :

- a. Est une loi naturelle du fonctionnement économique.
- b. Est vraie dans le long terme, mais n'est pas vérifiée dans le court terme.
- c. Est un postulat erroné, qui empêche la théorie classique de comprendre la situation de chômage de masse.

3. La préférence pour la liquidité exprime l'idée :

- a. Que la monnaie est neutre.
- b. Qu'en économie monétaire la monnaie, unité de compte et moyen de paiement, est une garantie contre l'incertitude.
- c. Que les agents sont irrationnels en situation d'incertitude.

4. La *Théorie générale* a pour ambition, aux yeux de son auteur :

- a. D'être un ouvrage « révolutionnaire » qui bouleverse nos manières de penser l'économie.
- b. D'être un ouvrage qui résume la connaissance économique de son époque.
- c. D'être un ouvrage qui complète la science économique néoclassique, en s'intéressant aux situations de crise économique que cette dernière néglige.

F30. LES « POST-KEYNÉSIENS » ET L'APPROCHE DE LA CIRCULATION**1. Pour les « post-keynésiens », le taux de profit est d'autant plus élevé que :**

- a. La propension à épargner sur les profits est forte.
- b. La propension à épargner sur les profits est faible.
- c. La propension à épargner sur les salaires est forte.

2. Selon Minsky, la tendance des firmes à s'endetter davantage sur les marchés financiers :

- a. Fragilise l'économie dans son ensemble.
- b. Conduit à une réduction de l'investissement.
- c. Conduit à une augmentation de l'investissement.

3. Dans l'approche de la circulation, la monnaie :

- a. N'a aucune influence sur le fonctionnement de l'économie.
- b. Détermine la hiérarchie entre les groupes d'agents.
- c. Permet d'éviter le recours au crédit.

F31. L'IMPULSION DU RENOUVEAU LIBÉRAL PAR LE MONÉTARISME**1. Le monétarisme :**

- a. Repose sur une réhabilitation de la théorie quantitative de la monnaie au sein du discours macroéconomique.
- b. Veut renouer avec l'insistance mise par Keynes sur l'importance des comportements de préférence pour la liquidité.

- c. Débouche sur une critique radicale de l'utilisation des politiques conjoncturelles de soutien à la demande globale.
- 2. Les travaux de Friedman sur les fondements microéconomiques des fonctions macroéconomiques de consommation et de demande de monnaie :**
 - a. Veulent souligner la prééminence de l'impact, sur le niveau de revenu global, des variations de la masse monétaire sur celles de la demande autonome.
 - b. Conduisent à réfuter toute efficacité à la politique économique.
 - c. Veulent fournir des fondements microéconomiques au « keynésianisme de la synthèse ».
- 3. La critique de la courbe de Phillips par Friedman :**
 - a. Conduit à nier l'existence de tout arbitrage entre inflation et chômage.
 - b. Explique l'existence d'un arbitrage temporaire entre inflation et chômage par la lenteur d'adaptation des anticipations des agents au contexte inflationniste orchestré par les autorités de politique économique.
 - c. Repose sur une restauration du modèle de la « macroéconomie » classique et de ses conceptions sur l'inutilité, l'inefficacité et l'illégitimité des politiques macroéconomiques.

F32. LA NOUVELLE MACROÉCONOMIE CLASSIQUE

- 1. Entre les monétaristes et la nouvelle macroéconomie classique :**
 - a. Il n'y a pas de différends notables.
 - b. Le débat porte sur le caractère volontaire ou involontaire du chômage.
 - c. Le débat porte sur la nature du processus de formation des anticipations.
- 2. Dans l'optique néolibérale que contribue à rationaliser la nouvelle macroéconomie classique, les seules politiques susceptibles de réduire le niveau de chômage sont :**
 - a. Des politiques structurelles, d'essence microéconomique et visant à relâcher les contraintes d'offre pesant sur l'économie.
 - b. Des politiques conjoncturelles, d'essence macroéconomique et visant à relâcher les contraintes de demande pesant sur l'économie.
 - c. Inutiles, puisque le chômage est « naturel ».
- 3. La nouvelle macroéconomie classique :**
 - a. Veut renouer avec le programme de recherches défini par Hayek durant l'entre-deux-guerres.
 - b. S'inscrit en filiation avec la critique monétariste du keynésianisme, tout en en radicalisant le propos.
 - c. Renouvelle la macroéconomie classique en tenant compte des apports du keynésianisme.

F33. THÉORIE DU DÉSÉQUILIBRE ET ÉQUILIBRES NON WALRASIENS

- 1. La théorie du déséquilibre :**
 - a. Veut rechercher la microéconomie compatible avec la macroéconomie de Keynes.
 - b. Plaide en faveur de l'existence de deux domaines séparés de la connaissance économique, la macroéconomie ne pouvant se déduire de fondements microéconomiques.
 - c. Veut démontrer que la macroéconomie de Keynes est compatible avec la microéconomie walrasienne.

2. La théorie des équilibres non walrasiens :

- a. Repose sur le postulat de l'existence de rigidités de prix et de salaires.
- b. Développe une typologie exhaustive des régimes macroéconomiques envisageables et achève « l'esprit de la synthèse » sur des fondements microéconomiques plus solides.
- c. Réfute la théorie de l'équilibre général walrasien.

3. Pour la théorie des équilibres non walrasiens :

- a. Le chômage est un phénomène de déséquilibre et il n'y a pas de chômage à l'équilibre.
- b. Le chômage est lié à une insuffisance de la demande globale sur le marché des biens.
- c. Le chômage peut être alternativement lié à un problème de rentabilité (contraintes d'offre) ou de débouchés (contrainte de demande).

F34. LA NOUVELLE MACROÉCONOMIE KEYNÉSIIENNE**1. La nouvelle macroéconomie keynésienne :**

- a. Est un développement de la nouvelle macroéconomie classique.
- b. Souhaite revenir aux fondamentaux de la macroéconomie de Keynes.
- c. Est une tentative de véhiculer les intuitions keynésiennes dans un cadre analytique hérité de la nouvelle macroéconomie classique.

2. Pour les nouveaux keynésiens, l'existence de rigidités nominales de prix et de salaire :

- a. Résulte du comportement irrationnel des agents.
- b. Est liée à une trop grande intervention réglementaire de l'État.
- c. Est une réponse rationnelle d'agents économiques confrontés à l'imperfection de la concurrence.

3. Les nouvelles théories keynésiennes du chômage :

- a. Relient l'existence du chômage involontaire aux asymétries d'information sur le marché du travail.
- b. Abandonnent la référence au caractère « involontaire » du chômage.
- c. Relient l'existence du chômage involontaire à l'existence d'un défaut d'ajustement des salaires.

F35. THÉORIE STANDARD ET APPROCHE INSTITUTIONNALISTE**1. Dans l'approche institutionnaliste, les institutions sont :**

- a. Un ensemble de règles et de formes d'organisation de l'économie.
- b. Des agents économiques maximisant leur utilité.
- c. Neutres à l'égard du fonctionnement de l'économie.

2. Dans l'histoire de la pensée économique, les institutions ont été :

- a. Ignorées jusqu'au xxe siècle.
- b. Analysées de la même façon par tous les courants de pensée.
- c. Privilégiées par certains courants de pensée plutôt critiques de la théorie standard.

3. L'approche institutionnaliste et la microéconomie :

- a. S'opposent radicalement.
- b. S'influencent mutuellement.
- c. N'ont rien à voir l'une avec l'autre.

F36. LES COURANTS INSTITUTIONNALISTES, ANCIENS ET MODERNES

1. Les courants institutionnalistes « anciens » privilégient l'étude :

- a. De la maximisation de l'utilité sous contrainte.
- b. Du caractère intentionnel ou non des institutions.
- c. De l'évolution historique des institutions.

2. Les courants institutionnalistes « modernes » privilégient l'étude :

- a. De la comparaison des différents types d'institutions.
- b. De l'équilibre général d'une économie de marché.
- c. De l'efficacité des institutions.

3. On appelle coût de transaction :

- a. Le coût de fonctionnement d'un marché ou de toute autre forme de relation économique.
- b. La quantité de monnaie contre laquelle s'échange une marchandise.
- c. Le prix du service rendu par le « crieur » walrasien.

F37. L'ÉCONOMIE COMME SCIENCE : NAISSANCE D'UNE CONVICTION

1. L'ambition de faire de l'économie une « science » comparable aux sciences dites « dures » :

- a. Est consubstantielle à l'apparition même de la discipline.
- b. N'est véritablement revendiquée qu'à partir de la fin du XIX^e siècle, en corollaire de la constitution de l'approche « néoclassique ».
- c. Ne se discute pas : l'économie est une branche appliquée des mathématiques.

2. L'impérialisme exercé par la science économique au sein des sciences sociales :

- a. Repose sur la puissance de sa méthode.
- b. Se nourrit du prestige que confère le recours systématisé à un haut niveau de formalisation.
- c. Est une tentation inscrite logiquement dans la définition de la science économique comme science des choix.

3. La science économique :

- a. Développe, grâce au recours aux concepts et méthodes des sciences exactes, une vision objective des faits économiques et sociaux.
- b. Est condamnée, parce qu'elle est une science sociale, à ne véhiculer que des représentations subjectives et situées de la « réalité ».
- c. Est une pure idéologie.

F38. QUELLE « SCIENCE » ÉCONOMIQUE ?

1. L'économie « pure » telle que la définit Walras :

- a. Est une science « fondamentale » et formelle, dont le raisonnement est déductif et pour laquelle le critère de validité des théories qu'elle produit est la cohérence logique des énoncés.
- b. Est une science « appliquée » et empirique, dont le raisonnement est inductif et pour laquelle le critère de validité des théories qu'elle produit est la « non-réfutation » par les faits observés.
- c. Est une science à la fois appliquée et fondamentale.

2. L'expérimentation en économie :

- a. Est impossible.
- b. Ne concerne pour l'essentiel que le test des prémisses « psychologiques » de la discipline.
- c. Demeure marginale, la science économique étant avant tout une science d'observation.

3. La théorie économique :

- a. Doit établir des lois générales et universelles de fonctionnement de l'économie marchande.
- b. Doit se limiter à l'étude de l'histoire des faits économiques, aucun fait du passé n'étant susceptible de se reproduire.
- c. Peut espérer établir des lois, mais qui demeurent historiquement déterminées et pour une part géographiquement situées.

F39. LE PROGRÈS DES CONNAISSANCES EN ÉCONOMIE**1. Pour Thomas Kuhn, les « révolutions scientifiques » :**

- a. Sont une perte de temps dans le progrès général des connaissances.
- b. Sont inévitables, et participent au progrès des connaissances.
- c. Sont une vue de l'esprit et se réduisent à la contestation du paradigme scientifique établi par des théories marginales pourtant définitivement réfutées par l'expérience.

2. Le progrès des connaissances en économie :

- a. A été continu depuis Adam Smith.
- b. Est une illusion, les mêmes débats continuant à exister, sans jamais avoir été tranchés.
- c. Semble suivre une progression dialectique qui fait succéder l'émergence revendiquée d'une synthèse entre le paradigme ancien et les théories qui l'ont contesté.

3. Le maintien de théories constituées, au regard du paradigme dominant, en hétérodoxies :

- a. Démonstre que l'économie n'est pas une science.
- b. Est un produit de l'immaturation de la discipline.
- c. Est le produit nécessaire d'une science sociale, qui demeure une économie *politique* structurée autour de quelques grands débats fondamentaux.

Réponses

- F1** 1: a. ; 2: a. b. ; 3: b. ; 4: b. d.
F2 1: b. ; 2: c. ; 3: a. ; 4: b. c.
F3 1: c. ; 2: a. b. ; 3: b. c.
F4 1: a. ; 2: b. c. ; 3: c. ; 4: b. ; 5: d.
F5 1: a. b. ; 2: c. ; 3: a. c.
F6 1: b. c. ; 2: c. ; 3: c. ; 4: a. c.
F7 1: a. b. ; 2: a. ; 3: c.
F8 1: a. b. ; 2: c. ; 3: b.
F9 1: a. b. ; 2: c. ; 3: a.
F10 1: a. b. ; 2: a. b. ; 3: b. c.
F11 1: c. ; 2: b. c. ; 3: a. b.
F12 1: a. ; 2: b. ; 3: b.
F13 1: b. c ; 2: c. ; 3: a. b. c. ; 4: b. c.
F14 1: c. ; 2: a. ; 3: c. ; 4: b.
F15 1: c. ; 2: a. ; 3: a. b.
F16 1: a. ; 2: c. ; 3: b. c.
F17 1: c. ; 2: b. ; 3: c.
F18 1: c. ; 2: a. c. ; 3: a. b.
F19 1: a. b. ; 2: b. ; 3: a. ; 4: b. c.
F20 1: c ; 2: c ; 3: a. b. c. ; 4: b.
F21 1: b. c. ; 2: c. ; 3: a. ; 4: b.
F22 1: c. ; 2: a. c. ; 3: a. ; 4: c.
F23 1: c. ; 2: c. ; 3: a. b.
F24 1: a. ; 2: b. ; 3: c.
F25 1: a. ; 2: b. ; 3: b.
F26 1: b. ; 2: b. c. ; 3: a.
F27 1: b. c. ; 2: c. ; 3: c.
F28 1: c. ; 2: a. b. ; 3: b. ; 4: a.
F29 1: c. ; 2: c. ; 3: b. ; 4: a.
F30 1: b. ; 2: a. b. ; 3: b.
F31 1: a. c. ; 2: a. ; 3: b. c.
F32 1: c. ; 2: a. ; 3: a. b.
F33 1: a. ; 2: a. b. ; 3: c.
F34 1: c. ; 2: c. ; 3: a. c.
F35 1: a. ; 2: c. ; 3: b.
F36 1: b. c. ; 2: a. c. ; 3: a.
F37 1: b. ; 2: b. c. ; 3: b.
F38 1: a. ; 2: b. c. ; 3: c.
F39 1: b. ; 2: c. ; 3: c.



Ghislain Deleplace
Christophe Lavalie

HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE

Ce Maxi Fiches présente toute l'**histoire de la pensée économique** en **40 fiches synthétiques**, claires et structurées.

Il constitue un **outil indispensable** pour retenir l'essentiel et permet de réviser efficacement les fondamentaux de la discipline :

- les grands courants de pensée ;
- les principaux auteurs ;
- les œuvres fondatrices.

Chaque fiche peut être étudiée séparément et propose les **points clefs**, les **concepts de base** et des **extraits d'œuvres majeures**.

GHISLAIN DELEPLACE

Professeur à l'université Paris 8 Saint-Denis et directeur du Laboratoire d'économie dionysien, il est l'auteur du manuel d'*Histoire de la pensée économique*, 2^e éd. (2007), aux Éditions Dunod.

CHRISTOPHE LAVIALLE

Docteur en sciences économiques, habilité à diriger des recherches, il est Maître de conférences à l'université d'Orléans et chercheur au sein du Laboratoire d'économie d'Orléans.

LES +

- Mini-dictionnaire de 100 économistes
- 130 QCM pour réviser

PUBLIC :

- ▶ L2, L3, M1 de sciences économiques et d'AES
- ▶ IEP, ENS, écoles de commerce et d'ingénieurs
- ▶ Concours administratifs de catégorie A